39e Année. N° 10.

JUN 8 1932
PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

LA REVUE DE PARIS

15 MAI 1932

		Pages.
miral de Faramond.	*Souvenirs de Berlin et de Vienne.* . .	241
uillaume Dupuytren.	*La Mort du Duc de Berry*	267
. de Martel	*Sauverait-on le Prince?*	290
dolphe Javal.	*Au Pays des Rentiers*	297
Vladimir d'Ormesson	*Enfances diplomatiques.* — II	314
uc Durtain.	*Littérature et Tradition*	350
oger Labonne . . .	*L'Ukraine.* — I.	364
obert Sencourt . . .	*L'Impératrice Eugénie et la Politique.*	382
ndré Thérive	*Anna.* — III	398
rançois Porché . . .	*Le Théâtre*	422
enry Bidou	*Le Mouvement littéraire*	435
lbert Flament	*Tableaux de Berlin*	445
arcel Lucain	*Les Élections législatives.*	462
notus	*M. Paul Doumer*	468

Jean Poirier : *Parmi les Livres.*

Copyright 1932 *Revue de Paris.*

LA LIVRAISON DE **240** PAGES : **7** FRANCS

PARIS

DIRECTION ET RÉDACTION : 114, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

ADMINISTRATION, ABONNEMENT ET VENTE : 3, RUE AUBER

La REVUE DE PARIS ***publiera prochainement :***

Avez-vous lu Han d'Islande?

par LOUIS BARTHOU
de l'Académie française

Réparations et Dettes interalliées

par HENRY BÉRENGER

Le Suicide en Littérature

par PAUL MORAND

L'Expédition de Chine (1860)

SOUVENIRS DU GÉNÉRAL COMTE DE PALIKAO

La Maison Thüringer

par PANAÏT ISTRATI

Les Pleureurs de Sion

par MYRIAM HARRY

Le Roman d'une Demoiselle d'Honneur

par T. THOMASSIN

SOUVENIRS
DE BERLIN ET DE VIENNE
1910-1914

Les pages que l'on va lire sont extraites des *Souvenirs* de l'amiral de Faramond, qui doivent paraître prochainement en librairie, avec une préface de M. Jules Cambon. L'auteur fut, de 1910 à 1914, attaché naval aux ambassades de France, de Berlin et de Vienne. Par son mariage, il était devenu le beau-frère du baron de Speck Sternburg, ambassadeur d'Allemagne aux États-Unis. Cette circonstance lui valut, à Berlin, de fréquenter les milieux les plus variés et souvent les plus fermés aux étrangers.

(N. D. L. R.)

1911

AGADIR. LE TRAITÉ DU 4 NOVEMBRE
ATTITUDE DE L'EMPEREUR AU COURS DE LA CRISE

Avant la guerre, la situation des attachés militaires et navals, dans des pays tels que l'Allemagne où le souverain commandait en personne les armées de terre et mer, était un peu spéciale. Guillaume II, en particulier, considérait les officiers étrangers attachés aux ambassades et aux légations comme accrédités auprès de sa personne plutôt qu'auprès du gouvernement allemand. Il les avait toujours autour de lui, lors des prises d'armes et des fêtes militaires, et c'est parfois d'eux qu'il se servait pour faire connaître sa pensée aux chefs de mission. Ses déclarations ne pouvaient alors être considérées que comme des indications; elles ne l'engageaient aucunement,

car il lui était toujours loisible de dire qu'il n'avait pas été compris ou que ses propos avaient été inexactement rapportés.

Mon collègue l'attaché militaire et moi avons eu ainsi, à diverses reprises, avec le Kaiser, des conversations, au cours desquelles il ne se gênait pas pour dire crûment ce qu'il avait sur le cœur.

Dans une circonstance, j'ai eu de l'Empereur une confidence tellement extraordinaire et inattendue que j'oserais à peine la relater si M. Jules Cambon, à qui M. de Kiderlen avoua un peu plus tard en avoir été l'instigateur, n'était là pour témoigner de son authenticité.

Au mois de mai 1911, le gouvernement français avait été dans l'obligation d'envoyer une colonne à Fez, pour mettre fin à des troubles incessants qui paralysaient toute colonisation effective. Les Allemands y avaient vu une violation de l'acte d'Algésiras tandis que nous considérions l'opération comme indispensable à la réalisation de l'accord économique conclu en 1909 entre la France et l'Allemagne.

Le 12 juin, M. Cambon rencontra aux courses de Grunwald le Kronprinz qui lui dit à brûle-pourpoint : « Eh bien, mon cher ambassadeur, vous voilà à Fez. Je vous en fais mon compliment. C'est un joli morceau que le Maroc. Vous nous ferez notre part et tout sera réglé. On n'en parlera plus. »

Quelques jours plus tard, M. de Kiderlen et M. Cambon eurent une entrevue à Kissingen où ils discutèrent la situation. Au moment de se quitter, le secrétaire d'État dit à l'ambassadeur qui partait pour la France : « Rapportez-nous quelque chose de Paris. »

Nous voici à la fin du mois de juin. La semaine nautique de Kiel se déroule avec un peu moins d'éclat peut-être que l'année précédente. Le ministère Monis vient de tomber.

Le 26, je suis prié à déjeuner à bord du *Hohenzollern*. En sortant de table, l'Empereur m'entraîne sur l'arrière de son yacht et voici en substance la conversation qui se déroule :

— Que savez-vous de la crise ministérielle française? Quel nom met-on en avant pour le portefeuille des Affaires étrangères?

— Sire, je ne sais rien de plus que ce que disent les journaux du matin. On nomme M. Poincaré ou M. Briand.

Et l'Empereur reprend, avec un geste d'impatience, comme si les noms que je viens de prononcer ne lui étaient pas agréables :

— Je souhaiterais vivement voir au quai d'Orsay un homme politique à qui fût familière la question du Maroc, afin que nous puissions la résoudre une fois pour toutes. Il est impossible que la situation actuelle se prolonge indéfiniment. L'opinion allemande s'énerve.

— Mais, Sire, il me semble que les deux noms mis en avant répondraient tout à fait au désir de Votre Majesté. M. Briand et M. Poincaré sont parfaitement au courant des affaires du Maroc.

— Oui, c'est possible. Néanmoins je voudrais pouvoir négocier avec un homme d'État qui eût assez d'autorité en France et de crédit auprès de vos chambres pour faire accepter sans discussion un accord conclu avec nous.

— Votre Majesté paraît faire allusion à une personnalité politique française bien déterminée. Puis-je lui en demander le nom?

— Delcassé.

Comme je ne puis réprimer un mouvement de surprise, l'Empereur continue :

— Il est vrai que nous avons eu autrefois avec M. Delcassé des difficultés sérieuses. Mais je veux oublier tout cela et ne voir en lui qu'un homme d'État très averti des questions marocaines et coloniales et à qui votre parlement se remettrait certainement du soin de traiter avec nous.

— Sire, je crois comprendre l'intention de Votre Majesté; je rapporterai donc le plus tôt possible à M. Cambon cette conversation. Mais il est à craindre que le ministère ne soit déjà constitué lorsqu'il l'apprendra. Dans ce cas, je reste persuadé que Votre Majesté trouvera, à la tête du ministère des Affaires étrangères, un homme ayant toute l'autorité désirable pour mener à bonne fin les négociations qui pourraient s'engager entre le gouvernement impérial et le gouvernement de la République. »

Cette intervention tout à fait inattendue de l'Empereur dans la question du Maroc, à la veille de ce que l'on a appelé « le coup d'Agadir », n'a jamais été connue que de M. Cambon

et du président Fallières. C'est pourquoi elle n'est relatée nulle part.

En quittant le Kaiser, je suis abordé par le chancelier qui me dit : « Je suis au courant des propos que vous a tenus Sa Majesté et je tiens à ajouter que le secrétaire d'État aux affaires étrangères et moi partageons cette manière de voir. »

Je quitte le *Hohenzollern* très perplexe. Quelle peut être la pensée intime de Guillaume II? Est-ce un piège qu'il nous tend ou bien a-t-il un désir réel d'une entente avec nous?

Pour correspondre directement par le chiffre diplomatique avec l'ambassadeur qui est à Paris, il faut que j'aille à Berlin et mon télégramme n'arrivera pas plus vite qu'une lettre mise à la poste à Kiel. Je me résous donc à écrire ce que l'empereur m'a dit.

Le désir exprimé par Guillaume II ne put même pas faire l'objet d'une discussion de la part du gouvernement français, car la formation du ministère Caillaux était chose faite le 26 juin au soir et ma lettre ne parvint à M. Cambon que le lendemain.

Au cours des négociations qui aboutiront au traité du 4 novembre, M. de Kiderlen avouera à notre ambassadeur qu'il avait soufflé à l'empereur cette conversation afin qu'elle lui fût rapportée.

A quelques jours de là, je fus appelé à faire partie du service d'honneur du Président de la République qui se rendait en Hollande par la voie de mer. J'abordai l'*Edgar-Quinet* dans l'écluse d'Ymuiden, et, aussitôt, M. Fallières me demanda de lui répéter très exactement les paroles de l'empereur. Lorsque j'eus terminé mon rapport, le président me dit : « C'est un fourbe. Si j'avais appelé Delcassé aux Affaires étrangères, toute la presse allemande aurait hurlé « à la provocation » et c'est sans doute ce qu'il voulait. »

Quelle que soit la déférence que je doive à l'opinion du chef de l'État, je ne puis partager cette manière de voir. M. Cambon, qui, dans la suite, a eu l'occasion d'apprécier chez Kiderlen une certaine franchise et, en tous cas, un caractère de lutteur, admettra, je crois, que le secrétaire d'État aux Affaires étrangères ait pu avoir le désir de se mesurer avec l'homme d'État français qui, à ce moment, passait pour le mieux

informé des questions de politique extérieure et pour le moins accommodant vis-à-vis de l'Allemagne.

Que serait-il sorti d'un pareil duel? Peut-être beaucoup de mal. Quoi qu'il en soit, je persiste à croire que, si M. Delcassé eût été appelé le 26 juin aux Affaires étrangères, le gouvernement impérial aurait momentanément muselé la presse et qu'il n'y aurait pas eu, le 1er juillet, l'incident d'Agadir. Mais il n'y aurait pas eu non plus, le 21 juillet, le discours tranchant de Lloyd George, qui, en signifiant à l'Allemagne que l'Angleterre ne tolérerait pas l'établissement d'une base navale allemande sur la côte occidentale du Maroc, donna à réfléchir à la Wilhelmstrasse et prépara la voie à un accord franco-allemand d'où toute cession territoriale au Maroc devait être exclue.

En définitive, le samedi 1er juillet, la canonnière *Panther* mouille devant Agadir et la presse allemande pousse un cri de triomphe, comme si l'apparition du drapeau noir et blanc sur la côte marocaine affirmait déjà une prise de possession.

La décision du gouvernement allemand fut une surprise. Rien ne l'avait laissé prévoir. Le chef du cabinet naval de l'empereur m'a dit plus tard que cette démonstration n'avait été envisagée qu'au dernier moment. C'est donc bien une réponse au choix de M. de Selves qu'il faut y voir. Certes M. de Selves est un homme d'une rare distinction et fort sympathique; mais il vient de la préfecture de la Seine et les questions de politique extérieure qui s'agitent actuellement ne lui sont pas familières. Le gouvernement allemand ne voit donc pas en lui l'homme avec lequel il veut pouvoir traiter « vite et une fois pour toutes », suivant l'expression de l'empereur, et il donne un coup de poing sur la table.

Nous avons appris dans la suite que M. de Kiderlen avait eu quelque peine à triompher des hésitations du Kaiser, qui, moins confiant peut-être que son secrétaire d'État et son chancelier dans la neutralité de l'Angleterre, eût préféré une manière moins brutale d'engager la conversation. D'ailleurs à cette époque, Guillaume II suit encore son idée d'un essai de rapprochement avec la France et, en cela, il est d'accord avec l'amiral de Tirpitz.

Je ne crois donc pas qu'il ait voulu nous tendre un piège en

exprimant le désir de négocier avec M. Delcassé, si extraordinaire que puisse paraître l'idée.

Le communiqué officiel du gouvernement britannique en date du 4 juillet, puis, quinze jours plus tard, le discours du chancelier de l'Échiquier viennent dissiper l'enthousiasme des Allemands et faire éclater à leurs yeux ce qu'ils appelleront désormais le péril anglo-français.

Douze ans après, dans ses tableaux d'histoire comparée, Guillaume II qualifiera de menaçant le discours prononcé par Lloyd George à la Chambre des Communes.

De juillet à octobre se poursuivent entre Paris et Berlin de pénibles négociations qui passionnent l'opinion publique dans les deux pays et aboutissent à un accord qui ne satisfera personne...

Il est fort heureux pour nous que M. de Kiderlen ait eu en face de lui M. Cambon comme porte-parole du gouvernement français. Tout de suite, celui-ci le domine par son calme, sa manière courtoise, un raisonnement serré servi par une parole pleine de charme. Et, chose curieuse, entre ces deux hommes si différents sous tous les rapports, va se développer une certaine sympathie.

M. Cambon qui a été gouverneur général de l'Algérie ne perd jamais de vue le point essentiel : ne rien aliéner de nos possessions ou de nos protectorats de l'Afrique du Nord. Que va faire M. de Kiderlen, pris entre cette volonté bien ferme de la France et la déclaration catégorique de l'Angleterre? Il a cependant promis un morceau du Maroc aux pangermanistes, cela ne fait aucun doute. S'il échoue, la déception sera profonde.

Fort heureusement des conseils de modération se font entendre à Vienne et l'attitude de Guillaume II reste pacifique, en face d'une presse qui commence à hausser le ton. Ses paroles sont mesurées. Le 27 août, en pleine crise, il parle à Hambourg du développement nécessaire de la marine et s'exprime ainsi : « Depuis une dizaine d'années le peuple allemand s'est rendu compte que la protection du commerce et de la navigation se trouve dans le développement admirable d'une flotte dont le personnel est instruit et discipliné. C'est le peuple allemand qui a voulu qu'il en fût ainsi. Cette flotte

encore jeune se réjouit de l'intérêt que lui porte la ville de Hambourg. Et je crois avoir compris le sens de votre enthousiasme en concluant que vous êtes d'avis qu'il faut augmenter encore la puissance de notre marine pour être sûr que personne ne songera à nous disputer la place que nous avons acquise sous le soleil. »

Le moment est particulièrement bien choisi pour parler au pays d'un accroissement des forces navales. La parole hautaine de l'Angleterre, lorsque l'Allemagne a osé montrer son pavillon sur la côte occidentale du Maroc, résonne comme un affront dans tous les cœurs allemands.

. . . . . .

Par la voix de M. Class les pangermanistes exposent leurs revendications ou plutôt leurs exigences.

. . . . . .

M. de Kiderlen courbe la tête sous l'orage intérieur et cède devant l'attitude résolue de la France et de l'Angleterre. Un accord en 17 articles est signé le 4 novembre, dont on connaît les grandes lignes :

« Le gouvernement impérial déclare que, ne poursuivant au Maroc que des intérêts économiques, il n'entravera pas l'action politique, financière et administrative de la France et qu'il ne fera pas obstacle à une extension du contrôle du gouvernement de la République sur l'empire chérifien ou a des occupations militaires, sous réserve du maintien de la liberté commerciale. En retour la France conclut avec l'Allemagne un traité de délimitation des frontières du Congo, plus avantageux pour cette puissance que pour nous. »

En France la ratification de cet accord par le Parlement donne lieu à des discussions orageuses, à des mots implacables; elle est néanmoins votée par 432 voix contre 85 et 49 abstentions. « Quand même, déclare le président du Conseil, le traité de 1904 subsisterait dans son entier, est-ce que ce ne serait pas pour la France un succès énorme que d'avoir sur le Maroc un protectorat incontesté, qui lui fait dans l'empire chérifien une situation bien autrement avantageuse que celle qu'elle a reçue en Tunisie par le traité du Bardo, bien autrement forte que celle dont l'Angleterre s'est contentée en Égypte? Cette situation privilégiée, elle va l'occuper

dans les neuf dixièmes du Maroc. Le dixième qui lui manque fera-t-il oublier le reste? »

Une partie de l'opinion française répond à ces paroles de bon sens : « Vous donnez à l'Allemagne un morceau du Congo pour lever une hypothèque allemande qui n'a jamais existé. »

Cela n'est pas tout à fait exact : l'Allemagne a eu, de longue date, une politique marocaine. En 1888, El-Mokri s'est rendu à Berlin à la tête d'une ambassade. En 1890, le comte Tattenbach négocie avec le Maghzen un traité de commerce avantageux pour l'Allemagne. Vers 1894, un partage du Maroc entre l'Angleterre et l'Allemagne est envisagé, et, un an plus tard, un partage à trois avec l'Italie. Fort heureusement pour nous, l'influence anglaise ayant pris une prépondérance au Maroc, l'Allemagne, qui suit à cette époque une politique très anglophile, s'efface devant l'Angleterre et celle-ci, peu soucieuse, après mûre réflexion, d'établir un protectorat anglo-allemand si près de l'Algérie, ne s'oppose plus à l'extension de l'influence française.

Du moment que nous avions cru devoir désintéresser, à propos du Maroc, l'Angleterre, l'Italie et l'Espagne, ce fut peut-être une faute d'ignorer sciemment les aspirations coloniales de l'Allemagne.

A Berlin, que dit-on? L'accord franco-allemand, dès qu'il est connu, provoque dans tous les partis et dans toutes les classes une immense désillusion. Personne ne se soucie de quelques arpents de terre de plus au Congo.

Ceux de nos compatriotes qui ont vu de leurs yeux les fureurs déchaînées dans l'enceinte du Reichstag lorsque vint en discussion le traité du 4 novembre, n'ont pu douter que cet accord ne fût pour nous un succès diplomatique. Le comte de Schwerin, président de l'assemblée, déclare que « l'Allemagne doit régler définitivement ses comptes avec ses adversaires, à la façon dont elle les a réglés déjà à Olmutz, à Sadowa et à Sedan ».

M. Bassermann, au nom du parti national-libéral, demande que le gouvernement « fasse usage de la force armée pour obtenir qu'on lui accorde son dû ».

M. de Heydebrand, chef du parti conservateur, se répand en

attaques violentes contre l'Angleterre, sous les yeux et aux applaudissements du Kronprinz.

L'*Alldeutscher Verband*, les ligues militaires et navales sont déchaînées.

Mais la gravité de l'heure tient surtout à ce que ce sont les éléments conservateurs et modérés du Reichstsag, c'est-à-dire les plus fidèles soutiens de l'empire, qui sont le plus opposés à l'accord.

Le traité du 4 novembre laisse dans tous les cœurs allemands, dans tous les partis politiques, — car les socialistes n'y échappent pas plus que les autres, — un sentiment d'amertume qu'aucun pouvoir ne sera capable d'effacer.

Pour la première fois, le souverain est débordé par le flot montant du pangermanisme. Il est encore assez fort et assez calme pour y tenir tête. Trois ans plus tard il ne le sera plus.

1914

PROGRÈS DU PANGERMANISME

On parle, dans les couloirs, de la chute possible du Chancelier, de son remplacement par l'amiral de Tirpitz.

Le nom du secrétaire d'État à la Marine est pour les pangermanistes le symbole de leurs aspirations belliqueuses. Dans un salon militaire, j'ai entendu appeler Tirpitz « le Chancelier de la Guerre ». S'il succède à Bethmann, c'est que l'Empereur marche désormais la main dans la main avec les pangermanistes.

Que certaines influences se soient employées auprès de Guillaume II à porter au pouvoir le secrétaire d'État à la Marine, cela n'est guère douteux, mais le Kaiser a encore un peu plus de bon sens que la plupart de ses conseillers; il ne veut pas couper tout de suite les ponts derrière lui.

Est-ce parce que M. de Tirpitz entrevoit comme possible son accession au poste de Chancelier qu'il prend une voie détournée pour faire connaître à l'ambassadeur de France le fond de sa pensée? M. Poincaré a raconté l'incident dans le volume IV de ses Souvenirs, et, puisque j'y suis directement mêlé, je vais en refaire le récit.

M. Cambon adresse le 19 janvier à M. Doumergue, ministre des Affaires étrangères, la dépêche suivante :

Berlin, le 19 janvier 1914.

Absolument secret. L'amiral de Tirpitz a eu avec madame de Faramond, femme de notre attaché naval, chez le chef d'État-Major de la Marine, une conversation des plus curieuses. Madame de Faramond, Américaine d'origine, jouit ici d'une situation particulière à la Cour par le fait qu'une de ses sœurs avait épousé le baron Speck de Sternburg qui fut ambassadeur d'Allemagne à Washington et l'un des amis particuliers de l'Empereur. M. de Tirpitz désirait ardemment que cette conversation me fût rapportée. J'ai prié notre attaché naval de m'en faire un compte rendu tout personnel. J'ai l'honneur de transmettre ce compte rendu à Votre Excellence, en la priant de lui garder un caractère absolument secret. La personnalité de M. de Tirpitz est considérable. Ses paroles ont une importance que nous ne pouvons nous dissimuler. Elles reflètent évidemment les préoccupations que l'on a en haut lieu, surtout si on les rapproche de certains propos de l'Empereur et du général de Moltke que j'ai rapportés en leur temps à votre prédécesseur. Il est clair que l'Allemagne souhaiterait de voir revenir le temps où elle nous prêtait son appui dans l'affaire tunisienne et où les difficultés égyptiennes nous tenaient séparés de l'Angleterre. L'amiral de Tirpitz a toujours été profondément hostile à l'Angleterre. Nous le considérions comme animé d'un esprit pangermaniste qui en faisait pour nous un adversaire redoutable. Son langage actuel et l'espèce d'émotion qu'il a eue en parlant à son interlocutrice ne sont pas le fait du hasard chez un homme de cette nature d'esprit. On peut se demander si certains bruits qui courent de la chute possible du Chancelier et de son remplacement par M. de Tirpitz ne reposent pas sur un fondement sérieux et si l'amiral de Tirpitz n'a pas voulu écarter certaines préventions qu'il sent bien que nous pourrions avoir à son sujet.

Signé : JULES CAMBON

A cette dépêche est annexé mon compte rendu :

« Monsieur l'Ambassadeur, j'ai dîné mercredi soir chez l'amiral von Pohl, chef d'État-Major général de la marine allemande. Le secrétaire d'État à la Marine assistait à ce dîner. Aussitôt sorti de table, l'amiral de Tirpitz s'est avancé vers ma femme et, l'ayant entraînée dans un coin du salon, il a, sans préambule, commencé une longue tirade sur les relations franco-allemandes, avec l'intention bien évidente que ses propos vous fussent répétés. L'amiral de Tirpitz, ordinairement fort calme, a parlé avec une volubilité et une exaltation dont il n'est pas coutumier. Dans ses allusions à la politique anglaise, il y avait de l'exaspération. Ma femme, qui parle l'allemand aussi bien que le français, a écouté attentivement le secrétaire d'État

et ne l'a interrompu que pour faire l'observation qui a amené la réplique sur laquelle s'est terminé l'entretien. « Pourquoi, a dit l'amiral de Tirpitz, la France persiste-t-elle à nous bouder? Il y a, je le sais, de terribles souvenirs entre nos deux pays. Mais, après tout, le mal que nous vous avons fait, il y a quarante-trois ans est bien peu de chose en comparaison des défaites et des humiliations que, pendant cent cinquante ans, vous nous avez infligées. Pourquoi la France et l'Allemagne ne se considéreraient-elles pas comme quittes et ne se tendraient-elles pas la main? Vous m'objecterez : l'Alsace-Lorraine. Oui, tout est là. Mais croyez-vous qu'il ne soit pas aussi pénible pour nous d'être dans ce pays que pour vous de l'avoir perdu? Trouvez-vous notre situation enviable en Alsace-Lorraine? C'est une question d'ordre purement militaire qui nous a mis dans l'obligation d'occuper une partie de la Lorraine française. Nous n'avons pris Metz qu'à notre corps défendant, pour assurer la paix dans l'avenir. Si la France voulait renoncer à faire, à propos de l'Alsace-Lorraine, une politique de sentiment, le rapprochement entre nous serait facile. Le bonheur et la prospérité de l'Alsace-Lorraine seraient la conséquence immédiate de ce rapprochement. Pour obtenir cela de vous, nous serions prêts à vous faire de grandes concessions : vous avez fondé dans l'Afrique du Nord un immense empire; vous avez pris le Maroc; développez ce riche et magnifique pays; nous vous l'abandonnons complètement, sans restriction; faites-y ce que vous voudrez; en échange, renoncez à une politique de sentiment au sujet de l'Alsace-Lorraine. Si la France, au lieu de mettre sa foi dans l'amitié anglaise, qui ne saurait être sincère, consentait à oublier le passé et nous tendait la main, la paix du monde serait assurée et un magnifique avenir s'ouvrirait pour nos deux pays. L'alliance franco-anglaise est un contre-sens. L'Angleterre est la plus égoïste des nations; elle ne songe qu'à ses propres intérêts et ne tient jamais ses engagements envers ses alliés ou ses amis. A l'heure critique elle vous lâchera. L'ambition démesurée des Anglais entraînera un jour pour vous une catastrophe dont ils tâcheront de bénéficier. » A ce moment, ma femme a interrompu le secrétaire d'État à la Marine pour lui dire : « Mais, Excellence, vous parlez comme si un grand danger menaçait. Qui songe à déchaîner une guerre? — Ce n'est pas nous, a répliqué l'amiral de Tirpitz. Jamais nous ne vous déclarerons la guerre. Je ne crois pas non plus qu'en France on désire la guerre, quoiqu'on n'ait pas chez vous une idée très exacte de notre puissance militaire. Dites-vous bien que, jamais, à aucune époque de notre histoire, notre armée n'a été aussi prête qu'elle l'est à l'heure actuelle. Le grand danger, c'est l'Angleterre, qui vous poussera à nous attaquer, dans l'espoir de manger la châtaigne. »

J'ai eu l'occasion de dire combien l'amiral de Tirpitz déteste les Anglais et de signaler chez lui comme chez

l'Empereur un désir de rapprochement avec la France, dans le cadre du traité de Francfort. Le secrétaire d'État à la marine veut bien admettre aujourd'hui qu'il y a une question d'Alsace-Lorraine et, pour la résoudre, peut-être serait-il prêt à nous consentir des avantages même plus substantiels que ceux dont il a fait état dans sa conversation avec ma femme. Mais, à la réflexion, je vois surtout dans cette conversation, un dernier avertissement qui nous est adressé. M. de Tirpitz sait mieux que quiconque ce qui se prépare. D'avance il rejette la responsabilité du conflit sur l'Angleterre. En attirant notre attention sur la puissance jamais égalée de l'armée allemande, il entend nous dire que nous serons écrasés. Il nous offre enfin le seul moyen d'échapper aux calamités qui vont fondre sur nous : « Rompre l'alliance anglaise ». Et alors le rêve du secrétaire d'État à la marine se réalisera : il sera possible de diminuer les dépenses de l'armée et d'augmenter celles de la flotte, d'arriver ainsi plus promptement à l'achèvement du programme naval qui mettra la marine allemande sur un pied d'égalité avec la marine anglaise. Le jour où ce but sera atteint, la prédominance de l'Angleterre sur mer aura vécu.

En admettant qu'elles fussent sincères, les propositions de M. de Tirpitz sont venues quinze ans trop tard. Désormais il n'est plus possible de modifier les alliances que la politique allemande a nouées. Pourrait-on d'ailleurs changer d'un trait de plume la mentalité des deux peuples auxquels on a appris à se haïr?

***

Dans la dernière quinzaine du mois de mars, je dîne chez le Dr W.-W. Yen, ministre de Chine, avec l'amiral de Tirpitz et le ministre des Colonies, M. Solf. Au cours d'une conversation que nous eûmes après dîner, le secrétaire d'État aux Colonies m'exposa un plan de collaboration de la France et de l'Allemagne en Afrique — principalement au Congo belge — dont il souhaitait vivement la réalisation. Je ne pus m'empêcher de faire observer à mon interlocuteur qu'un tel projet de mise en valeur du Congo belge ne pourrait être examiné sans la participation de la Belgique. M. Solf

en convint et son attitude m'apparut animée de sentiments bienveillants à l'égard de la France. M. Cambon, à qui je me hâtai de rapporter l'entretien, demanda quelques jours plus tard à M. de Jagow quel était le but des ouvertures du ministre des Colonies. Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères déclara sans ambages à notre Ambassadeur, qu'à son avis, le développement du Congo belge devait être pris en main conjointement par la France, l'Angleterre et l'Allemagne, sans souci de la Belgique pour laquelle le fardeau était trop lourd. Il ajouta que les entreprises coloniales ne convenaient pas aux petites puissances; que du reste celles-ci, dans l'avenir, étaient destinées à abandonner une part de leur indépendance aux mains des grandes puissances, qui seules devaient disposer du monde. M. Cambon s'étant récrié que ce n'était certainement pas là les vues de la France, et vraisemblablement pas celles de l'Angleterre, M. de Jagow s'empressa de battre en retraite, en déclarant qu'il n'avait exprimé qu'une opinion toute personnelle et qu'il n'avait pas parlé comme secrétaire d'État s'adressant à l'ambassadeur de France.

On ne pouvait cependant s'empêcher de concevoir quelque inquiétude de semblables propos et nous sommes fondés à les rapprocher aujourd'hui de l'attitude brutale adoptée l'année suivante par le gouvernement impérial vis-à-vis de la Belgique.

Non, M. de Jagow, dans son entretien avec M. Cambon, n'exprimait pas seulement une opinion personnelle. Il dévoilait le fond de la politique allemande, qui, pour satisfaire ses ambitions, n'entendait pas s'embarrasser des traités existants ou de l'indépendance des petits peuples.

Or, deux ans plus tard, pendant la guerre, j'eus l'occasion de rencontrer en Scandinavie le ministre de Chine dont j'avais été l'invité en ce printemps de 1914. Je lui racontai les confidences que j'avais reçues du secrétaire d'État aux Colonies. « Pendant que M. Solf vous parlait en ami, me répondit-il, savez-vous ce que, dans le coin opposé du salon, me disait l'amiral de Tirpitz? Il me déclarait que l'Allemagne était résolue à la guerre, que celle-ci ne tarderait pas à éclater et il m'énumérait toutes les raisons qu'aurait la Chine de

se ranger du côté de l'Empire allemand, dont la victoire ne saurait être mise en doute. »

1914

DERNIER VOYAGE EN AUTRICHE

Au mois de mars, je fais un dernier voyage en Autriche. J'ai reçu de l'Empereur une invitation à dîner à Schœnbrunn le samedi 14 mars.

François-Joseph a maintenant quatre-vingt-quatre ans. Depuis deux ans, en raison de son état de santé, il avait vécu loin du monde. En ce moment, il se sent beaucoup mieux et il a voulu offrir une série de dîners diplomatiques auxquels sont priés les ambassadeurs, les ministres, les attachés militaires et navals. Je suis de la deuxième série, avec les ambassadeurs d'Italie, d'Angleterre et de Turquie, six ministres et les attachés militaires de Russie, d'Angleterre et de Bulgarie.

On dîne à Schœnbrunn à 6 heures. Les invités se rassemblent en arrivant dans le salon des glaces où l'Empereur entre à six heures moins cinq accompagné du grand maréchal de la Cour, le prince de Montenuovo, du comte Paar et de quatre aides de camp. Après avoir serré la main des ambassadeurs, le souverain se dirige vers la salle à manger où nous le suivons.

Le dîner servi à la française est impeccable. Il dure exactement cinquante minutes. Quatorze maîtres d'hôtel s'appliquent à vous retirer votre assiette, pleine ou non, dès que vous détournez les yeux de ce qui vous a été servi.

Le menu imprimé en français, sur un carton timbré d'un écusson impérial très discret, contraste singulièrement avec les menus de la Cour de Berlin surchargés d'or, d'écussons et de caractères gothiques de dimensions exagérées.

Immédiatement après le potage, on présente à l'Empereur un plat de bouilli. Le duc de Avarna qui est assis à la droite de François-Joseph donne ce même soir à Vienne, à l'ambassade d'Italie, un dîner de 40 couverts. Il a décidé qu'il ne mangerait rien à Schœnbrunn, mais il a compté sans son hôte. En bon courtisan il fait à Sa Majesté une apologie

du bouilli, aussitôt le Souverain commande à son majordome de servir au Duc une grande assiette de ce mets délectable. Cela n'empêche pas François-Joseph, à chacun des plats que l'Ambassadeur refuse, de lui faire des reproches et de l'obliger à se servir. De sorte qu'aucun convive n'a dîné aussi copieusement que le pauvre Duc, qui déclare, tout penaud, que c'est décidément chez lui qu'il ne mangera pas.

Les vins, tous français, sont exquis. Après dîner on sert une fine de 1800, l'année de Marengo. Les Autrichiens n'ont pas de rancune. Et puis, François-Joseph se souvient sans doute qu'il est duc de Lorraine.

A 6 h. 50 on se lève de table pour retourner dans la galerie des glaces où l'on vous offre un excellent café et un mauvais cigare. C'est exactement comme en France.

L'Empereur, seul, sans aide de camp sur ses talons, va d'un invité à l'autre, et dit à chacun quelques mots aimables. Il ne se trompe ni sur les uniformes, ni sur la nationalité de ses invités. J'étais curieux de savoir s'il me reconnaîtrait. Je ne l'ai vu qu'une fois, à la Hofburg, pendant cinq minutes. Lorsqu'il arrive à moi, son premier mot est celui-ci : « Je vous remercie d'être venu de Berlin pour assister à mon dîner. » Ce vieux monarque est décidément un grand seigneur. Il me parle surtout de la Marine. Dans ce français d'autrefois que nous n'avons pas toujours transformé pour le mieux, il me dit avec une pointe d'ironie : « Votre ministre, aujourd'hui, c'est un bourgeois, n'est-ce pas? » Il n'eût pas dit : « Un civil ».

A 7 h. 50, le prince de Montenuovo s'avance vers le souverain, le prend par le bras et l'entraîne se coucher. Car le vieil Empereur se lève à 3 heures du matin et va à cette heure matinale se promener dans le parc de Schœnbrunn avec l'aide de camp de service...

NOS DERNIERS JOURS EN ALLEMAGNE

Le 31 juillet, on proclame à une heure de l'après-midi la situation de danger de guerre, *Drohende Kriegsgefahr*. C'est un ordre de mobilisation déguisé.

Toutes les classes de la réserve avaient reçu secrètement, dès le 21 juillet, l'avis préalable de mobilisation. Le 31 juillet,

l'état de danger de guerre est proclamé. Ce sont là les formules hypocrites sous lesquelles le Gouvernement impérial dissimule ses préparatifs militaires.

Il s'agit avant tout de rejeter sur l'adversaire le rôle d'agresseur. Mais le monde ne s'y trompera pas.

A 2 heures de l'après-midi, ce 31 juillet, M. de Jagow fait demander l'ambassadeur de France et lui déclare qu'un ultimatum va être adressé à la Russie et qu'une question va être posée à la France. Il ajoute que ses déclarations antérieures ne doivent pas être considérées comme un engagement de l'Allemagne de ne pas mobiliser au cas où la Russie ne mobiliserait que sur la frontière autrichienne.

A 3 heures l'Empereur rentre à Berlin avec toute la cour. Il est très acclamé, ainsi que le Kronprinz. L'immense majorité de la population veut la guerre, cela est indéniable.

On célèbre au Palais le mariage du prince Oscar avec mademoiselle de Bassewitz, demoiselle d'honneur de l'Impératrice, et les fiançailles du prince Adalbert avec une princesse de Saxe-Meiningen.

Nous apprenons que, vers sept heures du soir, M. de Schœn a demandé à M. Viviani quelle serait l'attitude de la France au cas d'une guerre de l'Allemagne avec la Russie et a dit qu'il viendrait chercher la réponse le lendemain 1er août à une heure de l'après-midi. Il a parlé de son départ et a prié le ministre de présenter ses respects au Président de la République. C'est la question annoncée à M. Cambon par M. de Jagow.

Un peu plus tard nous est apportée la nouvelle que M. de Pourtalès, ambassadeur d'Allemagne à Saint-Pétersbourg, a remis au gouvernement russe un ultimatum exigeant la démobilisation aussi bien sur la frontière autrichienne que sur la frontière allemande, et qu'un délai de douze heures a été donné pour la réponse.

Les bureaux télégraphiques allemands refusent les télégrammes chiffrés de l'Ambassadeur. Le conseiller, M. de Manneville, ayant protesté auprès de M. de Langwerth, on fait savoir à M. Cambon que ses télégrammes doivent être envoyés au sécrétariat des Affaires étrangères avec sa signature autographe.

La matinée du samedi 1er août est calme. L'ambassadeur reçoit un télégramme de M. Viviani indiquant la réponse qu'il fera à M. de Schœn : « La France s'inspirera de ses intérêts, elle ne doit compte de ses intentions qu'à ses alliés. »

Du reste, lorsque M. de Schœn reviendra au ministère des Affaires étrangères vers onze heures du matin, il ne demandera pas de réponse à sa question de la veille, se bornant à dire que l'attitude de la France n'est pas douteuse.

A Paris, à Londres et à Pétersbourg, on s'accroche encore à la proposition de Sir Edward Grey, — conversation à quatre : Allemagne, Angleterre, France et Italie, — en vue du maintien de la paix; mais nous savons à Berlin que le Gouvernement impérial manœuvre pour empêcher cette proposition de prendre effet.

Seule une action concertée de ces quatre grandes Puissances pourrait encore prévenir le conflit; puisque trois d'entre elles, dont une est membre de la Triplice, appuient la proposition Grey, l'Allemagne, qui seule s'y oppose, doit rester aux yeux de tous la grande coupable et la grande responsable de la guerre.

Après avoir conféré avec l'attaché militaire et l'attaché naval, M. Cambon télégraphie à Paris, le 1er août dans la matinée, que des mesures militaires extrêmement importantes sont déjà prises en Allemagne et qu'il n'est pas en mesure d'affirmer que la mobilisation générale ne soit pas commencée.

Vers six heures et demie du soir, je me trouvais dans le hall de l'Ambassade, lorsque mon attention est attirée par des hurlements de la foule *Unter den Linden*. Je m'élance sur la chaussée et j'arrive en face de l'Hôtel Adlon, à temps pour voir défiler, à vitesse très réduite, deux automobiles transportant le général von Lyncker, chef du cabinet militaire de l'Empereur, et le vice-amiral von Müller, chef du cabinet naval. Ce dernier, debout dans sa voiture, agitait un papier dans sa main et criait à la foule en délire : « Enfin nous l'avons obtenu. » C'était l'ordre de mobilisation que ces deux officiers généraux apportaient au ministère de la Guerre et au ministère de la Marine.

Nous avons appris dans la suite qu'un conseil de la cou-

ronne avait été tenu au Palais d'Hiver de midi à six heures du soir et que ce n'est qu'au bout de ce temps que le Kaiser, pâle, défait, n'ayant plus rien d'un foudre de guerre, épuisé d'avoir lutté pendant six heures contre les affirmations de ses généraux qu'on serait à Paris avant six semaines, s'était enfin décidé à ordonner la mobilisation générale.

A sept heures du soir, un extra-blatt du *Lokal Anzeiger* annonce que le premier jour de la mobilisation sera le dimanche 2 août. Ce jour-là M. Cambon accepte le déjeuner au Grünewald chez M. Mendelsohn, le banquier de l'ambassade de Russie, dont les sentiments modérés ont toujours contrasté avec le chauvinisme de toute la haute finance berlinoise. M. Cambon se plaint dans la conversation de ce que le Chancelier ne l'ait jamais fait appeler au cours de la crise. M. Mendelsohn lui répond que M. de Bethmann-Hollweg n'est pas aussi pacifique que les Français le croient. L'ambassadeur ayant demandé à son hôte ce que l'on pensait de la guerre dans l'entourage de l'Empereur et au Grand État-Major : « On pense, répond M. Mendelsohn, que ce sera une guerre très courte contre la France et très longue contre la Russie. »

Les journaux allemands relatent que le gouvernement français a fait une réponse évasive à la question posée par M. de Schœn et que l'Allemagne sait à quoi elle doit s'attendre. Cette note est communiquée à la presse anglaise. J'apprends dans la journée que des officiers de la marine espagnole n'ont pu obtenir la livraison de deux torpilleurs commandés en Allemagne; ces officiers ont aperçu une concentration de forces navales allemandes dans la mer du Nord. Cela est d'ailleurs tout à fait logique, puisque à ce moment les Allemands ne croient pas encore à une guerre avec l'Angleterre et que, dans le cas d'une guerre maritime avec la France seule, leur dessein est de prendre l'offensive dans le nord où nous ne possédons que des forces navales extrêmement réduites.

La nouvelle est télégraphiée à Londres et à Paris.

Plusieurs de mes collègues ayant dîné ce soir-là au Bristol y rencontrent un public très élégant et se lèvent lorsqu'on joue l'hymne national allemand.

L'ultimatum à la Russie prenait fin le samedi 1er août à midi. L'ambassade russe à Berlin a donc reçu ses passeports dans la journée du 1er août et c'est le dimanche 2 août dans l'après-midi que le personnel de cette ambassade quitte Berlin. Ce départ donne lieu à des scènes scandaleuses. Le gouvernement allemand n'a pris aucune mesure d'ordre et s'est plu à laisser se dérouler des manifestations violentes au cours desquelles des énergumènes ont craché sur l'Ambassadeur et ont blessé au visage un des attachés russes.

L'ambassadeur d'Espagne, M. Polo de Barnabé, qui se rendait à la Lehrter Bahnhof pour y saluer M. Serbeïef, reçoit des pierres dans sa voiture, et va aussitôt faire une violente sortie à la Wilhelmstrasse, où l'on finit par comprendre que ce serait un mauvais calcul que de prolonger de telles incartades. Un service d'ordre un peu plus actif est organisé dans les rues.

Le lundi 3 août, l'ambassadeur, suivant des instructions venues de Paris, remet à M. de Jagow une protestation du gouvernement de la République contre la violation du territoire français par les troupes allemandes. Un officier allemand a tué d'un coup de revolver un soldat français à 10 kilomètres au delà de la frontière.

A midi, M. de Jagow vient faire une visite personnelle à M. Cambon. Il se plaint à son tour d'incursions françaises sur le territoire allemand et a l'impudence d'accuser nos aviateurs d'avoir jeté des bombes sur Nuremberg après avoir survolé la Belgique. « Un des aviateurs, ajoute le secrétaire d'État, a été tué et l'on a son cadavre comme témoignage. » L'ambassadeur cherche à lui faire comprendre l'absurdité de ces bruits. M. de Jagow dit à M. Cambon qu'il lui fait une visite de courtoisie et qu'il ne le reverra plus. L'ambassade recevra ses passeports dans la soirée.

Dans les récriminations du secrétaire d'État accusant nos avions d'avoir violé le territoire belge et d'avoir jeté des bombes sur Nuremberg, éclate déjà l'imposture allemande. C'est en s'appuyant sur ces mensonges grossiers que le gouvernement impérial va chercher un motif de déclaration de guerre à la France et une excuse à la violation de la neutralité belge.

A 6 heures du soir, ce lundi 3 août, M. de Langwerth remet à l'ambassadeur de France ses passeports et ceux de son personnel. On offre à M. Cambon de le conduire à Copenhague ou à Constance. Il choisit la voie suisse.

M. Polo de Barnabé reçoit de M. Cambon la charge des intérêts français en Allemagne. Notre consul M. Gregorie restera à Berlin pendant la durée de la guerre pour assister l'ambassadeur d'Espagne.

A l'heure où M. de Langwerth nous remettait nos passeports, M. de Schœn, ambassadeur d'Allemagne à Paris, apportait au président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France.

Une heure après la remise des passeports à l'ambassade de France, M. de Lancken vient au Pariser Platz pour prier M. Cambon d'aviser son personnel de ne plus prendre ses repas au Bristol. — Peut-on aller chez Hiller? — Non, allez plutôt dans un restaurant modeste. L'Ambassadeur fait observer que nous aurons bien plus de chance d'y être insultés. Le Gouvernement allemand ne s'oppose pas à ce que l'on fasse apporter les repas de l'hôtel Bristol.

Vers onze heures du soir, M. de Langwerth avise l'Ambassadeur que l'autorité militaire ne peut nous conduire à Constance en moins de trois jours et trois nuits, qu'en conséquence on se prépare à nous diriger sur Vienne. M. Cambon exprime son étonnement d'une pareille solution, étant donné que l'Autriche est en guerre avec notre alliée la Russie. Il exige l'engagement d'honneur du gouvernement allemand que le gouvernement autrichien nous fera conduire sans délai en Suisse.

Tous nos consuls reçoivent par télégramme en clair l'ordre de remettre aux agents consulaires espagnols les intérêts français et de quitter l'Allemagne.

Le 4 août dans la matinée, Hermite se rend à la Wilhelmstrasse pour organiser notre départ. M. de Langwerth assure que nous n'aurons aucune difficulté en Autriche et qu'un officier autrichien accompagnera M. Cambon jusqu'en Suisse.

Un attaché de notre Consulat, M. Miladowsky, et le directeur de la succursale de la Société générale à Berlin, M. Barret, sont arrêtés dans leur lit et conduits au poste de police où on les retient pendant quelques heures.

On pose les scellés sur les archives de l'Ambassade en présence du conseiller espagnol. La correspondance de la mission de M. Cambon est transportée à l'ambassade d'Espagne.

Je vais prendre congé de l'amiral de Tirpitz qui me reçoit avec beaucoup de correction. Au sortir de son bureau, je cause quelques instants avec son chef de cabinet qui me dit : « Cette guerre va changer la carte de l'Europe. » Je me contente de répondre : « Sans doute cela sera, mais nous ne l'entendons pas de la même façon. »

Je me rends ensuite à la Wilhelmstrasse pour recommander que l'on veuille bien veiller sur la sécurité de ma femme et de mes enfants qui ne pourront quitter Berlin que dans six semaines environ. M. de Radowitz m'assure que les miens n'auront rien à craindre. Il me dit ensuite que le secrétaire d'État M. de Jagow se rendra, dans une quinzaine de jours, au Grand Quartier Général, où sa présence sera nécessaire lorsque s'ouvriront les négociations, qui, sans doute, ne tarderont pas beaucoup. Orgueil ou aveuglement?

Du reste, les rumeurs les plus extravagantes circulent à Berlin.

On annonce que la révolution a éclaté à Paris, que M. Poincaré a été assassiné, que les socialistes empêchent la mobilisation, que le Japon a déclaré la guerre à la Russie.

La foule inconsciente se presse sous les fenêtres des ambassades d'Italie et du Japon, pousse des acclamations.

A 5 h. 30 du soir, M. de Langwerth revient une fois encore à l'ambassade pour nous faire savoir que ce ne sera décidément pas sur Vienne, mais sur Copenhague que nous serons dirigés et que le voyage s'effectuera, non par Warnemunde mais par Vandrup et Fredericia.

M. Cambon adresse une lettre de protestation à la Wilhelmstrasse.

Il ne nous est permis d'emporter qu'une seule malle par personne, d'un poids très raisonnable. Les bagages devant être réunis avant 6 heures du soir à l'Ambassade, nous avons toutes les peines du monde à trouver des moyens de transport. Les taxis nous refusent leur concours. J'ai fort heureusement chez moi une brave femme de concierge qui se charge de ma malle, donne à un taxi l'adresse de l'Hôtel Adlon et, en

y arrivant, obtient, avec l'aide d'un agent de police, que le chauffeur récalcitrant veuille bien traverser le Pariser Platz et déposer mon bagage sous le porche de l'Ambassade.

Tandis que tous mes collègues dînent avec M. Cambon, je prends mon dernier repas chez moi *Hohenzollernstrasse* où, dans quelques instants, je vais laisser ma femme alitée avec mon fils Aymeric âgé de quatre ans, ma petite Lilian âgée de quatre jours, une nurse anglaise, une femme de chambre française et deux domestiques allemandes qui furent du reste irréprochables.

A 7 heures du soir, je prends congé des miens et je me dirige à pied vers l'ambassade, à travers le Tiergarten. Je suis rejoint au bout de quelques instants par l'attaché naval anglais qui me dit à brûle-pourpoint : « Nous partons demain soir. Sir Edward a remis aujourd'hui au gouvernement impérial un ultimatum enjoignant aux Allemands d'évacuer la Belgique et donnant jusqu'à minuit pour la réponse. Le Chancelier ayant déclaré ne pouvoir, pour des raisons militaires, souscrire à l'ultimatum britannique, l'Ambassadeur a demandé ses passeports et nous quitterons Berlin vingt-quatre heures après vous. » Je serre avec émotion la main de mon collègue anglais. Tout le monde connaît l'entrevue dramatique de Sir Edward Goschen avec M. de Bethmann-Hollweg, l'effondrement de celui-ci devant la sommation de l'Angleterre et le mot fameux du Chancelier de l'Empire qualifiant de « chiffon de papier » le traité signé par les grandes Puissances, garantissant la neutralité de la Belgique.

Notons qu'aucune déclaration officielle allemande, qu'aucun article de presse n'a, dans la suite, blâmé le Chancelier d'avoir ainsi exprimé son mépris pour les traités existants et cela parce que toute l'Allemagne, à cette heure, pense comme lui. Les critiques ne se feront jour et les scrupules ne viendront qu'après la défaite.

Le prince de Bülow raconte ainsi, dans ses *Mémoires*, la visite qu'il fit au Chancelier quelques jours après la déclaration de guerre :

« Je demandai : Dites-moi seulement comment c'est arrivé. Il leva ses grands bras vers le ciel et répondit d'une voix sourde : Ah si on le savait! » « Dans les discussions sur la

culpabilité j'ai souvent regretté qu'on n'eût pas pris un instantané du Chancelier au moment où il me parlait ainsi; cette photographie eût été la meilleure preuve que ce malheureux homme n'avait pas voulu la guerre. »

Bülow se trompe. Ce que M. de Bethmann-Hollweg n'avait pas voulu, c'était l'intervention de l'Angleterre. Mais la guerre « fraîche et joyeuse » contre la France, il l'avait voulue comme tous ses compatriotes et le mot de M. Mendelsohn à M. Cambon que j'ai cité plus haut : « Le Chancelier n'est pas aussi pacifique que les Français le croient » donne la note juste.

Pour en revenir à cette soirée du 4 août, lorsque j'arrive à l'Ambassade, je trouve tous mes collègues réunis dans le cabinet de M. Cambon. Et comme, durant ces derniers jours, nous étions un peu inquiets de l'attitude du gouvernement britannique, je dis en entrant : « Eh bien, êtes-vous contents des Anglais maintenant? » Chez tous, c'est un regard interrogateur. Personne n'est au courant de l'ultimatum anglais et, lorsque j'ai raconté la conversation que je viens d'avoir avec l'attaché naval britannique, nous poussons un triple hourrah en l'honneur de notre alliée.

J'ai à peine terminé mon récit que de violentes rumeurs nous arrivent du dehors. Le peuple vient d'apprendre la déclaration de guerre de la Grande-Bretagne et s'est rué, dans un premier mouvement de fureur, vers l'ambassade d'Angleterre dont toutes les vitres volent en éclats. La police a toutes les peines du monde à disperser les manifestants.

L'Empereur envoie aussitôt un de ses aides de camp porter des excuses à l'Ambassadeur, en y ajoutant d'ailleurs un mot haineux, où perce la déception profonde qu'il éprouve de la décision prise par le Cabinet de Londres.

La foule est de plus en plus dense sur le Pariser Platz et Unter den Linden. Ce n'est plus seulement de la colère qui agite ces masses profondes; c'est de la stupeur. Le Gouvernement impérial a tellement affirmé sa confiance dans la neutralité anglaise au cas d'une guerre avec la France et la Russie, que le peuple allemand, jusque-là plein d'assurance, sent tout à coup le terrain manquer sous ses pieds.

Le mépris hautain qu'affecte le Grand État-Major allemand

pour « la misérable petite armée britannique » ne tranquillise pas les esprits; beaucoup se souviennent que l'Angleterre ne lâche pas prise aisément et que par sa ténacité elle est venue à bout de Napoléon.

A 10 heures du soir nous quittons l'Ambassade dans des taxis réquisitionnés par le département des Affaires étrangères et nous nous dirigeons vers la Lehrter Banhof par une voie détournée qui déroute les manifestations. Au moment où les autos traversent le Pariser Platz, quelques patriotes brandissent dans notre direction des cannes et des parapluies. Mais un important service d'ordre maintient la foule.

A la gare nous trouvons tous les ambassadeurs et la plupart des ministres plénipotentiaires accrédités à Berlin, qui sont venus saluer M. Cambon.

Le Chancelier de l'Empire et le secrétaire d'État aux Affaires étrangères ne sont représentés que par un employé subalterne de « l'Auswärtige Amt ».

Le train est composé de deux wagons à couchettes et d'un fourgon pour les bagages. Pas de wagon-restaurant.

Un major de l'armée allemande, le baron de Rheinbaben, et un agent de la Sûreté nous accompagnent.

Partis à 10 h. 30 du soir de Berlin, nous ne parvenons à la frontière danoise que le lendemain soir à 11 h. 50. La distance ne dépasse pas 500 kilomètres et le trajet s'effectue ordinairement en moins de 10 heures.

Le mercredi 5 août, au matin, on nous sert un très mauvais café préparé par le conducteur des wagons-lits et on nous annonce qu'un déjeuner sera préparé pour nous à Neumünster où nous devons être à 1 h. 45. En arrivant à cette station, nous trouvons sur les quais de la gare un essaim de jeunes femmes de la Croix-rouge qui nous adressent des injures et déclarent qu'elles ont distribué à des réservistes allemands le déjeuner qui avait été préparé pour nous. Nous nous détournons de ces aimables furies et nous remontons dans nos wagons, où fort heureusement les domestiques de M. Cambon, plus méfiants que nous de la courtoisie impériale, ont quelques provisions.

Au moment de traverser le canal de Kiel, le train stoppe et est envahi par des soldats en armes. Un factionnaire,

revolver au poing, est placé à la portière de chacun des compartiments. On baisse les stores et on nous prévient que, si l'un d'entre nous s'avise de vouloir les relever, le factionnaire a ordre de tirer.

Un officier émet la prétention de fouiller nos bagages et ce n'est qu'après une vive protestation de M. Cambon que le major de Rheinbaben fait surseoir à cette outrageante mesure.

Nous dînons des provisions emportées de Berlin.

A 10 heures du soir le train parvient à la dernière gare allemande *Sommerstadt*. L'arrêt se prolongeant outre mesure, nous mettons la tête à la portière et nous voyons le major Rheinbaben en conversation animée avec le chef de gare. Après quelques instants, il vient dire à l'Ambassadeur que avis a été reçu de Berlin, de ne pas laisser repartir le convoi sans que le prix de 3 611 marks 23 pf. ait été acquitté.

M. Cambon répond que cela se réglera après son arrivée en Danemark. Mais comme le chef de gare se refuse à donner l'ordre de départ, l'Ambassadeur offre un chèque sur la banque Bleichrœder. Le chèque n'est pas accepté; le chef de gare exige de l'argent comptant et une moitié de la somme en or. Nous fournissons l'appoint d'or nécessaire et nous gardons la main sur notre portefeuille.

Le baron de Rheinbaben demande alors à M. Cambon la permission de quitter le convoi, afin de pouvoir retourner à Berlin par un train qui doit passer quelques minutes plus tard à Sommerstadt. L'Ambassadeur s'y refuse en ces termes : « Après avoir été dépouillés comme nous venons de l'être, rien ne me dit que le mécanicien n'arrêtera pas le train à un kilomètre d'ici pour nous rançonner à son tour. » M. de Rheinbaben est rouge de honte : « Si je vous donne ma parole d'honneur que le train ne s'arrêtera pas d'ici à Vandrup, dit-il, me laisserez-vous partir? — Oui, si vous me donnez votre parole d'honneur d'officier et si vous me laissez le commissaire de police, je vous tiens quitte. » Le major donne sa parole et le train se met en route.

Quelques minutes plus tard, nous sommes sur le sol danois. A Vandrup, nous nous sentons enfin en pays ami et jusqu'à Copenhague nous sommes entourés de prévenances et de sympathies.

Tandis que s'accomplissait à travers l'Allemagne ce voyage odieux, le baron de Schœn avec tout son personnel était conduit par les voies les plus rapides à la frontière allemande dans un train luxueux avec wagon-restaurant et tout le confort possible. Et personne ne songeait à lui faire payer son billet.

La « République des sans-culottes », comme l'a appelée dédaigneusement Guillaume II, s'est montrée en la circonstance aussi courtoise que les fonctionnaires impériaux ont été grossiers et discourtois.

Et tandis qu'à Berlin on brandissait cannes et parapluies vers nous, le peuple de Paris, digne et silencieux, regardait sans une menace s'éloigner les diplomates allemands.

Quatre jours après notre arrivée à Copenhague, Guillaume II, ému des commentaires de toutes les gazettes étrangères sur la manière dont l'ambassadeur de France avait été traité par lui, crut pouvoir effacer son incivilité en remboursant les 3 611 marks et 23 pfennigs.

Maintenant le sort en est jeté. Les destinées du monde vont se jouer, non plus dans des conférences et des assemblées, mais sur les champs de bataille.

Certes l'armature militaire de l'Allemagne est formidable. Mais la politique austro-allemande a mis le monde civilisé tout entier contre elle. Elle ne trouvera pour la soutenir que le Turc et le tsar des Bulgares, dont l'ambition et la félonie ont été déjà une fois si funestes à son pays.

On ne se dresse pas contre la conscience universellle. L'Allemagne sera vaincue parce qu'elle ne compte que sur la force.

AMIRAL DE FARAMOND

LA MORT DU DUC DE BERRY

Le comte de Beaumont, arrière-petit-fils du fameux chirurgien Dupuytren, a bien voulu nous communiquer le récit de la mort du duc de Berry écrit par son aïeul. Ce texte n'est pas inédit. Il a été l'objet d'une publication en brochure, au cours de l'année 1820. Mais ces brochures sont devenues rarissimes, et même, d'après M. Perdrix, auteur d'une biographie de Dupuytren, presque oubliées. Renonçant pour une fois aux traditions de la *Revue de Paris*, nous avons cru que ce texte curieux et presque complètement inconnu pourrait retenir l'attention de nos lecteurs. Il est au reste indispensable de le connaître pour lire le bel article du Dr de Martel qu'on trouvera plus loin. Le célèbre chirurgien a bien voulu en effet, dans cette étude dont on appréciera l'exceptionnel intérêt, répondre à la question que nous lui avons posée : « Toutes choses étant égales, pourrait-on aujourd'hui sauver le duc de Berry? » (N. D. L. R.)

La relation que l'on va lire n'était pas destinée à l'impression : elle avait été faite sur la demande de MM. les commissaires de la Chambre des Pairs, et pour satisfaire à la loi; cependant cette relation ayant été imprimée dans un recueil public avec des négligences et des omissions graves, un ami de M. D... a cru devoir la faire imprimer sur une copie authentique, en marge de laquelle on trouve quelques additions de la main de l'auteur lui-même.

Puisse cette relation d'un témoin irrécusable étendre le regret de la perte d'un Prince dont les derniers moments égalèrent une longue et glorieuse carrière et qui, au lit de la mort, sut allier la piété de Saint Louis au courage et à la magnanimité d'Henri IV!

DÉPOSITION
faite le 25 mars 1820,
A LA CHAMBRE DES PAIRS,
sur les événements
de la nuit du 13 au 14 février 1820.

Vous demandez, messieurs, un exposé de ce que je sais touchant la blessure à laquelle S. A. R. Mgr le duc de Berry a succombé. Vous désirez même que je ne borne pas cet exposé aux circonstances qui ont immédiatement trait à cette blessure, mais vous voulez que je l'étende à tout ce que ce cruel événement a offert de mémorable. Encore que les soins auxquels j'étois livré et la douleur dont mon âme étoit oppressée m'aient rendu peu propre à satisfaire dignement à la dernière partie de votre demande, j'obéirai.

Il étoit plus de minuit : je dormois d'un profond sommeil, lorsque j'entendis tout à coup ma porte s'ouvrir avec fracas et mon valet de chambre annoncer que Monsieur, frère du Roi, étoit là, que Mgr le duc de Berry étoit assassiné, qu'on m'attendoit, et que j'eusse à me lever bien vite. La raison de ce domestique me parut égarée dans quelque rêve pénible. J'étois loin de penser que nous pussions être revenus au temps des Ravaillac. Il insista : je lui dis de faire entrer, et je vis paroître M. le duc de Maillé et M. le comte d'Audenarde, qui, pour pénétrer plus sûrement sans doute, s'étoient servis du nom auguste du frère du Roi. Ces messieurs m'avoient cherché, pendant une heure, aux deux domiciles de M. Rothschild, rue d'Artois et rue d'Anjou, où j'avois effectivement passé les précédentes nuits. Ils confirmèrent la fatale nouvelle. M'habiller, monter en voiture, arriver à l'Opéra, fut fait en quelques minutes.

Toutes les avenues étoient obstruées. La douleur et la méfiance étoient sur toutes les figures; les gardes se pressaient pour défendre l'entrée de l'édifice. M. de Maillé me nomma. A l'idée d'un secours, leurs rangs s'ouvrirent, et en une seconde je fus dans la salle de l'administration, où l'on venoit de transporter le malheureux Prince.

Il étoit étendu sur un lit fait à la hâte, entouré de Monsieur, de madame la duchesse et de Mgr le duc d'Angoulême, de madame la duchesse et de M. le duc d'Orléans, du duc de

Bourbon, des ministres, d'une cour nombreuse et consternée, de gens de l'art empressés à le secourir.

Un ange étoit attaché à ses côtés : à sa pieuse douleur, à ses tendres soins, on devinoit que cet ange étoit sa jeune épouse, madame la duchesse de Berry.

Je n'avois eu de ma vie l'honneur de parler au Prince : cependant, du plus loin qu'il m'aperçut, il me salua par mon nom, me tendit affectueusement la main, et me dit : « M. Dupuytren, je souffre cruellement ! » Ses traits altérés, son teint plombé, son attitude forcée et pénible sur le côté droit du corps, sa respiration courte et fréquente, la plainte qu'il exhaloit à chaque instant, le sang noir qui inondoit sa couche, le désordre de ses mouvemens, celui de son lit, la petitesse, la faiblesse et l'irrégularité de son pouls, surtout l'aspect, l'horrible aspect de la blessure qu'il portoit au côté droit de la poitrine, indiquoient assez la gravité de son état.

Après cet examen préliminaire, je me retirai dans une pièce voisine. Les Drs Blancheton, Bougon, Lacroix, Therin, Drogart et Fournier, qui m'avoient précédé auprès du Prince, tous connus par un grand savoir, habitués, pour la plupart, au traitement de ces sortes de blessures, et dont les secours éclairés autant qu'utiles, avoient prolongé l'existence du Prince, me mirent au fait de ce qui s'étoit passé de la manière suivante.

« Le Prince étoit depuis huit heures du soir à l'Opéra, lorsqu'à la fin de la première pièce madame la duchesse de Berry a témoigné le désir de se retirer avec madame la comtesse de Betizy. Le Prince avoit accompagné ces dames jusqu'à la voiture, rue Rameau, et, voulant assister à la dernière pièce, il quittoit son épouse en lui disant : « Adieu, Caroline, nous nous reverrons bientôt », lorsque tout à coup un homme, un monstre, s'est glissé entre la sentinelle qui présentoit les armes et les comtes de Ménars, de Choiseul, et de Clermont-Lodève, s'est élancé sur le Prince, l'a assailli par derrière, l'a saisi par le bras et l'épaule gauche, lui a fait faire un demi-tour, et, appuyant l'une des mains sur le dos, lui a plongé de l'autre main un poignard dans la poitrine, un peu au-dessous du sein droit.

» Le meurtrier a agi avec une telle promptitude, et il a été

favorisé par une réunion de circonstances telles, que ni les gardes, ni les officiers du Prince, ni le Prince lui-même, n'ont pu prévoir, prévenir, ou, seulement, déranger le coup fatal.

» La première sensation du Prince a été qu'il n'avoit reçu qu'un coup de coude, et il l'a exprimée par une marque d'impatience, par un mouvement comme pour éloigner un curieux importun et maladroit; mais, immédiatement après, il a porté la main à sa blessure, et s'est écrié d'une voix forte : « Je suis assassiné, je suis blessé à mort, je tiens le poignard! »

» En disant ces mots, Son Altesse Royale est tombée entre les bras des comtes de Ménars, de Choiseul, de Clermont-Lodève, et bientôt après dans ceux de madame la duchesse de Berry qui s'est élancée de sa voiture vers lui. Il a été transporté sur une banquette du corridor qui conduit de la rue Rameau à sa loge. Là, il eut le courage et la force de retirer lui-même le poignard de sa blessure. Le sang, jusqu'alors retenu, a jailli au dehors et inondé ses vêtements. La quantité de celui qu'il a perdu n'a pourtant pas été aussi considérable qu'on auroit pu s'y attendre. Cependant le Prince a eu une syncope. Dès qu'il a été un peu remis, il a été transporté dans le petit salon qui précède sa loge à l'Opéra.

» Là ont été administrés les premiers secours de l'art. M. Drogart a trouvé le Prince assis sur un fauteuil, la figure pâle, les yeux tournés en haut, articulant, de temps en temps, quelques mots pour exprimer que sa blessure étoit mortelle, et pour demander les secours de la religion et l'assistance de son épouse qui ne l'avoit pas quitté. « Qu'on fasse venir un prêtre, venez, ma femme; que je meure dans vos bras! » étoient alors les seules paroles qu'il fît entendre.

» Mgr le duc d'Orléans, qui avoit assisté au spectacle et qui est accouru, a aidé à déshabiller le Prince. La chemise déchirée a laissé voir une blessure d'un pouce de largeur, fermée par un caillot noirâtre et placée au côté droit de la poitrine, un peu au-dessous en arrière du sein. M. Drogart se disposoit à saigner le Prince, ne trouvant rien de mieux à faire, lorsque le Dr Blancheton est arrivé. Celui-ci, frappé de l'état d'oppression, et persuadé qu'il tenoit à un épanchement dans la poitrine, lequel pouvait entraîner presque immédiatement la mort, a jugé qu'il convenoit de donner au sang la

facilité de s'écouler au dehors, et pour cela il a détaché le caillot qui bouche la plaie, et il a légèrement agrandi celle-ci à sa partie inférieure. Il ne s'est écoulé qu'une petite quantité de sang noir.

» Néanmoins, toujours convaincu qu'il se faisoit une hémorragie au-dedans de la poitrine, le Dr Blancheton a été d'avis, malgré la foiblesse du pouls, qu'une saignée fût faite afin de diminuer la rapidité et les dangers de l'épanchement dans l'intérieur. M. Drogart l'a tentée sur l'un des bras; mais elle n'a fourni qu'une petite quantité de sang. Cependant, l'état du Prince ne s'améliorant pas, la saignée a été tentée de nouveau sur l'autre bras par le docteur Lacroix qui venoit d'accourir : elle n'a pas eu un meilleur succès que la première; elle a fourni à peine quelques onces de sang. Une troisième saignée a été tentée sans plus de succès à l'un des pieds.

» Pendant qu'on administroit ces soins, le Prince a constamment repoussé les espérances dont les âmes ordinaires s'arment contre leur foiblesse; il a constamment envisagé le danger en face, et il a plusieurs fois répété au docteur Blancheton, avec l'accent d'une conviction désespérante : « Ma blessure est mortelle, le poignard a été enfoncé jusqu'au manche, il a pénétré jusqu'au cœur! »

» La saignée n'ayant eu aucun résultat et les symptômes d'oppression augmentant d'une manière effrayante, il a été jugé nécessaire de faire de nouvelles tentatives pour débarrasser la poitrine, et on a décidé qu'à cet effet, il seroit appliqué des ventouses sur la plaie; mais tout manquait pour un cas aussi imprévu. Lorsqu'il a fallu pratiquer la saignée, la Princesse a été obligée de se dépouiller de sa ceinture pour en faire une ligature. Le Dr Bougon, qui est survenu dans ce moment, ne prenant conseil que de son zèle, a suppléé aux ventouses par la succion. Le Prince ému d'un si noble dévouement a voulu détourner le Dr Bougon en lui disant : « Que faites-vous? mon ami, la plaie est peut-être empoisonnée! » Le dévouement ne connoit pas de danger; celui du Dr Bougon ne pouvoit pas être arrêté par une semblable crainte. Ce n'est pas au reste la seule circonstance dans laquelle le Prince ait manifesté l'opinion que le poignard avoit pu être empoisonné. Cette opinion du moins ne s'est pas confirmée. Cepen-

dant la succion n'a retiré qu'une petite quantité de sang de la plaie; les ventouses qui ont été appliquées quelques instants après en ont fourni une plus grande quantité; ce sang a paru épais et noir comme celui qui avoit pénétré les vêtemens.

» Après cette évacuation, le Prince a paru respirer avec moins de difficulté, le pouls s'est un peu relevé. On a profité de cette amélioration pour le transporter dans la salle de l'administration, moins étroite que celle où il étoit. Encouragé par le succès de ces moyens, on a insisté sur l'application des ventouses et on a débarrassé la poitrine de quelques onces de sang noir, comme celui qui s'étoit écoulé précédemment. Les effets de cette évacuation ont encore été plus marqués que ceux de la première; la figure s'est colorée, le pouls s'est encore relevé, la respiration et la parole sont devenues plus faciles; alors les piqûres faites aux bras ont fourni du sang; il s'en est encore écoulé six ou huit onces.

» Le Prince a trouvé dans ce moment la force de recevoir les embrassemens de Monsieur, de madame la duchesse, et de M. le duc d'Angoulême, qui étoient arrivés successivement. Mais peu-à-peu cette amélioration et les espérances qu'elle avoit fait concevoir se sont évanouies. L'oppression et les douleurs ont reparu et tout indique le plus grand danger.

Ce danger m'avoit frappé dès les premiers momens; mais quelle étoit la circonstance qui faisoit la gravité de la blessure du Prince et autour de laquelle tous les symptômes venoient se grouper?

Pour résoudre cette question nous avions besoin de voir le poignard : il nous fut aussitôt remis. Il étoit formé d'une lame grossièrement travaillée et d'un manche plus grossier encore. La lame, longue de six pouces, étoit plate, très aiguë à sa pointe et fort tranchante sur les côtés. Elle se fortifioit insensiblement jusqu'au manche; celui-ci étoit fait d'un bois commun qui sembloit travaillé au couteau; et comme, en le pénétrant, la soie de la lame l'avoit fait éclater, on avoit eu la barbare prévoyance de le ficeler à cet endroit. Une prévoyance semblable avoit fait enfermer la lame du poignard dans une gaine de cuir; mais celle-ci, par un raffinement de barbarie plus inouï que tout ce qui précède, avoit été pourvue,

à son extrémité, d'une rondelle en cuir destinée, sans doute, à empêcher qu'elle ne suivît le poignard lorsqu'il seroit tiré de son foureau, ou que sa pointe ne s'émoussât s'il venoit à tomber.

Ce poignard enfoncé de toute la longueur de sa lame par un bras furieux, que rien n'avoit retenu, que rien n'avoit détourné, ne pouvoit qu'avoir fait une blessure extrêmement grave.

Il nous falloit encore faire un examen scrupuleux de l'état du Prince. A cet effet nous rentrâmes dans l'appartement où il étoit; interrogé sur le point le plus douloureux de sa blessure et le symptôme qui le fatiguoit le plus, il ne put nous répondre, tant étoit grande l'angoisse où il se trouvoit. Nous fîmes alors répéter nos questions par madame la duchesse de Berry : réveillé par une voix aussi chère, il posa sa main sur le bas de sa poitrine et dit : « L'instrument a pénétré jusque-là, il a pénétré jusqu'au cœur. » Nous explorâmes aussitôt la région de cet organe, ses mouvemens étoient perceptibles au toucher, le pouls étoit petit, foible, et offroit, à quelques minutes de distance, des alternatives continuelles d'élévation et d'abaissement.

La poitrine fut examinée à son tour : le côté gauche résonnait parfaitement; mais le côté droit, qui répondoit à la blessure, offre autour de celle-ci un large soulèvement de la peau accompagnée de fluctuation produite par du sang, et il rendoit un son mat, obscur, et tel que celui que rendroit la cuisse si on la frappoit; et comme le Prince n'avoit jamais eu d'affection de cette partie, qu'il n'en avoit jamais souffert, nous conclûmes qu'il existoit un épanchement de ce côté, conclusion que l'événement n'a que trop justifiée.

Mais quel étoit l'organe dont la lésion avoit donné lieu à cet épanchement? étoit-ce une artère intercostale? étoit-ce le poumon? étoit-ce le cœur, quelqu'un des gros vaisseaux qui en partent ou qui s'y rendent?

La couleur noire que le sang avoit eu dès le principe, sembloit exclure la première idée.

Aucune expectoration de sang n'ayant eu lieu, aucune trace d'emphysème n'existant, l'absence de ces symptômes, seuls indices certains d'une lésion du poumon, mais qui n'en

sont pas les symptômes nécessaires, devoit nous laisser, sur le second point, dans une incertitude absolue.

La profondeur à laquelle l'instrument avoit pénétré, la rapide invasion des accidens, les syncopes qui avoient immédiatement suivi la blessure, la petitesse et les variations du pouls, la couleur constamment noire du sang qui étoit sorti par la plaie, pouvoient-elles indiquer une lésion du cœur ou de quelqu'un de ses vaisseaux?

Quelqu'un eut l'idée que l'un des gros troncs veineux de la poitrine avoit été ouvert; mais rien ne pouvoit encore donner de certitude à cet égard. La douleur et un épanchement produits par une blessure ordinaire, le séjour du sang dans la poitrine, pouvoient donner lieu, aussi bien que la lésion du cœur ou d'une veine, à tous les accidens que l'on remarquoit.

Cependant la conscience qu'avoit le Prince du danger de sa position, l'anxiété dans laquelle il étoit, l'inefficacité des secours employés, tout indiquoit une blessure extrêmement grave, et la nécessité d'agir promptement si tant est qu'on dût agir.

Plusieurs partis pouvoient être pris : 1° fermer la plaie; 2° attendre les effets des traitemens mis en usage; 3° continuer les secours qui avoient été donnés; 4° mettre un terme à l'épanchement, qui étoit jusqu'alors la seule cause bien constatée des accidens, ou du moins évacuer, si cela étoit possible, le sang dont l'amas menaçait la vie à chaque instant.

Les avantages et les inconvéniens de ces partis furent pesés dans une nouvelle consultation qui succéda à notre examen.

Le premier parti, celui de fermer hermétiquement la plaie et d'attendre que le sang pût être résorbé ou bien évacué, bon dans le cas où le sang se porte avec violence au dehors et où il faut arrêter, à quelque prix que ce soit, une hémorragie qui pourroit devenir mortelle, et dans ceux encore où les accidents sont modérés, ne sembloit pas admissible dans le cas actuel où l'imminence de la suffocation faisoit une loi de recourir, le plus promptement possible, aux moyens d'éloigner le danger.

Le second parti, celui d'attendre l'effet des traitemens mis en usage, n'offroit aucun espoir à quiconque avoit observé les progrès sans cesse croissants du mal.

Le troisième parti, celui de continuer l'administration des secours déjà employés, sembloit offrir plus de chances. Ces secours avoient produit, sans contredit, une amélioration sensible chaque fois qu'ils avoient été appliqués, et on ne pouvoit nier qu'ils eussent prolongé la vie du Prince; mais on ne pouvoit nier aussi qu'une puissance supérieure à la leur avoit détruit, au bout de quelques instans, le bienfait de leur action.

Le quatrième parti, celui de chercher la source de l'épanchement pour l'arrêter, s'il étoit possible, ou du moins de débarrasser la poitrine du sang qui opprimoit les forces, offroit plus de chances qu'aucun des partis précédens, et il étoit le seul qui permît d'arriver à la cause du mal.

Une artère intercostale divisée par le poignard pouvoit être la cause de l'épanchement, et dans ce cas on pouvoit attaquer le mal dans sa source; si on n'arrivoit pas à cette découverte, du moins on pouvoit, en débarrassant la poitrine d'une plus ou moins grande quantité du sang épanché, apporter quelque soulagement au Prince; donner au temps, à la nature et à l'art les moyens d'opposer au mal une résistance plus efficace : en un mot on pouvoit, en le suivant, mettre quelques chances de plus en faveur du Prince. Si d'ailleurs l'écoulement du sang épanché sembloit l'affoiblir plutôt que de le soulager, on pouvoit, en fermant aussitôt la plaie, arrêter cet écoulement et remettre les choses dans leur premier état. Ces considérations prévalurent : le dernier plan fut adopté, et toutes les mesures de prudence qui pouvoient en assurer le succès et en écarter les inconvéniens furent arrêtées.

Toutefois, comme ce parti offroit encore peu de chances, il fut résolu que la position du Prince seroit exposée à Monsieur, et que son consentement seroit demandé avant de procéder à l'opération. Monsieur écouta avec attention cet exposé, et nous autorisa à faire tout ce que nous jugerions convenable; Il ajouta : « Je confie mon fils à votre talent »; à quoi je pris la liberté de répondre qu'il pouvoit aussi le confier à notre zèle.

La nécessité d'opérer fut aussitôt communiquée au Prince qui y consentit avec courage. Il convenoit d'épargner à sa jeune épouse le spectacle d'une nouvelle douleur. Nous la

priâmes de s'éloigner un moment. Monsieur et le Prince lui-même se joignirent à nous pour l'y déterminer. Tout fut inutile : elle ne voulut pas quitter le Duc dans un moment où il pouvoit avoir besoin de consolations. « Je serai courageuse », s'écria-t-elle en se précipitant à genoux au bord du lit et en s'emparant du bras du duc de Berry. Dans ce moment ses yeux, ses traits, sa voix, ses gestes parurent animés d'un feu divin. Une grande femme parut avoir pris la place d'une jeune et timide princesse; il fallut céder.

Nous commençâmes l'opération : une incision fut faite à la peau, et le doigt, dirigé suivant le trajet de la plaie, arriva par elle jusqu'à l'ouverture que le poignard avoit faite aux muscles qui remplissent les espaces intercostaux. Cette opération ne pouvoit être faite sans douleur. Cette douleur arracha au Prince quelques cris, et lui fit faire quelques mouvemens involontaires. Alors la Princesse, retenant la main de son époux prête à déranger l'instrument : « Charles! Charles! s'écria-t-elle d'un accent auquel il étoit impossible de résister, c'est pour vous soulager; si vous m'aimez, vous laisserez faire! » et le Prince laissa terminer l'opération commencée.

Cependant cette opération avoit conduit à découvrir une ouverture dans toute la hauteur du quatrième espace intercostal, et une échancrure assez forte au bord des deux côtes, tant le poignard avoit été plongé avec force. Elle avoit confirmé l'existence d'épanchement sanguin, mais elle n'avoit pas fait découvrir d'où le sang étoit parti. Elle dut par conséquent diminuer nos espérances en reculant le siège du mal jusqu'à une profondeur qui ne pouvoit être calculée, et qui dès lors étoit inaccessible à nos moyens.

L'ouverture de la plaie n'eut pas plutôt été agrandie, qu'il s'écoula au dehors une assez grande quantité de sang noir; l'appareil dont je la couvris en fut bientôt pénétré. La respiration parut plus facile et moins douloureuse. Il ne pénétra, et il ne sortit pas un atome d'air par la blessure faite à la poitrine.

Le soulagement momentané que le débridement avoit produit pouvoit-il donner quelque espoir, et devoit-il engager à porter plus loin les tentatives?

Ces questions furent examinées dans une nouvelle consultation, à laquelle prirent part MM. Baron, Roux et Dubois, qui venoient d'arriver. Le débridement, n'ayant point fait découvrir de lésion aux artères intercostales, avoit par là même donné la certitude que l'épanchement et les autres accidents avoient pour cause une lésion plus profonde et par conséquent plus dangereuse. Il étoit dès lors évident qu'on ne pouvoit fonder aucun espoir raisonnable sur la continuation de secours de ce genre.

Pouvoit-on espérer davantage de la saignée, des sangsues, et des moyens révulsifs qu'on emploie avec tant de succès dans les cas d'hémorragie par cause interne?

La faiblesse du Prince et l'inefficacité déjà éprouvée de ces moyens firent repousser cet avis.

Quelqu'un proposa de faire transporter le Prince à l'Élysée. Le danger de ce transport fit écarter cette proposition. Le Prince pouvoit expirer dans le trajet.

On proposa encore de lever l'appareil appliqué à la blessure et de laisser la plaie à l'air. Cette proposition fut encore repoussée comme dangereuse.

Il fut donc arrêté que le Prince resteroit dans le lieu où il étoit; que l'appareil seroit maintenu sur la blessure; qu'on favoriseroit l'écoulement du sang épanché par l'inclinaison du corps sur le côté droit; qu'on observeroit avec attention les symptômes du mal, dans l'intention de les soulager, si cela étoit possible, et d'agir plus efficacement si la marche de la maladie venoit à requérir une intervention plus active de l'art.

Après cette délibération nous rédigeâmes un bulletin, qui fut donné au Président du Conseil des Ministres, pour être remis à Sa Majesté. Nous ne crûmes pas pouvoir dissimuler que le duc de Berry étoit dans le plus grand danger, et que nous ne conservions presque aucun espoir de salut. D'autres bulletins, rédigés d'heure en heure, confirmèrent le fâcheux pronostic contenu dans le premier.

Cependant nous prîmes place autour du lit du Prince, afin d'observer sans relâche, et de saisir aussitôt les indications que la maladie pourroit présenter. Réduits au rôle d'observateurs passifs et probablement impuissans, il nous fallut

dès lors répondre à toute les questions d'une famille et d'une cour désolées, et sans les désespérer jamais, il fallut éviter de leur donner des espérances, qui ne pourroient pas être réalisées. Jusque-là mes facultés absorbées dans une seule et unique pensée, celle de soulager le Prince, m'avoient ôté le sentiment de tout ce qui se passoit autour de moi; mais alors je pus voir de quelles douleurs j'étois environné.

Celle de S. A. R. madame la duchesse de Berry, tour à tour sublime, expansive et dévouée, ressembloit moins à celle d'une mortelle qu'à celle d'une divinité envoyée par le ciel pour consoler le malheureux duc. Celle de S. A. R. madame la duchesse d'Angoulême étoit plus concentrée. Ordinairement assise à côté de madame la duchesse d'Orléans, à quelques pas du lit, la tête sur la poitrine, le cœur gros de soupirs, elle sembloit, à force de pleurs, avoir perdu la faculté de pleurer encore; elle ne sortoit de cet abattement que pour s'approcher du lit du Prince, s'assurer de son état par elle-même, et demander si j'espérois encore. La douleur de S. A. R. monseigneur le duc d'Angoulême étoit à la fois attentive et pieuse, et elle respiroit une résignation héroïque; il ne quittoit pas le chevet du lit de son frère. Le duc de Bourbon sembloit assister aux derniers moments du duc d'Enghien. La douleur de S. A. R. Monsieur étoit celle d'un père, elle se répandoit en sanglots et en larmes. Celle du Roi, lorsqu'il fut arrivé, parut calme; la dignité du Monarque se laissoit apercevoir même dans l'affliction de l'homme.

Comment pourrois-je dire toutes les scènes fortes, attendrissantes ou terribles dont je fus le témoin pendant cette nuit?

La première pensée du Prince avoit été pour la religion. Dès l'instant qu'il s'étoit senti blessé, il avoit demandé le secours d'un ecclésiastique. L'évêque d'Amyclée étant accouru, il en reçut toutes les consolations, toutes les exhortations de la religion. Ce ne fut pas là une idée passagère, elle se mêla à toutes celles qu'il eut jusqu'au dernier moment, et elle domina toutes les autres; il s'acquitta de tous les devoirs que la religion chrétienne prescrit aux mourants. Il fit sa confession à voix haute pour qu'elle ait eu un assez grand nombre de témoins auriculaires; elle fut courte et toute militaire, à ce qu'on assure : elle consista bien plutôt à dire ce

qu'il n'avoit pas fait, qu'à dire ce qu'il avoit fait. Il reçut ensuite l'extrême-onction des mains du curé de Saint-Roch. Pendant chacune de ces cérémonies on l'entendoit constamment mêler sa voix à celle du vénérable curé qui l'assistoit, et répéter les dernières paroles des prières qu'il récitoit. Libre de ce soin, le Prince parut plus tranquille; mais il ne cessa pas pour cela de désirer, de demander, les exhortations religieuses de l'évêque d'Amyclée. Celui-ci s'éloignoit-il ou cessoit-il de parler? le Prince le rappeloit aussitôt en lui disant : « Bon évêque, où êtes-vous? parlez-moi, parlez-moi encore, parlez-moi toujours! » Au milieu des exhortations du pieux évêque, le Prince s'écria plusieurs fois : « Ah! je suis bien coupable, le ciel me pardonnera-t-il? — Oui, mon frère, lui répondit affectueusement le duc d'Angoulême, la manière dont vous pensez et dont vous parlez en ce moment suffiroit pour obtenir du ciel la grâce que vous demandez! » et ces douces paroles charmèrent un moment la douleur du Prince mourant.

Le Duc n'avoit pas encore vu sa fille, Mademoiselle, à peine âgée de cinq mois; il la demanda avec insistance. On peut juger si madame la Duchesse de Berry s'empressa de satisfaire à son désir. Madame de Gontaut apporta la petite Princesse qu'on venoit d'arracher au sommeil, et qui devoit, hélas! recevoir pour la dernière fois, trop jeune encore pour en sentir le prix et la perte, les caresses de son père. Madame la duchesse de Berry la présenta à son époux qui l'embrassa tendrement, qui lui donna sa bénédiction, et lui dit ces tristes paroles : « Puisses-tu, chère enfant, être plus heureuse que ceux de ta famille! » Portée dans une pièce voisine, la petite Princesse fut ramenée vers son père chaque fois que les douleurs du Prince permirent de la lui présenter.

Dois-je taire un des traits les plus propres à donner une idée de la confiance du Prince dans madame la duchesse de Berry, de la générosité et du dévouement de celle-ci pour son auguste époux? Il paroissoit agité depuis quelques moments, et cette agitation ne sembloit pas avoit trait à son état physique. En effet il s'inclina bientôt vers la duchesse de Berry, et d'une voix tendre il lui dit : « Ma chère Caroline, j'ai un vif désir, serez-vous assez bonne pour y condescendre? — Parlez,

que désirez-vous? — Je voudrois voir mes deux enfans, mes deux petites, Charlotte et Louise : y consentez-vous?[1] — Oui, à tout ce qui vous plaira, où sont-elles? Je vais donner des ordres pour qu'on aille les chercher. » Et aussitôt l'excellente Princesse s'élança hors de l'appartement, donna l'ordre, et revint prendre sa part des soins que réclamoit l'état du Prince. Quelque diligence qu'on fît, les jeunes demoiselles tardèrent près de trois quarts d'heure à arriver. Pendant ce temps le Duc manifesta plusieurs fois la crainte qu'elles n'arrivassent pas avant sa mort. Elles arrivèrent enfin; à peine eurent-elles mis le pied dans l'appartement, qu'elles coururent se précipiter à genoux au bord du lit du Prince; et, la poitrine oppressée par des sanglots, la figure inondée de larmes, les mains jointes et tendues vers lui, elles écoutèrent avec respect quelques paroles qu'il leur adressa en anglois. Ces paroles contenoient l'annonce de sa fin prochaine, le conseil d'aimer Dieu, d'être fidèles à leur religion, d'être toujours bonnes et sages, et de se rappeler leur père. Ces paroles furent suivies de sa bénédiction il les fit ensuite relever, les embrassa, et, s'adressant à madame la duchesse de Berry : « Serez-vous assez bonne pour prendre soin de ces malheureuses orphelines? » Madame la Duchesse ne répondit qu'en ouvrant ses bras, dans lesquels se précipitèrent les petites Charlotte et Louise. Elle les embrassa en leur disant avec émotion : « Oui, mes chères petites, je prendrai soin de vous, je vous servirai de mère, vous n'en aurez pas de meilleure que moi ! » La première partie de cette scène avoit excité un attendrissement général. On avoit surtout remarqué celui de Monsieur qui sembloit se partager entre M. le duc de Berry et les jeunes enfants. La dernière partie excita, en faveur de madame la duchesse de Berry, un mouvement d'admiration, que ni les circonstances, ni la nature des personnes, ni la gravité de l'état du Prince, ne purent contenir.

Ce ne fut pas de la part de la jeune Princesse un mouvement passager; elle les garda quelque temps sur ses genoux, et j'ai entendu dire qu'elle les a souvent fait conduire en sa présence. Madame la duchesse d'Angoulême, si juste appré-

1. Il s'agit de deux enfants naturelles du duc de Berry, filles d'une Anglaise, Amy Brown.

ciatrice des sentimens nobles et élevés, sortant de la pièce où venait de se passer cette scène, disoit à madame de Gontaut, en parlant de madame la duchesse de Berry : « Elle sait tout, elle a été sublime! »

Après la religion, ce qui occupa le plus le Prince, ce fut son meurtrier; vingt fois, pendant le cours de la fatale nuit, il s'écria : « N'aurois-je pas offensé cet homme? n'avoit-il pas quelque vengeance personnelle à exercer contre moi? » Vainement Monsieur lui répéta, les larmes aux yeux : « Non, mon fils, vous n'avez jamais vu, vous n'avez jamais offensé cet homme; il n'avoit contre vous aucune haine personnelle. » Le prince revenoit sans cesse sur cette idée importune et fournissoit, sans le savoir, par ses interpellations publiques et répétées la preuve qu'il n'avoit pas provoqué le coup affreux dont il étoit victime.

A cette première idée il s'en joignit constamment une autre, celle d'obtenir la grâce de l'homme; pendant sa longue et douloureuse agonie, le Prince la demanda plus de cent fois, et il le fit avec d'autant plus d'instance qu'il sentoit sa fin approcher de plus près. Aussi, lorsque la gravité toujours croissante des accidens de sa blessure lui eut fait craindre de ne pas vivre assez longtemps pour voir le Roi, on l'entendit s'écrier douloureusement : « Ah! le Roi n'arrive pas. Je ne pourrai pas lui demander la grâce de la vie de cet homme! » On l'entendit ensuite s'adresser à Monsieur et au duc d'Angoulême; et leur dire tour à tour : « Promettez, mon père, promettez, mon frère, que vous demanderez au Roi la grâce de la vie de l'homme. » Lorsque enfin le Roi fut arrivé, du plus loin qu'il l'aperçut, rassemblant ses forces, il lui cria, d'une voix suppliante : « Sire, grâce, grâce pour la vie de l'homme! » et comme le Roi lui répondit : « Mon neveu, vous n'êtes pas aussi mal que vous pensez, nous aurons le temps de songer à cette demande lorsque vous serez guéri », le Prince insista de nouveau. Le Roi se défendant toujours d'accorder une grâce qui répugnoit également aux lois de la nature et à celles de la société, on entendit le généreux prince dire avec l'expression du plus vif regret : « Ah! Sire, vous ne dites pas oui »; et au bout de quelque temps : « La grâce de la vie de l'homme eût pourtant adouci l'amertume de mes

derniers momens. » Quelque temps après, poursuivant toujours la même idée, il exprima, d'une voix basse et entrecoupée par la douleur et à des intervalles assez longs, la pensée qui suit : « Ah!... du moins... si... j'emportois... l'idée que le sang... d'un homme... ne coule pas... à mon sujet... après ma mort... » Cet admirable vœu fut le dernier qu'il exprima sur ce sujet.

On a dû remarquer l'expression dont le Prince se servit en sollicitant pour celui qui l'avoit frappé. Il demanda toujours la grâce de la vie de l'homme, et il ne demanda jamais la grâce de l'homme, distinguant avec un tact parfait, même au milieu des plus cruelles souffrances, ce qu'à la rigueur le roi auroit pu accorder, la grâce de la vie, d'avec ce que les lois et la morale publique ne pouvoient pas permettre, c'est-à-dire la grâce pure et simple.

On dut remarquer encore pendant le long cours de ses souffrances, ou, pour me servir de ses paroles, pendant sa longue agonie, qu'il ne lui échappa aucune appellation, aucune expression injurieuse pour son meurtrier.

Tous les membres de la famille royale eurent la même magnanimité. Ni le sang, ni les souffrances de la victime innocente, ni l'horreur qui se manifestoit partout autour d'eux ne purent leur arracher l'expression d'un vœu contre le détestable auteur de tant de maux. Ils n'eurent, comme le Prince, de sentiment que pour la douleur, la piété et la générosité.

Après quelques instants de repos, le Roi, voulant s'assurer de l'opinion des gens de l'art sur l'état du duc de Berry, m'adressa cette question : « Superestne spes aliqua salutis? » Reste-t-il quelque espoir de salut? Sur ma réponse négative, Sa Majesté levant les yeux au ciel : « Que la volonté de Dieu s'accomplisse! » et dès lors elle ne laissa échapper aucune occasion de donner des consolations à l'infortuné Prince. Une fois que celui-ci se plaignoit plus fortement que de coutume, Sa Majesté très chrétienne lui dit : « Mon fils, songez aux douleurs qu'a endurées le Sauveur du Monde! »

Cependant commença à se faire sentir une soif ardente, que calmoient pour un instant quelques gorgées d'orangeade, et qui se renouveloit au bout de quelques instans. Bientôt de nouveaux symptômes vinrent se joindre à ceux qui exis-

toient déjà; des douleurs atroces se firent sentir à l'épigastre, à la partie postérieure de la tête et aux entrailles; des vomissemens et des déjections alvines les suivirent de près. Une potion calmante fut administrée; des bandeaux trempés dans de l'eau froide, alternativement vinaigrée ou éthérée, furent placés autour de la tête; les évacuations qui sembloient le soulager furent entretenues.

Nous étions aidés dans tous ses soins par madame la duchesse de Berry. Aucun de ces soins ne lui parut au-dessus de ses forces et de son courage. Ni la délicatesse de ses sens, ni la faiblesse de son sexe, ni les douleurs du Prince, ni les prières que nous lui adressâmes plusieurs fois ne purent l'éloigner un seul moment du lit de son époux. « Ne me repoussez pas, disoit à l'un de nous cette excellente Princesse, employez-moi plutôt! » et en effet elle nous secondoit comme si elle eût été élevée pour de tels soins.

Cependant, frappé des suites que pouvoit avoir un dévouement qui ne consultoit que la tendresse et la douleur, le Prince conjura son épouse de songer à elle; et, comme sa prière restoit sans succès, il ajouta bientôt après : « Songez du moins, chère Caroline, à l'enfant que vous portez dans votre sein! »

Ainsi fut révélée pour la première fois, au milieu du deuil qui se préparoit, l'existence de cet enfant sur qui se fondent tant d'espérances. Cette révélation allégea un moment le poids qui opprimoit les cœurs. Une voix alors, faisant allusion aux dangers qui menaçoient une existence aussi peu assurée et aux destinées qui lui étoient promises, fit entendre ces paroles :

> Heu miserande puer! Si qua fata aspera rumpas,
> Tu Marcellus eris.

Enfin vaincue par les pressantes sollicitations de son époux, la Princesse consentit à se retirer dans la pièce où étoit sa fille, mais, bientôt avertie, par les plaintes et les gémissements du Prince, que le danger augmentait, elle se précipita vers l'appartement : ce fut en vain qu'on voulut la retenir; elle écarta ou renversa tous les obstacles, et s'élança au pied du lit en faisant retentir la salle du nom de Charles! Charles! ô mon Charles!

Les douleurs du Prince, portées au plus haut degré, lui arrachoient dans ce moment des plaintes déchirantes. « Ciel! disoit-il, quand finira cette longue et cruelle agonie! » Il en invoquoit ardemment le terme, persuadé qu'il étoit de l'impuissance des secours de l'art. Le malheureux Prince ne laissoit pourtant pas de désirer la présence de ceux qui les lui administroient; et s'il nous arrivoit de nous éloigner un instant, il nous rappeloit aussitôt en nous priant de la manière la plus affectueuse de ne pas l'abandonner.

Pendant cette longue agonie, deux choses sembloient le soulager : une main qu'il pût presser, lorsque ses douleurs prenoient un caractère plus aigu; la mienne fut de la sorte pressée par la sienne pendant plusieurs heures; et une compression plus douce exercée sur la plaie : M. Bougon et moi nous nous acquittâmes longtemps de ce dernier devoir en nous relayant.

Les facultés du Prince, loin d'être anéanties par tant de douleurs, sembloient plutôt agrandies. Aucune preuve d'affection ne fut oubliée. Il ne se présenta pas une seule personne connue de lui, qu'il ne la saluât par son nom, et qu'il ne lui tendît la main. C'est de la sorte qu'il accueillit tous les maréchaux, tous les grands officiers que la fatale nouvelle avoit attirés en foule dans l'étroite enceinte où étoit le lit.

Le fidèle écuyer du Prince, semblable à un chevalier des temps antiques, debout et immobile au pied du lit, les regards douloureusement fixés sur son maître, sembloit chercher dans ses moindres mouvemens des motifs de repousser la crainte dont son cœur étoit déchiré. Le Prince lui adressant la parole : « Viens, mon vieil ami, viens, mon cher Nantouillet, viens m'embrasser pour la dernière fois! » Le vieux serviteur se précipitoit religieusement sur la main du Prince, la couvroit de baisers et de larmes, et alloit tristement reprendre sa place au pied du lit.

Il ne se borna pas à des égards pour les grands qui l'environnoient, à des marques d'amitié pour les vieux compagnons de son enfance et de son exil : il étendit sa prévoyance jusqu'à ses domestiques, qu'il recommanda plusieurs fois, tant à Monsieur qu'au duc d'Angoulême.

Sa délicate attention s'étendit même jusqu'à ceux de ses

médecins qui étoient absens : « Où sont MM. Portal et Guérin? » dit-il une fois; et bientôt après il ajouta : « Ce n'est pas pour moi, c'est pour eux que je les demande. »

Dans tout cela il fut simple et naturel comme dans tout le reste. Tout ce qu'il dit, tout ce qu'il fit pendant toute la durée de cette nuit, partit du cœur, et fut fait d'inspiration. Tout ce que cette nuit offrit d'héroïque fut dans les sentimens et dans les actions plutôt que dans les paroles, qui furent constamment simples et qui ne furent jamais ambitieuses.

Une seule marque d'impatience lui échappa pendant le long cours de ses souffrances. Ses regards s'étant portés sur une personne qui se tenoit auprès de son lit, un bonnet noir sur la tête : « Quelle est cette personne? » dit le Prince avec un mouvement d'effroi très marqué. On la lui nomma : il détourna ses regards et se tut.

Vainement nous nous efforcions de donner au Prince des espérances que nous n'avions pas. Comme il nous entretenoit du danger de son état, je lui dis, pour le rassurer, qu'il avoit souvent dû voir, dans les camps et dans les armées, des personnes qui avoient eu la poitrine traversée par un coup de feu ou par un coup d'épée et qui pourtant avoient guéri. Mgr le duc d'Angoulême, entrant dans cette pensée, lui cita des exemples de guérisons. Mais un sentiment intérieur, plus fort que nos raisonnements, l'empêchoit d'adopter ces espérances. Dans un de ces momens il me dit : « M. Dupuytren, je suis bien touché de vos attentions et de vos soins, mais ils ne sauroient prolonger mon existence; ma blessure est mortelle, elle a pénétré jusqu'au cœur! », annonçant toujours, avec une prescience certaine, la profondeur et le danger de sa blessure.

M. le duc de Berry, sentant sa fin approcher, voulut confier un secret à son frère. Mgr le duc d'Angoulême s'inclina pour le recevoir; mais telle étoit la confiance habituelle du Prince, qu'il eut quelque peine à laisser éloigner la personne dont il tenoit la main.

Cependant l'intensité des douleurs et l'affoiblissement progressif des fonctions du cœur et du poumon annonçaient assez qu'on touchoit au moment où cette âme généreuse alloit être libérée du corps auquel elle étoit unie. Je crus alors devoir

engager le Roi à se retirer et à emmener avec lui sa Famille. « M. Dupuytren, je ne crains pas le spectacle de la mort, me répondit Sa Majesté; j'ai d'ailleurs un dernier soin à rendre à mon neveu. »

Le moment fatal parut accéléré par un changement de position du Prince. « Tournez-moi, dit-il, je ne puis rester plus longtemps dans la position où je suis. » Vainement nous cherchâmes à le dissuader de ce projet. « Tournez-moi », fut sa seule réponse. Il fallut le tourner. Il étoit jusque-là resté couché sur le côté droit du corps, position dans laquelle le poumon gauche, exempt de toute lésion, et libre de toute compression, avoit suffi aux besoins de la vie. La Prince n'eut pas été plutôt tourné sur le côté gauche, que le sang épanché dans le côté droit de la poitrine, pressant de tout son poids le poumon sain, l'empêcha de continuer ses fonctions. Il fit alors entendre les mots France! et Patrie! et immédiatement après les facultés intellectuelles qui étoient restées intactes se perdirent, le pouls et la respiration se ralentirent et s'affoiblirent progressivement. Je proposai de remettre le Prince dans la position où il avoit longtemps respiré. Les justes craintes qui me furent manifestées par plusieurs de mes confrères qu'il expirât pendant les efforts qui seroient faits pour le replacer sur le côté droit, m'empêchèrent de donner suite à ce projet.

Nous nous bornâmes dès lors à faire des frictions sur le cœur, à faire respirer des liqueurs spiritueuses, aromatiques et stimulantes, moyens insignifians et propres seulement à tromper notre douleur. Bientôt la respiration devint insensible à la vue. Jaloux de recueillir les derniers restes d'une vie presque éteinte, nous demandâmes une glace : le Roi donna sa tabatière, dont le verre fut placé devant la bouche et les narines du Prince. Le verre ne fut terni par aucune vapeur : le souffle que nous cherchions avoit disparu; le petit-fils de Saint Louis et d'Henri IV n'étoit plus.

Aussitôt que la douleur répandue sur nos figures eut fait présumer au Roi la perte, hélas! trop prévue que la France et lui venoient de faire : « Tout est-il consommé? » me demande Sa Majesté. Sur ma réponse affirmative : « Aidez-moi », me dit-elle. Prenant alors mon bras, Sa Majesté s'approcha du lit du Prince qui venoit d'expirer : une curiosité religieuse suspendit

les pleurs. Tous les regards se fixèrent sur le Roi; on attendit avec anxiété. Alors, étendant sur le visage de la royale victime une main tremblante de douleur, le roi lui ferma les paupières; et, d'une voix entrecoupée par les sanglots : « Dors en paix, mon enfant! » Puis il embrassa le front du Prince, saisit son bras, le porta et le serra longtemps contre ses lèvres.

A cette scène patriarcale, l'expression de la douleur, un instant contenue, éclata de tous côtés. Elle se répandit hors de l'appartement, et annonça la fin du Prince.

Dans ce dernier et cruel moment je crus apercevoir au-dessus de la tête de madame la duchesse d'Angoulême les bustes de Louis XVI et de Marie-Antoinette. Je n'ai pu vérifier s'ils y étoient réellement, ou si mon imagination, préoccupée des malheurs de l'auguste famille, avoit associé les victimes anciennes à la victime présente dans cette scène de douleur.

Les scènes déchirantes de cette nuit d'un siècle n'étoient pas finies. Après avoir rendu les derniers devoirs à son neveu, le Roi voulut arracher sa Famille désolée d'un lieu où elle ne pouvoit trouver désormais que des sujets de douleur sans consolation et sans espoir, et pour cela il donna le signal du départ en s'en allant lui-même. Chacun des membres de l'auguste et malheureuse Famille, cédant à l'invitation et à l'exemple de son chef, se retiroit après avoir fait les derniers adieux au Prince. La seule duchesse de Berry, fortement attachée aux dépouilles de son époux, refusa de le quitter. On fut obligé de recourir à l'intervention de Sa Majesté pour la séparer du corps inanimé du Prince. « Non, je ne le quitterai jamais! » disoit la malheureuse Princesse avec l'accent du plus profond désespoir; et bientôt après « : Eh bien, si on me force à quitter ces lieux, je déclare que je veux retourner en Sicile! » Elle n'avoit pas encore entendu, lorsqu'elle parloit ainsi, la voix de la France qui s'unissoit à sa douleur et à ses espérances; mais, cédant alors aux exhortations encore plus qu'à l'autorité du monarque, elle put être entraînée hors de l'appartement par MM. Bougon et Baron : de là elle fut portée à demi évanouie dans sa voiture et conduite à l'Élysée par madame la duchesse d'Angoulême et mesdames de Reggio et de Gontaut. Les Princes et Princesses de la Famille

royale l'accompagnèrent ou la suivirent de près. Le Roi partit le dernier.

Les Drs Bougon et Caseneuve, qui avoient donné tant de preuves de zèle et d'intelligence pendant la nuit, furent préposés à la garde du corps du Prince, au cas où quelque retour vers la vie fût possible. Enfin je quittai ces lieux qui, par un constraste horrible, consacrés aux plaisirs publics, étoient devenus le théâtre de si grandes douleurs.

Déjà le jour avoit remplacé la nuit, et déjà la fatale nouvelle, répandue dans Paris, avoit attiré autour de l'Opéra la foule des citoyens. Le duc de Berry est assassiné! le duc de Berry est mort! furent les seules paroles que j'entendis sortir des groupes qu'il me fallut traverser.

Lorsqu'une blessure de l'espèce de celle que M. le duc de Berry avoit reçue n'attaque pas des parties essentielles à la vie, elle peut encore devenir dangereuse de cent manières; mais ce n'est communément qu'après quelques jours et lorsque les accidents inflammatoires ont eu le temps de se développer. Au contraire, lorsqu'elle attaque des parties essentielles à la vie, elle entraîne presque immédiatement la mort. C'est ainsi que mourut Henri IV. La blessure du duc de Berry n'avoit suivi exactement ni l'une ni l'autre de ces marches. Il avoit survécu trop peu de temps, en admettant qu'elle n'eût affecté que des parties communes; il ne sembloit pas qu'il eût pu survivre aussi longtemps, en admettant qu'elle eût affecté des organes essentiels à la vie.

L'ouverture du corps éclaircit tous les doutes : les parois de la poitrine étaient divisées entre la cinquième et la sixième côtes droites; le poumon, qui, par l'effet d'une variété assez commune, n'avait que deux lobes, étoit traversé à sa partie antérieure. Ces deux lésions n'ont eu presque aucune influence sur la production des accidens; mais le péricarde et l'oreillette droite du cœur étoient ouverts. Cette dernière étoit traversée de part en part; et l'instrument, qui, pour pénétrer à une aussi grande profondeur, avoit dû faire fléchir les parois de la poitrine, s'étoit arrêté dans le centre nerveux du diaphragme, sans le traverser entièrement. Deux livres de sang étoient épanchées dans le côté droit de la poitrine.

Telles étoient les véritables causes des accidens qu'avoit

éprouvés le Prince, et de la mort qui les avoit terminés. La blessure de l'oreillette avoit donné lieu au trouble de la circulation; l'épanchement, la lésion du centre nerveux du diaphragme, aux vomissemens.

Il ne fut trouvé aucune autre cause de mort.

Celles qui viennent d'être exposées avoient plus que suffi pour la produire. Il ne fut même pas trouvé un seul germe de maladies à venir. La nature sembloit s'être complue à répandre dans l'organisation du Prince les élémens de la santé, de la force et de la longévité. Toutes ces choses ont été détruites en un instant par le fer assassin.

Que si l'on demandoit pourquoi, le cœur ayant été blessé, la vie a pu se prolonger aussi longtemps, on pourroit dire, peut-être, qu'il existe dans cet organe des parties plus ou moins essentielles, et dont la lésion entraîne un danger plus ou moins prochain; que d'ailleurs, parmi ses cavités, les unes reçoivent le sang qui revient des poumons, lequel est rouge, circule avec rapidité, est actuellement, et dans tous les temps, indispensable à la vie; les autres reçoivent le sang ramené des diverses parties du corps par les veines; que celui-ci est noir, qu'il circule avec lenteur, et qu'il est actuellement moins nécessaire à la vie : de telle sorte que, portées sur les ventricules du cœur ou sur les grosses artères qui en partent, ou bien encore sur le côté gauche du cœur, sans distinction de parties, la blessure eût été, toutes choses égales d'ailleurs, plus promptement funeste et eût pu entraîner immédiatement la mort.

Henri IV, frappé comme M. le duc de Berry par un fanatique, expira immédiatement et sans avoir proféré une seule parole. Le fer assassin avoit pourtant traversé chez tous les deux mêmes parties, c'est-à-dire les parois de la poitrine, le poumon et une oreillette du cœur; mais chez le grand et bon Roi, le coup, porté au côté gauche de la poitrine, avoit atteint l'oreillette du cœur de ce côté; tandis que, chez M. le duc de Berry, le coup, porté au côté droit de la poitrine avoit atteint l'oreillette droite; et cette différence entre deux blessures, est peut-être ce qui a permis que la vie du Prince se soit prolongée assez longtemps pour que le monde n'ait pas été privé du spectacle d'une fin héroïque.

GUILLAUME DUPUYTREN

SAUVERAIT-ON LE PRINCE?

Dupuytren, réveillé en sursaut par la nouvelle de l'assassinat du duc de Berry, dut sortir de son lit sans hâte et sans entrain.

Il n'était pas soutenu par la claire espérance qui anime le chirurgien du XXe siècle lorsque, en pleine nuit, le téléphone lui annonce une urgence. Une urgence, aujourd'hui, cela veut dire une vie qui court un danger immédiat, une vie qui va s'éteindre et que seul le chirurgien a quelques chances de ranimer, si, sans se laisser influencer par l'entourage affolé, il conserve toute sa décision et sa clairvoyance.

En 1820, il n'en était pas ainsi, et l'appel au chirurgien était sans grand espoir. C'est, de toute l'histoire de la chirurgie, l'époque où les désastres opératoires sont le plus fréquents. Sous l'influence de Broussais, un homme néfaste, qui avait construit *a priori* toute une méthode thérapeutique absurde, les chirurgiens avaient abandonné les pansements rares au vin aromatique, au baume de Commandeur, chargés d'alcool et d'essences, et qui étaient de véritables pansements antiseptiques, pour les remplacer par des pommades et de la charpie. Ces ingrédients étaient appliqués plusieurs fois par jour sur les plaies et étaient accompagnés de saignées renouvelées afin de lutter contre une fièvre traumatique imaginaire qui n'était en réalité qu'une infection opératoire. Sur ces malades anémiés la pourriture d'hôpital sévissait lamentablement. On dut à Broussais, à son dogmatisme inepte et à ses théories qui n'avaient aucun fondement objec-

tif, une mortalité opératoire formidable. Il transforma la chirurgie en un fléau qui exerça pleinement ses ravages jusqu'en 1867, époque de la découverte de l'antisepsie par Lister.

Comment les chirurgiens de ce temps, parmi lesquels il y avait des hommes de valeur tels que Lisfranc, Larrey, Velpeau, Delpech, Malgaigne, comment Dupuytren lui-même, qui avait sur d'autres sujets montré tant de sagacité et d'esprit critique, se laissèrent-ils convertir à une pratique aussi malfaisante? Comment, surtout, n'eurent-ils pas la curiosité, en présence des résultats décourageants qu'ils constataient quotidiennement, d'essayer autre chose? C'est tout à fait inexplicable et il faut constater le fait sans plus. Mais on imagine quelles tristes pensées pouvait ruminer Dupuytren en se rendant auprès du Prince blessé.

Par son expérience de chaque jour, il se savait désarmé et impuissant. La veille, peut-être avait-il vu mourir un de ses opérés pour une intervention insignifiante.

Les services chirurgicaux de cette époque, celui de Dupuytren comme les autres, étaient l'horrible et douloureuse antichambre du cimetière. L'anesthésie, que les Américains Morton et Jackson devaient découvrir en 1847, n'existait pas encore et à cette époque la salle d'opération, au lieu d'être l'endroit le plus silencieux de l'hôpital comme elle l'est aujourd'hui, retentissait des hurlements et des supplications des opérés. On imagine aisément, dans ces conditions, combien fut gênée et limitée l'action de Dupuytren quand il dut pratiquer une intervention sanglante sur le duc de Berry entouré d'une foule de parents et de familiers.

Si, depuis 1820, la science a évolué, le caractère humain n'a pas changé et je pense que, parmi les préoccupations qui assaillirent Dupuytren, il en fut de bien personnelles, qui ressemblaient à s'y méprendre à celles qui envahissent encore aujourd'hui l'esprit du chirurgien appelé auprès d'un homme en vue, très mal en point.

Il devait penser : « Si je ne tente rien, on dira que j'ai laissé mourir une altesse royale, et, si je fais quelque chose, Lisfranc, qui me traite déjà de « brigand de l'Hôtel-Dieu », dira que j'ai assassiné mon opéré. Que n'ai-je été loin de chez moi cette nuit! Quel ennui pour le chirurgien d'être chaque jour obligé

de choisir entre son malade et sa réputation! Et il est un fait, c'est que souvent on ne peut soigner l'un et l'autre à la fois. »

C'est ainsi qu'il dut gagner l'Opéra plein d'une inquiétude que nul espoir ne tempérait. Et il avait raison. Le duc de Berry mourut, n'ayant pas reçu de soins ou plutôt ayant reçu des soins intempestifs et nuisibles. Bien que personne n'eût pu faire mieux à cette époque, Dupuytren fut vivement critiqué. Peut-être le fut-il oralement, par la coterie de Lisfranc; c'est à peu près certain. Alors, comme aujourd'hui, les grands chirurgiens avaient leurs partisans et surtout leurs partisanes qui chantaient les louanges du maître, mais surtout dénigraient ses concurrents.

Je n'ai retrouvé aucune preuve de ces critiques, mais, par contre, j'ai eu entre les mains le mémoire acerbe et dénué de toute valeur qu'écrivit Valentin, l'ami de Distel, premier chirurgien du Roi. Il détestait Dupuytren et ne manqua pas cette occasion de lui manifester son hostilité.

A l'heure actuelle, pourrait-on sauver le duc de Berry? Je le crois, mais à une condition, c'est que le chirurgien qui tenterait cette entreprise fût aidé par une « organisation de la chirurgie d'urgence » qui n'existe pas encore. Cette organisation pourrait cependant être réalisée dans un Paris où le souci du blessé et du malade primerait tous les autres.

C'est dans cette cité future, grâce à une fiction très acceptable à une époque où on met volontiers en doute l'existence du temps et de l'espace, que je fais assassiner une seconde fois le duc de Berry, dans des conditions identiques à celles qui ont présidé à son assassinat en 1820, et que je le fais opérer par Dupuytren, réincarné lui aussi, pour les besoins de ma cause.

A partir de maintenant mon récit n'est plus qu'une fable, mais qui pourrait un jour devenir une réalité.

Déposition de M. Dupuytren qui opéra le duc de Berry assassiné sur les marches de l'Opéra, le 1945, *dans des conditions identiques à celles qui avaient présidé à son assassinat en* 1820.

Il était onze heures. J'étais chirurgien de garde à l'hôpital d'urgence n° 3. Depuis le début de ma garde, qui avait commencé à huit heures, j'avais déjà opéré cinq blessés graves.

Le haut-parleur de la salle d'opération de chirurgie abdominale

demanda : « Le chirugien de l'hôpital n° 3. » J'étais encore dans la salle et je finissais de suturer une perforation de l'estomac. Je répondis sans abandonner ce que je faisais : « Présent, j'écoute. »

Le haut parleur reprit :

« Le duc de Berry vient d'être frappé d'un coup de couteau sur les marches de l'Opéra. L'arme a pénétré à droite. Le manche du couteau touche le corps. Le blessé est tombé sur le côté droit, les jambes repliées. Il n'a pas vomi, ni craché de sang. On ne l'a pas bougé. L'agent n° 432 est auprès de lui, s'oppose à ce qu'on le touche et l'empêche de changer de position. L'ambulance à six roues indépendantes[1] est alertée depuis une minute, elle sera ici dans trois minutes et à l'hôpital n° 3 dans un quart d'heure. »

Je répondis : « Veillez surtout à ce qu'on ne touche pas à l'arme, à ce qu'on ne la retire pas de la plaie. »

Je donnai aussitôt l'ordre de préparer rapidement la salle d'opération de chirurgie thoracique, c'est-à-dire de vérifier que l'appareil à anesthésie par insufflation trachéale suivant la méthode de Meltzer était prêt, et que la table d'opération, permettant d'opérer sous le contrôle des rayons X, l'était aussi.

Ces deux appareils nous rendent les plus grands services. La méthode de Meltzer, comme vous le savez tous, consiste à entretenir la respiration du blessé par un courant d'oxygène conduit par un tube de caoutchouc jusqu'à la bifurcation de la trachée.

Dans ces conditions, on peut ouvrir largement le thorax du blessé sans qu'il éprouve de suffocation, car, sous l'influence de la ventilation pulmonaire par le courant d'oxygène injecté, le malade cesse naturellement de respirer, n'en éprouvant plus le besoin. On opère ainsi sur un thorax immobile qu'on peut ouvrir largement. Dans le cas présent, cette méthode nous a rendu un très grand service puisqu'elle nous a permis de récliner le poumon et d'apercevoir nettement l'oreillette droite. L'anesthésie a été obtenue en mélangeant à l'oxygène insufflé des vapeurs de chloroforme, ce vieil anesthésique étant encore celui qui nous donne les meilleurs résultats en chirurgie cardio-pulmonaire quand nous ne pouvons pas nous contenter de l'anesthésie locale.

Ici, l'emploi des rayons X durant l'intervention nous a permis, sans tâtonnements, de suivre le trajet de la lame jusqu'à l'oreillette et de bien diriger l'incision thoracique qui fut faite tout le long du 8e espace intercostal, puis à travers le sternum. J'insiste sur l'importance qu'il y a à ne pas retirer l'arme de la plaie thoracique pulmonaire ou cardiaque qu'elle oblitère.

Non seulement l'arme laissée en place s'oppose en partie à l'hémorragie, mais, sous les rayons X, elle nous sert de guide et nous permet de trouver presque sans recherches les organes atteints.

1. Les voitures à roues indépendantes suppriment presque entièrement les cahots si dangereux pour les blessés qui saignent.

En arrivant à l'hôpital d'urgence, le blessé fut transporté avec de très grandes précautions sur la table d'opération et ses vêtements furent coupés.

La tension artérielle, mesurée au sphygmomanomètre était basse, le pouls rapide, la respiration superficielle et précipitée.

Il n'y avait pas une minute à perdre. Une radioscopie du thorax, faite immédiatement, nous montra qu'il n'y avait pas d'immobilité de l'ombre cardio-péricardique et par conséquent pas d'hémopéricarde[1].

Le cœur battait très rapidement et on voyait nettement la pointe de l'arme, très proche du corps de la 5e dorsale, oscillant à chaque révolution cardiaque. D'autre part, il existait à la radioscopie des signes incontestables de très grand épanchement pleural droit. Une radiographie stéréoscopique du thorax fut prise. Elle confirma entièrement ces différentes constatations.

Quelques bouffées de chloroforme furent données au blessé et le Dr X..., oto-rhino-laryngologiste de l'hôpital d'urgence, introduisit la sonde intra-trachéale par laquelle fut insufflé régulièrement le mélange d'oxygène et de chloroforme, sous une pression de 16 millimètres de mercure.

Comme le blessé restait cyanosé, j'ouvris rapidement le thorax par une très longue incision qui longeait le bord supérieur du 8e espace intercostal en évitant le paquet vasculo-nerveux et l'artère mammaire interne et allait de la ligne axillaire au sternum qui fut divisé de bas en haut à la scie verticale sur la ligne médiane; ce large volet se laissa soulever facilement; un flot de sang liquide s'échappa.

Le Dr B..., chargé du service des transfusions à l'hôpital d'urgence no 3, avait, dès l'arrivée du blessé, établi son groupe sanguin et s'était assuré de trois donneurs. (A l'hôpital d'urgence tous les gens de service sont choisis parfaitement bien portants, sans tuberculose, ni spécificité et de groupe sanguin no 4[2], c'est-à-dire donneurs universels, si bien que nous disposons au profit de nos blessés de quantités de sang considérables.)

Il avait introduit dans la veine du blessé et dans celle du donneur les deux canules réunies à la pompe électrique[3] et il attendait mon signal pour commencer la transfusion qui fut mise en marche aussitôt

1. L'hémopéricarde est l'accumulation de sang dans le péricarde, sac fibreux qui entoure le cœur. Il provoque l'écrasement et l'immobilisation du cœur.

2. Chacun de nous est d'un groupe sanguin. Il existe 4 groupes sanguins : les individus du groupe no 1 peuvent recevoir du sang de tous les groupes et ne peuvent en donner à personne. Les sujets du groupe no 4 peuvent donner leur sang aux sujets de tous les autres groupes, mais ne peuvent, sans danger, en recevoir que du groupe no 4. Ils sont pour cette raison dits « donneurs universels ».

3. La transfusion se fait avec une pompe qui aspire le sang du donneur et le refoule dans les veines du blessé ou du malade.

après l'ouverture du thorax et ne cessa pas jusqu'à la fin de l'opération.

Aussitôt le thorax ouvert, et sous l'influence de l'insufflation intrapulmonaire d'oxygène et de la transfusion, l'aspect du blessé changea complètement. De cyanosé qu'il était, il reprit une couleur normale et j'eus l'impression que je pouvais exécuter l'opération avec soin et sans hâte.

Je réclinai le poumon le long de la lame qui le transfixait et le repoussai en haut, à droite et en avant. Je passai à travers la pointe du cœur une grosse soie[1] avec laquelle je tirai l'organe en haut et à gauche et j'aperçus très facilement, reposant sur la coupole diaphragmatique, la pointe de la lame qui avait pénétré dans l'oreillette droite en avant de la veine cave inférieure.

Je plaçai à l'aiguille courbe portée par un long porte-aiguille un fil de lin sur la commissure antérieure de la plaie. Je ne pus en faire autant pour la commissure postérieure qui m'était masquée par la lame, mais je plaçai sur la lèvre supérieure de la blessure trois fils. Je mis ensuite, en me laissant guider par la face inférieure de la lame, trois pinces sur la lèvre inférieure de la plaie. C'est à ce moment seulement et après avoir placé de la ouate mouillée sur le diaphragme et avoir appliqué sur cette ouate la bouche du grand aspirateur électrique, que je retirai la lame. Le sang qui sortait rapidement de la blessure et qui aurait inondé la région était aspiré si parfaitement que j'opérais sur une région presque sèche.

Je passai dans la lèvre inférieure, repérée par les pinces, les 3 fils déjà passés dans la lèvre supérieure et les nouai très rapidement.

J'arrêtai l'aspirateur, pour pouvoir apprécier ce qu'était devenu l'hémorragie. Elle était presque arrêtée. Je passai encore dans les lèvres de la plaie cardiaque deux fils supplémentaires, et, afin de la rendre parfaitement étanche, j'appliquai sur la suture une mince lame de muscle de pigeon prélevée à l'instant même sur un oiseau vivant et anesthésié[2].

Je suturai ensuite par des *fils en bourse* les plaies pulmonaires qu'avait provoqué la lame en traversant le poumon droit, et je fermai la paroi thoracique sans drainage. Les suites opératoires furent très simples et le blessé est aujourd'hui complètement guéri.

C'est ainsi que les choses pourraient et devraient se passer. Je n'ai mis à la disposition de Dupuytren, pour sauver le duc de Berry, que des méthodes, des appareils et des instruments

1. Ce procédé, qui à première vue semble étrange, est l'un des meilleurs pour se rendre maître du cœur, qui se contracte avec une vigueur extraordinaire et échappe à la main qui veut le fixer.

2. Tous les muscles en général, et surtout les muscles d'oiseau, appliqués sur les plaies, provoquent la coagulation du sang et arrêtent les hémorragies.

qui existent déjà, mais jamais il n'arrive que toutes ces choses fonctionnent en liaison, en faveur d'un blessé grave, comme je le suppose ici.

Un blessé de la rue attend qu'on ait trouvé un agent. L'agent réquisitionne un taxi qui conduit le blessé à un hôpital quelconque qui n'est pas spécialement outillé pour les opérations d'urgence. Dans cet hôpital le service de nuit est généralement moins bien assuré qu'en plein jour.

Dès que le blessé arrive on appelle le chirurgien de garde qui est souvent en train d'opérer dans un autre hôpital, parfois très éloigné, une autre urgence.

Ce chirurgien, qui est un jeune chirurgien des hôpitaux, presque toujours très instruit et en pleine possession de son métier, se rend auprès du blessé dès qu'il le peut et fait pour lui l'impossible, mais souvent dans des conditions matérielles médiocres.

Malgré cela, à la Société de Chirurgie, tous les ans nous admirons les merveilleux sauvetages accomplis par les jeunes chirurgiens de garde.

Quels miracles n'accompliraient-ils pas si on leur facilitait leur tâche?

Peut-être que ces lignes, écrites sans prétention, pour l'amusement des lecteurs de la *Revue de Paris*, tomberont sous les yeux de M. Chiappe, toujours si avisé quand il s'agit de la santé ou de la sécurité des Parisiens, ou seront-elles parcourues par un conseiller municipal que les questions d'intérêt général préoccupent. Si elles contribuent pour un peu à éveiller chez eux les idées de *service chirurgical d'urgence* et de *transport rapide et confortable des blessés*, j'en serai très heureux.

T. DE MARTEL

AU PAYS DES RENTIERS

I

UN SONDAGE

Le Français moyen éprouve une euphorie particulière à toucher de l'argent de l'État. Il considère volontiers le budget national comme un pactole intarissable, pouvant féconder de ses flots dorés le pays tout entier.

Le petit pensionné, gratifié d'une rente de quelques dizaines de francs par mois, n'a pas l'impression d'être à charge de la nation. Il déplore, comme tout le monde, que les budgets réunis de l'État, des départements et des communes dévorent 80 milliards par an, mais il ne se rend pas compte de ce qu'il pourrait éviter de payer comme contribuable, s'il ne fallait alimenter la caisse des prébendés et des assistés.

Pour essayer de faire comprendre aux intéressés que les petits ruisseaux font les grands torrents dévastateurs, il faut des exemples rétrécis à leur portée. Au lieu de nous baser sur des statistiques générales qui effraient par leur immensité, essayons une démonstration qui, nous en avons fait l'épreuve, peut être comprise en réunion publique où les assistants de bon sens ne manquent pas.

Nous apportons ici les résultats d'un sondage effectué dans une commune agricole prise au hasard, mais dont nous connaissons personnellement tous les habitants, ce qui permet non seulement de préciser et de contrôler les faits avec une

exactitude que les statistiques donnent rarement, mais aussi d'émettre un avis motivé sur chaque cas.

Avant d'en juger les incidences, il convient de classer les distributions d'argent de l'État aux particuliers.

Les récompenses nationales occupent maintenant le premier plan.

Sans doute ont-elles toujours existé; mais les gouvernements monarchiques, qui en ont souvent abusé, et la IIIe République, qui en avait peu usé avant-guerre, les réservaient aux grands dignitaires et bienfaiteurs du pays : aujourd'hui, elles sont démocratisées et vont aux modestes serviteurs de l'État. L'allocation — devenue retraite — du combattant, par exemple, ne peut pas être définie autrement que « récompense nationale ».

Quand on attribue à un Maréchal de France, à un très grand savant, ou à leurs veuves, des pensions exceptionnelles, on n'a pas la prétention de payer en argent les services rendus. Le quantum de la récompense n'est pas une question budgétaire, parce que la mesure est exceptionnelle et ne crée pas de précédent. On tient compte, du besoin des intéressés et du standard de vie que l'on désire leur assurer : le hasard fait le reste.

Quand les parties prenantes se comptent par centaines de mille et les sommes investies par milliards, il serait assez logique de discuter plus serré. Or, il se trouve que, tout au contraire, les éléments de jugement qui intervenaient quand la mesure était unique, cessent à peu près d'entrer en ligne de compte quand elle est générale : le hasard prédomine.

Pourquoi un ancien mobilisé touche-t-il, à cinquante-cinq ans d'âge, une retraite de 1 200 francs par an, plutôt que de 12 000 ou de 120? Pure surprise de débats parlementaires, où la surenchère s'arrête à un moment donné, on ne sait pas pourquoi.

Nous plaçant au point de vue purement objectif et terre à terre, nous voulons n'envisager que l'intérêt matériel du pays et la balance de ses comptes.

Traiter la question des pensionnés de guerre sans faire de sentiment est une œuvre qui, nous le savons, pourrait nous attirer des jugements méprisants. Cependant, nous

avons la prétention de faire du sentiment à notre manière, car nous pensons que les banqueroutes à répétition, devant entraîner la chute de civilisations plusieurs fois séculaires, risqueraient d'occasionner à l'humanité une somme plus grande de souffrances que la privation de prébendes à des citoyens civils ou militaires, même parfaitement méritants.

Les récompenses nationales mises à part, nous admettons que l'État, en reversant à ses contribuables l'argent qu'il leur a pris, obéit, en général, à deux principes directeurs : obliger la collectivité à réparer le préjudice causé à un de ses membres (pensions de guerre) ou obliger la collectivité à prendre à son compte tout ou partie des charges d'intérêt national assumées antérieurement par les particuliers (assistance). C'est à dessein que nous excluons de notre étude les pensions d'ancienneté qui ont, théoriquement du moins, un tout autre caractère. Si elles sont constituées par des retenues sur les salaires pendant les années d'activité, elles sont payées par les intéressés eux-mêmes pour lesquels elles ne sont que des salaires à retardement.

Sur ces bases parfaitement solides, on peut poser des chiffres.

La commune dans laquelle nous avons fait le présent sondage avait 549 habitants (dont 42 étrangers) au recensement de 1931.

Sur les 507 Français et Françaises il y en avait 248 qui travaillaient pour gagner leur vie et 259 (enfants, vieillards, femmes ou rentiers) dénommés sans profession. Pour établir cette distinction, nous adoptons la même classification que celle des feuilles de recensement, c'est-à-dire que nous considérons comme ne travaillant pas les femmes qui ne font que leur ménage, mais que nous appelons, au contraire, travailleuses ou salariées, les femmes des cultivateurs qui aident leurs maris dans les travaux des champs ou de la basse-cour.

Parmi les travailleurs, il faut encore établir une discrimination de principe entre actifs et parasitaires; mais, dans le cas qui nous occupe, la rectification a peu d'importance, parce que la commune, n'étant pas chef-lieu de canton, n'abrite qu'un minimum de fonctionnaires.

On ne comptait que onze salariés de l'État, du département et de la commune, dont 9 actifs (cantonniers, instituteurs, facteur), un parasitaire pur (receveur buraliste) et un fonctionnaire mi-actif et mi-parasitaire (brigadier forestier).

Quand on parle des 700 000 fonctionnaires, il ne faut pas les mettre tous dans le même panier. Il est certain que, si l'État n'avait pas d'instituteurs, de facteurs ou de cantonniers, il faudrait les inventer. Au contraire, tous les bureaucrates de paperasse et de contrôle relèvent de la pathologie de l'État moderne. Sans doute, la biologie nous enseigne que tous les êtres organisés ont leurs parasites, mais elle nous apprend également que la prolifération des parasites finit par détruire la cellule noble. Or nous assistons à ce phénomène curieux, et, cette fois-ci, contraire aux lois de la biologie mais commun à tous les pays civilisés, de cellules vivantes et actives qui se laissent phagocyter comme à plaisir par des proliférations parasitaires, sans mettre en œuvre les moyens de défense dont elles peuvent disposer. Que la mort de l'organisme doive s'ensuivre, ne fait de doute pour personne : la seule question qui se pose est le temps que peut durer la survie.

Le percepteur a eu comme clients toucheurs en 1931 :

	A. *Récompenses nationales.*	
1°	17 allocataires combattants auxquels il a versé	16 200 francs.
2°	11 pensionnés dénommés mutilés avec charges de famille	22 627 —
3°	6 veuves de guerre	20 315 —
4°	7 ascendants	11 520 —
5°	3 orphelins de guerre	432 —
6°	35 retraités nationaux	16 605 —
	B. *Assistances.*	
7°	4 assistés médicaux ayant coûté	898 —
8°	1 assisté vieillard	600 —
9°	3 assistées en couches	450 —
10°	3 primes supplémentaires d'allaitement	390 —
11°	Les assistances aux familles nombreuses	Néant
12°	10 encouragés nationaux	5 437 —
13°	6 primes à la natalité	1 250 —
14°	1 assisté temporaire	480 —
	soit 107 clients toucheurs ayant coûté	97 204 francs.

Nous ne comprenons pas, dans la présente étude, les assurés sociaux, puisque, en principe, l'argent qu'ils touchent émane de leurs versements et de ceux de leurs patrons et que les subsides de l'État ne doivent jouer qu'un rôle d'appoint.

Les cinq premières catégories comprennent 44 clients de guerre pour 71 094 francs. Les neuf dernières 63 clients civils pour 26 110 francs. Les huit dernières sont des assistances dont aucune n'a été légalement supprimée par la loi plus récente des assurances sociales.

II

LES ASSISTANCES

Les huit catégories d'assistance peuvent se diviser en deux groupes : 1° celui des assistances individuellement accordées; 2° celui des assistances automatiques ou plutôt semi-automatiques, puisqu'il faut toujours une demande de l'intéressé pour les déclencher, mais qu'elles sont de droit si le demandeur remplit certaines conditions expressément déterminées.

Les demandes d'assistance qui ne jouissent pas de l'automaticité sont soumises pour avis à une commission municipale (bureau d'assistance ou bureau de bienfaisance suivant les communes) qui dresse une liste pour la session de février des conseils municipaux, mais peut la réviser tous les trois mois avant chaque session. Le bureau d'assistance comprend des délégués du conseil municipal et des délégués du préfet, mais comme le préfet nomme ses délégués sur la proposition du maire, c'est en fait le maire qui nomme ce bureau. Les propositions du bureau doivent être votées par le conseil municipal, puis approuvées par le préfet. Le maire peut, en plus, prononcer seul des admissions d'urgence, mais il fait, en général, couvrir sa responsabilité, qu'il engage, par une approbation subséquente et très rapide du bureau et du conseil qu'il convoque exceptionnellement à cet effet.

Les assistances dont les bénéficiaires sont soumis à l'appréciation du conseil municipal sont les cinq suivantes :

1° L'assistance médicale. Étant observé que le bénéficiaire ne touche pas directement de l'argent chez le percepteur, mais que ce sont les médecins, pharmaciens ou hôpitaux qui touchent à son lieu et place, ce qui, pour ce qui nous intéresse, revient au même.

2° L'assistance aux vieillards, infirmes et incurables. Les inscrits de cette catégorie font de droit partie de la précédente.

3° L'assistance aux femmes en couches, pour laquelle la commission établit, autant que possible, une liste préalable (2 fr. 50 par jour pendant deux mois, l'un précédant, l'autre suivant l'accouchement).

4° Les primes d'allaitement (30 francs par mois pendant un an) qui ne sont accordées que si l'assistée a été admise dans la catégorie précédente.

5° L'assistance aux familles nombreuses.

Les assistances automatiques, qui sont bien des assistances quoiqu'elles s'en défendent, et dont le contrôle échappe à la commission et au conseil municipal, sont :

6° L'encouragement national aux familles nombreuses accordé pour chaque enfant de moins de treize ans au delà du 2e, avec tarif progressif suivant le nombre d'enfants, à toute famille non assujettie à l'impôt sur le revenu.

7° La prime à la natalité à partir du 4e enfant et progressive sans condition rédhibitoire pour les assujettis à l'impôt sur le revenu.

Enfin, une dernière catégorie à caractère hybride :

8° Secours temporaires attribués surtout aux filles mères.

Pour la 1re catégorie, nous l'avons dit, l'assisté ne touche rien directement.

Pour les 2e, 3e, 4e, 5e et 6e catégories, l'assisté reçoit un mandat qu'il touche tous les mois chez le percepteur.

Pour la 3e catégorie, il touche en une ou deux fois.

Pour la 7e catégorie, il touche obligatoirement en deux fois.

Pour les cinq premières catégories, non automatiques, la commune, le département et l'État participent à la dépense.

Pour la 6e catégorie (encouragement national), l'État paye tout.

Pour la 7e catégorie (prime à la natalité), le département paye tout, mais la commune peut surajouter une prime fixe dont une partie lui est ristournée.

Pour la 8e catégorie, le département paye tout.

Nous ne donnerons pas, même sommairement, la façon de calculer la répartition de ces primes entre les parties payantes quand ce sont les communes, les départements et l'État.

Dans ces calculs interviennent : la valeur du centime communal, la cotisation aux assurances sociales, le produit des concessions aux cimetières, la valeur du centime communal, la valeur du centime démographique, la charge du centime par habitant, le quotient du chiffre des familles de 4 enfants et au-dessus par la valeur du centime communal, tous éléments variables d'une année à l'autre, donnant lieu à des enchevêtrements de barèmes et de ristournes que le conseil municipal de la commune a renoncé, depuis longtemps, à essayer de comprendre. Il y a, dans les bureaux de la Préfecture, des employés rompus à cet exercice, qui affectent d'office, au budget communal, la part qu'ils estiment devoir lui incomber et que personne ne vérifie. Ces acrobaties arithmétiques entraînent évidemment des frais de bureaucratie très élevés et qui doivent dépasser, dans beaucoup de cas, les sommes minimes sur lesquelles elles roulent. Le conseil municipal accueille le résultat financier qu'il ne saurait ni prévoir, ni empêcher, avec le même fatalisme qu'il manifesterait devant une inondation ou un cyclone.

La commune que nous étudions, étant très économe de ses deniers, n'inscrit que les vrais nécessiteux dans les cinq catégories dont elle a le contrôle. Elle refuse l'assistance aux vieillards, même sans ressources personnelles, s'ils ont des enfants susceptibles de pourvoir à leur subsistance.

Comme l'assistance aux familles nombreuses et l'encouragement national sont légalement incompatibles, la commune n'inscrit plus jamais personne à l'assistance de cette catégorie, depuis la loi du 22 juillet 1923 qui a créé l'encouragement. Elle dirige sur cette nouvelle catégorie toute son ancienne clientèle, et cela pour deux raisons évidentes : d'abord, dans l'encouragement, les primes sont un peu plus

fortes, mais surtout elles sont payées en totalité par l'État sans aucune participation de la commune. Ce n'est pas médire des conseillers municipaux d'une commune rurale ou même urbaine que de signaler la différence essentielle du point de vue suivant que c'est leur commune ou l'État qui paye. L'État a d'ailleurs, avec les familles nombreuses, une clientèle beaucoup plus étendue que n'avait la commune avec son assistance, parce que, sous le contrôle de la commission, l'indigence rigoureusement prouvée des postulants était nécessaire pour l'inscription. Sous le régime de l'encouragement national, le seul critérium admis de la situation de l'intéressé est son inscription ou sa non inscription sur les rôles de l'impôt sur le revenu.

Dans la commune que nous étudions, sur 549 habitants, il y en a 4 qui se déclarent assujettis à l'impôt sur le revenu. L'un est un fonctionnaire qui y est automatiquement inscrit. Un autre est un rentier venu de Paris depuis peu et qui, ayant déclaré quand il habitait Paris, a continué pour des raisons que nous laisserons à nos lecteurs le soin de deviner. Les deux autres déclarants, très notoirement taxables, ne nous ont pas fait connaître si leur sentiment dominant était l'honnêteté, la naïveté ou la prudence. Toujours est-il qu'il nous est permis de supposer que parmi les 545 autres habitants, il y en a quelques-uns qui considèrent que, submergés par les innombrables lois que leurs représentants déversent en torrents impétueux sur leurs têtes, ils ne peuvent respirer que s'il y en a très peu d'obligatoires et beaucoup de facultatives. Nous nous empressons d'ajouter que cette interprétation n'a rien de particulier à la région que nous étudions. Elle est absolument générale pour toutes les communes rurales de France, et même non rurales dans les départements au sud de la Loire. L'administration ne l'ignore pas et ne fait rien pour réagir, dans une intention qui a pour nom « apaisement ».

La commune étudiée a deux assistés permanents dont la commission d'assistance et le conseil municipal revouvellent l'inscription d'année en année ou de trimestre en trimestre. Elle a un seul assisté temporaire, mais elle pourrait peut-être faire entrer ses chômeurs dans cette caté-

gorie si elle voulait les secourir sans créer un fonds de chômage. Elle y trouverait son avantage, puisque, comme nous l'avons indiqué, elle ne participerait en rien à la dépense.

III

LES PAYEURS

Passons maintenant aux payeurs.

Cette même année, la commune avait un budget, en recettes et dépenses, de 43 154 francs. Cette même année encore, les contribuables de la commune ont payé en impositions directes 70 734 francs, comprenant les parts réunies de l'État, du département et de la commune.

Ainsi les 246 travailleurs français actifs non parasitaires ont versé beaucoup moins, chez le percepteur, que n'ont touché les récompensés nationaux, seulement étant entendu qu'il est parfaitement légitime de ranger les 35 retraités nationaux dans la catégorie des prébendés, car ce sont tous des bénéficiaires de l'ancienne loi des retraites qui ont versé une ou deux fois des sommes de cinq francs pour obtenir des rentes viagères de 500 et 550 francs.

En supposant que, dans d'autres communes, le percepteur n'ait sorti de sa caisse en récompenses nationales et assistances que ce que les habitants lui auraient versé à titre de contribuables, il ne faut pas croire que ce serait un « coup nul », car, pour compléter l'estimation, il faudrait pouvoir chiffrer les frais de va-et-vient de cet argent, calcul dont nous ne nous chargeons pas. Mais nous tenons à faire observer que, si l'on mettait bout à bout tous les frais de bureaucratie nécessaires pour établir, payer, comptabiliser, classer les himalayas de paperasses qu'il a fallu faire pour arriver à ce résultat, on n'estimerait qu'une partie de la dépense, ou, pour mieux dire, de la charge subie par la nation. Il faut tenir compte de la valeur du temps consacré par les bénéficiaires, qui sont souvent des travailleurs actifs, pour arriver à toucher.

Il peut même se présenter que la pension coûte à son

bénéficiaire plus qu'elle ne lui rapporte, comme le prouve l'histoire suivante.

Nous avions, peu de temps après la guerre, un ouvrier agricole qui, pour une raison que nous ignorons, touchait 20 francs par mois chez le percepteur du canton. Cet homme gagnait chez nous 20 francs par jour comme basse-courier. Il était âgé, marchait difficilement, mais faisait tous les mois 10 kilomètres à pied et perdait une journée de salaire pour chercher ses 20 francs. Nous lui avons suggéré de laisser accumuler ses mandats et de n'aller les présenter qu'une fois ou deux par an : il a refusé avec indignation notre proposition de capitaliste invitant un pauvre bougre comme lui à thésauriser. Nous lui avons proposé de lui payer 25 francs la journée qu'il renoncerait à perdre pour aller toucher ses 20 francs, s'il voulait bien détruire son mandat devant nous. Proposition absurde, nous le reconnaissons. Tout Français moderne aime mieux toucher une prébende de 20 francs de l'État que de gagner 25 francs en fournissant un effort moindre. Ce n'est pas une affaire d'argent, c'est une question de principe. Finalement, trouvant intolérable qu'un basse-courier s'absente un jour imprévu et imprévisible par mois, nous avons renvoyé cet ouvrier et l'avons remplacé par un autre qui, pensionné aussi, bien entendu, consentait à laisser son mandat un jour en souffrance pour nous donner le temps de pourvoir à son remplacement quand il entreprenait son voyage chez le percepteur.

IV

LES TOUCHEURS

Étudions maintenant, dans un rapide tour d'horizon, les 107 clients toucheurs.

Nous méfiant de notre propre jugement, nous l'avons fait contrôler par un des dirigeants de la commune que l'on peut qualifier de très sensé.

La question posée était celle-ci : tenant compte, dans l'esprit le plus élevé, de l'intérêt des payeurs et des payés, quelle est, dans cette dépense de 97 204 francs, la part que

l'on peut considérer comme raisonnable et que le conseil municipal maintiendrait si la commune payait?

Sur les 17 allocataires combattants, 11 sont dans une situation aisée ou très aisée, 4 dans une situation modeste, 1 dans une situation gênée, 1 dans une situation très gênée. Ce dernier, vétéran de 1870, aurait été inscrit à l'assistance aux vieillards s'il n'avait eu son allocation. L'allocataire gêné n'aurait rien demandé, si son allocation avait été à la charge de la commune. Donc sur 17 allocations : une utile et 16 allocations de gaspillage.

Aucun des allocataires n'a subi de préjudice du fait de la guerre autrement que d'avoir perdu son temps qui, pour beaucoup d'entre eux, est très loin d'avoir été aussi long que la durée de la guerre. Cependant tous les ayants droit à l'allocation du combattant l'ont demandée et obtenue.

Ne pas demander une carte de combattant à laquelle on a droit serait se mettre volontairement en état d'infériorité vis-à-vis du public. Ne pas exercer un droit, quelque onéreux qu'il soit pour l'État, serait un geste qui serait considéré comme absurde et exciterait beaucoup plus de pitié que d'admiration.

Tout au plus peut-on commencer à percevoir, chez les contribuables et même au sein des associations de combattants, une légère réprobation pour les allocataires qui, au vu et au su de tout le monde, ont été excessivement peu combattants.

A la réunion annuelle de l'association des combattants de la commune qui comprend 54 membres actifs, tous allocataires ou futurs candidats à l'allocation, lorsqu'ils auront l'âge requis, nous avons essayé de démontrer le danger, pour les finances publiques, des milliards répandus par l'État sous forme de récompenses nationales. Il se trouvait que, dans l'assistance, il y avait plus de payeurs que de toucheurs, puisque les plus importants contribuables de la commune étaient membres de l'association. Nous avons essayé (mais c'était une gageure) de faire adopter un vœu demandant la suppression pure et simple des allocations. Malgré toute l'influence personnelle que nous pouvons avoir sur des compatriotes qui, en matière administrative et économique,

ont une certaine confiance en nous, il ne nous a pas été possible d'emporter un vote décisif. Nous avons obtenu un vote blâmant les pensions et allocations *abusives*, terme vague qui n'engage à rien. Mais lorsque nous avons essayé de démontrer que les 17 allocataires, personnellement connus de tous les habitants de la commune, touchaient en très grande majorité des allocations abusives, en ce sens qu'ils n'en avaient pas besoin, nous n'avons pas été suivis, tant est grande la fascination qu'exerce, sur le cerveau français du xxe siècle, l'idée que, de toucher de l'argent chez le percepteur, fait partie intégrante du bonheur.

La situation des 11 pensionnés mutilés mérite une description plus détaillée.

La dénomination de *mutilé* est un euphémisme pour une partie de cette classe de pensionnés qui comprend les malades de guerre et des blessés intégralement guéris.

On sait que la loi admet, en faveur du candidat à cette catégorie de pensions, la présomption d'origine. Ce n'est pas au candidat à faire la preuve que la défaillance actuelle de sa santé provient du fait de la guerre ou simplement de sa mobilisation. C'est à l'État à faire la preuve contraire.

De plus, le droit de demander de nouvelles pensions devait être atteint par la prescription. Mais à mesure que l'on approchait de l'échéance fixée pour la prescription, les délais étaient prorogés et il est question, maintenant, de supprimer toute prescription.

En pratique, tout mobilisé, possesseur d'un billet d'hôpital ou d'infirmerie, peut obtenir assez facilement une pension. Les commissions de réforme ont reçu, surtout pendant les années de début, l'ordre de se montrer très larges dans l'appréciation des relations entre les causes et les effets, de sorte qu'un ancien mobilisé qui, par exemple, sur ses vieux jours, est devenu emphysémateux est sûr d'être pensionné s'il peut démontrer qu'il a été soigné pendant vingt-quatre heures dans une infirmerie, pour une vague bronchite, fût-ce dix-huit ans auparavant.

Nous avons connu le cas d'un mobilisé atteint de glaucome et envoyé pendant quelques jours dans un dépôt pour un examen qui a confirmé le diagnostic et entraîné une réforme

immédiate. Devenu aveugle par glaucome, il a été pensionné à 100 p. 100.

Pendant beaucoup d'années, de nombreux mobilisés n'ont pas demandé de pensions pour des infirmités ou maladies qu'ils savaient sans aucun rapport avec la guerre. Ils y mettaient une certaine pudeur. Mais la ruée vers les pensions a fini par ébranler les mentalités les plus solides et la pudeur elle-même a été atteinte par la prescription. Actuellement nous recevons encore des lettres et des visites de mobilisés qui, par un prodige de mémoire et d'habileté, nous retrouvent comme les ayant soignés pendant la guerre. Ils nous demandent de leur établir des certificats *a posteriori*.

Peut-on croire raisonnablement qu'un médecin mobilisé qui a vu passer de 1914 à 1918 des soldats par dizaine de mille dans les formations sanitaires où il a exercé, puisse se souvenir en 1932 du cas d'un très vague éclopé qu'il a peut-être vu pendant une minute? Mais n'est-il pas douloureux de refuser des certificats de complaisance à cette catégorie de solliciteurs qui, de toute évidence même, comprend, au point de vue de la mentalité, l'élite de la nation, puisque ce sont des hommes qui ont su conserver pendant au moins treize ans une pudeur intacte?

Sur les 11 pensionnés, dits mutilés, de la commune, il y en a 7 dont les pensions sont comprises entre 10 et 20 p. 100. Ils exercent, par hasard, tous les 7 le même métier qu'avant-guerre sans aucune réduction, ni de capacité de travail ni de salaire. Jamais la commune, si elle payait à ses frais, n'aurait eu l'idée de les secourir.

Les 4 plus forts pensionnés sont des vrais mutilés et tous les 4 dignes d'intérêt. Mais deux de ces pensionnés à 60 p. 100 ont changé de métier. Ils étaient manouvriers agricoles et sont devenus fonctionnaires (l'un facteur, l'autre cantonnier), en vertu de la loi sur les emplois réservés. Dans leur nouvelle fonction ils gagnent beaucoup plus que dans leur ancien métier. Ils ont une incontestable réduction de leur capacité de travail et font, pour cette raison (et pour d'autres), un mauvais service que l'État accepte, parce qu'il est bon prince, et que le public tolère parce qu'il est parfaitement compatissant pour les mutilés de la guerre. Mais lorsque le contri-

buable paye au prix très fort un mauvais service, lorsqu'il consent que l'on nomme facteur, parce qu'il a un bras un peu ankylosé, un illettré qui ne sait pas distribuer les lettres, il a payé sa part de sacrifice et il ne comprend pas que l'on y ajoute la pension très largement représentative de l'infirmité. Que devient le principe juridique : *non bis in idem*? En fait, ces deux mutilés moyens, pensionnés et fonctionnaires, sont dans une situation pécuniaire inespérée, dont ils ne font pas toujours le meilleur usage.

Quant aux deux autres mutilés qui n'ont pas demandé d'emplois réservés, personne ne critique leur pension qui, largement représentative de leur diminution de capacité de travail actuelle et même future, doit être considérée comme légitime, parce que l'avenir peut leur réserver des surprises désagréables et que l'on ne peut pas réviser les pensions à chaque instant. Il est juste d'estimer largement les aléas de leur situation.

Les 6 veuves de guerre pensionnées ont toutes subi un préjudice matériel du fait de la mort de leur mari.

Par contre, sur les 7 ascendants pensionnés, il y en a trois qui n'ont éprouvé aucun préjudice matériel du fait de la mort de leurs fils qui n'était pas leur soutien au moment où il a été tué et ne l'aurait jamais été par la suite : 4 ont subi un préjudice momentané de la perte d'un fils qui vivait avec eux au moment de la mobilisation, mais qui, aujourd'hui, aurait été établi ou émancipé. Ces quatre ascendants sont donc aujourd'hui dans une situation pécuniaire privilégiée, surtout celui dont le fils est mort d'une maladie dont la rumeur publique n'attribue pas l'origine au fait de la guerre.

Passons sur les orphelins de guerre dont la pension va s'éteindre.

Sur les 35 retraités nationaux, il y en a bien 33 qui, lorsqu'ils ont appris qu'ils avaient droit à une petite rente de 500 ou 550 francs par an, ont considéré l'événement comme une aubaine inattendue.

Les assistés non automatiques de la commune ont un besoin absolu des secours qui leur sont accordés et qui suffisent très petitement à les faire vivre.

Sur les 7 bénéficiaires de l'encouragement national, 4 sont fermiers, propriétaires ou commerçants très aisés : 3 sont manouvriers ayant besoin d'être aidés pour élever dignement leur famille.

V

LE DÉSÉQUILIBRE FINANCIER

En résumé, si l'on tenait compte des besoins réels, dans les distributions de l'argent des contribuables par l'État, le département et la commune sous les formes diverses que nous venons de passer en revue, il resterait, dans le cas étudié, environ 24 parties prenantes au lieu de 107 et une dépense de moins de 50 000 francs au lieu de 97 000 : cela après examen de chaque cas dans un esprit large et bienveillant. Nous pouvons donc dire, sans être taxés de férocité, que la moitié des dépenses de cet ordre a un caractère somptuaire et *que les trois quarts au moins des citoyens touchant de l'argent qui ne représente aucun travail, sont des prébendés de la nation.*

Si la richesse du pays était inépuisable, l'étude que nous avons entreprise n'aurait aucun intérêt. Pendant la période de notre histoire que nos successeurs pourront qualifier avec juste raison d'*années de folie,* nous avons vécu sous la devise : « L'Allemagne payera. » Actuellement, nous sommes entrés dans les années de pénitence, mais la devise « le Français payera » n'a pas le caractère dogmatique de la précédente, parce que le doute commence à entrer dans les esprits sur la possibilité de payer. « Quand le vin est tiré, il faut le boire », nous a toujours paru un dicton inexact. Rien n'empêche de le remettre dans le tonneau.

La question qui se pose est la même pour les États que pour les particuliers. Il faut réduire son train de vie.

Nous allons avoir à faire face à des dépenses sociales nouvelles d'un caractère souvent plus urgent que celles que nous avons envisagées jusqu'ici. Sous une forme ou sous une autre, assistance ou assurance, il va falloir secourir les vrais chômeurs. En supposant même que l'État crée du travail pour les employer et les aider sous forme de salaires, ce sera encore

une charge pour la masse des contribuables, puisque, d'une part, il faudra bien emprunter pour se procurer l'argent des travaux, et que, d'autre part, ces travaux exécutés à un prix de revient étatiste coûteront beaucoup plus cher que leur valeur intrinsèque.

De quelque côté que l'on se tourne, il faut de l'argent frais, et cela au moment où l'État est obligé (même en dehors de toute considération de démagogie pré-électorale) de consentir termes et délais aux contribuables dans l'embarras. Sur cette pente, on glisse très vite, et, comme le critérium des facilités fiscales à accorder sera la bonne foi du débiteur, il ne paraît pas douteux qu'il ne se révèle rapidement, en France, une très grande masse de contribuables gênés de la meilleure foi du monde.

Nous n'avons pas la prétention de fournir des lumières nouvelles sur l'équilibre du budget, ou plutôt des budgets, car il y a un tel enchevêtrement entre les budgets de l'État, des départements et des communes, des offices ou des budgets autonomes avec les subventions, les ristournes, les participations, que personne ne saurait dire, à une grossière approximation près, le montant des dépenses publiques.

Le ministère des Pensions a un budget de dette viagère qui dépasse actuellement dix milliards. Mais, à côté de cela, il y a les dépenses d'assistance réparties dans les autres ministères et dans les budgets départementaux et communaux, de sorte que la question suivante « Combien paye la nation aux membres de sa collectivité en argent qui n'est pas représentatif d'un travail fourni ou d'un service rendu? » risque de rester sans réponse précise.

Une société moderne ne se conçoit pas sans un certain budget d'assistance, de prévoyance, d'assurances et même de récompenses nationales; mais aucune dépense ne se conçoit sans limites et c'est toute la question de savoir si ces limites sont actuellement atteintes ou dépassées.

Si l'on suppose que les limites raisonnables sont actuellement atteintes, la question subsidiaire se pose de savoir si l'argent est judicieusement réparti.

Ce que nous venons d'exposer montre que notre réponse serait négative. Nous estimons que les secours aux chômeurs

seraient socialement plus utiles que les récompenses nationales et que, pour éviter des catastrophes que chacun prévoit mais dont personne n'ose parler, il faudrait déverser sur les uns le trop-plein des autres.

Embarqués comme nous le sommes, est-il possible de faire marche arrière? Est-il possible de transférer à ceux qui risquent de mourir de faim les sommes si inconsidérément attribuées à ceux qui n'en avaient pas un besoin vital?

L'esprit public n'y est pas préparé, nous le savons. Raison de plus pour soulever la question, car il nous paraît financièrement et économiquement impossible d'entasser Pélion sur Ossa et d'ajouter des milliards de secours aux chômeurs aux milliards de dépenses improductives dans lesquelles nous nous sommes engagés.

Alors? Faut-il attendre, sans broncher, la fissure inévitable de l'édifice? Nous n'insisterons pas sur les multiples façons dont les États modernes ont résolu la façon de sauver les apparences.

Quoi qu'il en soit, il nous semble qu'un cri d'alarme de plus n'est pas inutile, même s'il doit être peu entendu. Si nous avons employé la modeste méthode d'un petit sondage, d'une petite commune prise au hasard, c'est parce qu'il nous a semblé que, sous cette forme rétrécie peut-être, mais vivante et concrète, les arguments pourraient paraître plus frappants que par les considérations plus générales, mais moins précises, tirées de la discussion des budgets publics, devenus des gouffres insondables et dans lesquels le simple touriste curieux que nous sommes n'ose pas s'aventurer.

Dr ADOLPHE JAVAL

ENFANCES DIPLOMATIQUES[1]

IV

Si le Danemark n'éveille en mon esprit que des lueurs, et si, des deux années que j'ai passées en Portugal, il ne me reste, qu'un résidu de souvenirs, il n'en est pas de même de la Grèce où j'ai passé ma prime jeunesse. Quand je suis arrivé à Athènes, j'allais avoir dix ans. Je l'ai quittée à seize ans et demi. Ainsi, bien que nous fissions chaque été un séjour de trois mois en France, je puis dire que j'ai passé en Grèce les six années les plus saisissantes de ma vie, celles où l'enfance se mue insensiblement en jeunesse, où le cœur et l'esprit prennent un vol que l'existence se chargera plus d'une fois de rectifier, mais dont la direction est fixée pour toujours. D'avoir découvert le monde sous le ciel de Grèce, aux pieds des plus belles colonnes que l'homme ait taillées dans le marbre, il m'est resté dans les yeux — et dans l'âme — une lumière qui ne s'éteindra qu'avec moi.

Athènes, m'a-t-on dit, est devenu depuis la guerre et le rapatriement des Grecs d'Asie une immense cité de plus d'un million d'habitants qu'enlaidissent des faubourgs improvisés. A l'époque où nous arrivâmes, rien de tout cela. La capitale du royaume hellène ne dépassait guère cent vingt mille âmes. Elle tenait tout entière entre l'Acropole et le Lycabette et se composait de trois quartiers. Il y avait

1. Voir la *Revue de Paris* du 1er mai.

d'abord la vieille ville, encore à moitié turque, et telle, sans doute, que la découvrit M. de Chateaubriand, lorsque, suivi du fidèle Julien et précédé d'un janissaire, il sortit de chez le consul Fauvel, le cœur battant de joie, honteux de se sentir si jeune. Passablement misérable et loqueteuse, avec ses odeurs d'huile et ses relents de mouton, on la traversait, cette vieille ville, en se bouchant le nez, pour aller dans des ruelles zigzagantes chez les marchands de babouches qui travaillent avec dextérité un cuir fétide.

Puis venait la ville commerçante. Elle s'étalait à gauche et à droite de la rue des Philhellènes et l'on y trouvait les seuls magasins à peu près convenables de l'endroit. L'on arrivait ensuite à la place de la Constitution, centre de la capitale, sur laquelle donnaient la façade du Palais-Royal, — disgracieuse caserne de marbre que le roi Othon badigeonna en couleur ocre, — l'hôtel de la Grande-Bretagne, où s'engouffrait chaque jour le flot rémunérateur des touristes, et les principaux cafés de la ville. De là, l'on entrait dans la ville officielle et aristocratique, celle de la Cour, des Ministères, des Légations, des Universités, des Musées, des Grecs opulents qui, après avoir fait fortune dans les ports de la Méditerranée, à Londres ou à New-York, étaient revenus au bercail et s'y étaient fait bâtir de riches villas. Quartier charmant, aéré, lumineux, où chacun avait sa maison et la plupart du temps son jardin, où les avenues tranquilles, au bout desquelles on apercevait une montagne, une colline, un temple, s'ombrageaient du feuillage perlé des poivriers. Le jardin royal occupait la partie maîtresse de ce quartier et offrait aux passants l'abri de ses verdures. Peu de circulation dans la rue. On rencontrait d'agiles victorias rehaussées d'un parasol blanc et de pesants landaux conduits par des cochers en fustanelle avec lesquels il était prudent de « faire symphonie » avant la course. Les marchands d'eau conduisaient en chantant leurs petits ânes. Des tramways-joujoux, traînés par des haridelles, déraillaient à chaque tournant. Au coin des rues les « loustros », assis à la turque devant leurs boîtes cloutées, s'égosillaient à qui mieux mieux pour obtenir la faveur de vous cirer les bottines. La dernière villa passée, c'était tout de suite la campagne. Pas une usine. Pas un terrain vague.

Rien de ces tristes banlieues qui sont la lèpre des villes. On entrait de plain-pied dans la mythologie.

Autour d'Athènes, la campagne est aride. Le touriste qui s'en tient à cette vision juge souvent la Grèce par l'Attique. Pays désolé, décide-t-on. Aucune généralisation n'est plus fausse. En Péloponèse, en Thessalie, en Eubée, on ne compte pas les endroits verdoyants et les sources. Mais en Attique, on compte les arbres et l'Ilissos « aux bords fleuris » ne possède ni fleurs ni eau. Qu'importe, si ce paysage est l'un des plus touchants qui soient au monde? Une longue plaine que le printemps recouvre d'asphodèles et que coupent de-ci, de-là, des bouquets de cyprès et d'oliviers, monte en pente douce, vers le Pentélique, vers l'Hymette. Ici, les abeilles; là, le marbre. Chaque montagne offre son suc. L'autre horizon se confond avec la mer, puis façonne doucement les collines d'Argolide et de Daphni avant de se fermer sur le Parnès. A la tombée du jour, quand les sommets projettent leurs ombres, tout ce paysage devient violet. C'est au milieu de ce cirque aux trois quarts clos, où tout est modulation et grandeur, que se dresse, comme un autel, le rocher plat de l'Acropole. Depuis le siècle de Périclès, l'esprit souffle aussi sur ce lieu. La mer, qui vient tout près battre la côte, a mêlé ce souffle à ses vents, l'a porté au loin, vers les brumes. Quelque chose en a été changé dans le monde, pour toujours...

A vrai dire, je ne me souviens pas si les Propylées, les Cariatides et l'Erechthéion m'apparaissaient comme des chefs-d'œuvre et me touchaient personnellement, ou si je les considérais avec ferveur parce que chacun les exaltait autour de moi. Ce qu'il y a de merveilleux dans l'enfance, c'est qu'elle tient la beauté et la perfection pour des choses toutes naturelles et qu'elle les approche sans affectation. Il est certain que ces ruines augustes ne m'émouvaient pas. Il est certain, pourtant, que leur harmonie me pénétrait, car le souvenir que j'en ai gardé me fait encore tressaillir jusqu'au fond de l'être. Grâce aux dieux, j'étais trop jeune pour « faire de la littérature » sur l'Acropole. Vierge de tout démon, je n'y ai jamais embrassé de colonnes. Je ne me suis pas torturé l'esprit dans le jeu ridicule des métaphores. Je n'ai même pas succombé aux délices, renouvelées du M. Perrichon, d'analyser mon

« moi » à l'ombre du Parthénon et d'appeler Minerve et Ictinos à l'aide pour rouler mes adversaires politiques dans la poussière des marbres. Ai-je déniché les corneilles aux ailes lustrées et guetté le vol des cigognes? Je ne me le rappelle pas. Mais je sais que sur l'Acropole tout m'intéressait prodigieusement. J'en ai parfaitement connu les détours, parfaitement su les légendes. J'aurais pu servir de guide dans ce dédale de lieux sacrés. Souvent les voyageurs ressentent quelque désillusion en évoquant les souvenirs qui ont enchanté leur jeunesse dans des lieux qu'ils trouvent exigus et ruinés. Mais moi qui ne savais rien, comment les réalités m'auraient-elles déçu, puisque je ne les avais jamais rêvées? Dieux et héros, temples et statues, histoire et mythes, tout naissait à la fois dans mon esprit. L'épopée grecque, je l'ai apprise sur son socle. Aussi ne fallait-il pas me faire croire que Marathon fut une grande bataille, Salamine un grand combat et qu'on pouvait voir, par delà l'Hymette, la statue en or de Jupiter. Tout m'initiait à la fois à la poésie des choses et à celle des hommes. C'était un bel apprentissage de la mesure. Avec mes précepteurs successifs, — mais surtout avec mon cher professeur et ami Antoine Piren dont l'âme délicate savait me faire apprécier tant de beautés, — je montais souvent sur le rocher en m'arrêtant en chemin soit au théâtre de Dionysos pour y déclamer quelques strophes, soit au Pnyx, soit devant la grotte où Socrate mourut, dit-on. J'ai vu l'Acropole dans toutes les saisons, sous tous les cieux, même la nuit lorsque le clair de lune y donne la plus belle fête qui soit au monde. J'y ai erré dans le silence, sans qu'une seule Anglaise — ô miracle — y promène l'évangile de Karl Bædecker. J'y ai vu des foules enthousiastes, des centaines de congressistes aux faces savantes échappées de toutes les chaires du Nouveau Monde et de l'Ancien. Et que de fois n'ai-je pas entendu, dans la Cella du Parthénon, des voix glapissantes lancer vers l'azur la litanie renanienne : « Toi seule es jeune, ô Kora; toi seule es saine, ô Hygie; toi seule es forte, ô Victoire! »

Ces souvenirs sont-ils réels? J'ai peine à le croire aujourd'hui. Ai-je vraiment vécu cette jeunesse enchantée? Est-il possible que de telles faveurs m'aient été données en partage? Il me semble que je n'en ai pas assez joui, pas assez mesuré le prix.

Ah! Si je pouvais maintenant!... Mais non. Aujourd'hui, je découvrirais l'Acropole avec toute une bibliothèque devant les yeux; pire encore, avec moi-même devant moi. Je me dirais : « Je suis déçu, pourquoi suis-je déçu? » ou : « Je ne suis pas déçu, pourquoi ne suis-je pas déçu? » et pèlerin tardif, honteux de l'être, plus honteux encore de me sentir si vide et si plat, je gâterais tout mon plaisir en cherchant des comparaisons ingénieuses, des théories paradoxales, des mots rares... Combien il vaut mieux, bambin aux mollets nus, que je me sois promené entre l'Erechthéion et les Propylées comme on se promène au parc Monceau... Après tout, je ne m'y comportais pas si sottement si j'en crois l'émotion que j'éprouve, trente ans plus tard, en évoquant ces lieux; ce désir, cette soif que j'ai de les revoir; cette peur aussi...

***

La vaste maison de marbre où la Légation de France était installée et que louait mon père — l'État français l'a acquise depuis nous — était située avenue de Kiphissia, face au jardin royal, à quelques pas de la place de la Constitution. L'escalier monumental donnait le vertige, Il y avait une salle de bal, de grands salons, une salle à manger dans lesquels on aurait pu organiser une chasse à courre. Les appartements n'étaient pas moins spacieux. Le toit formait terrasse et l'on y jouissait d'un panorama splendide sur l'Attique. Une autre petite terrasse, sorte de loggia à colonnes, donnait, au premier étage, sur le jardin du Palais royal et c'est là, quand il faisait beau, — et il faisait presque toujours beau, — que nous avions l'habitude de nous tenir. Mais il fallait se méfier des princes qui habitaient juste en face et dont l'un des passe-temps favoris — ils nous l'avouaient en riant — était de regarder, avec une longue-vue, ce qui se passait chez nous. J'ai dit que la maison était immense. Quand j'aurai dit qu'elle était vide, — à l'exception des lustres traditionnels et du traditionnel service de porcelaine, — on devinera le tracas qu'eurent mes parents pour la meubler. D'ailleurs, ils ne se croyaient à Athènes que pour un an. Dans ces conditions ils trouvèrent sage de ne faire qu'une installation provisoire.

Au surplus nous arrivions au lendemain de la guerre gréco-turque dont la Grèce sortait meurtrie. La discrétion commandait de réduire les réceptions au minimum. On fit donc l'essentiel en supprimant le superflu. Ironie de la vie diplomatique! Débarqués en Grèce en avril 1898 mes parents devaient y séjourner jusqu'en 1906! C'est de tous leurs postes diplomatiques celui qu'ils occupèrent le plus longtemps.

De même qu'à Copenhague et à Lisbonne, la vie, à Athènes, tournait autour de la Cour. La société, en effet, était restreinte et la famille royale nombreuse et sociable. Le roi Georges Ier était un personnage qui ne jouait pas un petit rôle en Europe. Appuyé par des parentés puissantes, il régnait sur les Hellènes depuis trente-cinq ans. Chaque été, il prenait de longues vacances — trop longues au gré des Grecs, dont la susceptibilité nationale se froissait de ces absences. Mais, comme il arrive souvent en matière d'amour-propre, les Grecs se trompaient en reprochant à leur roi de courir l'Europe. Georges Ier servait leurs intérêts en allant de cour en cour et de chancellerie en chancellerie plaider la cause de l'hellénisme et de sa future dynastie. Très au courant de la politique internationale, alerte d'esprit, bon diplomate, le roi de Grèce joignait à un tempérament d'homme du nord qui l'avait doté d'un certain entêtement, une souplesse d'esprit qu'un long séjour au milieu du peuple le plus subtil de la terre avait nécessairement exercée. Le trône qu'il occupait n'ayant pas de base solide, et les liens qui attachaient la famille royale aux Hellènes étant tout frais, la politique que poursuivait Georges Ier tendait à consolider son prestige en ménageant des succès diplomatiques à son pays. En don de joyeux avènement, il avait apporté Corfou à la Grèce. Après la guerre russo-turque de 1877 et le Congrès de Berlin, il avait pu, sans coup férir, réunir la Thessalie et une fraction de l'Épire à son royaume. Vingt ans plus tard, les massacres des Arméniens en Asie Mineure, auxquels nous eûmes le tort de ne pas nous opposer (c'est un des beaux scandales de la presse de penser que les journaux français évitèrent de signaler ces horreurs), amenèrent des troubles violents en Crète. Ils dégénérèrent en conflit entre la Grèce et la Turquie. Bien que la Grèce défendît en cette circonstance le principe même de la

civilisation, les puissances, à leur honte, laissèrent faire et la guerre — une guerre courte — ne tarda pas à mettre l'armée turque et l'armée grecque en présence. Les forces étaient inégales. La Grèce sortit écrasée de la bataille. Mais sur le terrain diplomatique elle sut rétablir la situation. Les puissances dotèrent la Crète d'un de ces régimes hybrides dont les chancelleries ont le secret. La suzeraineté théorique du Sultan restait intacte. Depuis le Congrès de Berlin, c'était la fiction dont on se servait pour dépouiller, sans trop le faire crier, celui qu'on appelait, dans le jargon diplomatique, l' « Homme malade ». Mais les grandes puissances décidaient en même temps d' « internationaliser » la question crétoise et d'introduire des réformes dans l'île. En confiant au second fils du roi de Grèce, le prince Georges, un mandat mal défini mais bien rétribué, on préparait ainsi, malgré la victoire turque, l'assimilation progressive de la Crète à la Grèce.

Ce résultat était loin d'être à dédaigner. Il ne suffisait cependant pas à la Grèce. Moins encore à son Roi, dont l'idée fixe était de compléter l'œuvre « panhellénique » qu'il avait commencée et de raffermir le trône ébranlé par les désastreux événements de 1897. Georges Ier avait donc une partie diplomatique à jouer, un « grand dessein » à accomplir. Il s'en tirait avec habileté, soucieux à la fois de se faire en Europe l'avocat du nationalisme hellène et de freiner, en Grèce, une ardeur nationaliste dangereuse pour les intérêts qu'il avait en main.

Peu loquace, d'esprit volontiers ironique, assez insensible, je crois, aux beautés archéologiques qui l'entouraient, le roi de Grèce menait une vie très simple et patriarcale. On le rencontrait presque chaque jour se promenant à pied dans son jardin ou dans la rue. Il n'avait nullement essayé de se donner des « allures grecques » et était resté attaché à la religion protestante. La seule concession qu'il faisait au goût de son peuple pour l'uniforme, était de s'habiller en amiral. Amiral? Personne n'a jamais su pourquoi. Du moins se contentait-il d'une petite tenue. Il la portait avec élégance. Sa réputation de « parisianisme » était follement exagérée. Georges Ier était un excellent mari, un excellent père de famille, et il n'aimait rien tant que de réunir sa nombreuse

descendance autour de lui. S'il se rendait chaque été à Aix-les-Bains, c'était bien plus pour y soigner ses rhumatismes que pour festoyer à la Villa des Fleurs. Même il avait gardé de son éducation puritaine à la cour de Danemark une certaine rigidité de principes. S'il gouvernait son peuple avec libéralisme, — les Grecs ne se fussent d'ailleurs pas accommodés d'un autre régime, — il gouvernait sa famille avec une autorité despotique. Aucun prince, aucune princesse ne pouvait s'absenter d'Athènes sans sa permission. Que ce souverain paisible, prudent, qui n'avait rien d'un coureur d'aventures et moins encore d'un tyran, ait pu tomber sous le couteau d'un assassin, c'est là l'un des crimes les plus imbéciles que le martyrologe des rois ait à enregistrer.

La reine Olga, russe de naissance, russe d'allures, russe de cœur, russe d'habitudes, — et beaucoup trop russe au gré des Hellènes qui détestaient cordialement la Russie, — était, dans le vrai sens du mot, une chrétienne. On ne pouvait l'approcher sans l'aimer. Tout en elle respirait la douceur, la mansuétude, la charité. Elle passait ses matinées à l'hôpital qu'elle avait fondé, soignant elle-même les malades, et dissimulait mal l'ennui que lui infligeaient ses obligations officielles. Je la voyais constamment, soit au jardin royal, soit au palais, lorsque j'allais jouer avec son dernier fils, le prince Christophore. Elle fut toujours exquise pour moi; peut-être surtout parce que je m'appelais Wladimir?...

Le roi et la reine de Grèce avaient eu deux filles, toutes deux mariées à des grands-ducs de Russie[1], et cinq fils, grands, forts et blonds et qui conservaient intact le type danois. L'héritier de la couronne, le prince Constantin, portait, par je ne sais quelle fantaisie, le titre mi-splendide, mi-bouffon de « duc de Sparte ». Qui donc aurait pu croire à cette époque que ce prince bon-enfant et qui ne semblait marqué par aucun destin particulier jouerait un rôle de premier plan dans les sinistres imbroglios de la guerre et prendrait même figure d'adversaire de la France? J'ose à peine évoquer cette histoire, car je ne sais de l'attitude du roi Constantin pendant la guerre de 1914 que ce que tout le monde en a su. N'ayant

1. La Princesse Marie, devenue veuve du grand-duc Georges, a épousé l'amiral grec Joannidès.

aucun élément nouveau, aucun témoignage à verser au débat, je n'ai nulle raison de mettre en doute les faits qu'on lui a reprochés. Tel que je l'ai connu cependant, je l'eusse cru incapable d'une félonie et c'était là d'ailleurs l'avis de mon père qui l'avait abondamment pratiqué et qui, sans professer beaucoup de considération pour sa valeur intellectuelle, faisait estime de son caractère. Certes, le roi Constantin de Grèce avait subi l'emprise germanique. Il était lui-même un nordique, lourd d'esprit comme il était lourd de corps; il ne possédait ni la distinction, ni la finesse de son père. Ses études militaires, il les avaient achevées en Allemagne, et, bien qu'il n'en ait point recueilli de très grands bénéfices au cours de la malheureuse guerre de 1897, il reste certain que la puissance militaire du Reich l'avait impressionné. En outre, son mariage l'avait rendu beau-frère de l'empereur Guillaume II et ce dernier comblait de prévenances l'héritier du trône de Grèce. Il le fit même « Feldmarschall » de son armée. Tandis qu'au palais du Roi, tout était russe ou anglais, au palais du Prince héritier, l'influence allemande dominait. Les enfants du prince et de la princesse Constantin avaient un précepteur prussien, le Dr Honig. En jouant avec ces jeunes princes, il me fallait parler allemand, car ils ne savaient pas encore le français.

La première faute que le roi Constantin commit en juillet 1914 — et dont le gouvernement grec partagea la responsabilité — fut de ne pas faire honneur à l'alliance gréco-serbe. Lorsque la Serbie, attaquée par l'Autriche, appela la Grèce à l'aide, celle-ci fit valoir que, la Serbie n'étant pas intervenue à propos des îles, dans de récents incidents gréco-turcs, le gouvernement d'Athènes se sentait libre de tout engagement vis-à-vis du gouvernement de Belgrade. Je sais tel prince grec qui se trouvait à Paris à ce moment-là et qui pleurait de colère devant l'attitude prise par son pays au moment où la guerre s'engageait. Cependant le roi Constantin était résolu à rester neutre, et, quand M. Vénizelos voulut prendre parti pour les Alliés, il se heurta à la volonté entêtée du souverain. Sans doute ce dernier escomptait-il la victoire des empires centraux et les menaces de son impérial beau-frère l'impressionnaient-elles. En outre, déjà malade, il subissait plus encore que de coutume l'influence de sa femme, la

reine Sophie, dont le cœur battait tout naturellement pour l'Allemagne. Je ne pense pas, toutefois, que l'on puisse prétendre que le roi Constantin chercha à mobiliser la Grèce contre les Alliés. D'abord le rayonnement de la France, le prestige de l'Angleterre étaient trop puissants sur les Grecs pour qu'il ait pu envisager un tel parti. En outre, il savait bien que la Grèce, pays de côtes, se trouvait de toutes parts à la merci des flottes françaises et anglaises et que le moindre acte d'hostilité eût été impitoyablement châtié. Au début de la guerre, et tout en réservant son pays, le roi de Grèce donna même aux alliés certains témoignages concrets de bonne volonté. C'est ainsi qu'il fut le premier à nous mettre en garde contre la Bulgarie et à nous avertir qu'un traité secret liait Sofia et Constantinople à Berlin. On ne le crut pas cependant et, jusqu'à la dernière minute, les chancelleries alliées, fort mal renseignées par leurs légations, se firent des illusions sur les intentions du Tsar des Bulgares. Roi pour roi, peut-être eût-il mieux valu jouer la carte « Constantin » que la carte « Ferdinand »? D'autre part, le roi de Grèce communiqua aux Alliés le plan que son état-major avait établi pour forcer les Dardanelles — ce n'était tout de même pas là un mauvais procédé — et il semble bien, à la lueur des événements, que ce plan n'était nullement négligeable. Mais les Alliés manquèrent incroyablement de doigté. Le roi Constantin venait de remporter de brillantes victoires dans les Balkans. Il faisait figure de grand stratège. L'enthousiasme de son peuple l'avait grisé. Il était « Constantin le porphyrogénète », le héros de la plus grande Grèce. Au lieu d'utiliser ses dispositions et de tenir le Roi par la vanité, — ce qui est, somme toute, le meilleur moyen de tenir les hommes, — on ne prêta aucune attention à ses avis; on ne lui répondit même pas. Personne ne se montra plus incapable de défendre nos intérêts que le diplomate improvisé qui représentait la France en Grèce lorsque la guerre éclata. Plus tard, personne ne se montra plus hautain, plus malhabile que le général Sarrail. Il faut expliquer par ces blessures d'amour-propre une large partie des difficultés tragiques qui surgirent dans la suite. Certes, le roi de Grèce et quelques-uns de ses conseillers mirent-ils tous les bâtons possibles dans nos roues et cette expression est trop faible lorsqu'on songe à la journée du Zappéion où

quatre-vingts de nos soldats périrent dans ce qu'on est obligé d'appeler un odieux guet-apens. Mais, de notre côté, on accumula aussi les maladresses. Quand je songe à la situation que la France occupait en Grèce si peu de temps avant la guerre et que je constate avec quels sentiments mitigés l'épreuve de la France fut accueillie au sein de la société athénienne, je me dis qu'un tel recul ne se marque pas sans que soit partiellement engagée la responsabilité de ceux qui l'ont laissé se produire.

Quoi qu'il en soit de ces vicissitudes, il reste qu'à l'époque où je l'ai bien connu, le prince Constantin de Grèce n'était qu'un général sans génie mais qui faisait son métier avec ardeur et passait la majeure partie de son temps sur le terrain de manœuvre à faire pivoter ses evzones. Quand il rentrait de l'exercice, il se promenait sentimentalement dans le jardin royal avec sa femme. C'était, je crois, un ménage qui s'adorait. La princesse royale, Sophie de Prusse, était d'une extrême distinction et rappelait sa mère, l'impératrice Frédéric. On l'eût prise pour une princesse anglaise plutôt que pour une princesse allemande. Bien qu'elle se fût convertie à la religion orthodoxe peu de temps après son mariage, — ce qui exaspéra Guillaume II, — elle n'était pas populaire en Grèce. L'Allemagne, d'abord, avait indisposé les Grecs en soutenant ouvertement la Turquie et en dotant l'armée ottomane d'instructeurs germaniques. En outre, on reprochait à la princesse Sophie d'être hautaine. Je crois qu'elle se mourait simplement de timidité. Très méticuleuse, chaque samedi elle enfilait une paire de gants blancs et passait ses mains sur tous les objets, tous les meubles, toutes les rampes de son palais, et gare aux serviteurs si les gants ne sortaient pas immaculés de cette inspection! Son sens de l'économie dépassait la moyenne. « Il y a si peu d'eau à Athènes, disait le Kaiser, que si ma sœur en offrait un verre à quelqu'un, elle n'en aurait plus assez pour prendre son tub. »

Le second fils du Roi, le prince Georges, — qui épousa plus tard la princesse Marie Bonaparte, — fut invité par les grandes puissances, au moment où nous arrivâmes en Grèce, à devenir « Haut-Commissaire » en Crète. Si l'intérêt politique de la Grèce commandait au prince Georges d'accepter cette mission, il fit une belle grimace en disant oui. Le séjour de la Canée

n'était rien moins que réjouissant. « Dans ce siècle il y a eu trois grandes victimes dans des îles désertes, disait le prince Georges : Napoléon, Dreyfus et moi. » Les rapports entre ces trois noms — et ces trois îles — n'étaient pas impeccables. Le principal adversaire du prince Georges en Crète était M. Vénizelos. A cette époque la réputation de l'homme d'État qui, par la suite, devait tenir l'un des premiers rôles de la politique européenne, ne dépassait pas les limites de l'île des roses. Chose curieuse, il passait aux yeux de certains Grecs pour un « autonomiste », cherchant à obtenir pour la Crète un régime indépendant et à assouvir ainsi ses ambitions. De là à le faire passer pour un mauvais « panhellène » il n'y avait qu'un pas. Et ce pas, — ce faux pas, — on ne se privait guère de le franchir dans l'entourage du prince Georges et à la Cour d'Athènes. L'histoire a de ces plaisanteries!... En réalité, le conflit qui opposait le prince Georges de Grèce et M. Vénizelos — conflit qui devait être fatal à la dynastie — s'expliquait d'une façon assez naturelle. Le prince Georges avait reçu des puissances un mandat qui représentait un subtil compromis diplomatique pour sortir d'une situation embarrassante, mais qui, sur le terrain pratique, donnait lieu à des difficultés quotidiennes. Il n'y avait pas de limites définies entre les pouvoirs que détenaient le Haut-Commissaire, les consuls généraux des puissances protectrices et l'état-major international dont les troupes assuraient la tranquillité de l'île. Il y avait, au contraire, beaucoup d'intrigues dans ce vase clos, où, faute de mieux, la politique absorbait les loisirs des gens. Pour bien gouverner ce guêpier, il eût fallu un homme d'une dextérité politique hors de pair. Or le prince Georges était tout jeune, et de tempérament vif! Son entourage le conseillait mal. Dans ces conditions, M. Vénizelos n'avait aucune peine à s'appuyer sur les mécontentements, qui se manifestaient de toutes parts. Il prit ouvertement position contre la politique du Haut-Commissaire et négocia même en sous main son remplacement avec certaines puissances qui s'intéressaient à la Crète plus encore en raison de leurs combinaisons personnelles qu'eu égard au bonheur des Crétois.

La cour de Grèce ne pardonna pas cette attitude à M. Vénizelos. Elle l'accabla de calomnies, de mauvais procédés. Elle

s'en fit un ennemi mortel. Si la Monarchie grecque avait pu pressentir le génie politique qui habitait la cervelle de ce Crétois, elle aurait dû tout faire, au contraire, pour se le ménager comme allié. Que de conséquences importantes ont eues pour la famille royale, pour la Grèce, pour les Balkans — et même, dans un certains sens, pour l'Europe — cette mésentente, survenue à la fin du siècle, dans le tout petit centre politique de la Canée, entre le prince Georges de Grèce et l'insulaire le plus illustre que la Crète ait enfanté depuis le roi Minos.

Alors que le prince Constantin et le prince Georges étaient deux colosses, leur frère, le prince Nicolas, qui venait ensuite, avait une taille élancée mais fine. C'était, des cinq fils du Roi, le seul qui ressemblât à son père physiquement et intellectuellement. Les traditions royales obligeaient le prince Nicolas à suivre la carrière des armes. Il commandait un régiment d'artillerie à Athènes quand nous y habitions. Mais personne n'avait l'esprit moins militaire. D'une grande culture, parfaitement averti de la littérature française, plein de gentillesse et de souplesse d'esprit, le prince Nicolas formait avec sa femme, la radieuse grande-duchesse Hélène, fille du grand-duc Wladimir, — qui n'était que beauté, élégance, et se mouvait tout naturellement dans les grandeurs où elle était née, — un couple qu'eussent envié les plus brillantes cours. La famille royale de Grèce se terminait enfin avec les princes André et Christophore qui n'étaient, à cette époque, que deux grands garçons, parfaitement gentils, élèves aux « Evelpides », le « Saint-Cyr hellène ». Le prince André épousa en 1905 la princesse Alice de Battenberg. Le prince Christophore, dont j'avais l'honneur d'être l'ami et avec lequel je jouais presque chaque matin au jardin royal, a noué d'étroites attaches avec la France en épousant, en secondes noces, la belle et charmante princesse Françoise d'Orléans.

***

Les princes grecs menaient une vie très simple et très sociable. On les rencontrait partout. Chaque fois que l'un d'eux sortait du Palais, un petit poste d'evzones se mettait précipi-

tamment au garde à vous et jouait du clairon. J'ai gardé dans l'oreille la fanfare sautillante — un hymne danois, je crois bien — qui annonçait aux alentours qu'un membre de la famille royale prenait l'air. « Tiens, disait-on, c'est Nicolas... c'est André... » Tout cela était ingénu, provincial, bon enfant. Stendhal eût fait ses délices de cette petite cour hellénique. Elle comprenait, d'ailleurs, de nombreux personnages. Il y avait le grand Maréchal de la cour, M. Paparigopoulos, crâne chauve, moustaches tombantes, il marchait, le ventre en avant, avec une majesté olympienne. La grande Maîtresse, madame Théocharis, était une charmante petite vieille, imbue de la politesse d'autrefois. Malgré ses quatre-vingts ans, elle ne manquait aucune des fêtes de la cour. Mais, parfois, son âge cédait à la fatigue. Un soir, pendant un bal, s'étant profondément endormie dans son fauteuil, elle eut froid et se croyant dans son lit prit ses jupes et les tira vers son menton... Il fallut la réveiller en toute hâte. Le grand écuyer, le comte de Cernowitz, malgré son nom bukowinien, était un excellent français et le plus aimable des hommes. Il s'était composé un uniforme à faire rêver tous les peuples balkaniques — culotte de panne blanche, redingote cramoisie, schako à panache — et le portait avec belle allure. Il ouvrait les cortèges officiels en caracolant sur un cheval noir. L'arbitre des élégances et des mondanités était M. Hadji-Pétros, propre petit-fils de Hadji-Stavros, le roi des montagnes, qu'Edmond About rendit célèbre. C'était un homme superbe, avec de grandes moustaches, un œil assassin, des dents éclatantes. Il n'avait pas son pareil pour conduire les quadrilles et s'acquittait de cette tâche avec ardeur, claquant des talons, gesticulant, un vrai hoplite aux Thermopyles. Au bon moment, d'une voix mourante, il commandait : « Reculez, mesdames », mais il prononçait : « Roucoulez ». Mon père, qui fut longtemps doyen du corps diplomatique, devait, à ce titre, danser les quadrilles d'honneur avec la reine Olga. Ni l'un ni l'autre ne savaient mettre en mesure un pied devant l'autre et ils s'embrouillaient à qui mieux mieux dans leurs figures. C'était une des grandes épreuves de M. Hadji-Pétros, qui s'ingéniait pour réduire au minimum ce supplice protocolaire.

Autour de la Cour gravitait le corps diplomatique. Les

« chers collègues » étaient très nombreux à Athènes. Beaucoup de ceux que j'y ai connus sont devenus des personnages de premier plan. C'est ainsi qu'au golf où j'allais jouer souvent — un golf de sable, sans un brin d'herbe, qui s'étalait aux pieds de l'Hymette dans un paysage âpre et splendide — il m'arrivait constamment de suivre la partie que faisaient chaque jour ensemble le ministre d'Autriche-Hongrie et le ministre d'Italie. Le ministre d'Autriche était le baron Burian qui devint ministre des Affaires étrangères de l'empire dualiste et dirigea la Ball-Platz pendant une partie de la guerre. Le ministre d'Italie était le duc d'Avarna qui fut précisément ambassadeur d'Italie à Vienne au moment où l'intervention de l'Italie dans la mêlée européenne se discutait. Le baron Burian était pesant, olivâtre et barbu. Le duc d'Avarna était sec, rouge et imberbe. L'un comme l'autre étaient de grands silencieux. Ils jouaient au golf sans dire un mot — ce qui est, d'ailleurs, la vraie manière de jouer au golf. Mais à chaque départ — malgré la règle qui ne comporte aucune discussion — ils faisaient assaut de politesse : « A vous, Burian. — Après vous, Avarna... » C'était le seul dialogue qu'ils se permissent. Quinze ans plus tard, ils devaient le continuer en marchandant qui la paix, qui la guerre. Mais cette fois, c'est Avarna qui a commencé...

Le « cher collègue » anglais était sir Edwin Egerton, qui devint, par la suite, ambassadeur à Rome. Il était sourd comme un pot et c'est aussi comme un pot qu'il buvait. A table, il faisait dresser une vaste corbeille de fleurs entre lui et sa femme, pour que celle-ci — russe de naissance — ne le troublât pas dans ses libations. L'anglophilie de la Cour lui ménageait une situation privilégiée. Il en profitait pour s'épargner toute peine protocolaire. A 7 h. 30, il se mettait à table, même s'il y avait des invités en retard. « Je n'attends que le Roi et la Reine », disait-il. Et encore!... Un jour, le prince Constantin et la princesse Sophie arrivent pour dîner à la légation d'Angleterre. Porte fermée. La chose paraît d'autant plus surprenante que, lorsque l'héritier du trône accepte une invitation, on le reçoit toujours en grande cérémonie, au bas de l'escalier. Le cocher sonne... — ô scandale — un concierge ahuri répond que « Leurs Excellences sont parties

dans l'après-midi pour Égine ». Sir Edwin et lady Egerton avaient totalement oublié que le Prince royal et son auguste épouse dînaient ce soir-là chez eux. Tout autre chef de mission qui se serait rendu coupable d'une telle inconvenance aurait dû, sur l'heure, quitter la ville, en prétextant une maladie. Mais parce qu'il s'agissait du ministre d'Angleterre, la Cour trouva l'histoire désopilante et n'eut pas l'idée de s'en formaliser. Après le départ de sir Edwin Egerton, l'Angleterre fut représentée par sir Francis Eliott qui resta à Athènes plus de vingt ans et y termina sa carrière.

Les « chers collègues » allemands furent d'abord le comte de Plessen — originaire des duchés — qui vous harcelait de « pourquoi »? Il avait une femme et des enfants charmants. Après lui vinrent le prince et la princesse Max de Hohenlohe-Ratibor qui, par l'éclat de leur nom, la multitude de leurs filles et la bonhomie de leurs propos, ne tardèrent pas à mettre Athènes en joie. A vrai dire, du ménage Ratibor c'était la Princesse qui était le grand homme. Elle était née Fanny d'Orsay, de famille autrichienne, mais française d'origine, et se réclamait complaisamment des élégances de son arrière-grand-oncle. En premières noces elle avait épousé un prince de Thurn et Taxis dont elle avait trois filles. Elle en avait quatre de son mariage Ratibor. Cette magnanimité unilatérale de la Providence n'avait nullement abattu la princesse Fanny. C'était une femme extraordinaire, avec un entrain, une gaieté robuste et familière, un esprit vif, quelque chose d'abondant et de cordial, qui la campaient bien au-dessus de tout le monde. Sans être belle, elle avait grand air, mi-Palatine, mi-Marie-Antoinette. Personne n'avait le parler plus simple, ni l'accueil plus affable. Au bout de huit jours elle vous appelait « bon chéri ». Mais — qu'on ne s'y trompe pas! — cette charmante familiarité n'était qu'une forme exubérante de la condescendance. Car la princesse de Ratibor possédait au suprême degré la morgue touchante des « médiatisés » et laissait flotter un sourire cruel sur « cette grécaille » qui n'était pas digne de lui dénouer les souliers... Ces prétentions sérénissimes divertissaient au plus haut point la famille royale. Les princes de sang royal ne font presque jamais de différence entre un grand seigneur et un hobe-

reau, tellement toute cette misère leur semble loin d'eux. Aussi les princes se moquaient-ils gentiment de « Tante Fanny ». « Mais Tante Fanny » n'était pas femme à se laisser faire. Lorsque le prince André de Grèce, quatrième fils du Roi, épousa la princesse Alice de Battenberg, la princesse de Ratibor déclara froidement « qu'appartenant elle-même à la seconde partie du « Gotha » elle ne se lèverait pas pour accueillir une princesse qui ne figurait que dans la troisième... » Du coup, la Cour de Grèce trouva la plaisanterie un peu forte et l'on se plaignit à Guillaume II. Le prince et la princesse Max furent envoyés à Belgrade. La disgrâce leur parut sévère. Mais tante Fanny ne désarma pas. Au bal de la Cour, voyant qu'un prince serbe s'approchait de l'une de ses filles pour l'inviter à danser, elle clama d'une voix sifflante : « Je te défends de danser avec cet assassin... » C'est un mot qui explique assez bien ce qui devait se passer en juillet 1914. Tout cela compromettait sérieusement la carrière du prince Max dont, au surplus, le génie diplomatique ne s'imposait pas. Mais les Ratibor étaient fortement établis en Allemagne. Le frère aîné du ministre à Belgrade, le duc de Ratibor, avait une fille mariée à un prince de Prusse. Il possédait d'immenses majorats et tenait une des premières places à la Chambre des Seigneurs. Il fit tant et si bien auprès du Kaiser qu'il réussit à tirer son cadet de l'ornière et à le faire nommer ambassadeur en Espagne. Le prince et la princesse Max de Ratibor passèrent à Madrid tout le temps de la guerre et c'est, m'a-t-on dit, la princesse Fanny qui y menait l'ambassade. Pas plus que son mari elle ne survécut à la démocratisation des empires centraux.

Il y avait encore beaucoup d'autres « chers collègues » russes, roumains, belges, bulgares, américains, serbes, turcs, etc... Le ministre de Turquie était Rifaat pacha qui fut ambassadeur à Paris au moment de la guerre et souffrit mortellement de la rupture qu'il fut chargé de nous notifier, car il avait épousé une Russe et était le plus « occidental » des Turcs. Il y avait même un chargé d'affaires hollandais qui n'avait exactement rien à faire et enregistrait avec un numéro d'ordre chacune des réponses qu'il faisait aux invitations qu'on lui adressait.

Ce petit monde bigarré se retrouvait chaque jour soit au golf, soit au tennis, aux bains de Phalère ou dans les salons. On pique-niquait dans les bois d'Eleusis ou de Colone. On jouait la comédie. On improvisait des charades. Il y avait même une « académie » où de jeunes secrétaires lisaient des communications savantes et échangeaient des discours dans le plus pur français. Chaque légation avait son « jour » et de 4 à 7 les salons ne désemplissaient pas. Obligations souvent fastidieuses! Un soir, ma mère subissait d'une oreille exténuée les propos d'un visiteur qui s'attardait. « On vient de signaler un passage de bécasses en Eubée, racontait l'importun. Il paraît qu'il y en avait plus de mille ». — « Plus de mille, répondit distraitement ma mère; c'est encore plus qu'à un jour de réception. »

Mes parents offraient de grands dîners qui faisaient mes délices. Je me cachais derrière un rideau dans le vestiaire pour voir entrer les invités et les dames veiller au bon ordre de leur toilette. Il y avait notamment un ménage russe — appelons-les Krimpitz — qui m'amusait souverainement parce que madame Krimpitz, une vieille belle encore minaudante, arrivait toujours les épaules plâtrées de poudre. Elle se plantait devant la glace et disait à M. Krimpitz — vieillard hirsute : — « Soufflez mon ami... » Et M. Krimpitz soufflait comme un cachalot sur les épaules de sa femme jusqu'à ce que la poudre fût décemment répartie sur ses chairs grasses.

Quand une princesse de la famille royale venait dîner, on me mettait mes beaux atours et je lui offrais des fleurs au bas de l'escalier. Le repas fini, je voyais les serveurs, costumés en laquais à la française, faire main basse sur les assiettes et sur les verres et glisser dans de grandes poches en caoutchouc tout ce qu'ils pouvaient emporter comme provisions. La salle de bal avait une loggia où l'on mettait les musiciens. Je me dissimulais derrière eux et prenais un plaisir extrême à regarder tout Athènes danser au son du « Beau Danube bleu » et du « Quadrille des Hydropathes ».

***

En dehors de ses beautés, la ville offrait peu de ressources. Il n'y avait ni théâtre, ni concerts, du moins dignes de ce nom.

Mais les tournées amenaient de temps en temps de grands acteurs européens et les légations s'arrachaient Sarah Bernhart, Coquelin, La Duse, Ermete Novelli ou de gros chanteurs allemands pleins de bière et de notes de rossignol. Il y avait aussi des tournées de rois. Et, pour les recevoir, la Cour mettait les petits pots dans les grands. Un jour où la reine Alexandra d'Angleterre était chez son royal frère et où il y avait « cercle diplomatique » en son honneur, Sa Majesté britannique, confondant mon père avec le ministre d'Espagne, s'arrêta longuement devant lui pour lui demander des nouvelles de sa « Reine ». Et comme elle était sourde et n'entendait rien aux circonlocutions diplomatiques par lesquelles mon père tentait de la faire revenir de son erreur, la reine Alexandra insistait de son mieux... Les « chers collègues », en dissimulant leur fou rire, faillirent faire craquer leurs uniformes, lesquels sont en général trop serrés. Une autre fois, le roi Édouard VII venu officiellement à Athènes prononça au dîner de la Cour un toast qui fit sensation. Il termina son couplet rituel par cette phrase : « Que la Grèce soit heureuse et surtout pacifique. » Rien ne marque mieux la différence qui existe entre la mentalité d'aujourd'hui et celle d'il y a vingt ans que d'évoquer le scandale provoqué par ces deux mots. Il fallut tout le prestige que possédaient l'Angleterre et son souverain pour qu'un incident diplomatique n'éclatât pas à la suite de cette petite douche, considérée par de trop ardents patriotes hellènes, non point comme superflue, mais comme humiliante. Peut-être, au fond, était-on tout simplement moins hypocrite qu'aujourd'hui...

Il se tenait aussi souvent des Congrès archéologiques. Des flots de savants à lunettes déferlaient sur Athènes. Quand on inaugura les fouilles de Delphes, le ministre de l'Instruction publique, M. Chaumié, vint en personne suivi d'une brillante cohorte d'hommes de lettres et d'universitaires, parmi lesquels je me rappelle MM. Henry Roujon, Bayet, Babelon, d'autres encore. Je vois encore M. Chaumié prononçant, avec une pointe d'accent méridional, un grand discours sur le mode héroïque : « Non, Messieurs, l'oracle n'est pas mort... » Ce n'était, Dieu merci, qu'une figure de

rhétorique. Ces fêtes furent la consécration de l'œuvre magnifique de Théophile Homolle. Le grand savant qui ressuscita Delphes, après avoir ressuscité Délos, et qui honore l'archéologie française, était un modeste, un timide, qui fuyait la publicité et dont le nom n'a pas laissé l'éclat qu'il mérite. L'École française qu'il dirigeait était un des beaux centres de rayonnement dont disposât la France. Les Français, qui sont parfois légers, n'ont guère fait attention à M. Homolle que, lorsque devenu conservateur du Louvre, il fut l'homme qui s'était fait subtiliser la Joconde. Ils auraient mieux fait de se souvenir qu'il était surtout l'homme qui leur avait donné les trésors de l'île sacrée et l'Aurige. Après le départ d'Homolle, l'École d'Athènes fut dirigée par M. Holleaux. Il continua brillamment l'œuvre de son prédécesseur, surtout à Délos où il mit à nu quantités de merveilles.

La personnalité la plus en vue des milieux archéologiques athéniens était madame Schliemann. Elle était veuve du célèbre archéologue allemand qui ressuscita Tirynthe et ses murailles cyclopéennes, Mycènes, la porte des lions et les tombeaux des Atrides. Madame Schliemann était grecque. Son mari l'avait épousée parce qu'elle était la jeune athénienne connaissant le mieux Homère. Elle avait été étroitement associée aux travaux de son époux et rien n'était émouvant comme de l'entendre évoquer les heures qu'elle passa à côté de lui, à genoux, grattant de ses doigts la terre des sépultures royales et mettant à nu les feuilles d'or qui moulèrent, il y a plus de vingt-trois siècles, les visages du roi des rois et de son irascible épouse. Ces fouilles archéologiques, auxquelles s'adonnaient plusieurs écoles étrangères, n'allaient d'ailleurs pas sans difficultés. Il y avait des rivalités entre les écoles des divers pays. Il y avait surtout les susceptibilités helléniques. Au Parlement, on accusait les écoles archéologiques de traiter la Grèce en pays conquis et d'utiliser la main-d'œuvre indigène à des travaux de « forçats ». Il fallait aux savants qui dirigeaient ces patientes et coûteuses recherches autant de science que de diplomatie.

En 1905 eurent lieu pour la première fois — depuis combien de siècles! — des Jeux Olympiques qui attirèrent à Athènes des foules immenses. On inaugura le stade de marbre que

les Athéniens doivent à la générosité de leur compatriote M. Averoff. Ce fut une minute émouvante que celle de l'arrivée du vainqueur de la course de Marathon. Il vint s'effondrer, dans un délire d'ovations, aux pieds du prince danois qui régnait sur le peuple grec.

De temps en temps, de belles escadres mouillaient au Pirée ou en rade de Phalère. C'était l'occasion de ces fêtes navales où les marins excellent et qui sont comme le dernier remous de la guerre en dentelles. Les gais lampions se balancent le long des canons débonnaires. On danse sur des soutes remplies de poudre, sous des tonnelles de fusils et de drapeaux. Des couples d'amoureux, qui n'ont qu'un soir pour tout se dire, glissent dans l'ombre des tourelles blindées... Je me souviens d'une fête particulièrement brillante qu'offrit une escadre russe commandée par l'amiral Birileff. Malgré mon jeune âge, on me permit d'y assister. Quelques mois plus tard, ces puissants navires, ces hommes forts et beaux comme des demi-dieux, furent engloutis dans les mers japonaises... Dansez ce soir. Vous mourrez demain... C'était la vie de ces marins. C'était aussi la vie de cette grande étourdie d'Europe...

***

Le passage des Français de marque qui venaient visiter les lieux sacrés constituait l'un des principaux agréments d'Athènes. Mais cet agrément était un privilège assez spécial à la Grèce, car il s'en faut que les compatriotes de passage soient pour les diplomates une source ininterrompue de satisfactions. La qualité des touristes est en raison directe de la qualité du pays. Aussi la Grèce attirait-elle une élite.

A la table de mes parents j'ai vu défiler des douzaines de personnalités de tous les âges et de toutes les catégories. M. Paul Bourget, dont la gloire littéraire me fascinait et qui écrivit un beau sonnet sur le temple de Phigalie. Anatole France, tenu en laisse par « Madame », qui lui disait à tout bout de champ : « Monsieur, racontez-nous donc cette histoire que vous racontez si bien... » Et Anatole France s'exécutait, faisant de la moindre anecdote un petit chef-

d'œuvre de sensibilité et de malice. Le grand écrivain reniflait avec délices l'odeur païenne des déesses et des dieux. Pour lui, le miracle grec, c'était, non point Phidias ou Platon, mais la mythologie. Edmond Haraucourt, André Beaunier, Bonnat sont venus à Athènes pendant notre séjour, ainsi que Paul Chabas qui fit le portrait de ma sœur Élisabeth et le mien, André Brouilhet qui mit plusieurs mois à peindre pour la Sorbonne un « Renan devant le Parthénon » digne en tous points des honneurs officiels. Lorsque cette platitude académique fut terminée, Brouilhet l'exposa à la Légation. Le roi Georges vint l'admirer et rappela à cette occasion à mon père que Renan lui avait été présenté en 1865 sur l'Acropole par le comte de Gobineau qui dirigeait alors la Légation. Léon Bourgeois fit aussi de notre temps son pèlerinage en Grèce. Il gardait un souvenir cuisant des auberges du pays et appelait la Grèce le « Pelopunaises ». Puis, ce fut au tour de Waldeck-Rousseau. Ayant déposé le fardeau du pouvoir, il vint se reposer dans les eaux helléniques sur le yacht de son ami M. Crouan. L'ancien président du Conseil passa quelques jours à Athènes. Malgré son « incognito », le roi Georges lui fit les plus grands accueils et prit son avis pour résoudre une crise ministérielle. Je vois encore Waldeck-Rousseau sur l'Acropole, enjambant les échafaudages pour admirer de près ce qui subsiste — ô rapaces Anglais! — de la frise du Parthénon. Pris de vertige, il ne pouvait plus ni avancer, ni reculer. Il fallut lui mettre un bandeau sur les yeux et le pousser comme un automate. Au cours de ces promenades archéologiques, madame Waldeck-Rousseau se plaignait continuellement du ministère Combes et reprochait à son mari, non sans véhémence, d'avoir placé les rênes du pouvoir en de telles mains. « Vouliez-vous donc que je meure à la tâche? répliquait l'ancien président du Conseil de son air glacé, vous savez bien que je n'en pouvais plus. » C'était une assez pauvre réponse. Waldeck-Rousseau s'efforçait d'oublier les misères du radicalisme en peignant des aquarelles.

Je n'étais pas à Athènes quand Clemenceau y vint. Mais mon père et ma sœur Yolande le reçurent et, de tous les visiteurs qui se succédèrent en Grèce, jamais ils n'en virent de plus enthousiaste, ni de plus érudit. Mon père pilota Clemen-

ceau dans les Cyclades et en Crète. Les cloches des couvents français carillonnaient en son honneur, et, tandis que les enfants chantaient la *Marseillaise*, le Tigre embrassait les bonnes sœurs à pleins bras. Un jour, dans une école française de Crète, il demanda à une petite fille : « Combien font deux et deux? » L'enfant répondit sans sourciller : « Cela dépend. — Comment, cela dépend? fit Clemenceau en sursautant. — Mais oui, repartit la petite Crétoise, si les deux chiffres sont l'un sous l'autre, cela fait quatre, et, s'ils sont l'un à côté de l'autre, cela fait vingt-deux. » Clémenceau trépigna d'aise. « En vérité, déclara-t-il, voilà bien le peuple le plus subtil qui soit au monde. Jamais je n'oublierai cette réponse. »

Pierre Loti vint à Athènes à bord du stationnaire de Constantinople, le contre-torpilleur *Vautour*, qu'il commandait. On avait prévenu mes parents qu'il était beaucoup plus simple et plus agréable quand il se présentait comme « marin » que comme écrivain. Aussi, se donnant le mot, mes parents s'offrirent-ils le malin plaisir d'accueillir le « commandant Viaud » et de ne pas faire tout de suite allusion à Pierre Loti. La conversation fut charmante. Loti parla mer, voyages, Turquie, Orient. Il semblait toutefois un peu surpris et dans son for intérieur devait probablement se scandaliser de l'ignorance de ces diplomates. En sortant de table, n'y tenant plus, il s'approcha de mon père et lui glissa gentiment dans l'oreille : « Vous savez... je suis Pierre Loti. »

De tous les voyageurs qui sont venus en Grèce pendant le séjour de mes parents, celui que je regrette le plus de n'avoir pas connu, c'est Maurice Barrès. Je venais de partir pour la France avec ma mère quand il débarqua à Athènes. Ma sœur Yolande lui prêta les ouvrages de Buchon sur l'épopée franque. Barrès les emporta dans son voyage à Sparte et s'en servit pour développer le thème de son livre. Vingt-trois ans plus tard, un lien profondément émouvant devait unir ma sœur à la mémoire de Maurice Barrès. Au retour d'un voyage en Palestine qu'elle fit en 1923, ma sœur Yolande rapporta à quelques amis des crucifix qu'elle avait fait toucher au Saint-Sépulcre. Elle en remit un à M. Paul Bourget. Peu de jours plus tard, Barrès mourait subitement. Dès qu'il apprit la catastrophe, M. Paul Bourget courut à Neuilly et déposa

sur le lit funèbre de son ami la petite croix de Jérusalem que ma sœur lui avait donnée. Madame Barrès apprenant que ce crucifix venait en droite ligne de Terre Sainte désira qu'il ne quittât plus son mari... Mystérieuses rencontres de la vie! Barrès se doutait-il, en prenant les livres de Buchon des mains d'une jeune fille rencontrée au hasard d'un voyage, que de ces mêmes mains lui viendrait l'humble croix avec laquelle il dormirait pour toujours dans la paix du Seigneur?

Barrès, m'a-t-on dit, ne se sentait pas à l'aise à Athènes. Malaise de Celte romantique devant le sanctuaire de la raison pure. Malaise d'homme de lettres qui cherche à tirer sa variation d'un thème passablement usé. Le « Voyage de Sparte » se ressent de ces gênes. La symphonie barrésienne n'est pas faite pour la résonance du marbre grec. Malgré tant de beautés, le livre est quelque peu embarrassé. Il n'y a guère qu'un passage où Barrès soit vraiment lui-même et où il se venge de tout ce qui lui manque et dont il portait peut-être, au fond de son cœur, l'obscur regret. Le « dialogue avec l'archéologue » sur le rocher de l'Acropole, c'est la revanche du poète sur l'érudit, de l'imaginatif sur le pédant, du mystique sur le raisonneur, du chrétien sur l'agnostique, de l'homme qui ne sait pas le détail des choses mais qui les sent toutes, sur l'homme qui sait tout mais qui ne sent rien. Là, Barrès est magnifiquement à son aise. Il a retrouvé sa musique. L'Acropole devient une colline inspirée.

A vrai dire, tout n'est pas fiction dans ce dialogue. Je me suis laissé raconter — par un témoin de l'aventure — une anecdote qui donne assez bien la clé de la psychologie barrésienne à Athènes et qui montre, en outre, comment les plus petits incidents — une émotion, une phrase, un mot — excitaient la sensibilité créatrice de l'écrivain et lui servaient d'aliments. Un jour, en revenant d'une excursion aux environs d'Athènes, un jeune membre de l'École française qui accompagnait Maurice Barrès dans sa promenade parla sans respect de l'hellénisme primaire de Leconte de Lisle. Il n'en fallait pas tant pour mettre Barrès hors de lui. Dès lors — Acropole, pédantisme archéologique, déformation normalienne — tout cela s'amalgama dans son esprit. Si la Grèce ne devait offrir que des thèses de doctorat ou

des prétextes à ergoteries sur la logique et la raison, au diable la Grèce, ses sculptures et ses philosophes!... Il fallait autre chose pour qu'un homme comme lui s'exaltât! Dans un coin de l'Acropole, Barrès découvrit les vestiges du château des ducs d'Athènes. Cette brusque rencontre avec l'épopée française le rendit à lui-même. Enfin! le romantisme reprenait ses droits et le « miracle grec » — si dépourvu de romantisme! — ne représentait plus qu'un instant dans la grande geste humaine toute déployée. « Ducs d'Athènes, cela m'enchante l'imagination », écrit-il. Cela enchantait aussi l'homme de lettres qui avait trouvé son « citron ». Ce citron, je n'ai qu'un regret, c'est que Barrès se soit contenté de le sentir, de le caresser et ne l'ait pas pressé jusqu'au bout. Quel livre il aurait écrit sur la Grèce féodale! Sans doute, nous avons Buchon et l'excellent ouvrage de la baronne de Guldencrone — fille de Gobineau — que j'ai vue à Athènes où elle revenait assez souvent. Mais Barrès aurait raconté l'étonnante incursion des croisés sur la terre des dieux comme il a raconté l'histoire des Baillard à Sion et des Chevaliers en Terre Sainte. Son lyrisme, son culte de l'énergie française eussent rayonné dans un tel sujet. Et quelle plus belle histoire que celle de ces Mont-Ferrat, de ces Othon de la Roche, de ces Geoffroy et Guillaume de Villehardouin, de ces Champlite et de ces Matagrifon, venus de Constantinople ou de Jérusalem avec une poignée de paysans français — comme Robert Guiscard l'avait fait, deux siècles avant, avec une poignée de Normands — pour conquérir Athènes, l'Achaïe, la Morée — sauf Sparte — bâtissant des châteaux à Argos, à Corinthe, à Nauplies, à Monembasie, à Maïna, à Hiérace, à Mistra et s'intitulant fièrement : roi de Thessalonique, prince d'Achaïe, prince de Morée, prince de Nauplie, duc d'Athènes, grand sire de Thèbes et despote d'Épire! « Français, éternels trimardeurs », a dit Péguy. Plaisante chose, en vérité, que nous passions pour le peuple le plus bourgeois, le plus casanier, le plus enraciné dans son sol — et que nous le soyons réellement — et pourtant que, de siècle en siècle, dès qu'on passe sur les grandes routes du monde, on retrouve partout notre empreinte! Ces sages petits bourgeois de Paris endimanchés, ces paysans venus,

avec leur parapluie, du fond de leur province, pour contempler d'un regard satisfait les richesses coloniales qu'un Lyautey avait étalées devant eux à Vincennes — cela ramasse, en un coup d'œil, l'histoire de la race française, sa complexité, ses ressources secrètes, son équilibre, les raisons de sa pérennité.

***

Chaque printemps, un prédicateur français venait prêcher le carême à Athènes. C'était une tradition à laquelle mon père tenait beaucoup, car elle mettait en honneur la spiritualité et la langue française. La seconde année de notre séjour à Athènes, le prédicateur que l'on envoya était un jeune père jésuite que précédait une grande réputation d'intelligence. En fait, dès le premier sermon, tout le monde fut émerveillé. Ce n'était autre que M. l'abbé Henri Bremond. Comme j'avais onze ans et que l'heure de ma première communion était venue, mes parents demandèrent au R. P. Bremond s'il consentirait à m'y préparer. Le jeune prédicateur accepta de bonne grâce. Et c'est ainsi que sous les ombrages du jardin royal, en nous promenant par de belles matinées d'avril sur le sol que foulèrent Socrate et Platon, je reçus de la bouche de M. l'abbé Bremond l'initiation aux mystères de notre religion catholique.

Le temps pascal était d'ailleurs le plus joli moment de l'année en Grèce. Non seulement parce que les premières feuilles, les roses, les lauriers, tout s'épanouissait en même temps; mais aussi parce que, dans les pays d'Orient, Pâques est la vraie fête de l'âme. La nature, en éclatant de sève, s'accorde avec le cœur de l'homme qui renouvelle lui aussi ses forces d'amour et d'espoir. Dans aucune église d'aucune autre ville, je n'ai jamais assisté à des offices pascals plus touchants que ceux célébrés par le clergé catholique d'Athènes, dans l'église-cathédrale de Saint-Denys de l'Aréopage. Là, les « jours saints » étaient vraiment des jours saints. Les Ténèbres, vraiment des « Ténèbres ». Dès le jeudi saint, le chœur était entièrement caché par un immense voile violet. A la messe du samedi, au moment où le célébrant entonnait le *Gloria*, le voile se déchirait en deux et l'on apercevait l'autel triom-

phalement illuminé, tandis qu'éclataient les orgues, les chants, les cris de joie.

Mais si nos Pâques catholiques donnaient lieu à des cérémonies et à des réjouissances, que dire de la Pâques orthodoxe? Athènes tout entier se préparait à cette fête nationale. On suspendait des couronnes de feuillage au-dessus des portes. Une odeur spéciale se répandait dans la ville. Dans les quartiers populeux, aux coins des rues, on faisait tourner à la broche les agneaux traditionnels. Le jour de Pâques, des garçons en belles fustanelles étalaient les viandes symboliques sur des brancards décorés de fleurs et les portaient en chantant sur leurs épaules. La nuit du samedi saint il se tenait dans l'église métropolitaine une doxologie émouvante. Dès neuf heures du soir la foule envahissait la place au milieu de laquelle on dressait une estrade, face aux portes de l'église. Vers onze heures, le Roi, la Reine, la famille royale, le corps diplomatique, la Cour, les ministres, les autorités arrivaient en cortège silencieux et s'installaient sur l'estrade. Alentour, dix mille personnes. Pas un bruit. Chacun priait en silence, un cierge éteint à la main, tandis que l'office se poursuivait, toutes portes fermées, dans la cathédrale vide. Alors, au moment où le premier coup de minuit retentissait, les lourdes portes de l'église s'ouvraient et le métropolitain d'Athènes, en grand costume, entouré de son clergé, s'avançait sur le parvis et, les bras en croix, jetait aux quatre horizons l'annonce sublime : « Christos anestis. » — Le Christ est ressuscité. D'une seule voix, la foule répondait : « En vérité, il est ressuscité. » D'un seul geste, dix mille cierges s'allumaient et la place, jusque-là obscure et muette, ruisselait tout d'un coup de lumières et de cris. Chacun se penchait vers son voisin pour l'embrasser, dans un geste charmant de pardon et d'amour. Puis, le Roi, la Reine, suivis d'un peuple joyeux, entraient processionnellement dans la cathédrale, dont les voûtes tremblaient sous la splendeur des chants liturgiques.

***

Les Athéniens étaient vifs, aimables, pittoresques, et la petite capitale balkanique dégageait à cette époque — malgré

les récents malheurs de la patrie — un air de simplicité et de bonheur de vivre qui formait comme le prolongement naturel de la lumière du ciel. « La belle humeur, la joie de vivre — a écrit Renan — sont les choses grecques par excellence. Cette race a toujours vingt ans. » Rien n'était divertissant comme la place de la Constitution à la fin de l'après-midi. Les cafés, où les orchestres jouaient en plein air, regorgeaient de monde. C'est là que se faisait la politique. Entre une carafe d'eau et un verre de raki, on voyait les Miltiade, les Epaminondas et les Jason discuter intarissablement les mérites du ministère. Mais ils discutaient plus encore avec leurs bras qu'avec leur langue. Car l'éloquence du Grec tient dans ses gestes et deux muets arriveraient à tout se dire rien que par la façon de fermer les paupières en levant la tête, de se pincer l'épaule gauche avec la main droite ou de joindre les paumes des mains sur la poitrine comme pour offrir un nid à l'oiseau d'Athéna. De la politique grecque, je serais assez embarrassé pour parler, car elle me préoccupait fort peu. Je crois qu'elle était simple et compliquée. Simple, parce que des questions de régime ou de doctrine ne se posaient pas. On aurait vainement cherché un républicain ou un socialiste. Compliquée, parce que les luttes — qui étaient âpres — se résumaient à des questions de personnes. On était « delyanniste », « théotokiste » ou « zaïmiste », et chacune de ces étiquettes représentait une nuance différente dans la gamme politique. Selon que l'on était inféodé à tel homme d'État ou à tel autre, on s'avérait plus ou moins démocrate, plus ou moins attaché à la Cour, plus ou moins orienté vers la France ou vers l'Angleterre. Il n'était pas rare que les discussions parlementaires se prolongeassent jusqu'au matin. Quand tel parti, tel individu estimaient que la Couronne les oubliait, on ne se faisait pas faute, dans des discours pleins de sous-entendus, d'agiter devant le roi Georges le spectre du roi Othon; quitte à ces opposants de redevenir plus royalistes que ceux qu'ils attaquaient lorsque leur but était atteint. Aussi le Roi, pour régner tranquillement, mettait-il beaucoup d'art à diviser les personnes et les partis. Il changeait d'amis et d'adversaires comme on change de position pour dormir commodément dans son lit.

Mon père s'intéressait beaucoup aux affaires grecques et si le philhellénisme n'existait pas, il l'aurait inventé, tant il s'était attaché à ce petit pays et à ses habitants. Il est vrai que, de tous les peuples du proche-Orient, c'est avec les Grecs que nous avons le plus d'affinités. Ils n'ont pas une goutte de ce sang slave qui circule plus ou moins largement dans les veines de leurs voisins et qui nous les rend parfois assez étrangers. Un Grec, un Italien, un Français peuvent se disputer, défendre des intérêts momentanément contradictoires. Ils se comprennent pourtant à demi-mot et réagissent toujours de la même manière. Le développement économique de la Grèce retenait surtout l'attention de mon père. Il mena une dure bataille — et la gagna — pour faire attribuer à notre industrie la concession du chemin de fer qui devait relier Athènes à Larissa et de là se raccorder à la ligne de l'Orient-express. Il surveillait aussi, d'un œil inquiet, l'agitation chronique qui se manifestait en Macédoine et pressentait que de ce côté de graves difficultés mettraient l'Europe dans l'embarras. A dire vrai, notre alliance avec la Russie ne laissait pas que de nous entraîner insensiblement dans une politique balkanique assez dangereuse. C'est ainsi qu'en Grèce, où l'on détestait la Russie et où le slavisme — dont le Tsar se faisait le grand protecteur — était le cauchemar des Hellènes, la France était accusée de trahir, au bénéfice de son alliée, son rôle traditionnel de championne des idées libérales et de défenseur de l'hellénisme. Chose curieuse, à force de redouter les menées panslaves en Macédoine, les Grecs en étaient venus à se rapprocher des Turcs — leurs vainqueurs de la veille. Ils recherchaient un point d'appui à Constantinople. Le pire danger, pour eux, c'était le Bulgare. Mais tout en le détestant et en le craignant, ils l'observaient du coin de l'œil, car le roi de Grèce guettait impatiemment la transformation de son voisin Ferdinand en souverain autonome pour annexer, du même coup, la Crète à son royaume. Ces menées créaient un état d'agitation qui n'était guère favorable à l'esprit de paix. Un jour, c'était l'Autriche-Hongrie qui faisait main basse sur la Bosnie-Herzégovine. Un autre jour, c'était l'Albanie qui devenait l'objet des convoitises slaves, autrichiennes et italiennes. Il n'y avait pas de semaine

où la Macédoine ne fût le théâtre d'incidents sanglants. Chaque État, bien entendu, accusait l'autre de fomenter ces troubles en sous main. Entre Bucarest, Sofia, Belgrade, Athènes, Constantinople, on échangeait des notes, des contre-notes, on procédait à des enquêtes qui n'aboutissaient jamais, on publiait des « livres » habilement incomplets. Le péché mortel des grandes puissances ne fut pas seulement de laisser cette agitation se développer, mais de l'entretenir et de jouer, sur cet échiquier, un jeu cupide et étourdi.

Certes, de toutes les grandes puissances, la France était la seule qui ne poursuivait aucune visée personnelle dans cet imbroglio. Elle n'avait pas les raisons — ou les prétendues raisons — que la Russie, l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne ou l'Italie pouvaient à la rigueur invoquer en s'immisçant dans les affaires balkaniques. Avec l'Angleterre — qui elle aussi n'était qu'indirectement intéressée aux débats — nous aurions pu nous attacher à freiner ces compétitions, à calmer cette agitation dangereuse. En réalité, c'est bien ce que nous voulions faire. Mais l'alliance russe nous enlevait une part de notre liberté d'action. Mon père observait cette évolution de la diplomatie française d'un œil soucieux. Il avait passé deux ans en Russie, y dirigeant même notre ambassade dans les circonstances délicates que j'ai rapportées. Du séjour qu'il avait fait à Saint-Pétersbourg et de l'expérience qu'il avait acquise de la politique russe, il avait gardé une certaine méfiance à l'égard de la Russie et tout en se montrant partisan de l'alliance — aux préliminaires de laquelle il avait travaillé — il professait à l'égal d'un dogme qu'à aucun prix nous ne devions suivre la Russie les yeux fermés et épouser sa politique sans bénéfice d'inventaire. Combien de telles appréhensions étaient justes! L'histoire de l'alliance franco-russe reste encore à écrire et ce ne sera pas l'un des chapitres les moins décevants de la période qui a séparé les deux guerres franco-allemandes. En lisant les documents diplomatiques qui commencent à jeter plus de lumière sur cette époque, on se demande si à la base de l'alliance franco-russe il n'y avait pas une équivoque et si la politique qui s'est développée de 1878 à 1914 — et surtout depuis 1890 — ne risquait pas de faire glisser cette équivoque dans le drame. Quand on disait : alliance franco-

russe, nous pensions, nous : danger allemand. La Russie pensait : résistance austro-hongroise. Nous ne voyions que Berlin. Elle ne voyait que Vienne. Nous ne songions qu'à renforcer la sécurité de la France devant une Allemagne trop puissante. Mais à quoi songeait Saint-Pétersbourg?... Bien que les visées russes aient été contrecarrées au Congrès de Berlin, le poids de l'empire des tsars continuait à pencher vers le proche-Orient. Mais la politique panslave se heurtait au pangermanisme dans tous les coins des Balkans! Savions-nous exactement ce qui s'y passait? Il faut lire, dans le dernier tome des *Documents diplomatiques français*, les notes qu'après un échange de vues avec M. Sazonoff, M. Poincaré, qui se trouvait en 1912 à Saint-Pétersbourg, adressa télégraphiquement au Quai d'Orsay. On y voit l'étonnement qu'il manifesta devant telles conventions secrètes conclues par la Russie avec la Serbie et la Bulgarie et qui non seulement établissait en fait l'hégémonie russe sur les deux royaumes slaves, mais contenaient en puissance — selon l'expression dont se sert M. Poincaré — « une guerre contre la Turquie et une guerre contre l'Autriche ». Aux questions pressantes que posait notre ministre des Affaires étrangères, son collègue russe répondait par des assurances pacifiques. Mais qui donc ne se répand pas en assurances pacifiques? Jusqu'en 1912 l'effort presque total de la mobilisation russe était tourné vers l'Autriche-Hongrie. Du côté de la frontière allemande il n'existait pour ainsi dire point de lignes stratégiques. Cependant l'État-Major français ne cessait d'attirer l'attention de l'État-Major russe sur cette lacune. Le raisonnement qu'il faisait était simple : « Vienne une guerre entre les deux groupes d'alliés, disions-nous, il est clair que c'est entre l'Allemagne, la France et la Russie que se jouera la partie. L'Autriche-Hongrie restera un ennemi secondaire. Prenez donc vos précautions vis-à-vis de l'Allemagne ». — « D'accord », répondait l'État-Major russe. Mais il ne faisait rien pour réaliser cet accord. La guerre survenue, quand le Français moyen attendait avec confiance les effets du « rouleau compresseur » son raisonnement était juste ou aurait dû l'être. Seulement, il ne savait pas que le fameux rouleau était destiné à compresser les Autrichiens, pas les Allemands. Au début des hostilités, la

quasi-totalité de l'effort militaire de la Russie fut, en effet, dirigée vers l'Autriche. Sur l'immense frontière russo-allemande, il n'y avait que deux armées russes. Elles n'eurent que plus de mérite à foncer sur un adversaire puissamment organisé et à créer ainsi une diversion qui nous soulagea. Car l'État-major allemand prit peur et, modifiant le plan Schlieffen, détourna sur le front est une partie du flot qui nous submergeait. Mais ce qui ne fut qu'une bienfaisante et passagère diversion aurait pu devenir une avalanche décisive si l'effort russe, comme nous le demandions, avait été par-dessus tout dirigé contre l'Allemagne.

Qui démêlera jamais dans cette obscure germination du conflit mondial jusqu'où la Russie prévoyait la guerre et comment elle en imaginait l'issue? N'existait-il pas, dans le fond de certaines cervelles vieux-russes, l'idée mi-utilitaire, mi-mystique que deux grands empereurs seraient peut-être appelés à se partager la domination de l'Europe et qu'il en résulterait la ruine de ces idées démocratiques et libérales qui leur apparaissaient comme la peste des temps modernes? Or l'Empereur d'Orient n'aurait-il pas les mains d'autant plus libres que l'Empereur d'Occident trouverait à sa portée de quoi satisfaire ses appétits? De telles suppositions sont évidemment des jeux de l'esprit. Mais les tenir pour inconcevables, c'est ne pas se douter de ce qui pouvait s'agiter dans l'imagination d'un vieux fonctionnaire du Pont-aux-Chantres... Un jour viendra, je le crains, où l'alliance franco-russe, avec les matelots de l'amiral Avellan et la revue de Compiègne, cessera d'être la jolie image d'Épinal qui a enchanté notre jeunesse. Notre innocence dans la guerre de 1914 est telle que nous ne pouvons même pas admettre qu'en dansant une mazurka avec la Russie nous courions peut-être un danger. Quand on compare notre logique, nos goûts provinciaux, nos idées simples et raisonnables de petits bourgeois contents chez eux, avec ce qui germait en Russie, on a l'impression que l'alliance franco-russe était un peu comme le mariage d'un héros de Henri Bordeaux avec une héroïne de Dostöiewski...

Certes, à l'époque dont je parle, les réflexions que suggèrent les faits accomplis ne pouvaient évidemment pas se concevoir et pas un instant je ne veux dire que mon père, au

cours de sa mission en Grèce, prévoyait les drames qui couvaient dans les Balkans. Mais il avait le sentiment profond que les grandes puissances y jouaient un jeu dangereux et il s'en montrait préoccupé. Cependant, quand il venait en congé à Paris et cherchait à exposer ses vues à M. Delcassé, qui dirigeait alors le Quai d'Orsay, il n'arrivait pour ainsi dire jamais à se faire recevoir par son ministre. Cette « invisibilité » de M. Delcassé l'exaspérait. Il reprochait à son chef — et sans doute n'avait-il pas tort — de se cantonner dans une certaine politique, de ne considérer qu'un seul aspect des problèmes européens et de se désintéresser du reste. En fait, M. Delcassé n'accordait qu'un coup d'œil distrait aux affaires balkaniques. C'étaient pourtant dans les Balkans que les grandes manœuvres de la guerre mondiale se préparaient. Il serait injuste de faire retomber le poids de ces errements sur M. Delcassé, qui fut, somme toute, un grand ministre. C'est l'erreur traditionnelle de nos ministres des Affaires étrangères — quels qu'ils soient — de traiter trop négligemment leurs agents de l'extérieur. On s'imagine naïvement que les chefs de nos missions diplomatiques ont un accès facile auprès d'eux. On est même convaincu que les ministres appellent souvent les chefs des missions, s'entourent de leurs conseils, de leurs avis, les consultent sur les affaires en cours!... Quelle illusion! c'est tout juste si quelques ambassadeurs importants pénètrent de temps en temps dans le bureau de leur ministre. Il y a toujours eu de solides cloisons étanches entre le grand maître de la politique extérieure et ses agents d'exécution. La chose est d'autant plus regrettable qu'il suffit d'être sénateur, député, pour que la porte soit grande ouverte. Le moindre membre de la Commission des Affaires extérieures de la Chambre ou du Sénat a ses entrées dans le cabinet ministériel et Dieu sait pourtant si la plupart du temps il ne vient que pour y dire des balivernes.

***

L'une des tâches auxquelles mon père s'appliquait avec le plus d'ardeur en Grèce était de maintenir et de fortifier le rayonnement de la France. Aussi circulait-il constamment

dans le pays et dans les eaux grecques, et je ne pense pas qu'il y ait dix Hellènes qui connaissent leur patrie et l'aient explorée dans ses moindres détours comme l'avait fait mon père. Ces voyages occupaient une partie de ses séjours en Grèce. C'étaient, à vrai dire, de véritables expéditions. Il fallait tout emporter avec soi, car, en dehors de la capitale, on ne trouvait que d'infâmes auberges. Aussi nous munissions-nous d'un matériel complet, avec lits de camp, couvertures, tubs, couverts de métal, conserves variées, eau minérale, que sais-je? Le plus indispensable était la provision de poudre insecticide. Le soir, quand l'heure du campement était venue, il fallait emboîter chaque pied de lit dans une conserve remplie de cet engin défensif. Encore se préservait-on mal des bêtes subtiles qui, tournant la difficulté en la survolant, grimpaient au plafond et se laissaient choir sur vous. La cheville ouvrière de ces voyages était le célèbre Panayottis. Panayottis était le « cavas » de la légation, l'homme indispensable, à la fois policier et bonne d'enfants, chef du protocole et cuisinier, interprète et trésorier, tyran malin ou sordide esclave.

Du cap Matapan à la frontière turque, des îles Ioniennes aux Cyclades, mon père a battu la Grèce dans tous les sens. Je l'accompagnais parfois dans ces tournées et rien ne me semblait plus enviable. D'abord les beautés du paysage m'enchantaient. Qui n'a pas fait la route de Patras à Corinthe, en longeant la mer intérieure qui sépare le Péloponèse de la Béotie, ne sait pas ce que c'est que le miracle d'un paysage grec. Les montagnes ne sont pas seulement belles parce qu'elles s'appellent le Pinde ou le Parnasse. Non, c'est la nature elle-même qui vous émeut, avec ses courbes, ses couleurs, ses herbes et ses bois sauvages, l'eau qui les reflète, la lumière qui les illumine. Là, point d'horizons très vastes ni grandioses. Le paysage grec est varié. Les côtes sont déchiquetées par de petites anses, de petites criques. On passe d'une solitude rocailleuse à de frais bouquets de verdure; on grimpe une montagne pour se reposer dans une plaine. De tous côtés la mer est proche. C'est bien cette succession de vues modulées qui fait le charme et comme le rythme de la Grèce. Aux grands panoramas titaniques

devant lesquels on se sent écrasé et perdu, j'ai toujours préféré les lieux qui créent une atmosphère d'intimité et d'évocation. La Grèce regorge de ces petits poèmes agrestes. Un paysage grec, tel que je l'évoque dans ma mémoire, c'est une place où, sous les platanes, coule une source qu'un dieu a enchantée. Ce sont des oliviers noueux et tordus parsemés dans des bruyères où paissent les chèvres, conduites par des pallikares en fustanelles, qui sont noueux et tordus comme leurs oliviers. C'est un golfe d'eau bleue qu'enserrent des collines de schiste. C'est une plaine où, de place en place, des cyprès et des pins abritent, sur les lieux mêmes où se dressaient des sanctuaires païens et sans doute avec leurs pierres, d'humbles petites chapelles byzantines toutes délabrées. C'est, dans la campagne, un temple qui se dresse à mi-corps au milieu des herbes et qui vous regarde, du fond des siècles, dans un silence rempli d'oiseaux.

Près de Patras, à Olympie, le paysage est tout sourire. L'Alphée roule des eaux fraîches entre les haies de lauriers. « Allez à Olympie, disait Epictète, afin de voir le travail de Phidias et que chacun de vous considère comme un malheur de mourir dans l'ignorance de ces merveilles. » Hélas! la fameuse statue de Zeus a été enlevée par les barbares. Mais si l'on ne voit plus à Olympie les merveilles de Phidias, on y trouve toujours la merveille de Praxitèle. L' « Hermès » est là, qui sourit au petit Dionysos.

J'ai été à Delphes, sous la conduite d'Homolle. J'ai bu l'eau de la fontaine Castalie, exploré l'antre de la Pythie, parcouru le stade et les centaines de petits temples votifs dont Homolle, chirurgien de génie, accouchait le flanc de la montagne. Il m'a raconté que, se trouvant une fois à Delphes, un touriste — Français du Nord — vint à lui et lui dit : « Ces ruines sont fort curieuses. Mais ce ne sont pas elles que je suis venu visiter. Je voudrais savoir où se trouve la Manufacture? — Quelle manufacture? demanda Homolle hébété. — Parbleu, celle des porcelaines! » Il avait pris Delphes pour Delft...

Tirynthe, Argos, Mycènes, Nauplie, avec sa citadelle et ses ruines franques; l'Acrocorinthe où près de la fontaine Pyrene saint Paul a parlé et prié; Épidaure, sanctuaire de

la médecine; Tripoli, capitale des punaises; Sparte, aux pieds du sombre Taygète; Mistra, dont Barrès a chanté les cyprès; Mégare, où les femmes dansent en se tenant les mains; Mantinée, où, moins heureux qu'Épaminondas, j'ai versé en landau dans un champ de hachich : Sunium qui, je ne sais pourquoi, évoque toujours dans mon esprit les strophes de la « Vie antérieure »; Daphni, avec ses mosaïques, Colone, avec ses oliviers, Égine, avec ses pins, je ne tenterai pas de décrire tant d'endroits où je me suis promené, enfant attentif, le kodak en bandoulière, l'histoire grecque dans ma poche, sous la plus belle lumière qui soit au monde. Ah! cette lumière du ciel grec, il faut l'avoir vue, il faut s'être baigné dans ses rayons, pour savoir ce qu'elle peut verser d'allégresse dans le cœur. Chaque matin, au printemps, on croit que la terre renaît.

WLADIMIR D'ORMESSON

(*La fin dans le prochain numéro.*)

LITTÉRATURE ET TRADITION

LITTÉRATURE

A la Vérité, à celle que jadis l'on comparait aux demeures fondées sur le roc, la physique moderne apporte de meilleures analogies : vibration, rayonnement.

***

Partout, immensité trouble, éternel croisement des mille radiations, des trilliards d'atomes. Au beau milieu, nos sens, chacun d'eux sauvé de l'infini par la grossièreté, par la complète ignorance où il se trouve des notions qu'il abandonne. Négliger, au début, tout est là.

L'esprit, qui tient des sens sa pâture, les imite. Même, il choisit dans ce peu qu'ils apportent, il émonde, il équarrit pour bâtir. Et voilà debout sa cabane!

Bien plus tard viendra le souci de tenir le reste : ce reste qui est tout.

***

Il n'est point de pensée qui, entre les mots, sans cesse n'échappe, comme du sable entre les doigts.

Infirmité du mot : ces brins d'osier, même tressés fortement, restent toujours séparés par du vide. Et, pourtant, chaque brin est déjà trop épais, trop matériel.

***

Il est des paroles qui vont au fond des choses : c'est en nous perçant d'abord tout entiers.

***

Espaces en toi plus divers que tous les horizons du monde!

***

L'œuvre : fragment d'univers expressément destiné à l'homme.

***

La part du monde à laquelle l'artiste doit donner le plus, c'est son œuvre, parce qu'il y peut tout, plus qu'en lui-même. Toujours elle d'abord.

***

C'est la construction secrète de l'œuvre qui en fait un tout, à l'image de l'univers et, surtout, de l'homme. Une telle composition est une valeur, qui n'exclut aucune autre : il faut la réclamer de chaque œuvre.

***

L'art, d'abord, reçoit avidement de toutes mains, fût-ce celles de la maladie ou du crime. Mais, dans ses forces les plus hautes, devenu à son tour origine, devenu source, c'est lui qui arrose le monde : il s'épanche, il se déverse — apparaissant enfin ce qu'il est, tout jaillissement, santé et bonté.

***

Ni intoxiqué, ni anormal, ni... Graves lacunes pour un écrivain, ces dernières années. Années de huit jours, qui finissent ce soir.

***

Une curieuse sorte de tact : c'est ce « toucher à distance », qui avertit certaines gens du monde, certains écrivains à la mode qu'ils risquent de se heurter à quelque chose de réel. Cette divination-là leur évite un si grave accident. Comme les chauves-souris, la nuit, volent entre des fils tendus qu'elles ne frôlent pas, eux, savent rester dans le vide.

***

Aux petites âmes, tout grand art semble arracher, bousculer. Aux esprits puissants, il n'est violence qui n'apporte sérénité. La bourrasque leur sert d'assise.

***

Toutes les aides qu'au long des siècles l'on a prétendu accorder à l'art? Seul compte l'échange secret entre le tréfonds d'un homme et le monde.

Jadis, pensions accordées par le roi, les ducs, les traitants. Un « très humble et très respectueux serviteur », calligraphié avec un sourire. Aujourd'hui, poignées de main publicitaires.

Le vice des prix littéraires — sauf peut-être un ou deux, qui forment titre — est de porter une date, d'introduire dans l'art le sentiment de l'actualité, de l'immédiat, qui lui est si opposé.

***

Romancier, circule partout sur ton navire! Point seulement dans les salons, ou, respectueusement accompagné de la lisse, sur le pont-promenade. Mais depuis les manches à air et les embarcations du pont supérieur, jusqu'à la cale et aux machines. Cependant, autour, la ligne de l'horizon, pour lier les heures. Et, au centre du monde, toute cette masse, qui glisse où tu veux aller.

***

« Considérer l'homme avant l'établissement des sociétés », disait Montesquieu, avec tout le XVIIIe siècle. Non. Ce fut

la société qui commença et non pas l'individu. On voit encore aujourd'hui, chez les derniers « sauvages », le primitif plus étroitement encadré par les rites que chez nous le civilisé par les institutions.

Considérer le vers avant le poème : pareille erreur. Là, encore, c'est le tout qui commence. L'art poétique est l'étude des chemins pris par les œuvres capables de nous élever à un état poétique, quels que soient ces chemins.

***

L'écrivain s'exerce à traduire par des signes la réalité de l'homme et du monde. Si, en même temps que son art, il pratique une science, — une surtout qui, comme la médecine, soit à la fois du monde et de l'homme, — il en reçoit une dure et perpétuelle leçon de véracité.

***

L'expression scientifique des faits, conquérant sans cesse, sans cesse contrôlée par l'événement, enseigne, avec la hardiesse, la prudence. Variée dans ses méthodes, elle apprend à repérer chaque problème sous plusieurs angles. Bonnes habitudes pour l'ouvrier en mots! Il respectera l'objet, qui est le grand maître; il ne croira pas rénover l'art par la musiquette, la jonglerie ou le pot-pourri.

***

La photographie, exutoire à nos besoins de ressemblance littérale, a purifié la peinture en l'allégeant de ce qui n'était pas signification, ligne ou couleur. De même, le cinéma pourra débarrasser le théâtre des jeux puérils du décor, des intrigues par trop remuantes et visibles, et lui rappeler sa vraie dignité, qui est la parole.

C'est ainsi que les romanciers encombrés d'abstraction ou de lyrisme gagnent à pratiquer isolément roman, essais et poésie. Séparation des genres? Non. Mais ordre mis aux gestes de l'esprit, choix du but.

***

Le théâtre, fait de temps et d'espace, offre à leur intersection l'acte : qui marque aussi le croisement des personnages.

Sur les planches, toujours l'action, cette main élevée au-dessus du visage.

***

Pauvre façon dont chacun se trouve exprimé par sa vie unique, par un unique destin! Qui ne portait en soi l'étoffe de plusieurs existences, la ratification de plusieurs destinées, l'origine de plusieurs bifurcations divergeant à l'infini? Ces autres existences, le grand jour de la rampe les éclaire : évoquant des personnes qui eussent dû prendre corps, des revenants qui n'ont jamais vécu. Toutes nos possibilités et nos impossibilités à la fois!

A Angkor, parmi les lianes suspendues sur l'eau croupie, dans un silence troublé seulement, parfois, par le cri des singes et le jacassement des perruches, je me rappelle le dieu terminal du pont des Géants. Cinq têtes, en pyramide sur cinq paires de bras parallèles... Dans les jungles des villes, n'est-ce point notre vie que nous voyons le soir, sur les programmes, se dédoubler et se multiplier, en listes d'acteurs?

Trois coups : le rideau, enfin, se lève sur tes ombres.

***

Presque toujours, le musicien est triste, le peintre heureux. Est-ce parce que la musique est le plus arbitraire des arts, le plus extérieur aux choses : tandis que le peintre puise dans l'univers, directement?

Le mot est un peu plus coloré et charnu que la note. La littérature se trouve à mi-chemin de ce domaine concret où logent les arts plastiques. Aussi le caractère de l'écrivain tient-il le milieu entre celui du peintre et celui du musicien.

***

Le Vieux Peintre, devant la cimaise, empoignant le débutant par l'épaule :

— Une pensée? Ce n'est pas assez dans un tableau. Diviser en trente-six carrés. Dans chacun de ces carrés, loger une idée.

Il ajouta, clignant de l'œil :

— Et que chaque carré soit d'un maître différent! Sinon, le tout n'est pas d'un maître.

Puis, insistant :

— Un vrai tableau? Devanture de coutelier. Pas un objet qui ne s'ouvre et ne montre huit lames.

Il poursuivit, sur un autre ton :

— Imaginez, par delà les toiles, leur sujet : les objets réels. Cette toile-ci est-elle un secours ou un obstacle pour les connaître? Y a-t-il opacité de la vitre?

Mais il bavarda longtemps encore...

Paroles sans danger. Les gens, autour des deux hommes, n'entendaient pas : ayant laissé au vestiaire — selon le Règlement — leur parapluie, leurs yeux et leurs oreilles.

***

Vieil usage de peintre que d'aller mettre le nez sur la toile, pour juger la façon dont les couleurs ont été posées, comment elles sont parties de la main, comment elles tiennent aux choses.

Scrutez dix lignes, çà et là, dans un gros livre...

***

Dans l'art d'écrire, il n'y a pas de « blancs », comme dans les arts plastiques, pas de ces grands panneaux unis, compensant les surfaces refouillées, que connaissent toutes les architectures, de la grecque à l'arabe, de la khmère à la chinoise. Le texte dure sans arrêt : l'esprit franchit en un instant la séparation de deux chapitres ou de deux tomes. L'intervalle, le repos, la sensation même d'espace sont donnés à l'esprit d'autre façon : par le changement du procédé qui s'attaque au réel.

***

Trente centimètres.

La dimension de l'œuvre est, dans les arts plastiques, une considération essentielle. On n'exécute pas, on ne juge pas de même façon une miniature, une fine gravure, une de ces intailles qui réclament la loupe, et telles de ces architectures dont les formes imposent, à qui veut les embrasser du regard, cent pas de recul. Ces vastes œuvres-là deviennent absurdes pour qui les touche. Quoi, ce farouche gonflement n'est qu'un orteil de la statue?

Rien de tel dans les arts dont la matière est non l'espace, mais le temps : musique, littérature. De quelque étendue que soit l'œuvre littéraire, — sonnet ou roman, haï-kaï de dix-sept syllabes ou histoire en dix volumes, — elle reste toujours, tout au long de sa durée, tableau de chevalet. Le lecteur la placera toujours à trente centimètres de ses yeux. Elle doit défiler tout entière, minutieusement, ligne à ligne. Quel que soit le nombre de ces lignes, quatre ou cent mille, elle doit passer par le chas du regard, le même regard de trente centimètres.

Donc, en aucun point de l'œuvre écrite, ni surcharge qui fasse nœud, ni ténuité qui menace de rompre, ni obscurité qui marque une coupure.

« Grande œuvre »... Grande? Je veux bien! Il faut d'abord que, d'un bout à l'autre, elle se trouve continûment réalisée par la suite des mots et le détail des phrases, sinon elle n'est pas. Audacieuse idée, acte généreux, savant essai, soit! mais non pas œuvre... Qualité du détail, continuité dans la valeur? Il en faut, de l'âme, pour suffire à cet épanchement sans trêve! Or, les seuls ouvrages qui défient le temps sont ceux qui peuvent subir une telle épreuve.

Bien sûr, pas seulement la minutie, mais les bras tendus du poète, et, de la nuque au jarret, la tension supérieure et magnifique! Bien sûr, si l'œuvre tout entière doit défiler mot à mot devant les yeux, à courte distance, le jugement, lui, sait prendre du champ : ce qui importe, c'est l'ensemble. Mais, tout d'abord, que le texte existe! Il est trop économique

de nourrir une idée sans corps! Aux maigres et démesurés fantômes, répondez : « Vous n'existez pas. Vous n'existez pas à trente centimètres. »

TRADITION

Tradition? Tout le passé, immensément penché sur le peu que nous sommes : faut-il repousser des mains pleines? Reste à savoir si cette image est plus qu'une image, si ce spectre est plus qu'un spectre.

***

La vraie tradition ne reçoit pas : elle retrouve. Elle va du présent au passé.

***

Les univers vibrants inventés par la passion, la fantaisie, la sagesse, tombent peu à peu, dans la suite des temps, aux mains des pédants ou des partis, qui les arment en forteresse ou en font des tombeaux. L'artiste, éternellement chargé de démolir.

Rien d'acquis, « toujours de l'audace », fût-ce pour persister!

***

Tradition suprême : celle de la « table rase ». Un sol nu, où repousse le monde...

***

Toujours tout remettre en question. Ou presque tout. Profil aigu de l'art qui explore...

***

Les idées, les idées éternelles, toujours les mêmes. Mais, ramassées toutes meurtries au pied d'une chaire, vous adressent-elles le même sourire que conquises de haute lutte, au fil du

regard? Non. Elles ne parlent pas de même, elles ne volent pas de même.

***

L'artiste, recevoir d'autrui une règle? Qu'il enfonce ce bâton-là dans l'eau claire de l'univers, malgré la vivante pression qui repousse le bois... La réfraction brise la ligne. Le fond se soulève et s'insurge.

***

Excuse des professeurs de beauté : un jour, l'élève redécouvrira la règle plus aisément et de façon plus totale, s'il l'a jadis apprise... Du moins faut-il que, dans l'intervalle, il l'ait oublié ou combattue.

Jadis, marcher sur le crucifix pour entrer en Chine.

***

Un esprit ne reçoit rien, directement, d'un autre esprit. Mais il est des combinaisons de signes, capables de déclencher en autrui l'angoisse, la recherche, la certitude.

***

Pareils aux « pierres purgatives » de jadis, les préceptes du passé traversent l'esprit sans s'user ni servir à rien. Les préceptes, non les exemples, qui savent agir.

***

« Écoles littéraires? » Aux vrais chefs, leurs propres dogmes ne vont qu'à l'épaule.

***

Rôle des écoles : fournir des moules tout prêts, à ceux qui n'osent tailler à même le monde.

***

Les groupes littéraires les plus célèbres, les plus nettement délimités, n'ont, en fait, jamais existé. Jeux de perspective, créés à distance par le point de vue de l'avenir. Parfois, simples classifications, pour la commodité de l'historien. Ces noms, aujourd'hui soudés par une épithète? Des hommes tournés, chacun avec son geste, vers différents points de l'horizon.

***

Les pires des « faux classiques »? Ce ne sont point des imitateurs qui suivent les maîtres, mais les maîtres eux-mêmes, vus par un esprit maigre.

***

Le superbe bond de la Renaissance reste un exemple. A tout élan vers l'avenir, il faut le tremplin du passé : mais rien qu'un coup de semelle!

Créer en copiant? Hélas, d'autres époques font l'inverse...

***

Chefs-d'œuvre du passé : spectres auxquels, pour revivre, il faut notre sang. Leur fréquentation a ceci de fort, qu'elle habitue le cœur à fournir l'horrible et vraie nourriture.

***

La vraie vie des œuvres est dans le temps même qui les produit, encore qu'il fasse toujours la vie dure à la grandeur et à la vérité... « Un jour viendra...? » Non! Les siècles dégradent le détail de l'édifice, égarent les clefs, avilissent le plan même à force de médiocres répliques.

***

Permanence et changement : l'une et l'autre indispensables au langage, comme à notre corps. Acceptons, à la fois, ces deux nécessités.

Cependant, entre expressions déjà mortes et tournures qui ont la vie devant elles, n'hésitons pas! Mais fuir certaines nouveautés, plus inutiles encore que les tics XVIIe siècle de tels écrivains...

***

N'importe quel langage, au regard des millénaires, peu solide véhicule de livraison! Il charge lundi la commande, passe mardi chez les pratiques, mercredi se présente au seuil de l'avenir, et n'arrive pas à la fin de la semaine.

***

Suivre un chemin frayé, c'est négliger l'ubiquité des profondeurs.

Dans le nombre infini des voies ouvertes à l'art, si l'une mène l'artiste à un but déjà touché par une autre plume ou un autre pinceau, il est sûr que, sans le savoir, il y a été conduit comme par la main : qu'il a voyagé de signe en signe, et non de réalité en réalité.

Le « déjà fait », toujours mauvais.

***

Il n'est de force, d'audace, de péril, il n'est de nouveauté vraie, de vraie tradition que dans la recherche de l'actuel. A jamais, que découvrir d'inédit? « Aujourd'hui », cette grande évidence.

***

Débarrassés des crasses du vernis et de la patine, les vieux maîtres ne manquent guère d'épouvanter par l'audace, par la crudité de leurs couleurs. Point seulement Rembrandt et Rubens, mais ceux qui passent pour sages.

Écartez les traductions, reportez-vous au texte : Homère, Platon, Virgile, Tacite, Horace même... Violences, essais, témérités! Ce sont eux, les modernes! L'académisme n'a jamais existé que dans les œuvres des académiciens.

***

Patine. Cassures. Usure... Lorsque, d'un chef-d'œuvre, ne subsiste plus qu'un reste glacé, incapable d'incendier l'âme, de la ravager, il est accepté par des esprits froids qui peuplent le monde. Entre ces esprits-là et les volcans éteints de l'art, se forme naturellement une ligue. Elle s'élève contre les audaces récentes qui n'ont point encore souffert des âges, mais dont l'auteur vit et peut souffrir.

***

Œuvre originale : étrange automobile auquel les imitations font marchepied. Elles posées, le public y monte tout de même. Surtout quand l'inventeur est enfin mis en terre, et que ce rude homme, avec ses taches de cambouis et son relent de sueur, n'est plus là pour incommoder les narines délicates.

***

Au tribunal de l'art, la décision définitive n'est jamais prise contradictoirement. Avant que les avocats aient fini de plaider, l'une des parties fait défaut. L'oubli juge.

***

Oubli : maître de toute foi nouvelle.

***

Le clown aux bras surchargés, qui laisse tomber un vase à fleurs ou une pendule pour ramasser une balle de caoutchouc : image de la mémoire, si ce n'était celle du jugement. Le difficile n'est pas de saisir.

***

Il est beau que l'exploration d'un pays inconnu se nomme « reconnaissance ».

***

Ne ressembler qu'à soi-même : quelle pauvreté!

***

Le faux neuf et le faux ancien, qui se haïssent, se valent.

***

Être neuf, c'est sans y penser, par ampleur, sur la marge. La fausse nouveauté, faite d'exclusion.

***

Toute nouveauté, si justifiée soit-elle, risque d'ôter plus qu'elle n'ajoute.

C'est ainsi que les innombrables faits apportés par ce XIXe siècle si fécond en découvertes ont, par moments, complètement brouillé des notions essentielles. Par exemple, bien que la bactériologie ait, depuis, merveilleusement rénové la médecine, on peut dire que, vers 1880, tels sectaires du microscope et de l'étuve, ne rêvant plus que germes et cultures et niant les réactions organiques, se trouvaient plus loin d'une notion adéquate de la maladie que ne l'avaient été, non pas même Hippocrate, mais le centaure Chiron, savant en herbes.

Et pourtant, pour être efficace, toute vérité doit apporter du neuf : doit s'être tachée de glaise fraîche à manier le monde.

***

Sur la tragédie balafrée des marbres, vole une libellule, comme une virgule cherchant place. Elle se pose à mi-hauteur d'une brindille, parmi des lauriers. Toute la broussaille : prodigieux pêle-mêle de chefs-d'œuvre : mains des pampres, feuilles diaprées, danse des branches!

Que les liserons montent à l'assaut des socles et des siècles! Qu'entre des morceaux d'architrave jaillisse la colonne d'un tronc! Bref, qu'œuvres et choses luttent de noblesse, de longévité... Tout cela ne vaut pas le rêve d'un enfant qui ne sait rien.

***

Pierres antiques, donnez en exemple, non vos formes ni vos mesures, mais vos pensées et ces mains loyales qui vous taillaient. Ne nous séduisez pas, ô mutilées, avec des avis incomplets!

Beauté des autres âges, divinité redoutable, propre à égarer. Les rites du savoir ne suffisent pas à t'affronter sans péril : il y faut l'aide des génies.

***

Abordez les hautes pensées non par étude, mais par amitié : elles vous la rendront.

LUC DURTAIN

L'UKRAINE

L'Histoire n'a vraiment qu'une bien piètre imagination. Chacun sait qu'elle aime à recommencer dans le temps. Mais on ignore davantage qu'il lui plaît aussi de se répéter dans l'espace. C'est ce qu'on observe, en feuilletant les annales de l'Ukraine. Les rives du Dniéper furent autrefois témoins d'événements analogues à ceux qui eurent pour théâtre les bords de la Seine, au temps où des tribus saliennes vinrent s'établir sur notre sol et nous donnèrent leur nom.

« Ami Rolland, je m'en irai en France; comme je serai à Cologne en ma chambre... » conte l'empereur Charles dans la plus célèbre des Chansons de gestes; et, plus loin, le poète ajoute... « En France, à Aix, s'en deit ben repairer... » Ainsi, au XIe siècle, bien longtemps après le traité de Verdun, l'opinion moyenâgeuse se représente les peuples du Neckar, du Rhin et de la Marne comme faisant partie de la même confédération et elle situe leur capitale très à l'Est aux frontières de la Germanie. Les effets de la scission de 843 ne se font réellement sentir que bien plus tard, quand les habitants de la Franconie délaissent l'appellation ancestrale et rompent les liens qui les unissaient à leurs frères ethniques de l'Occident.

Une aventure du même genre est arrivée au pays d'adoption de Rurik. Au Xe siècle, les descendants plus ou moins authentiques du Varègue, le prince Igor et son épouse Olga, fondent à Kiew le premier État « Russ ». Leurs sujets essaiment dans les régions du Nord et de l'Est, habitées par des races

diverses, en majorité finnoises, et s'y taillent une vingtaine de principautés et de duchés. La bonne harmonie règne, durant des années, entre ces groupements. Chacun des vassaux reconnaît plus ou moins la suzeraineté du pouvoir central, jusqu'au jour où l'un d'eux, « le très haut et sérénissime boïard moscovite », s'insurge contre son Seigneur, s'empare de ses domaines et confisque à son profit le nom et la puissance russes. Alors, le pays de Kiew réagit; et, pour affirmer sa personnalité, il renonce au titre qu'il a le premier porté; il choisit dans ses vieilles annales, dans les chroniques d'Hypace et de Volhynie, une appellation nouvelle; il substitue, en ce qui le concerne, le nom d'Ukraine[1] à celui de Russie; et, sous les plis de cette bannière nouvelle, il résiste, du mieux qu'il peut, aux tentatives d'absorption dont il est l'objet.

Est-il historiquement fondé à observer cette attitude? Son particularisme se justifie-t-il? les Russes du Volga et les Ruthènes du Dniéper sont-ils des groupes ethniquement distincts? On peut en discuter à l'infini. Pour les uns, il n'est point d'Ukraine; ce nom signifie frontière dans la langue de Tolstoï; preuve péremptoire, disent-ils, que ce pays est une simple marche, une avancée des terres moscovites vers le Sud. Pour les autres, au contraire, cette acception n'est pas valable, car, dans l'idiome de Chevtchenko, le seul qui doive faire foi, il existe des termes précis pour désigner la frontière : hranytzia, hran, kordon; le mot « ukraine » veut dire simplement pays slave : comme celui de Kraïna (la Carniole) en vieux dialecte bulgare ou croate; il n'a en tout cas, rien de commun avec le terme russe « okraïna » — qui, lui, signifie vraiment marche — et son récent dérivé français « Oukraïna » sous lequel les bolchévistes mentionnent dans le Gotha la patrie de Mazeppa, pour semer la confusion dans l'esprit de l'Europe : comme autrefois Pétersbourg par un stratagème analogue appela Petite-Russie le pays des cosaques pour mieux l'identifier à la Moscovie[2].

Ces discussions onomastiques se compliquent de que-

1. Ou de Ruthénie.

2. Depuis des siècles on appelle ce pays en français « Ukraine », sans tenir compte qu'en ukrainien le *U* se prononce *OU*; de même, on dit Italie et non Italia, Pologne et non Polska, Russie et non Rossïa.

relles linguistiques, que le voisinage de Byzance rend aussi embrouillées. Suivant les uns, le dialecte utilisé à Kiew et à Kharkow est un dérivé, sans nuances sensibles, de l'idiome en usage entre la Baltique et Vladivostok. Suivant les autres, au contraire, c'est un parler distinct comme le polonais, le serbe, le bulgare, etc...; apparenté seulement au russe comme le français l'est à l'italien, à l'espagnol et au portugais; d'ailleurs, disent-ils, l'Académie impériale de Pétersbourg a reconnu en 1906 le bien-fondé de cette thèse; et ils aiment à citer des termes qui ont une acception toute différente suivant qu'on les épelle à Moscou ou à Poltava; tels « likhoï » qui signifie vil ou valeureux; « chkap » armoire ou vieux cheval; « roja » gueule ou rose; « ourodlivyi » difforme ou magnifique; par contre, dans le camp adverse, on se plaît à citer des vers et des chansons, aussi compréhensibles à Nijni-Novgorod qu'à Odessa.

Les anthropologues, eux aussi, entrent en lice. Des études de crânes, des mensurations comparées servent à nier ou à prouver l'identité des types humains que l'on trouve sur le Dniéper inférieur et la Haute Volga. Enfin, historiens et sociologues disputent à leur tour sur le nombre d'années durant lesquelles la Russie du Nord et celle du Sud durent subir l'influence de l'Asie; ils défendent ou contestent la remarque souvent citée de Kostomarov, sur les différences d'ordre social et psychique qui distinguent leurs compatriotes des slaves septentrionaux : « Chez les Moscovites, la famille rurale ne se divise pas. Le « mir » (cet ancêtre des kolkhoses bolchévistes) existe à l'état naturel depuis des siècles. Chez les Ruthènes au contraire, l'instinct de la propriété est enraciné depuis des générations; le système communal, qui subordonne l'individu à un maître abstrait, est considéré comme un servage dégradant... »

On risque de se perdre dans le désert de ces discussions stériles comme les toundras sibériennes. La critique impartiale considérera comme secondaire que les populations de la Kiéwie et de la Podolie constituent ou non une entité définie, un rameau ethnique distinct. L'essentiel est qu'elles le pensent. A une époque où le nationalisme fait loi, les arguments tirés de la morphologie, de la syntaxe, de la psychologie, de l'his-

toire, importent peu. Chacun les interprète à sa guise; et, chez les peuples en mal d'indépendance, la volonté d'émancipation l'emporte sur toute autre considération. On ne persuade pas à un pays qu'il est mal fondé à demander sa liberté. L'essentiel est qu'il s'imagine y avoir droit. Les aspirations de ses habitants n'ont pas comme base ce qui est mais ce qu'on croit qui est. Peu importe si la race est formée comme tant d'autres d'un petit nombre d'autochtones croisés durant des millénaires avec d'innombrables éléments étrangers. Seule entre en ligne de compte la conviction que l'on a de former un groupe défini, de constituer une personnalité distincte, de vouloir mener une vie propre dans des frontières à soi.

Or, ce sentiment existe, intense en Ukraine depuis des lustres. Dans son histoire de Charles XII, Voltaire le note en termes explicites : « L'Ukraine, dit-il, a toujours aspiré à être libre; mais, étant entourée de la Moscovie, des États du Grand Seigneur, et de la Pologne, il lui a fallu chercher un protecteur et par conséquent un maître dans ces trois États. »

On ne peut résumer plus clairement l'histoire du pays cosaque depuis ces derniers siècles, et les difficultés avec lesquelles il se trouve aux prises de nos jours. Sa situation politique demeure en effet à peu près telle qu'elle se trouve exposée dans ce raccourci saisissant. Mais elle est, au demeurant, aussi mal connue. Car, la Russie méridionale est, comme autrefois, soumise à des gouvernements étrangers, et chacun le sait, il n'est pas dans l'habitude des auteurs de rédiger leurs manuels avec les annales et les placets des peuples vaincus.

On comblera cette lacune si l'on veut bien examiner avec objectivité l'histoire de l'Ukraine depuis le xe siècle. On notera l'influence persistante qu'eut sur elle l'Occident; ses relations suivies, grâce à ses ports de la mer Noire, avec Gênes et la République Sérénissime; la diffusion du latin, au moyen âge, dans ses écoles et ses monastères; l'esprit européen dont elle s'imprègne, en dépit de ses attaches avec Byzance; les efforts de ses grands hetmans Chmelnitzcky, Mazeppa, Dorotchenko pour lui assurer sa liberté; l'antagonisme spirituel qui la dresse inconsciemment contre une

Moscovie blanche ou rouge, plus imprégnée qu'elle-même d'orientalisme. En cherchant à échapper à la tutelle bolchéviste, elle se tourne d'instinct vers ses vrais éducateurs d'Europe. Mais, encore une fois, ces observations ne suffisent pas à expliquer son action séparatiste et sa volonté d'indépendance. On constate l'existence d'une mystique nationaliste; mais c'est perdre son temps que de vouloir en apprécier les mobiles et en définir les raisons.

L'UKRAINE DES ORIGINES A 1914

Sviatoslav, fils d'Igor, descendant présumé de Rurik, règne sur la Kiéwie de 960 à 970. Souverain d'un État déjà important, il songe, telle Catherine plus tard, à prendre le chemin de Byzance et à se substituer aux Porphyrogénètes. Cette ambition, qui, dès lors, ne cessera de somnoler dans les cerveaux des princes slaves, se révèle pour la première fois chimérique. Sviatoslav ne s'attarde pas à la poursuivre et il étend ses domaines du côté de l'Est, vers la Caspienne où ses sujets fondent des colonies importantes.

Son fils, Vladimir le Grand, embrasse le christianisme, épouse Anna, sœur du Basileus, et constitue définitivement la monarchie russe qui se compose essentiellement de l'Ukraine actuelle avec quelques petites principautés feudataires du côté de Rostov et de Cracovie. La vie intellectuelle et artistique de la nouvelle nation se développe; des chroniqueurs content son histoire; des législateurs forgent ses codes; et, en des vers précieux, des sortes de troubadours chantent ses gloires et ses héros. Sainte-Sophie de Kiew rivalise en splendeur avec Sainte-Sophie de Constantinople; Anne, la petite fille du roi, épouse Henri Ier de France; ses sœurs deviennent reines de Norvège, d'Angleterre et de Hongrie; et cette situation prospère se prolonge jusqu'à la mort de Jaroslav fils de Vladimir.

Alors la décadence survient, rapide. Les vassaux s'émancipent : indisciplinés comme des barons francs, quelques-uns portent les armes contre leur souverain; des guerres intestines éclatent; et une nouvelle poussée des hordes asiatiques achève de disloquer le premier édifice bâti par la civi-

lisation médiévale en terre sarmate. Ne trouvant aucune barrière devant eux, les tribus pétchénègues, torques, koumanes, se répandent dans le pays; bataillant à tort et à travers, comme leurs congénères d'Asie Mineure, intervenant dans les conflits entre les princes ukrainiens, toujours à la solde du plus offrant et à la recherche de la razzia la plus fructueuse. Les villageois, apeurés par ces bandes de loups errants, abandonnent leurs terres noires et se réfugient dans les forêts du Dniéper ou les montagnes des Carpathes. Le pays se dépeuple et, par surcroît d'infortune, il se voit bientôt attaqué par le prince des Souzdal, l'ancêtre des Moscovites, et au XIIe siècle achève de perdre son indépendance[1].

A ce moment, débouche de l'est le gros de l'armée mongole, dont, depuis deux cents ans, la Kiéwie n'avait connu que les avant-coureurs. Admirablement équipées, pour l'époque, les troupes de Témoudjine, le Khan des Khans, fils de la Biche Miraculeuse, bousculent sans peine les contingents de l'Europe après avoir conquis la Chine et toute l'Asie Centrale. Rien ne résiste aux traits de leurs catapultes mobiles, aux carreaux de leurs archers merveilleux; en 1223, elles écrasent sur les bords de la Kalka les chevaliers ukrainiens unis aux cavaliers de la horde de Kiptchak; en 1240, elles s'emparent de Kiew; et l'année suivante, à Liegnitz, elles livrent bataille à l'armée des Saxons, Polonais, Russes, Hongrois et Dalmates, renforcée de nombreux templiers français. L'Empire tartare s'étend sans solution de continuité de Pékin à la Vistule, englobant tous les pays slaves qui, sous l'administration inflexible mais juste de ses Darogas, voient leur vie politique suspendue. Le roi des Espagnes dira plus tard que le soleil ne se couche pas sur ses États; le Khan de Kara Koroum, aux connaissances cosmographiques plus imprécises, se satisfait en déclarant qu'un cavalier partant du centre de ses États doit marcher pendant un an pour en atteindre une frontière quelconque.

Malgré les doléances des chroniqueurs médiévaux, les peuples du Dniéper comme les autres s'accommodent de cette domination. Ils sont libres de pratiquer leur culte, d'obéir à leurs lois, de cultiver leurs champs, à condition de payer avec régularité

1. Consulter pour cette période : M. Hruchevsky, *Histoire de l'Ukraine*. Giard et pour le XIXe siècle : Elie Borschak, *Le mouvement national ukrainien*. Alcan.

les impositions et de se soumettre sans mot dire aux réquisitions nécessitées par l'envoi du ravitaillement aux « toumans » de l'Empereur. Ils n'ont pas d'histoire pendant cette longue période; mais, si l'on en croit le dicton, ce n'est pas une raison de penser qu'ils aient été très malheureux.

Quand ils réapparaissent à nouveau dans les annales de l'Europe, après le reflux du raz de marée mongol, c'est pour connaître la domination successive des princes de Galicie et de Volhynie, de Lithuanie et de Pologne. Mais, l'instinct d'indépendance s'est réveillé; et il se constitue dans les îles du Dniéper, au delà des cataractes ou « Porogues », une sorte de chevalerie, les Cosaques Zaporogues, qui entreprend de purger le pays de ses envahisseurs tartares ou autres et que ses exploits et razzias rendent bientôt célèbre.

Grâce à cette protection, les villageois et citadins reprennent confiance. Les terres noires se repeuplent, Kiew se rebâtit, et, au début du XVIIe siècle, la capitale de Saint-Vladimir a presque recouvré sa splendeur d'antan. Son métropolite Borecki entretient des rapports étroits avec les milieux intellectuels de l'Occident; et, après une tentative infructueuse des chefs zaporogues pour s'émanciper de la tutelle polonaise comme ils se sont émancipés de la tutelle tartare, on voit apparaître le première figure vraiment nationale de l'Ukraine, l'hetman Bohdan Chmelnitzcki, chef de la sotnia de Tchyhyryn, ancien capitaine de l'armée française pendant les opérations du siège de Dunkerque.

Soldat heureux, il réussit à faire accepter son autorité par les turbulents cavaliers de la steppe, et s'en va, à leur tête, attaquer les troupes du roi Jean-Casimir. Vainqueur, grâce à l'aide du Khan de Crimée, il conclut avec la Pologne le traité de Zborow qui, en 1649, assure l'indépendance du pays cosaque. Il entreprend alors la mise en valeur de sa riche patrie; donne ses soins à Kiew; attire de nombreux spécialistes étrangers, conclut des alliances avec le Sultan, le Grand Électeur, le Doge; propose même au roi Charles X de mettre la Kiéwie sous la protection suédoise; mais il fait montre d'imprévoyance politique en concluant avec son voisin de l'Est le traité de Péréiaslaw qui l'autorise à placer des garnisons dans les principales villes de la Kiéwie. Ainsi introduit dans la bergerie

ruthène, le loup moscovite ne va plus en sortir. Tant que le pâtre qui l'a amené maintient l'ordre et la discipline parmi le troupeau, il observe les conditions de l'accord et demeure à l'emplacement assigné. Mais, quand disparaît Bohdan Chmelnitzcki, en 1657, et que les cosaques en reviennent à leurs habitudes turbulentes, les chefs des détachements russes prennent l'habitude d'intervenir dans les conflits et la vie politique des habitants; et malgré les efforts des hetmans Jean Wyhowski et Pierre Dorochenko, l'Ukraine passe peu à peu sous la tutelle du tsar; achevant de perdre en 1684 ses privilèges ecclésiastiques, qui lui sont retirés par le Patriarche de Constantinople au profit du Patriarche de Moscou.

Une période confuse s'ouvre alors jusqu'aux premières années du XVIIIe siècle. Sur son écran imprécis, se détache seule la silhouette du personnage le plus populaire des terres noires, l'hetman Jean Mazeppa. Ancien page du roi Jean-Casimir, le héros cosaque, chassé de la cour à la suite de prouesses amoureuses, était revenu dans son pays, ligoté sur un cheval indompté, ou par tout autre mode de transport moins romantique et plus confortable[1]. Compagnon et ami personnel du tsar, il est, par son appui, nommé hetman de la confédération cosaque et se montre, au début, vassal fidèle. Il poursuit l'œuvre de renaissance entreprise par Chmelnitzcki, fonde une Académie, bâtit des villes et comble de libéralités les monastères, sans oublier, si l'on en croit la légende, d'entasser de fabuleux trésors dans son palais de Batouryne.

Puis, il en vient à rêver, lui aussi, d'émancipation; subissant le charme de cette mystique nationaliste qui fait sentir ses premiers effets au début du XVIIIe siècle, comme le note Voltaire sans l'expliquer; imitant ce Jean Patkul qui porte les armes contre la Suède « pour défendre les privilèges de la Livonie, sa province » et répondant à Pierre Ier qui lui demande de discipliner ses cosaques : « La situation et le génie de l'Ukraine s'y opposent. »

Avec de tels sentiments, il ne manque pas de profiter de la première occasion d'émanciper sa patrie. Son prédécesseur

1. Sur cette légende et sur l'ensemble de la vie de Mazeppa, on consultera utilement l'ouvrage de MM. Martel et Borschak (*Mazeppa*), paru d'ailleurs en partie dans la *Revue de Paris*. (N. D. L. R.)

Chmelnitzcki a tenté de lier partie avec Charles X de Suède; lui, offre son concours et son alliance au roi Charles XII qui, depuis dix ans, bat l'estrade en Europe centrale à la tête d'une armée jusqu'alors invincible. Il le décide à prendre le chemin du Dniéper inférieur, où il se charge de l'approvisionner, de lui amener des renforts, et de constituer une base de départ pour la marche ultérieure sur Moscou. Il a soin d'ailleurs de stipuler par traité, qu'en échange de cette aide, « l'Ukraine et l'armée zaporogue devront être libres de toute domination étrangère ».

L'entreprise se termina par le désastre que l'on connaît; et il est de mode de s'appesantir sur son caractère chimérique. Relevons cependant que Charles XII, favorisé jusqu'alors par le destin, connut subitement toutes les formes possibles de la malchance : hiver redoutable de 1709; destruction de l'armée rassemblée par son allié Mazeppa, par suite de la trahison d'un chef cosaque; défaite de Lewenhaupt qui lui amène de Suède seize mille hommes de renfort; erreur de son lieutenant Creutz à Poltava, pareille à celle de Grouchy à Waterloo; et surtout la grave blessure qui le couche sur un brancard la veille de l'engagement décisif et l'empêche de mener l'attaque avec son incomparable élan.

Que, malgré ces contretemps, il ait été à deux doigts de réussir, de repousser Pierre Ier, de s'emparer de Poltava et de s'ouvrir la route de Moscou, la chose paraît peu douteuse. Les dirigeants russes ne s'y trompent point quand ils considèrent la journée du 9 juillet 1709 comme la plus glorieuse pour leurs armes, et quand ils vouent chaque année jusqu'en 1914 à l'exécration publique le nom de celui qui, en attirant l'orage suédois sur leurs terres du Sud, faillit consumer leur ruine : « le traître Mazeppa. » Malgré la perte de ses trésors et la dispersion de ses sotnias, l'hetman apporte en effet des concours précieux aux Scandinaves. « Ses cosaques, conte Voltaire, enragés contre les Russes, arrivèrent par troupes au camp de Charles XII et le firent subsister »; pendant le siège de Poltava, il fut sur le point de livrer la ville à ses alliés, grâce aux intelligences qu'il entretenait parmi la population; et, même après la déroute, en exil à Bender, avec le héros suédois, il apparaissait encore si redoutable que le

tsar fit des démarches pressantes auprès du Divan pour qu'on le lui livrât.

Quand il mourut sur ces entrefaites, de vieillesse et de chagrin, disent les uns, empoisonné, prétendent les autres, comme un autre proscrit illustre à la cour du roi Prusias, son prestige, consacré par le malheur et le martyre, acheva d'étendre son ombre sur tous les coins de la terre ukrainienne. Il devint le héros légendaire, chanté par les bardes nationaux comme par les poètes étrangers, Victor Hugo, Byron, Pouchkine, Slowacki; une manière de Bolivar et de Garibaldi; le héros de la cause sacrée, le cavalier invincible, dont on vante à la veillée les exploits fabuleux, et dont on escompte en secret l'intercession mystique à la tête des escadrons libérateurs.

Son successeur, l'hetman Orlik, élu par les Cosaques ruthènes, dès la nouvelle du décès de leur chef, s'abouche avec Charles XII demeuré à Bender. Il s'allie aux Turcs et les aide à remporter sur le Prouth l'importante victoire qui, sans le dévouement de la tsarine, anéantissait toute l'œuvre de Pierre le Grand. Il ne peut empêcher le Divan, acheté par le tsar, de libérer l'armée russe prisonnière; et, la paix conclue, se sentant incapable de tenir tête seul aux forces moscovites, il parcourt l'Europe, quêtant des appuis et des secours. Mais il se heurte à des portes fermées, à des nations épuisées par la longue guerre de la succession d'Espagne; et, laissé à ses propres forces, il est refoulé avec ses Cosaques au delà de la frontière turque, et doit installer sa capitale, sa « Sitch », sur les bords de la mer Noire.

L'Ukraine, privée de ses défenseurs, perd son semblant d'autonomie. L'hetman qui succède à Orlik n'a plus qu'un pouvoir nominal. Le délégué du tsar administre en fait le pays. Des ukases interdisent l'usage des livres écrits dans l'idiome local; et la « russification » se poursuit avec une fermeté qui aurait sans doute abouti à l'amalgame désiré par Pétersbourg, si, comme il en advint bien souvent par la suite, le groupe occidental des Ruthènes placé sous une domination moins stricte n'avait pieusement conservé l'esprit, les traditions et le langage de la patrie.

Un instant, l'emprise moscovite se desserre. La tsarine,

éprise du bel Ukrainien Alexis Razoumovsky, manifeste quelque bienveillance à ses compatriotes et leur restitue quelques-unes de leurs libertés. Mais, avec Catherine la Grande, on en revient aux méthodes de coercition chères à Pierre Ier. Le dernier hetman, Cyrille Razoumovsky, frère du favori Alexis, est déposé, et le régime d'administration directe remplace officiellement ce qu'on nomme, en style moderne, le système de protectorat. L'Ukraine se voit appliquer la même législation que le reste du pays; on introduit chez elle le servage qu'elle ignorait; son sol est partagé en grands domaines attribués aux seigneurs, autochtones et étrangers; son collège « petit-russien » ouvert sous Élisabeth est définivement fermé; enfin la « Sitch » des Cosaques, capitale de ses défenseurs traditionnels et symbole de ses libertés, est rasée en 1775.

Les réactions contre ces mesures se font de moins en moins vives. On ne manifeste plus son esprit frondeur en omettant, comme au début du siècle, de chanter le *Te Deum* dans les églises de Kiew pendant la fête du tsar; l'esprit nationaliste tombe en somnolence; la noblesse, gagnée par une politique habile, accepte, en échange de son loyalisme, des emplois à la Cour, à la Garde et dans les gouvernements; elle se laisse fasciner par cet étalage de libéralisme et de tyrannie, de faste et de rudesse, d'orgueil et de générosité, qui caractérise la puissance russe, et qui impressionne tant les peuples, aux portes de l'Orient; elle assiste, à peu près indifférente, à l'incorporation de nouvelles terres peuplées d'Ukrainiens dans les domaines de l'Empire, après les partages polonais; aux poursuites exercées contre les prêtres uniates qui persistent à dire leurs prières en ruthène, qui bâtissent leurs chapelles dans le style local, et qui, suivant une règle bien connue sous ces latitudes, identifient l'intérêt de leur religion avec celui de leur patrie.

Ainsi battu en brèche, l'ukrainisme trouve un dernier refuge dans la seule province qui échappe à l'emprise russe : la Galicie. Il en fait sa citadelle, sa place d'armes, grâce à la tolérance de Marie-Thérèse et de Joseph II, intéressés à s'assurer des appuis politiques à la fois contre les revendications polonaises et le panslavisme menaçant. Des collèges et séminaires

s'ouvrent à Léopol et à Vienne; la langue ruthène est officiellement autorisée; et, dans les années qui précèdent la Révolution, l'Empereur accorde aux populations petites-russiennes des prérogatives administratives qui sont une manière d'autonomie.

Aussi, quand souffle le vent de 1789, ce foyer national ne manque pas de s'embraser comme tant d'autres, et ses étincelles allument d'autres incendies par delà les frontières en Russie méridionale. Deux notables de Kiew, les frères Kapnist, prenant le bâton de pèlerin, dont se servira plus tard Mickiewicz, parcourent l'Occident, et cherchent à intéresser à leur cause des souverains et des hommes d'État, parmi lesquels les Français Mirabeau, Boissy d'Anglas, La Révellière-Lépeaux, etc... Mais, comme autrefois celle d'Orlik, la tournée des deux propagandistes s'effectue à un mauvais moment. Toute l'Europe est en guerre et nul n'a le souci de songer à ce qui se passe très loin du côté de la mer Noire et des Cosaques.

Le nouveau tsar, Paul Ier, prête cependant l'oreille à cette rumeur qui monte des frontières de son Empire. Ce monarque, déséquilibré ou non, fait montre de clairvoyance et de souplesse dans maintes questions politiques. Il refuse de participer à la lutte contre Bonaparte, et met le doigt sur cette plaie des nationalités qui ronge en secret l'organisme russe. Il s'applique à se concilier les allogènes, donne la liberté à Kosciuszko et choisit comme premier ministre un ukrainien, Bezborodko. Cette ligne de conduite, si peu conforme à celle de Catherine et de Pierre, apparaît aux ultras comme un signe, désormais certain, de l'aliénation de leur souverain, qui meurt assassiné en 1801; et, son successeur Alexandre se hâte d'annoncer, le premier jour de son règne, « le retour aux traditions de sa glorieuse grand'mère », autrement dit à la « russification » d'antan.

Malgré cette déclaration, et le renouveau de tyrannie centralisatrice, les provinces ukrainiennes, réveillées par le fracas des canonnades napoléoniennes, prêtent de plus en plus l'oreille aux proclamations des soldats de la liberté. Des comités secrets se fondent, analogues aux Carbonari, dirigés comme ceux-ci par des universitaires, des écrivains, des avocats; ils s'attachent à rénover la langue locale, à rappeler

aux populations le glorieux passé de la Kiéwie, les légendes de la steppe et les courses aventureuses de ses hetmans. Le sentiment national progresse ainsi, guidé par son éternelle avant-garde, l'élite pensante et lettrée; et, à son extrême pointe marche Jean Kotlarevski, dont l'œuvre populaire, en particulier l' « Enéide travestie », marque le véritable essor intellectuel de la Ruthénie. La situation générale favorise ce mouvement. Le prestige de l'Empire décline sous les coups que lui portent les « frantzouzys »; et les allogènes commencent à remuer sous la botte du géant moscovite. Des proclamations plus ou moins apocryphes, et signées Bonaparte, circulent sous le manteau. En Volhynie, rapporte un agent secret, « les paysans prédisent la fin prochaine de la Russie ». A Poltava, au cours d'un banquet, un notable influent, Lukachévitch, porte un toast enthousiaste au nouveau dieu de la guerre; et l'Ukraine, dit-on, attend l'arrivée de la Grande Armée, dans l'espoir d'être délivrée à la fois du servage et de la tutelle tsariste.

Cet état de choses retient l'attention de Talleyrand et d'Hauterive. Ils proposent à l'Empereur de créer en Russie méridionale un État indépendant, qui portera le nom de Napoléonide. Cette idée apparaît séduisante au grand bâtisseur d'édifices politiques. Mais comment la concilier avec les vœux des fidèles Polonais qui songent, eux aussi, à rétablir leur patrie dans ses anciennes frontières, et combattent avec cet espoir sous les drapeaux français? Comment libérer le pays de Mazeppa sans toucher au pays de Kosciuszko? Aux prises avec ce dilemme, Napoléon cherche à en remettre à plus tard la solution. Aux compagnons de Poniatowski, il se contente d'attribuer le minuscule duché de Varsovie qui réserve la question de la Russie méridionale. Mais, d'autre part, il hésite à libérer l'Ukraine comme il hésitera à Smolensk à libérer les serfs. Ses irrésolutions en face du problème immense et inconnu des nationalités russes obscurcissent son clair génie militaire. Hanté par le destin de Charles XII, il n'ose entreprendre la marche sur Kiew et porter secours à ces mêmes Zaporogues qui l'appellent comme ils ont appelé jadis le héros suédois et demandent qu'on mette à leur tête le plus prestigieux des hetmans — Murat.

Finalement, il s'enfonce dans les plaines déshéritées du Nord au milieu de populations hostiles, au lieu de gagner les riches régions méridionales où l'attendent des alliés; et son armée subit le destin de celle des Scandinaves un siècle auparavant, faute peut-être d'avoir suivi cette fois avec d'autres effectifs et d'autres moyens la route de Poltava.

Avec les traités de 1814, c'en est fait encore une fois de l'indépendance ukrainienne. Le géant moscovite a recouvré toute sa vigueur et ses peuples impressionnés se gardent de bouger. Après l'agitation fiévreuse qui marqua l'entrée des Français au Kremlin, c'est le grand calme, le silence blanc des jours d'hiver dans la plaine infinie. Des commissions circulent, au reste, pour rechercher les anciens adhérents au mouvement séparatiste et raffermir le loyalisme des habitants.

De la sorte, de longues années passent avant que l'Europe se doute que sur les rives du Dniéper se joue un drame semblable à ceux qui l'émeuvent en Pologne et en Grèce, sur les bords de l'Égée et de la Vistule. L'action ici est toute en profondeur. Elle se passe dans l'arrière-scène, le rideau baissé. Ses acteurs, les fils spirituels de Kotlarevski, bravant la censure, font paraître des journaux ruthènes (*Ukraïnski Vistnyk* et *Ukraïnski Zurnal...*), des études historiques, des lexiques, des grammaires en langue locale. Groupés autour de l'Université de Kharkov, ils suivent les tendances de l'époque : à la fois patriotes et révolutionnaires, chauvins et collectivistes, admirateurs passionnés de Saint-Simon et de Fourier, de Fichte, de Hegel, en même temps que de Bolivar, de Bohdan Chmelnitzcki et de Mazeppa, ils veulent à la fois libérer leur pays de ses chaînes politiques et de ses liens sociaux, chasser l'étranger et faire disparaître les inégalités de classes, inaugurer l'ère de l'indépendance aussi bien que celle de l'âge d'or.

Leur action occulte n'est pas sans influence sur cette conjuration décabriste de 1825 qui, avec le recul du temps, apparaît comme le prologue du grand drame de 1917, le lever du rideau de la pièce, où le nationalisme, acteur occulte, jouera le rôle décisif. Ils assistent, cinq ans plus tard, à la révolte polonaise et à la fermeture de l'Université de Vilno; bénéficiant de cette disparition, et d'un semblant de libéralisme

gouvernemental, ils sont autorisés à faire de nouveau de Kiew leur centre intellectuel; ils s'y groupent sous la direction d'écrivains éminents, Maximovitch, Kostomarov, Kouliche et surtout Taras Chevtchenko, le poète prestigieux qui remplit dans la terre ruthène le même rôle d'animateur qu'autrefois Roustavéli dans la montagne géorgienne.

Mais leur organisation placée en 1846 sous le signe des apôtres slaves Cyrille et Méthode ne tarde pas à porter ombrage au gouvernement. La censure s'inquiète des libelles qui circulent, de l'état d'esprit qu'ils suscitent. Leurs auteurs découverts sont jetés en prison ou expédiés en Sibérie. Les principaux membres de la Confrérie ont bientôt le même sort; et nul n'aurait connu leurs agissements si, en ces dernières années, les Bolchevistes n'avaient forcé les armoires du Kremlin, et livré les secrets des archives tsaristes.

A nouveau atteint dans ses œuvres vives en Russie, l'ukrainisme continue à prospérer en Galicie, grâce aux Habsbourg qui l'utilisent contre le « polonisme »; et la révolution de 1848 lui fournit l'occasion, comme aux autres particularismes austro-hongrois, de passer de la passivité à l'action. Les chefs ruthènes profitent de l'effervescence générale pour constituer un gouvernement autonome, la « Holovna Ruska Rada », et adressent une proclamation à tous leurs frères ethniques, « à l'ensemble de ce grand pays qui jadis égalait en gloire de puissantes nations et que des catastrophes successives ont fait tomber sous la domination étrangère ». Ils obtiennent de Vienne, sinon la reconnaissance de leur autonomie, du moins des concessions importantes : administration séparée, usage officiel de leur langue dans les écoles, chaires à l'Université de Léopol, privilèges divers pour le clergé uniate, etc...

Mais ces avantages ne sont pas tous maintenus; la crise passée, le Ball-Platz oublie les engagements pris envers ceux dont le loyalisme lui était nécessaire. Un Polonais, le comte Goluchowski, prend bientôt sa direction, et favorise ses compatriotes galiciens au détriment des Ruthènes. Malgré tout, le sort de ceux-ci reste enviable si on le compare à celui de leurs frères de Kiew et d'Odessa.

Là, les événements de Crimée et l'arrivée des soldats de Napoléon III à Sébastopol provoquent une émotion compa-

rable à celle qui envahit le pays lors du passage des Suédois sur les rives du Borysthène et de la Vieille Garde sur les bords du Niémen. Pétersbourg, inquiet, imite Vienne pendant la crise de 1848 et donne un peu de jeu au carcan qui enserre les minorités. Il met en liberté les chefs de la Confrérie Cyrille et Méthode; il les autorise à résider dans la capitale, où, sous l'œil vigilant de la censure, Kouliche, Kostomarov et Chevtchenko peuvent à nouveau publier des ouvrages en leur idiome et même une revue mensuelle, *Osnova.*

Cet accès de libéralisme est interrompu par la nouvelle insurrection polonaise en 1863. Alexandre II, favorable aux allogènes, se persuade que la révolte des faucheurs est la conséquence de son attitude généreuse; et il en revient à l'absolutisme de ses prédécesseurs. Son ministre Valoueff surtout s'attache à extirper des terres noires les racines du « mazeppisme »; et, dans une circulaire, il énonce l'aphorisme célèbre : « Il n'y a jamais eu de langue petite-russienne; il n'y en a pas; il ne peut pas y en avoir; ce qu'on appelle ainsi est notre idiome national corrompu par l'influence polonaise. »

Malgré ce nouveau contretemps, l'ukrainisme poursuit allégrement sa route, grâce encore une fois aux Ruthènes d'Autriche, où de jeunes écrivains dirigés par Fedkovitch, le « rossignol de la Bucovine », réussissent par leurs écrits à faire connaître le destin malheureux de leur nation au monde occidental. En France, plusieurs personnalités s'intéressent à l'éveil de ce peuple ignoré et Napoléon III lui-même lui apporte un instant le concours de son esprit rêveur et de sa volonté versatile. Mais la guerre de 70 fait s'évanouir les velléités d'intervention toute morale qui se manifestent çà et là.

Vaincu, le défenseur classique des petits peuples en mal d'indépendance est trop occupé à panser ses plaies pour continuer à se pencher sur celles d'autrui. A la recherche de partenaires dans sa lutte contre le germanisme, il ne tarde pas à lier partie avec l'Empire tsariste, et, de ce fait, s'interdit toute immixtion dans les affaires intérieures de son nouvel allié. Il ignore par principe les embarras que lui causent ses allogènes; et il a garde de dévoiler ce qui risquerait de ternir son prestige.

De la sorte, bien peu soupçonnent la raison profonde des

drames qui bouleversent chroniquement la Russie. On range les sursauts de révolte des minorités, ukrainienne et autres, sous la rubrique d'actes terroristes, suivant la formule « passe-partout » de l'Okhrana; on prête une attention médiocre à cet important édit de 1876, qui renforce les mesures de rigueur prises à l'égard des allogènes, interdit l'usage des idiomes locaux dans toutes les manifestations de la vie publique, prohibe l'importation des livres, brochures et même des partitions musicales, écrites en ruthène ou en géorgien, et interdit même de se servir du terme d'Ukraine pour désigner la Petite-Russie. On ne cherche pas à discerner une relation de cause à effet entre ces brimades et l'assassinat du tsar Alexandre II en 1881; on impute au « nihilisme » seul tout ce qui est le fait d'un patriotisme déçu; et si l'on s'inquiète parfois des progrès marqués des idées révolutionnaires dans le grand État slave, on ne remarque point que les Polonais, Baltes, Finlandais, Caucasiens, etc., forment la masse des comités dits nihilistes, et qu'en menant la guerre au tsarisme, ils songent surtout à la délivrance de leur pays, comme l'indiquent à la fois une lettre écrite à ce moment par le gouverneur d'Odessa A. Totleben : « Le socialisme recrute à Kiew ses plus grands fanatiques... » et une remarque célèbre : « Les Ukrainiens vont à la révolution avec les œuvres de Karl Marx dans une poche et dans l'autre celles de Chevtchenko. »

Conflit russo-turc, guerre d'Extrême-Orient, soulèvement de 1905... Au moindre des coups de bélier qui ébranlent l'édifice tsariste, se découpent ainsi des brèches béantes dans des murs d'apparence solide, mais secrètement minés par de silencieux démolisseurs. Mal interprétée comme celle de 1825, la révolution de 1905 apparaît sous son vrai jour en Ukraine : une nouvelle tentative d'émancipation des minorités. Aux élections de 1906, le parti nationaliste ruthène, dirigé de Genève par Michel Drahomanov, envoie à la Douma cinquante représentants réclamer l'autonomie de la province, la restitution de ses privilèges et la transformation de la Russie en État fédératif.

L'édit du 17 octobre donne en partie satisfaction à ces demandes. Les Ukrainiens comme les autres allogènes se voient reconnaître une certaine liberté, le droit de publier

des journaux, d'ouvrir des écoles et d'organiser des sociétés; mais cet accès de libéralisme est éphémère comme les précédents. Déterminé par la crise et les mouvements insurrectionnels, il fait place à une réaction violente quand la situation se raffermit. L'énergique Stolypine prend la barre des mains du nonchalant Gorémikine, et, au lieu de jeter du lest et de louvoyer, comme le demandent les libéraux et les patriotes clairvoyants, il redresse l'esquif et le conduit droit à travers la tempête sans s'inquiéter de ses voies d'eau. Il dissout la première Douma, puis la seconde; traque sans merci les autonomistes, séparatistes, socialistes, confondus sous la même épithète par sa police; dissout les clubs, ferme les imprimeries; et, grâce à des élections menées à l'orientale, il obtient, à la troisième tentative, une Chambre obéissante et conforme à ses vœux, une Chambre d'où il a éliminé les représentants des allogènes, qu'il relègue dans une ombre dont ils sortiront dix ans plus tard, pour porter, cette fois, au Régime en compagnie des bolchevistes une botte mortelle.

ROGER LABONNE

(*A suivre.*)

L'IMPÉRATRICE EUGÉNIE

ET

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE

Nous nous proposons d'étudier ici l'attitude qu'elle a prise, dans ce domaine, avant la guerre de 1870. La diplomatie européenne a toujours obsédé l'esprit de l'Impératrice. A l'époque de son mariage, il y avait seulement quatre grandes puissances en Europe : la Russie, l'Autriche, la France et l'Angleterre. Avec l'Angleterre, l'Empire était relativement en bons termes, et la Russie, depuis la guerre de Crimée, paraissait lointaine. La guerre qui avait transformé l'Italie en puissance, avait indisposé l'Autriche, mais le conflit s'était amicalement réglé, à l'exception de la question de Vénétie. Pendant ce temps, Bismarck avait consolidé l'Allemagne; de telle sorte que l'Empire français voyait surgir sur son flanc deux nations, dont chacune pouvait devenir une menace. D'après les principes de l'ancienne diplomatie, la faiblesse de la politique de Napoléon fut de faire de l'Italie une ennemie possible et de ne pas circonscrire rapidement le pouvoir militaire de la Prusse. Ses instincts libéraux dépassaient son patriotisme; les généreuses ambitions que l'Empereur et l'Impératrice nourrissaient pour les autres nations pouvaient se heurter aux intérêts français : de ce danger, le Mexique devait donner au monde un exemple tragique.

La première idée qu'Eugénie partagea avec Napoléon fut l'idée d'une triple entente qui réunirait la France, l'Angleterre et l'Autriche. Ces trois puissances pouvaient, pensait-

elle, remanier les frontières fixées par le Congrès de Vienne. L'insurrection polonaise de 1863 avait soulevé en Europe une violente émotion; elle éveillait la sympathie des libéraux en tant que révolte contre la tyrannie, des catholiques, qui pensaient à l'église de Pologne. Pour une fois, l'Italie et l'Autriche, pour une fois, le prince Napoléon et l'Impératrice, étaient d'accord. Le 21 février Eugénie discuta la situation avec Metternich pendant trois heures. Elle désirait, disait-elle, jeter son bonnet par-dessus les moulins et dire toute sa pensée. « Vous me prendrez peut-être pour une folle », dit-elle, « cela m'est égal, mais j'ai trop à cœur les intérêts de mon pays adoptif, de mon mari et de mon fils, pour que je me risque à mentir en parlant de l'avenir. » Si elle avait eu une carte, elle lui aurait fait franchir l'Europe à vol d'oiseau. « Quel vol et quel oiseau », écrivit-il dans ses dépêches à Vienne. Il s'agissait de remodeler l'Europe, d'y ajouter un royaume indépendant de Pologne; la Russie recevait des compensations en Orient; l'Autriche donnerait la Vénétie à l'Italie, mais prendrait l'Allemagne du Sud et l'Adriatique de l'est; l'Italie laisserait intacts les États Pontificaux et le royaume de Naples; la Prusse abandonnerait la Silésie à l'Autriche et pourrait s'étendre jusqu'au Main; la Turquie serait supprimée et la France aurait la rive gauche du Rhin[1].

Cette conversation, si instructive, dépassait de beaucoup les desseins immédiats de quiconque, même ceux de l'Impératrice. Elle avait, en effet, jeté son bonnet par-dessus les moulins. Il ne s'agissait pas, comme on le croyait, de préparatifs d'agression nationale, mais de deux Souverains qui s'unissaient pour transformer l'équilibre du pouvoir européen; dans le nouvel ordre, naturellement, la France devait être aussi forte que possible et elle serait l'alliée d'une puissante Autriche. Le 2 mars, l'Impératrice écrivit à Metternich pour se plaindre que leur conversation eût été trop vague et trop décousue. Elle était convaincue que l'heure d'agir était venue, à la faveur de l'agitation générale soulevée par l'agitation polonaise. Si l'on tardait, écrivait-elle, que resterait-il de leur plan d'action commune, sauf des rêves et des chimères?

1. Arch. nat. de Vienne, publié par le professeur Oncken dans son ouvrage *Die Ursprünge des Kriegs von 1870*.

Elle pensait à deux expéditions partant pour faire le tour du monde, l'une trop tôt, l'autre trop tard, sans espoir de se rencontrer. « Et cependant », ajoutait-elle, « quand je pense à tout ce qu'il y a là de grand et même de pratique, dans le rêve que nous avons partagé, je suis prête à fondre en larmes et à me frapper la tête contre les murs. »

« Si les événements avaient votre tempérament », continuait-elle, « je ne me tourmenterais pas, on aurait le temps de tout arranger. Mais, hélas, ils vont encore plus vite que moi, et c'est là la difficulté. Nous disions, l'autre jour, que la chance de votre pays est à l'épreuve de tout. Des erreurs, accumulées les unes sur les autres ont souvent, je dirais même toujours, été réparées par une providence qui veille sur vous. Le bonheur vient en dormant dit le proverbe, mais un autre dit : Aide-toi et le ciel t'aidera. Quel grand avenir s'offre à vous! Et penser que vous n'étendrez pas la main pour le saisir ou que vous le ferez trop tard. Pour ceux qui rêvent comme moi d'une alliance sincère et durable avec vous, où chacun jouera son rôle et prendra part aux sacrifices comme aux profits, j'avoue qu'il en coûte d'y renoncer[1]. »

N'avaient-ils pas été d'accord sur la question de l'Allemagne et n'était-ce pas l'essentiel? N'offrait-on pas à l'Autriche une compensation pour tous les sacrifices possibles? « Vous dites que je suis impatiente », écrivait-elle, « et c'est vrai, mais une entente avec vous a toujours été le plus vif de mes désirs. Le mariage d'inclination, c'est vous, ne nous faites pas faire un mariage de raison[2]. » Cette image qu'Eugénie empruntait à l'histoire de son propre cœur, Napoléon la refaisait en décembre en s'inspirant de l'histoire, moins sévère, du sien : « Jusqu'à présent, je n'ai eu que des maîtresses, je cherche une femme[3]. »

Drouin de Lhuys, qui partageait la prédilection de l'Impératrice pour l'Autriche, trouvait cette comparaison sublime.

Tandis que Napoléon négociait prudemment avec l'Autriche et lui demandait simplement des gages de sa confiance, Eugénie « tout feu et flamme », selon l'expression de Metter-

1. Arch. nat. de Vienne. *Documents inédits.*
2. *Id.*
3. *Id.*

nich, harcelait l'Ambassadeur à lui faire perdre toute courtoisie diplomatique. La surexcitation de l'Impératrice, avouait-il à Rechberg, le mettait hors de lui. « Ce que vous désirez, par-dessus tout », dit-il à l'Impératrice, « c'est de pouvoir faire aux Français une proclamation où vous diriez que vous avez obtenu par votre adresse ce que vos armes ne pouvaient gagner : l'Italie libre jusqu'à l'Adriatique; plus de désagréable quadrilatère pour arrêter la plus puissante armée du monde; la Pologne reconstituée aux dépens des traités de 1815; le Rhin, fleuve français. Si l'Autriche existe encore après, c'est une question de peu d'importance[1]. »

L'Impératrice était mécontente, mais elle avoua presque que tel était l'objet de ses rêves. D'un accent de si profonde conviction qu'il en fut ému, elle ajouta : « Si l'Autriche nous aide à remplir la plus petite partie de ce programme, elle verra un jour dans l'histoire ce qu'est la gratitude d'une nation comme la nôtre et d'un homme comme l'Empereur. » Le 8 mars, elle lui envoya le projet d'une alliance, offensive et défensive, entre les deux pays[2].

Mais Eugénie n'était pas la seule à reconstruire en théorie l'Europe. Le Tsar avait éprouvé une irritation violente, mais naturelle, contre l'Angleterre, l'Autriche et l'Allemagne qui projetaient de retrancher la Pologne de l'Empire russe et d'élever ainsi une barrière entre la Russie et la Prusse. Il alla se faire couronner à Varsovie et fit nettement comprendre qu'il ne souffrirait pas les plaisanteries[3]. « Point de rêveries, messieurs », dit-il dans son discours dans cette ville. Bismarck comprit que l'occasion était favorable, et, en gardant l'amitié d'Alexandre, alors que tout autre État paraissait hostile, il se fit sur sa frontière orientale un ami qui lui permettait d'attaquer sur les autres points. En 1863 l'accord Gortschakoff-Alvensleben[4] rendit cette entente officielle.

En même temps, il se préparait à s'allier avec l'Autriche pour attaquer le Danemark. Metternich fut donc obligé d'interrompre son amitié politique avec l'Impératrice et celle-

1. Arch. nat. de Vienne. Publié par le professeur Oncken.
2. Inédit.
3. La Gorce, *Histoire du Second Empire.*
4. Paléologue, *Entretiens.*

ci, le 13 novembre de la même année, se plaignait de reconnaître à peine son écriture, tant elle était restée longtemps sans la voir. La patience d'Eugénie avait été mise à rude épreuve par les longs mois, au cours desquels elle voyait échapper des occasions qu'elle jugeait si favorables.

« Vous savez à quel point », écrivit-elle, « je déteste tout ce qui n'aboutit pas; aussi en voyant une route dégagée devant mes yeux, je me sens tout autre que dans cette impasse où nous étions fourrés tous et où on aurait pu nous chanter la chanson :

Ils étaient trois qui voulaient se battre[1]. »

Elle se plaignit que les Autrichiens les eussent laissés pendant cinq mois dans la plus profonde ignorance. « Vous le savez mieux que personne, l'Empereur a désiré loyalement marcher avec vous, mais enfin il fallait marcher[2]. » L'incapacité de l'Autriche à un tel moment pouvait ruiner les deux pays. L'Impératrice le voyait ainsi que Drouin de Lhuys, et devait le voir de plus en plus clairement. Elle se plaignait à juste titre que les Autrichiens qui auraient pu faire une alliance féconde et accomplir de grandes choses, ne pensant qu'à eux et à des avantages temporaires, eussent laissé passer l'occasion et fussent devenus injustes pour les Français : « L'Empereur veut la paix et on lui reproche de vouloir sans cesse la troubler; il n'a pas d'ambition, et pourtant tous vos journaux lui reprochent de chercher des prétextes pour s'emparer du Rhin. Il est sans ambition pour tout ce qui regarde une extension de territoire, mais il ne saurait être assez jaloux de l'influence de la France. La guerre de Crimée nous a coûté assez cher pour qu'elle nous rapporte du moins d'être écoutés; le silence eût pu être digne et utile même à la Pologne jusqu'à un certain point, mais nous n'avons eu ni honneur, ni profit dans notre campagne diplomatique, espérons donc des lumières d'un congrès ce que nous n'avons pu obtenir, et s'il n'aboutit pas, que chacun prenne devant l'Europe la part de responsabilité qui lui revient tout entière[3]. »

1 et 2. Inédit.

3. Inédit. Il est inutile de remarquer que cette citation omise par le professeur Oncken donne la clé de la situation.

Cette lettre révèle un esprit politique d'une perspicacité extraordinaire. Unissant l'idéal de la liberté au discernement et à la prudence d'un patriote, elle proposait, en effet, un plan où les sympathies traditionnelles de l'Impératrice atténuaient et enrichissaient les desseins des Bonapartes. L'habileté de Bismarck, d'un côté, l'apathie de l'Autriche et l'Angleterre, de l'autre, empêchaient Eugénie d'arriver à son but. Mais le Congrès était une excellente idée; il aurait évité des guerres désastreuses et la tension d'une paix armée. De plus, il convenait exactement au caractère de Napoléon, trop hésitant, trop scrupuleux et trop sensible pour demander à la guerre ce que pouvaient obtenir les compromis raisonnables de la diplomatie.

Chaque jour, cependant, éloignait davantage l'Autriche de l'idée d'un congrès et la rapprochait d'une alliance avec Bismarck qui avait trouvé dans *Le Prince* de Machiavel la description exacte de la conduite appropriée à un patriote ambitieux. L'esprit enthousiaste de l'Impératrice palpitait encore d'émoi et d'indignation, lorsque, vers la fin de novembre, elle reçut les Metternich à Compiègne. Dans une éloquente lettre où la vivacité d'Eugénie est pittoresquement décrite, le Prince Richard faisait à Vienne un récit imagé des conversations qu'ils avaient eues ensemble :

« L'Impératrice, qui est toujours un excellent baromètre, en tout ce qui concerne les dispositions momentanées de l'Empereur, m'a honoré de plusieurs longs entretiens durant lesquels elle s'est laissée entraîner à toute la fougue qui la caractérise. » Elle commença par dire que, si ce qui se passait ne convenait pas aux Autrichiens, c'était leur faute; c'étaient eux qui avaient provoqué la détermination subite de l'Empereur, en revenant chaque jour sur les décisions qu'ils avaient prises.

« Je vous connais sur le bout des doigts », dit-elle à Metternich. « Vous n'avez jamais pensé sérieusement à marcher en avant, vous vouliez gagner du temps, cela vous était très commode de vous appuyer sur notre inaction et de nous lier les mains, mais ce qui vous convient si bien ne nous convient plus. Ne vous en prenez qu'à vous de ce qui vous arrive. Je sais aussi ce que vous allez faire au lieu d'aborder franche-

ment avec nous un travail pénible pour tout le monde, mais où les plus énergiques trouveront le meilleur profit. Vous allez encore hésiter. Vous vous livrez à un travail de taupes, vous vous concertez avec celui-ci et avec celui-là, et vous arriverez à la queue de tout le monde. Nous savons tout ce qui se passe et nous ne nous en affligeons que pour vous, car lorsqu'on est décidé à faire le sacrifice de toute ambition et de toute arrière-pensée comme nous le sommes, on arrive toujours à la fin à combattre et à subjuguer les méfiances. Vous travaillez la presse allemande pour l'ameuter contre nous, mais vous aurez beau faire, les peuples seront pour nous, et les dynasties devront les suivre sous peine d'encourir les plus grands dangers[1]. »

L'Impératrice continua longtemps sur ce ton et jamais le calme du Prince Metternich ne sembla l'irriter davantage, car elle finit en disant : « Mais rien ne vous émeut donc ! »

Il répondit qu'il la connaissait aussi bien qu'elle croyait connaître les Autrichiens, et que ni ses reproches, ni ses arguments pour le faire sortir de sa réserve ne l'étonnaient, puis il examina toutes les plaintes qu'elle avait proférées et entama la question du Congrès à un point de vue personnel. Après lui avoir présenté tous les arguments possibles contre cette prétendue panacée, il termina en disant que, en ce qui concernait le Congrès, l'Autriche avait pris une décision.

« Nous ferons tout ce que nous pourrons », lui dit-il, « pour éviter de nous brouiller avec vous, car nous pensons toujours que notre entente et que nos bons rapports sont une nécessité, des gages de paix et d'ordre. Mais nous n'hésiterons pas un seul moment lorsqu'il s'agira de défendre nos droits et nos intérêts. Nous ferons exactement ce que vous feriez à notre place, et, si vous prétendez que vous vous laisseriez démembrer dans tel ou tel but plus ou moins secret, je me permettrai de ne pas y croire. »

La discussion continua ; ils ne pouvaient trouver à s'entendre sur aucun sujet. Mais le Prince soutenait que les Autrichiens étaient plus raisonnables qu'ils n'en avaient l'air. Enfin l'Impératrice traîna l'Ambassadeur devant Napoléon et se plaignit de la sérénité et de l'obstination autrichiennes de Metternich.

1. Inédit. Une autre omission du professeur Oncken.

L'Empereur garda tout son calme. « Il a peut-être raison », dit-il, « et en tout cas chacun pour soi. Pourquoi ne continuerions-nous pas à nous entendre[1]? »

Six semaines plus tard, les hésitations de l'Autriche furent expliquées : la Prusse l'avait entraînée à attaquer le Danemark. Bismarck avait déjoué, comme il devait déjouer jusqu'à la fin, la diplomatie pacifique que la France adopta lorsque Napoléon sentit faiblir son énergie. L'Impératrice fit clairement comprendre qu'elle espérait gagner à sa cause d'autres nations, bien qu'elle parût enfin se désintéresser de l'Autriche. « Nous ne voulons plus nous arranger avec vous », écrivit-elle à Metternich le 19 janvier 1864. Pendant tout le printemps, elle garda ce ton agressif. En juillet seulement elle devint plus conciliante. « Si jamais nous avions le bonheur de fêter ici votre Empereur », dit-elle, « je mettrais tout sens dessus dessous pour le recevoir dignement. » Mais étant donné la méfiance et le manque de sympathie que François-Joseph semblait éprouver pour les souverains de France, elle craignait beaucoup de mourir avant d'avoir eu ce plaisir[2].

Dans son attachement aux États Pontificaux et au Royaume de Naples, Eugénie écoutait sa fidélité au passé plus qu'elle ne songeait à l'unité de l'Europe, basée sur des principes de justice, de commerce et de paix. Et cette fidélité, plutôt qu'une grande philosophie politique, guidait son catholicisme. C'était une femme d'action prompte et intuitive, et non un homme d'État. Les liens qui l'attachaient au Saint-Siège l'attachaient à l'Autriche. Tant qu'elle ne pouvait donner carrière à ses autres projets, l'Impératrice n'avait aucune envie de dépouiller l'Autriche de la Vénétie, alors aussi chère aux chefs du Risorgimento que Naples ou Rome; en 1862, elle avait parlé avec une franchise impressionnante à Nigra, l'ambassadeur d'Italie. Le 9 mai, au cours d'un dîner à Trianon, elle lui demanda de boire avec Walewski au succès de leurs projets. Ce fut un coup de tonnerre pour Nigra, car Walewski n'avait pas plus de sympathie qu'Eugénie pour le Risorgimento. Après le repas, Metternich dit à l'Impératrice qu'il

1. Arch. nat. de Vienne, lettre écrite de Compiègne le 23 novembre 1863 par Metternich. Inédit. Ce document est encore omis par le professeur Oncken.
2. Arch. nat. de Vienne. *Documents inédits.*

n'approuvait pas ce genre de plaisanterie, mais, toujours rebelle aux conseils, elle envoya chercher l'Italien.

— Que voulez-vous de moi, monsieur Nigra? demanda-t-elle.

— J'ai une prière à adresser.

— Le moment est mal choisi, mais, en tout cas, dites-moi de quoi il s'agit.

— Je souhaiterais que Votre Majesté diminuât un peu son hostilité contre nous et qu'elle usât de son influence auprès de l'Empereur pour lui faire retirer ses troupes de Rome.

L'Impératrice était furieuse.

— J'aimerais mieux me brouiller avec vous que d'aider votre brigandage. Ah! vous voulez que nous cédions, toujours et partout. Vous êtes insatiable. Vous traitez de brigands les fidèles sujets du Roi de Naples. Et vous, quel nom vous donnez-vous?

Nigra ne put que balbutier.

— C'est vous qui volez et dépouillez les autres, — continua-t-elle. — Vous voulez que nous suivions votre exemple. Mais écoutez, le jour de la vengeance viendra. Vous verrez grandir dans vos troupes vos Mazzinis, vos Garibaldis, et le jour où vous serez pendus nous n'irons pas à votre secours, je vous le promets.

— Vraiment Votre Majesté est trop injuste, — s'écria Nigra à bout de patience, — et pour notre défense, je demanderai si le Roi ne fait pas à Naples aujourd'hui ce que l'Empereur a fait hier en France.

Eugénie sursauta.

— Ne me dites pas cela à moi. Ne comparez pas l'Empereur à votre voleur de grands chemins : l'Empereur n'a volé personne; il a trouvé la France abandonnée, le trône vide, et il a sauvé la France en écrasant les gens comme vous.

Nigra prit son chapeau, se leva d'un bond, et partit. Elle se tourna alors vers Metternich et, s'excusant à demi, expliqua qu'elle s'était laissée emporter pas sa haine pour l'agent de Cavour.

Mais la querelle fut de courte durée. Un an plus tard, Nigra était invité à Fontainebleau et reprenait ses fonctions diplomatiques. Il accompagna l'Impératrice et une des dames

d'honneur qu'il avait gagnée, sur le petit lac dans la gondole du Palais.

La dame d'honneur lui demanda de chanter une barcarolle. Nigra, sans se faire prier, entonna une chanson où, célébrant les grâces et les mérites de l'Impératrice, il exprimait l'espoir que ce serait à elle que l'Italie devrait Venise[1].

L'Impératrice interrompit brusquement la sérénade.

« Ces insinuations me déplaisent, s'écria-t-elle. Tant que je vivrai, aucune pression de ce genre ne sera faite sur l'Autriche[2] ».

Parfois le cérémonial lui offrait une diversion. Aucun ne fut plus bizarre que l'arrivée des Ambassadeurs d'Orient. En 1857, les Siamois avaient envoyé une ambassade à la Reine Victoria. Dans une lettre à Lord Cowley, Lord Clarendon décrivait cette visite, et son récit fit sans doute le tour des Tuileries. « Ces hommes traversèrent à quatre pattes toute la salle du Trône, nez contre terre, et dans cette position le premier ambassadeur lut un long discours en siamois. La Reine lut sa réponse, et ils s'en allèrent à reculons, toujours en rampant. » Les présents disposés autour de la pièce avaient été soigneusement choisis parmi tous les objets qui pouvaient être utiles et agréables à la reine. Entre autres se trouvaient un long trident, un parapluie à trois étages de brocart d'or, un crachoir, un porte-cigares en or, un trône qui n'était autre chose qu'une chaise percée, un vase émaillé, agrémenté d'une anse, évidemment destiné à un usage analogue et pareillement intime; et il y avait aussi un pantalon.

Ce ne fut que quatre ans plus tard que les Siamois arrivèrent à la cour de France. Le 24 juin, à Fontainebleau, Mérimée apprit qu'on les attendait le jeudi suivant, et apparemment ils n'avaient pas changé d'habitude, car ils devaient encore se présenter à quatre pattes. « Certains disent qu'ils lèchent le parquet qu'on a auparavant saupoudré de sucre », écrivit-il. « Nos dames espèrent qu'ils leur apporteront un tas de belles choses. J'imagine qu'ils n'apporteront rien du tout, et qu'ils espèrent emporter un tas de belles choses. »

Les Siamois, eux-mêmes, décrivaient leurs impressions dans

1. On en trouve les paroles dans Nigra : *Cenni Biografici.*
2. Arch. nat. de Vienne. Inédit.

un télégramme chiffré, intercepté et lu par le Gouvernement français[1].

« Ce jour d'hui, septième du mois du rhinocéros, je soussigné, premier ambassadeur, me suis rendu avec ma suite au palais de l'Empereur. L'Empereur, accompagné de toutes ses Sultanes, nous a reçus très poliment. Il avait bien voulu mettre des culottes rouges et un baudrier de même couleur pour nous faire un honneur tout particulier, et il avait permis à ses femmes de se montrer dans le costume des appartements intérieurs. Tel était leur empressement à venir à notre rencontre qu'elles avaient oublié de se couvrir les épaules. La principale des femmes de Sa Majesté est une personne à vrai dire d'une grande beauté, mais dont l'éclat est malheureusement un peu altéré par la couleur de ses dents qui, si j'ose le dire, sont comme les perles. Elle avait sur ses épaules la housse du cheval de l'Empereur, car, malgré toute sa puissance, ce monarque n'a pas un seul éléphant pour aller à la chasse et est obligé de monter à cheval.

» Je soussigné ai lu mon discours d'une voix ferme et sans ôter mes souliers, car j'avais à cœur de maintenir haut l'honneur du pavillon de l'éléphant blanc. L'Empereur m'a répondu quelques mots gracieux que je n'ai pas pu comprendre parfaitement, mais, au geste qui les accompagnait et à son regard, j'ai seulement deviné qu'il m'invitait à choisir entre les femmes de sa suite. J'ai répliqué modestement que ce choix était embarrassant, et Sa Majesté a bien voulu paraître satisfaite de ma réponse. En se moment, la favorite cédant à un entraînement qui n'est pas sans exemple dans ce pays s'est élancée vers le jeune Montar-Mom, fils de notre collègue, et l'a embrassé par un mouvement irréfléchi. L'Empereur l'a vue, et je ne cacherai pas à ta sublimité que je me suis senti froid dans le dos. Je me considérais déjà comme un homme empalé, lorsque l'Empereur, réfléchissant sans doute aux dangers d'une guerre contre un Prince qui a tant d'éléphants,

1. La traduction que l'on va lire se trouve aujourd'hui dans les Archives du duc d'Albe. Le nom du missionnaire-traducteur, interprète auprès de l'ambassade siamoise, n'ayant pu être authentifié, on n'exclut pas l'hypothèse que le pastiche d'un homme d'esprit s'est trouvé glissé dans lesdites Archives. (N. D. L. R.)

a jugé à propros de dissimuler. Il nous a même fait conduire dans une autre salle où un banquet nous était préparé. La chère était assez bonne, quoiqu'il n'y eût sur la table impériale ni brochette de souris, ni sauté de chiens, ni même de gigots de tigre. Toutefois je ne me suis senti à mon aise qu'après être rentré dans mon hôtel où je me suis mis au lit et ai pris médecine.

» Je ne dois donc en terminant oublier un autre trait qui peint les mœurs occidentales. Un des attachés de l'Ambassade de Sribil-boque qui m'avait précédé a été accosté par une jeune dame très éveillée, la seconde femme de l'Empereur, car à ce que j'ai appris elle dîne toujours à table à côté de lui. Elle n'a pas craint de demander au vénérable Sribil un cigare qu'elle a fumé. Le grand nombre d'eunuques qui remplissaient la salle où cette scène avait lieu a sans doute empêché la jeune dame de témoigner plus ouvertement ses intentions. D'après un rapport, qui m'arrive à l'instant, la dite dame serait la femme d'un seigneur étranger, ambassadeur d'une contrée très éloignée qu'on appelle Autriche, à cause des plumes qu'on en tire et que les Occidentaux mettent à leurs chapeaux et nous à nos palanquins. »

Jusqu'à sa mort l'Impératrice garda la copie de cette dépêche.

A cette époque, elle était très affligée par un amour nouveau et très vulgaire de l'Empereur. Metternich écrivait que Napoléon consacrait une grande partie de son temps à une femme de la plus basse condition qu'il avait installée à Fontainebleau et qui, le bruit en courait, était aux gages de Bismarck : Marguerite Bellanger. Eugénie, dans son indignation, fit un voyage en Allemagne, mais cela naturellement ne sépara pas Napoléon de sa nouvelle maîtresse. Quand elle revint à Compiègne, ses sentiments étaient trop évidents pour qu'on pût les ignorer. Certains pensaient même qu'elle demanderait une séparation, mais son orgueil et son amour maternel l'en empêchèrent. Son ressentiment était cependant si profond qu'il fit taire sa prudence; accompagnée du notaire Mocquart, elle monta en brougham et s'en fut à Fontainebleau, blâmer Bellanger, la supplier de quitter Paris et, au besoin, acheter son départ. Cette démarche s'ébruita et Lord Cowley l'écrivit

même à Lord Clarendon qui répondit : « Le sang espagnol et la jalousie espagnole engendrent souvent l'imprudence, mais je n'ai jamais entendu parler d'une imprudence aussi grande que la visite d'Eugénie à Marguerite — ce devait être un fiasco complet, car la donzelle était sûre d'obtenir une plus généreuse donation du mari que de la femme, tout en pouvant lui donner en même temps une preuve éclatante de son amour désintéressé[1] ».

Ces écarts de conduite étaient pour l'Impératrice un nouvel exemple, qui lui montrait combien Napoléon s'était éloigné de l'Église et, comme les Walewski s'étaient faits avec elle les défenseurs du pouvoir temporel du pape, ce fut à eux qu'elle confia son indignation. « Ne croyez pas que je n'ai pas toujours connu les infidélités de cet homme », dit-elle. « J'ai tout essayé, même de le rendre jaloux. Tout a été vain, mais maintenant qu'il s'est abaissé à cette crapule, je ne peux plus le supporter[2]. »

Rendre Napoléon jaloux n'était pas facile. Il respectait trop la vertu de l'Impératrice, il connaissait trop son zèle pour sa tâche impériale et son dévouement pour son fils. Et ne savait-il pas aussi qu'elle avait toujours eu des admirateurs? Ils étaient très nombreux. Il y avait eu un jeune Espagnol qui avait perdu la raison. Il y avait eu le comte Camerata, parent des Bonapartes, qui s'était brûlé la cervelle, en 1853. Il y avait eu Caro, le célèbre philosophe, Offenbach et Octave Feuillet. Les plus étranges de ces amoureux étaient le ministre des Affaires étrangères d'Autriche, le comte Beust, et le comte von der Goltz, l'ambassadeur de Prusse. « Mon pauvre Goltz », comme l'appelait l'Impératrice et, en effet, lorsqu'il comprit que les desseins de Bismarck entraîneraient la ruine de l'Empire français, il en souffrit cruellement. Pas une seule fois, il ne fit allusion à Eugénie dans ses dépêches. Jamais irritée par un cœur qui brûlait pour elle, elle éprouvait pour tous une sollicitude maternelle. Lorsque Goltz tomba gravement malade, elle s'arrangea pour qu'il eût une villa dans le parc de Fontainebleau; un soir d'été, l'Impératrice et ses dames d'honneur étaient assises près du lac; Goltz, qui

1. Hon. F.-A. Wellesley, *l'Ambassade de Paris.*
2. *Ibid.*

ressemblait plus à un revenant qu'à un homme, vint la remercier. Il ne put prononcer un mot, mais fixait sur elle des yeux pleins de fervente adoration[1]. L'Impératrice, très émue, l'accueillit avec la plus grande bonté; Goltz, qui mourut en 1869, lui écrivit des lettres respectueusement dévouées qu'elle garda jusqu'à sa mort. Une fois seulement, dans une lettre écrite de Berlin en décembre 1868, il parle de politique : il disait que, dépit d'un calme absolu, il ne pouvait s'empêcher de remarquer combien tous les correspondants de journaux allemands à Paris travaillaient contre les intérêts de l'Empereur, et égaraient de façon calculée l'opinion publique en Allemagne, en dissimulant la véritable situation de la France. L'antipathie obstinée de certains journaux français envers l'Allemagne, naturellement, appuyait ces tendances. On ne sait si Bismarck avait ou non entendu parler de l'attachement de Goltz, mais il admirait la force de caractère de l'Impératrice autant que sa beauté. Il y avait entre eux une curieuse sympathie, qui n'était pas uniquement acusée par une méfiance commune pour la démocratie; et avec une magnanimité qui lui faisait oublier les actes eux-mêmes, l'Impératrice semblait n'avoir aucune rancune contre Bismarck, même lorsqu'il commença à projeter la ruine de son Empire. Il conquit son admiration quand il vint à Biarritz pour la première fois, en 1862.

Pendant les cinq dernières années de l'Empire, la vie conjugale d'Eugénie fut un compromis bizarre entre l'association et l'éloignement; la force de son caractère lui permit de s'y adapter. La femme s'effaçait sous la souveraine. « Il n'y a plus Eugénie », écrivait Mérimée à Panizzi. « Il n'y a plus qu'une Impératrice. Je plains et j'admire. » Elle ne pouvait cependant remplir son rôle impérial et assumer une autorité de plus en plus grande que d'accord avec l'Empereur. Leur union devait donc rester étroite. Mais, lorsque le dégoût et le mépris s'y insinuèrent, bien que l'affection pût rester, ce ne fut qu'une association d'affaires, non une union d'amour, le cœur d'Eugénie se durcissait; elle était de plus en plus convaincue qu'elle était en tout supérieure à lui. Les choses restèrent ainsi jusqu'en 1871. Il en eût été autrement sans les

1. Filon, *Souvenirs sur l'Impératrice.*

éléments dominants du caractère de l'Empereur : son désir de liberté sentimentale, sa lassitude physique, son admiration pour Eugénie, sa bonté remarquable. « J'aspire par-dessus tout à m'effacer », dit-elle à Metternich[1], mais c'était probablement un signe de tension intellectuelle et physique.

Pendant l'hiver de 1864, l'affaire Bellanger avait surmené ses nerfs et elle avait perdu l'appétit. Mais elle ne s'avoua pas vaincue et le patinage fut pour elle un stimulant. Elle faisait de grands progrès sur le lac au Bois de Boulogne, et fut bientôt célèbre pour la grâce et la distinction de ses mouvements. Néanmoins, chaque jour, la glace était témoin de sa chute. L'Empereur — quelquefois aidé par la cantatrice américaine Mrs Charles Moulton — patinait avec le calme assuré qui marquait toutes ses actions. Indifférent à la foule qui courait, se bousculait, tombait, se relevait et criait autour de lui, il suivait le chemin qu'il avait choisi[2].

A cette distraction physique, Eugénie en ajoutait une intellectuelle; elle préparait un plan pour les droits des églises latines et grecques au Saint-Sépulcre, rivalité qui se rattachait à la guerre de Crimée. D'inconvenantes discussions avaient non seulement dépouillé le culte de sa dignité, mais créaient aussi des difficultés entre le Gouvernement français et le Gouvernement romain; l'Impératrice, qui à son respect pour le Pape et les dogmes de l'Église unissait un libéralisme surprenant, pensa qu'un arrangement raisonnable, pris par les diverses croyances chrétiennes, réglerait la difficulté. Elle proposait de démolir l'église qui s'élevait sur l'emplacement du Saint-Sépulcre et de la remplacer par un grand temple avec deux églises latérales, — une pour les catholiques, une pour les orthodoxes, — avec la nef centrale ouverte aux adorateurs de toutes communions. Le temple serait élevé à l'aide d'une souscription universelle que les princesses de la chrétienté seraient les premières à soutenir.

Mais des complications arrivèrent bientôt. Les Prussiens furent avertis que ce plan pourrait amener un conflit avec le Saint-Siège[3]. Bien que Palmerston et le ministre anglais,

1. Archives nationales de Vienne (inédit).
2. Hagerling Lindenkrone : *Mémoires*.
3. Correspondance inédite du Palacio de Liria. (Arch. du duc d'Albe.)

d'après le secrétaire des Affaires étrangères, eussent chaudement recommandé à la reine Victoria la sagesse politique de ce plan, les craintes ne se dissipèrent pas. « La Reine ne veut à aucun prix du Saint-Sépulcre », écrivit Lord Clarendon à Lord Cowley. Mais ce que la Reine elle-même écrivit à l'Impératrice était beaucoup plus diplomatique.

« Je ne puis, Madame, qu'admirer et respecter les motifs qui ont inspiré à Votre Majesté le désir de faire construire une nouvelle église du Saint-Sépulcre, et, si je me crois obligée de soumettre la question à mon Gouvernement et de consulter mes conseillers responsables sur la part que je puis prendre à cette entreprise, je vous prie d'être bien persuadée que je n'éprouve aucun éloignement à faire tout ce qui dépend de moi pour me prêter aux vœux de Votre Majesté[1]. »

ROBERT SENCOURT

1. Lettre inédite à Liria. (*Idem*).

ANNA[1]

A Noël on fit une réunion de famille chez M. Blondin, le cantinier. Les dames étaient invitées. M. Chantiran amena sa femme, mais il regrettait l'absence de la belle-sœur qui n'avait pas encore son congé. Le souper était servi dans un hangar surchauffé qui attenait aux magasins militaires, et qu'on avait décoré de papier découpé, de banderoles tricolores, d'inscriptions patriotiques. Il y avait un piano et une flûte tenus par deux engagés qui voulaient faire leur cour. Des officiers, sur le coup d'une heure, honorèrent ce banquet de leur visite. On se leva en leur présence; et ils partirent ayant bu un verre de vin mousseux, en remettant leurs gants blancs.

Madame Chantiran avait plusieurs connaissances dans son monde, mais pas d'amies. Elle était trop jeune. La plupart des autres épouses du bataillon étaient déjà des matrones rouges aux gros doigts, ou des paysannes sans parole articulées. Elles logeaient aux quatre coins de la ville et ne se rencontraient que parfois au marché, se faisant des grâces, ne causant guère.

Cette nuit-là, elles se gavaient jalousement, ricanaient, soufflaient, se délaçaient. Elles mettaient des gâteaux dans leurs poches de jupons, car il faut penser à la marmaille. Les célibataires étaient groupés dans un coin, et disaient ensemble

1. Voir la *Revue de Paris* des 15 avril et 1er mai.

d'énormes grossièretés que le brouhaha fondait avec d'autres cris, d'autres bourrades.

Seul le fourrier Monteil parut d'humeur plus mondaine. Il se mêla aux dames, exhibant de gros cigares et surtout ses mains qu'il avait blanches; il dansa avec Édouard, car les hommes étaient en surnombre. Et finalement il s'approcha d'Anna, de propos délibéré.

— Avec la permission de Chantiran, s'il vous plaît... — commença-t-il.

— Non, monsieur, — dit-elle, le reconnaissant. — J'ai mal aux pieds.

Il fronça le sourcil tout en continuant de sourire :

— Comme ça se trouve! La plus jolie femme du réveillon! Voilà bien ma chance!

Elle ne savait pas répondre à ce genre d'hommes. Celui-là, elle ne l'avait jamais tant remarqué depuis qu'il l'avait surprise avec M. Vialle.

Il comprit bien que c'était la circonstance qui la gênait et non pas sa personne. Il murmura donc :

— Allons, allons, vous n'êtes pas exempte. Venez tourner un peu avec le copain Monteil. C'est un brave homme, je vous assure, et discret, et tout. Vous pouvez lui raconter vos petites affaires, allez.

Il l'entraîna d'une main solide. La société ne trouvait pas de bon ton qu'on parlât en dansant. Mais le fourrier Monteil savait parler dans sa moustache, et au surplus Anna fermait les yeux, à cause du mal à la tête. Il ne se gênait pas pour faire sa cour, et même un de ses doigts grattait la paume d'Anna, tandis que l'autre main, protégée d'un mouchoir, palpait et serrait le corset étroit... Elle était plus surprise encore que furieuse. Jamais on ne l'avait traitée ainsi. Elle comprenait que ce jeune homme lui croyait mauvaise réputation. Elle se demandait naïvement comment le remettre à sa place. Mieux elle se tenait, plus il semblait prendre de hardiesse. Alors elle ouvrit les yeux, et croyant lui jouer un bon tour, elle dit carrément :

— Monsieur Monteil, vous savez, le monsieur avec qui vous m'avez vu l'autre jour près du cloître, eh bien! c'était un voyageur en étoffes, un cousin à moi.

— Et à ce cher Édouard aussi? — répliqua le fourrier narquois. — Oh! vous avez beaucoup de famille!

Elle s'arracha de ses mains moites, trébucha un peu, tomba assise sur un tabouret de paille. On la regardait en riant un peu; on pensait qu'elle avait des nausées après la valse. Le sergent Chantiran n'était pas content de la voir ainsi, mais il ne pouvait pas la talocher comme un enfant et la ramener au logis. Il passa simplement près d'elle et dit :

— Tiens-toi un peu. Le fourrier se moque de toi. Un garçon si distingué! Tu crois que c'est agréable de t'amener dans une compagnie?

Il revint ensuite vers ses camarades, où il surprit en effet des sourires; mais il ne pensa pas qu'on pût sourire de lui. Les dames commençaient à dire tout au plus :

— Elle se tient mal, cette petite. Elle se fait voir en ville. Et vous savez, elle s'en laisse conter par ce Monteil. Vous avez vu qu'elle a tourné de l'œil dans ses bras. Voilà ce que c'est d'épouser une fillette pareille, qui n'aura pas d'enfant et qui ne sait faire que des broderies.

— Vous allez la voir chez elle? — dit une autre.

— Non, mais cela vaudrait mieux pour elle et pour son homme. Après tout, chacun pour soi. Regardez-moi ces polissons qui viennent rôder autour d'elle.

Maintenant tous les gradés semblaient s'intéresser à Anna, l'invitaient, lui faisaient l'honneur de leurs courbettes ou de leurs clins d'œil. Elle les accueillait gauchement, elle ne savait pas beaucoup causer. Elle avait honte. Et, pour tout dire, tous ces gens-là ressemblaient peu ou prou à son mari, ils avaient l'air dur et la voix rauque. Ils disaient des compliments comme s'ils eussent asséné des claques.

A la fin, elle se leva pour courir après Édouard, qui, chambré dans un coin par des camarades adroits, buvait encore, car on le faisait boire...

Elle lui dit :

— Viens-t'en à la maison. Je suis fatiguée.

Il haussa les épaules :

— Pas moi. Si ça te fait plaisir, rentre toute seule. C'est demain congé, sacristi!

— J'aurai peur, — dit-elle. — Tu n'y penses pas, sur la montée de Mauriac à cette heure-ci!

— Allons, allons, — fit le sergent, — tu ne peux pas, toi, nous laisser tranquilles pour une fois qu'on prend du plaisir? Ces dames ne sont pas si pressées que toi de se coucher!

Ces paroles furent l'objet d'une ovation. Ils restèrent encore presque une heure; tout le monde partit ensemble, avec des sabots et des lanternes. Le fourrier Monteil aida Anna à mettre sa grande mante noire à capuchon. Il était, lui, vêtu de caoutchouc noir, comme un officier, fort élégant. Il serra la main de la petite et osa lui dire :

— *Motus*; mais je vous avoue que vous avez fait ce soir une grande impression sur moi. Si vous vouliez, je vous écrirais en douceur.

Il comptait beaucoup sur son talent, et sur un manuel du parfait secrétaire qu'il gardait dans son tiroir, plein de modèles pour la correspondance sentimentale.

Elle ne répondait toujours pas plus qu'au cours de la soirée, alors il lui demanda comme il avait fait souvent depuis minuit, depuis qu'il s'était enhardi :

— Ah! ça, madame Anna, vous devez avoir déjà quelqu'un dans le cœur. Pas Chantiran, nature; mais un bon ami.

— Eh bien oui, — dit-elle, — excédée.

— Ah! qui est-ce?

— Vous ne le connaissez pas. Un civil.

— Je le connais.

— Non, pas celui que vous avez vu. Un autre. Et laissez-moi la paix maintenant!

Il fut démonté par ce coup; il n'attendait pas qu'elle montrât tant de cynisme. Il y crut si fort qu'il fut offensé dans son orgueil professionnel. En s'éloignant, il pensait :

— Eh bien! pour une garce, alors... Eh bien, mon colon.

Il avait déjà envie de raconter cela, sous le sceau du secret, à tous les copains; et il plaignait un peu Chantiran, tout en trouvant la chose bien piquante. On n'avait jamais eu d'affaires comme celle-là au bataillon. On racontait bien des histoires plaisantes sur un lieutenant qui vivait avec une chanteuse, et qui était trompé notoirement; mais les sous-officiers mariés sauvaient la dignité bourgeoise. « Si j'en avais une

comme cela, je la ficherais dans la rivière. » Et il fredonna en patois :

Si j'avais une mie
Qui ne m'aimerait pas...

Les autres entendirent ce couplet, et continuèrent à pleine voix; ils s'éloignèrent en groupe, descendant vers la ville où ils pensaient courir les bouges. Anna et Édouard pataugeaient dans la boue, de leur rue, déjà près de leur demeure, qu'ils entendaient encore au loin le chœur lancinant, coupé de cris d'animaux et d'éclats de rire.

Le sergent s'arrêta et dit :

— Heureusement qu'on est gradés : sans ça, la patrouille coffrerait tout le monde. Enfin, ce sont de bons drôles.

Il regrettait cette nuit-là de n'être plus garçon, et de rentrer avec une femme pimbêche et morose, tandis que la tournée continuait dans les quartiers bas. Il pensait, la tête un peu brouillée par le vin : « On est plus qu'un vieux croûton quand on est marié. » Et en même temps il avait besoin de tendresses et de caresses.

Il fut déçu. Une fois chez eux, Anna alluma la bougie qui attendait sur la dernière marche, et ne lui adressa plus la parole. Elle n'osait pas tourner la tête vers lui. Elle était anéantie de honte et de fatigue. Et pourtant elle se disait que tout était vrai maintenant, évident, connu, officiel; elle était une mauvaise femme, une femme perdue. Elle l'avait déclaré à un étranger, elle se le déclarait à elle-même. Il n'y avait pas de remords ni de désespoir, mais malgré tout le sentiment d'une déchéance achevée.

Ce fut plus cruel encore quand elle fut couchée à côté d'Édouard, et qu'elle eut l'occasion de comprendre, pour la première fois, qu'il ne possédait d'elle que sa personne apparente, son image; le reste n'était à personne, ou à des fantômes évanouis, à l'illusion du péché.

Quatre jours plus tard elle courut à l'église. Elle avait donné le prétexte d'aller chercher de l'ouvrage chez une dame de la place d'Arches; et elle avait préparé d'avance le paquet qu'elle feindrait de rapporter. Il était déjà nuit. Elle trouva un confessionnal ouvert. Elle attendit longtemps, car c'était

un samedi, jour de dévotes. Assise derrière une colonne, elle arrachait nerveusement des brins de paille à sa chaise. Une lampe d'autel éclairait seule les dames en noir qui s'agenouillaient là, et quelques-unes qui marchaient à grand bruit sur les dalles.

Enfin elle se trouva à l'abri d'une lustrine opaque devant le guichet qui claqua. Elle se confessa comme d'habitude, en reprenant la voix de son enfance, quand elle récitait la liste d'humbles et vagues péchés apprise par cœur sur un petit livre. Cela ne lui coûta aucun effort. Et une fois lancée, la tête vide, elle ajouta :

— Mon père, je m'accuse aussi de penser à un autre homme que mon mari.

La voix du prêtre demanda froidement :

— Y a-t-il eu péché par action ou par intention?

Elle dit, terrifiée :

— Je ne sais pas. Il n'y a pas de ma faute.

Parce qu'elle n'avait pas songé qu'elle serait questionnée, qu'elle aurait à répondre.

Un peu impatienté, il reprit :

— Enfin, voyez-vous cet homme quelquefois ou souvent?

— Oh! non, — dit-elle tout bas, — il est mort.

Alors le confesseur fit un petit bruit de langue pour montrer son agacement. Il croyait avoir affaire à une fillette menteuse, qui accusait n'importe quoi. Il était habitué à ce genre de perverses. Il dit avec brusquerie :

— Vous feriez mieux de vous occuper de choses sérieuses, et de pas venir ici bafouer le sacrement de pénitence. Parlez, ou retirez-vous.

Elle retomba dans le silence et la frayeur. Une minute se passa. Il soupira enfin et dit : « J'ai compris! » et il ferma la grille de bois sec; l'autre guichet frottait, claquait déjà et une autre femme chuchotait.

Anna tira son mouchoir, elle pleurait; elle pensait bien que jamais elle n'aurait pu faire des aveux assez clairs, assez simples. Elle était plus lourde que jamais puisqu'on ne voulait pas la décharger de son fardeau. Si Dieu ne voulait pas entendre, si aux hommes elle était obligée de mentir, à qui confier la vérité, cette vérité insupportable, insaisissable,

qu'on ne pouvait toucher qu'en l'écrasant, en la supprimant, et qui pourtant existait?

Elle s'était rassise sur le bas-côté de l'église. Elle disait : « Je vais rentrer dans le confessionnal. Je raconterai tout depuis le commencement. Ou plutôt je débuterai en disant : Mon père, je suis accusée injustement. Je ne suis pas coupable... Mais alors il me dira : « Retirez-vous, qu'est-ce que vous faites ici? » Et peut-être qu'il appellera le suisse, et que je serai excommuniée... Je pourrais lui dire plutôt. : « Mon père, je m'accuse d'avoir menti à mon mari et à un monsieur. A Édouard (c'est mon mari), je lui ai caché une aventure que j'ai eue pendant que... » Oh! mais que de détails à donner et où je ne comprendrai plus rien! « Et à l'autre, c'est un qui me faisait la cour, je lui ai raconté des vilaines histoires sur mon compte, que ce n'était pas vrai... »

Plus le temps passait, plus elle se sentait faible et incapable de confesser ces choses inintelligibles. Soudain la porte du placard s'ouvrit, le prêtre en surplis blanc parut, il ne regarda rien ni personne, il s'éloigna avec un grand bruit de semelles. Et elle fut débarrassée soudain. Elle sortit de l'église.

Dans une boutique elle vit qu'il était près de sept heures. Elle courut, elle s'essouffla. Elle trouva son mari près du fourneau, et d'humeur chagrine. Elle crut devoir s'expliquer. Et alors elle s'aperçut qu'elle avait oublié son paquet sur le prie-Dieu à l'église. Le paquet qui devait justifier la course, le retard tardif!

— Ah! mon Dieu, — dit-elle. — Ma broderie! Je suis entrée à Saint-Pierre, et je l'ai perdue là-bas! Si j'y courais! la sacristine, la marchande de cierges l'auront ramassé.

— Elles l'auront volé, — dit Édouard. — Mais qu'est-ce que c'est que tout ça? Tu vas à l'église en semaine, maintenant? Est-ce que tu m'as demandé la permission?

— J'ai été à confesse, — dit-elle.

Il la regarda de son œil sévère.

— Une femme, — dit-il, — n'a qu'à se confesser à son mari. Méfie-toi, je n'aime pas ces histoires. En attendant, cours vite. Je te donne une demi-heure.

Elle courut. Le paquet était bien dans l'église, à sa place. Elle revint morte de fatigue. Elle eut la surprise, l'épouvante

de retrouver Édouard en colère, le regard flambant. Il était debout, il marchait de long en large. Il avait fait des réflexions désagréables, où le retard du dîner, une méfiance vague de paysan, et surtout l'horreur d'être désobéi, mêlaient leurs fumées. Il se planta soudain devant sa femme. Et il lui dit :

— Tu sais que, si tu me manquais, je te tordrais bien le cou comme à un autre.

Mais aussitôt après, content de voir la terreur exercée, il fit une espèce de sourire.

VI

Deux mois après, en février 1901, une portion du régiment fut envoyée tenir garnison à Limoges. On sut le mouvement un mois plus tôt; les préparatifs occupèrent tous les esprits. Des mutations furent prononcées, et le sergent Chantiran nommé enfin vaguemestre au bataillon qui déménageait, pour remplacer un collègue chargé d'enfants qui se désolait de quitter Tulle.

Édouard tira grande vanité de sa charge nouvelle. Il passa des soirées à rapprendre l'arithmétique et à faire des additions. Son camarade l'initia à la tenue des cahiers, à la fréquentation de ces messieurs de la poste, à compter des timbres, à faire signer des soldats sur des feuilles blanches où le pouce ne devait pas marquer, ni la plume cracher trop fort. Il se donnait corps et âme à sa dignité. Il disait : « Je suis plus qu'un sergent-major et je n'en ai pas la solde. » Il disait aussi : « Avec moi, il faut la confiance ou alors ça n'est rien. N'importe qui peut faire faire l'exercice ou passer le portique; mais mon travail est plus délicat, et il y a la responsabilité. J'ai des fois des trois, quatre cents francs qui me passent par les mains. »

Le ménage n'avait pas grand mobilier. On vendit les outils du jardin et le fourneau à lessive; le pavillon de la rue d'Alverge allait peut-être rester sans locataires; car aucune troupe ne permutait avec la portion déplacée. Aussi M. Chantiran regrettait-il de ne céder à personne ses plants de légumes et ce qu'il appelait les consignes du logement : c'était la bonne méthode pour traiter le battant de la pompe, et la façon d'ou-

vrir la porte de l'escalier qui avait sa serrure à l'envers, sans heurter le mur avec la poignée... Toutes choses qui lui avaient tenu à cœur longtemps, et dont l'abandon le peinait. Il aimait les objets dressés à l'obéissance. Mais il aimait aussi Anna.

Car elle tremblait devant lui maintenant. Lorsqu'il lui avait fait des menaces, elle avait failli mourir de peur, et elle s'en souvenait encore, de façon lancinante. Auparavant, elle n'avait jamais songé qu'Édouard si redoutable pour les autres, pût l'être aussi pour sa femme. Il montrait des mains si épaisses, des épaules si carrées, dont elle avait été fière. Il aimait faire les travaux de force, et il souriait quand on l'appelait à la rescousse. Mais maintenant il transportait un sac de lettres, un cahier de mandats, un encrier de buis et des porte-plumes; il s'essayait à écrire sous la lampe, pendant qu'elle cousait, et elle regardait, pesants sur le papier, ces doigts piqués de roux où les cuirs laissaient des rides noires, et qui pouvaient servir à étrangler une femme.

D'ailleurs, il était d'aussi bonne humeur que jamais; bien qu'il n'eût plus d'hommes à commander, il ne songeait pas à tyranniser sa femme. Il buvait plus souvent que naguère chez le cantinier, pour qui il faisait en ville des paiements de factures, et dont il avait la confiance. Le déménagement occupait son esprit : il faisait des projets d'avenir pour la nouvelle garnison. Il se trouvait flatté aussi d'habiter une ville plus importante, qui avait des tramways et plusieurs gares. On disait que les sous-officiers pourraient loger dans des maisons neuves, élevées dans un quartier champêtre, non loin des nouvelles casernes. Malheureusement, les derniers jours, on apprit que rien n'était fini encore et l'on retint en hâte des logements de fortune.

C'est ainsi que monsieur et madame Chantiran tombèrent dans la rue des Anglais, noire et étroite, qui donnait sur le faubourg Montmailler.

***

Ils avaient deux pièces au troisième étage d'une maison couleur de cendre, où la pluie avait tracé des larmes sur le crépi tout grenu. De là-haut on avait le vertige, car la cour

était étroite comme un puits. En face s'ouvrait un grenier à fourrage, pendait une poulie cassée; on sentait le graillon des voisins, des porcelainiers criards; des sabotiers en chambre encombraient le couloir de leurs socques, brutes ou vernies. Ils avaient cloué sur leur porte une paire de sabots de poupée, où on aurait à peine chaussé le doigt, et qui servaient d'enseigne.

Il fallait aussi chercher l'eau à un robinet commun, sur le carré du premier étage; ce palier sentait mauvais, et les locataires y faisaient parfois la queue en se dévisageant : ces gens des villes ne brillent point par la confiance. Mais, malgré ces inconvénients, on avait la gloire d'entendre grouiller, toute proche, une grande place fort tumultueuse, et le clairon d'une caserne installée dans un vieux couvent, au-dessus du faubourg, et surtout les sirènes d'usines qui donnaient de la gorge au-dessus des toits...

Les souvenirs s'amortissaient peu à peu pour Anna. Il y avait tant de travaux ménagers et d'impressions nouvelles. Des fournisseurs à découvrir, des rues à explorer. Elle se perdait aisément dans cette ville où tout paraissait vaste et compliqué.

Dans son enfance, elle n'était jamais sortie seule de l'ouvroir du couvent. Elle demanda un jour, incidemment où était le cimetière. « Louyat? lui dit-on. Oh! deux bons kilomètres, au bout du tramway. » C'était pourtant là que dormait M. Bournazel, d'après ce qu'avait dit l'*Écho du Centre*.

Mais il était protégé par une foule compacte de vivants. Et on n'était pas à la saison où on s'occupe des autres. Elle pensait seulement qu'à la Toussaint, il faudrait peut-être porter des fleurs par là-bas. Mais d'ici dix mois elle pouvait aviser à rendre aisée cette démarche de convenance.

Quand elle allait au grand marché, où les paysannes hurleuses offrent elles-mêmes leurs volailles, sous des parapluies verts, madame Chantiran traversait un quartier plus triste et plus resserré que le sien. Elle prenait plus de liberté qu'à Tulle pour sortir et pour rentrer à ses heures. Édouard avait d'ailleurs son bureau à la caserne, et y restait en permanence; sa grande ambition était d'obtenir une bicyclette pour aller à l'Hôtel des Postes, à la gare et à l'Intendance.

En attendant il circulait à pied, escorté d'un planton comme un général suivi de son aide de camp. Quelquefois il rencontrait Anna dans les rues, et il lui faisait des signes d'amitié, sans interrompre la majesté du service. Au retour, le soir, il lui faisait raconter ses courses, non par jalousie mais par esprit méthodique. Il tenait à jour, dans sa mémoire, la liste des gens qu'elle connaissait, avec qui elle pouvait causer à l'occasion : la supérieure du couvent, — qu'elle avait envie d'aller saluer, parce qu'elle trouverait des pratiques à son ancienne orpheline ; mais Édouard ne l'y engageait pas, — une fruitière, madame Frey — la buraliste qui vendait le journal derrière la statue de Dussoubs, et qui, teinte en blond, avait bien mauvais genre, et aussi le père Moufle, ancien ouvrier, invalide, qui vendait sur le trottoir des échaudés et des châtaignes, armé d'une longue gaule pour fouailler les gamins maraudeurs.

Il lui vantait à son tour les aîtres et les abords de la caserne, la vieille marchande de fruits et de gâteaux qui avait son éventaire le long de la grille, et que les troupiers appelaient la mémère; c'était la veuve d'un gendarme, madame Boucharécha. La vaste cour herbue où on aurait pu faire des manœuvres de cavalerie, et où le régiment entier évoluait à l'aise. Les chambrées du bâtiment sud qui gardaient les fenêtres ogivales des couloirs où on les avait taillées. Il connaissait aussi d'autres quartiers, des avenues bourgeoises où chaque sonnette est ornée d'une plaque ovale de porcelaine, avec des fleurs et un nom peint en or, des murs de couvent derrière lesquels toussait une clochette grêle; des usines qui sentaient le tan ou l'alcool; des boulevards qui se terminaient soudain en routes campagnardes, entre deux rangées de chênes, le long d'une rivière claire et profonde, où des laveuses et des barrages rivalisaient de vacarme et d'écume.

***

Anna lui dit un jour :

— Où est-ce, la rue des Combes?

Il se flattait de connaître déjà toute la ville. Il répondit :

— A deux pas, près de la rue Neuve; un sale quartier tout à fait mal fréquenté. Pourquoi me demandes-tu ça?

— Pour rien, — dit-elle. — J'ai entendu parler d'une gantière qui reste par là, et qui pourrait me procurer de l'ouvrage à piquer.

— Laisse-là donc où elle est, — fit-il. — Tu auras des pratiques tout à fait bien quand j'en aurai parlé au commandant. Toutes ces dames de la société le connaissent, tu penses.

Elle ne répondit pas. Elle n'osait pas chercher de travail, et elle ne songeait à la rue des Combes que parce qu'elle avait vu un beau jour la plaque à un carrefour; le nom lui avait rappelé la mère de M. Bournazel qui y habitait. Pauvre vieille! Édouard ne pouvait soupçonner des raisons si secrètes. Édouard ne savait pas du tout avec quelles illusions, quels rêves on peut divertir un cœur innocent, occuper une vie monotone.

Au bout de quelques jours l'idée de la pauvre vieille devint une hantise. Anna passait tout exprès dans le voisinage du coin interdit. C'était en effet un fort vilain quartier, où des ruisseaux noirs sanglotaient sur des pentes raides, jonchées de détritus, encombrées d'enfants crasseux. Des filles y logeaient, et dès la nuit tombante on entendait derrière des vitres de couleur tapoter les pianos mécaniques. Au bas des maisons se terraient des débits minuscules où trois personnes tenaient à peine ensemble, et où buvaient des garnements à casquette, des bouviers en blouse bleue, sous une cheminée, caverne de suie, entre un lit et un casier à bouteilles. Un carrefour s'élargissant en manière de place bossue et dépavée, qui portait en son milieu une fontaine surmontée d'un calvaire; des porteuses y jacassaient devant leurs seaux vides. Elles étaient presque toutes vêtues, en porcelainières, d'un peignoir gris. Le zinc avait la même couleur qu'elles, sur les gouttières, sur les plombs qui pleuraient aux façades affaissées, sur les auvents qui protégeaient les fenêtres. Tout ce peuple s'interpellait de loin, criant plutôt que de faire un pas; assis sur les perrons, accoudé sur les cuvettes des gouttières, ou pêle-mêle sur les lambeaux de trottoir.

C'est dire qu'Anna ne passa point inaperçue quand elle demanda timidement à un gamin s'il connaissait une madame

veuve Bournazel, celle qui a perdu son fils l'an dernier... Le premier questionna le second à tue-tête. Le troisième accourut en se grattant les cheveux, et les matrones suivirent.

...Pauvre, si on connaissait la Bournazel! elle demeurait là, au second, dans cette maison en retrait, encombrée par devant d'un étalage en plein air : des assiettes et des bols au rebut, des soupières et des bénitiers s'amoncelaient sur la paille, au ras du sol... Mais pour l'heure elle était à l'usine, où elle faisait des paquets. Elle ne rentrait qu'à la nuit, vu qu'elle emportait son manger pour midi dans une panière. Et qu'on la préviendrait bien sûr; qu'une dame ou une demoiselle était venue la demander! Quel nom faudrait-il lui dire? Était-ce une commission pressée? Pour une parente, une amie, une camarade?

Comme Anna ne répondait pas facilement, on fut scandalisé de cette discrétion; on lui tourna le dos et on commença à murmurer.

— C'en est une qui demande du travail. Elle n'est pas d'ici. Comme s'il n'y avait pas assez de concurrence!

Elle finit par se décider :

— Vous lui direz : une personne de Treignac qui reviendra un soir dès qu'elle pourra. Je suis occupée, j'habite très loin.

Car à présent elle éprouvait du plaisir à inventer des détails faux et à donner le change, même sans nécessité. Elle avait ainsi l'illusion d'être un moment ce qu'elle n'était pas, ce qu'elle aurait pu être. Il aurait fallu si peu de chose pour que la vie eût un autre aspect, pour que vous ayez un autre nom, un autre visage que le vôtre! Et, en même temps, c'était livrer une autre personne que la sienne à ces aventures périlleuses...

Deux jours après, à six heures et demie, elle revint, Édouard avait justement l'habitude de faire la partie ce jour-là. Elle était essoufflée et émue. Elle ne pensait d'ailleurs qu'à une chose : « Madame Bournazel va croire que je suis une servante ou une ouvrière en journées. Cela ne ferait pas bien. Je lui dirai que je suis d'une famille de fonctionnaires. Dans les postes, oui, c'est cela... » Et elle était bien contente d'avoir songé à mettre un chapeau.

Elle monta un escalier obscur à grosse rampe de bois

poli et fendu. Les marches étaient de brique; elle levait les pieds très haut pour ne pas trébucher. Elle tira une ficelle. Dans un taudis plus ténébreux encore, une femme, poussive et massive, apparut vaguement.

Un peu de lumière se fit. Madame Bournazel était très grande, très grosse; informe de taille et de figure, dépeignée, sentant l'alcool. Elle cuisinait à la lueur d'une bougie sur un minuscule fourneau, et, voyant que la visiteuse n'avait rien d'inquiétant, elle se reprit à secouer une casserole où un roux menaçait d'attacher.

— Madame, — lui dit Anna, — je viens vous voir à cause de votre fils, vous savez, que j'ai connu à Treignac...

La vieille interrompit et la saisit dans ses bras :

— Ah, c'est bien ce que j'avais compris. On m'avait dit : Treignac, une jolie petite, ça ne pouvait être que vous. Alors c'est vous, la celle qui a vu le malheur de mon pauvre Gustave! Il faut que je vous regarde. Pauvre! si mignonne, si jeune... Eh bien, il avait du goût! Quand je pense...

Malgré sa voix rauque et sa grossière apparence, elle s'attendrissait réellement. Elle essuya un de ses yeux avec son doigt couleur de charbon. Et elle se moucha dans son devanteau.

— Il faut que je vous embrasse, — continua-t-elle. — Il ne m'avait pas parlé de vous positivement : mais enfin, je voyais qu'il vous aimait bien. C'était un garçon qui avait, quoi, des idées au cœur... Si j'avais pensé qu'il avait une si gentille bonne amie, à son âge! Un si beau garçon! Vous savez; voilà pourquoi il ne pensait pas à se marier. Est-ce que vous êtes encore demoiselle?

— Non, — murmura Anna mystérieusement. — Mariée... avec un employé, un chef, vous comprenez.

La mère Bournazel demeura ébahie et machinalement elle délia son tablier. Les images qu'elle essayait de suivre dans sa cervelle étaient de plus en plus confuses. Elle les arrêta en précisant des mots, au hasard, et elle soupira cette fois-ci :

— Pauvre Gustave! Allez, il ne pensait qu'à vous, bien sûr, et à moi.

Et du coup madame Chantiran se mit à pleurer elle-même; tout lui semblait si probable, si vrai! Elle recueillait enfin ce qu'elle était venue chercher, une illusion puissante. Elle

était convaincue, à ce moment-là, de ne plus jouer le rôle; elle avait réellement mené une autre vie secrète et coupable; et c'était si bon de s'apitoyer sur ces péchés non commis; cela remplissait et dilatait le cœur; cela enivrait comme une douleur profonde, comme une joie inconnue. Il y avait devant elle un témoin que tout cela n'était pas inventé, mais que tout cela était mort, digne de bien des larmes.

Madame Bournazel alluma une lampe en son honneur. Elle racontait sa vie. Elle montrait au mur le portrait de son défunt mari, qui avait été décalqueur, puis peintre de modèles, et dans une commode elle trouva un sifflet, une boîte de coquillages, qui avaient fait la joie de son fils. Elle avait des photos glissées dans un vieux catalogue des porcelaines Cleveland. Elle les retrouva non sans peine, après avoir fouillé en vain parmi des vieux boutons, des bobines sans fil, des flacons gras qui encombraient un tiroir. L'une représentait un militaire soutaché, moustachu, qui à la rigueur rappelait le Gustave Bournazel; l'autre montrait le commis voyageur en cravate blanche et frisé, garçon d'honneur dans quelque noce ou chanteur en quelque gala. Il y avait un autre souvenir, un carton de la maison Pujade (alimentation en gros, épicerie, conserves et primeurs) qui avait le regret d'annoncer à son aimable clientèle la mort de son représentant qualifié, M. Gustave Bournazel, décédé au cours d'un voyage, et l'avantage d'accréditer son successeur... Ce document mortuaire voisinait avec une gravure à demi déchirée, attestant que le jeune Gustave Bournazel avait reçu la communion et renouvelé les vœux du baptême à Saint-Pierre du Queyroix en l'an 1869.

— Est-ce qu'il habitait ici, quand il restait à Limoges? — demanda Anna.

— Non point, — dit la mère. — Il venait le soir souper avec moi; mais il demeurait en hôtel, comme ça lui plaisait. Oh! mais il était régulier, affectueux, voyez-vous! Qui est-ce qui y penserait maintenant?

Madame Chantiran répondit dans un élan :

— Mais moi, voyons, si vous vouliez!

Elle se mit à bavarder, à dire n'importe quoi, à mentir. Mentir? Elle vivait dans un songe. Elle était vraiment l'épouse

d'un monsieur à chapeau de soie, qui la rendait malheureuse et qui ne possédait pas son cœur. Et elle avait de l'argent à dépenser, des robes à faire faire par une couturière, des garnitures à commander à une modiste pour cette forme en paille, et cette autre en feutre qui...

Elle entendit à peine la mère Bournazel qui disait :

— J'ai bien vu que vous étiez ce qu'il lui fallait. Une personne très distinguée et très convenable! Ah! j'ai perdu gros avec lui, allez! Il aurait fait son chemin. Il le faisait déjà, naturellement, mais de là à avoir une pelote, vous comprenez! Et le transport qui a été si cher; et les obsèques, malgré M. Pujade qui a payé des couronnes et la messe, et la moitié de la concession! A mon âge, je suis obligée de travailler encore, et dans les emballages, où il y a de la poussière, savez-vous, à vous tuer les poumons. Je ne parle pas du carton qui coupe les doigts aux jeunes; moi, je suis habituée. Mais c'est égal, sans la mort de Gustave, j'aurais pu vivre en rentière, recevoir les amies, faire du café, offrir le rhum. Au lieu que je vais à l'usine comme les autres, en peignoir comme les autres, et que je me fais attraper, à mon âge, quand je casse un sale rouleau de soucoupes, où la ficelle ne tient même pas. Car ce sont des gamines qui ficellent, figurez-vous, et...

Elle s'interrompit, car Anna se levait, pensant que l'heure avançait. Elles se trouvèrent, debout l'une devant l'autre; mais la vieille embrassa la jeune et reprit l'air pleurard.

— Allons, revenez, si vous pouvez, ma pauvre dame. Parce que je suis toute seule, voyez-vous, le soir...

Mais elle lui demanda aussi, la coutume étant plus forte que la sagesse :

— Vous n'allez pas partir sans rien boire. Tenez, un peu de cassis...

Elle dénicha une bouteille enveloppée d'un journal illustré, où des Boërs étaient bleus, des Anglais jaunes. Elle versa de force la liqueur dans deux tasses. Elle but sa ration d'un seul trait. Elle dit :

— Gustave, lui, il m'avait de la fine des Charentes. A mon âge, il faut se réchauffer.

Sur le pas de la porte :

— Est-ce qu'on vous reverra?

— Oh! oui, — fit Anna, — un dimanche. Je voudrais que vous me meniez sur la tombe.

— Il faudra prendre une voiture, — gémit la vieille. — Je marche si mal, à présent!

— Bien sûr, une voiture de place, — dit madame Chantiran.

Et quand elle se trouva dans la rue, elle eut peur de se reconnaître, de réfléchir, de secouer l'illusion. Elle courut d'un trait chez elle. Elle s'efforça de ne point penser. La vie reprit comme d'habitude, et lui fit l'effet d'un sommeil calme, dont on sait qu'on se réveillera.

Dès le lendemain, cependant, elle rogna quelques sous sur les achats qu'elle devait faire. A la fin de la semaine, elle avait gagné plus d'un franc. Elle calcula qu'elle pouvait amasser jusqu'à cent sous par mois, et qu'Édouard n'y verrait rien. Et si elle travaillait bientôt, elle broderait une heure de plus, une heure qui n'entrerait pas en recettes.

Elle retourna chez la veuve, mais plus tard qu'elle ne pensait. Elle avait peu de force à présent pour mettre en pratique ses projets, plus voluptueux dans le vague, plus doux dans l'avenir. L'avenir n'avait aucun contour, le bonheur n'avait aucun objet. Elle ne jouissait que d'être en quelque sorte dédoublée, échappée d'elle-même. Mais elle souffrait brusquement de la présence épaisse d'Édouard, qui remuait, parlait, mangeait, clouait, bâillait, s'étirait au lit, comme s'il eût été seul à habiter ce logis avec sa femme...

Elle avait des moments de terreur. Elle rêvait non sans complaisance à ce que dirait, à ce que ferait Édouard s'il soupçonnait la trahison. Et elle se rassurait en s'appliquant soudain à penser qu'après tout la trahison n'existait pas. Mais c'était une constatation mélancolique; c'était oublier, renier tout l'intérêt de la vie. Et il lui semblait parfois qu'elle n'eût été vraiment ravie et contente que si, râlant sous la poigne d'Édouard, elle eût pu tout avouer enfin :

— Oui, j'ai une aventure, moi aussi. Et tu ne sais rien. Tu ne peux rien savoir. Tue-moi, j'irai rejoindre l'autre...

Elle se disait quelquefois le matin, en se levant dans l'air frais, en préparant le café : je suis folle. Et elle chantonnait, pour se bien persuader que la folie même valait mieux que l'illu-

sion rompue. Elle éprouvait parfois de la stupeur à voir où elle en était venue, mais jamais du dégoût ni de la honte.

Elle apporta enfin à madame veuve Bournazel une boîte de sucre et un petit flacon de cognac. Elle s'était bien juré de ne pas revenir les mains vides. Par une rencontre curieuse, Édouard s'était plaint de sa solde, et souhaitait racheter des épaulettes à Pâques. Elle n'avait pas eu de regard pour les épaulettes de son mari.

Quand elle allait voir la mère du défunt, elle se mettait en frais d'élégance. Elle avait trouvé le prétexte de ses sorties. Elle disait à Édouard qu'elle demandait du travail dans des maisons bourgeoises, et qu'en ville il fallait se présenter comme une dame, et non comme une ouvrière. Il faudrait tôt ou tard s'employer réellement, justifier tant de démarches. Mais qu'était-ce que le temps? Y avait-il encore un tôt et un tard? La femme du sabotier, sa voisine d'en bas, promettait d'ailleurs de la présenter à une blanchisseuse, dont les pratiques avaient besoin de fins travaux.

Le fourrier Monteil était venu aussi à Limoges, mais il demeurait à l'autre bout, sur la route de Paris. Il ne rencontra qu'une fois madame Chantiran et il lui fit le même salut que lorsqu'il l'avait surprise avec M. Vialle. Elle remarqua seulement que des officiers, les plus jeunes, la connaissaient de vue; ils la saluaient aussi avec une politesse appuyée, cherchant des yeux si elle répondait galamment. Mais elle avait l'air si sage qu'ils restèrent sur ces avances.

En revanche, dans la rue des Combes, on s'habituait à la voir venir. Des commères lui faisaient un signe de tête sans s'interrompre de bavarder. La Bournazel ne leur avait pas caché que c'était là une dame qui avait été la bonne amie de son garçon, et qui l'avait vu mourir dans ses bras. On doutait encore si elle venait là en bienfaitrice ou en quémandeuse; car la mère Bournazel avait la réputation d'une avare qui amassait une fortune, grappillait partout et ne rendait service qu'en paroles.

D'autres, plus malveillantes, pensaient tout à trac que cette petite était une gourgandine et que la vieille s'occupait de l'apparier à un contremaître de chez Cleveland. Le soir Anna devait quelquefois se glisser presque de force entre des

hommes qui bouchaient le passage en sifflotant et qui se retournaient pour la suivre des yeux. Il y avait aussi des filles qui, en patois, disaient, sur cette femme inconnue, des choses fort grossières et calomnieuses. Mais celles-là ne sortaient qu'à la nuit, sur la porte des débits à vitraux multicolores, et parmi les soldats qui venaient les voir, aucun ne reconnut ni ne dénonça la femme du vaguemestre.

A force de parler, madame veuve Bournazel avait construit toute une légende sur son fils. Elle la répandait à l'usine, parmi les ouvrières qui ne l'écoutaient que comme une radoteuse. Elle s'en nourrissait quand elle était seule, avec un petit verre d'alcool, et qu'elle éteignait la lampe par mesure d'économie. Elle la livrait à Anna qui était docile :

Gustave avait failli être un grand artiste; il avait chanté sur la scène des plus fameux théâtres. Le président Carnot (hélas! mort si tôt de façon si funeste) lui avait promis de l'amener à l'Élysée. Il aurait aussi pris tôt ou tard, tant il était capable, la direction de la maison Pujade et Compagnie. Il avait des idées sur le commerce, l'industrie et les inventions de tout genre. La femme qu'il aimait serait devenue mieux qu'une princesse. Il était nommé fatalement conseiller, député, et quelque chose dans l'État. Il parlait avec plus d'éloquence que Gambetta, le fameux dont les journaux ont fait tant de bruit. Partout où il passait, les villageois acclamaient sa voiture; les maîtres d'école lui demandaient avis sur les questions scientifiques, les médecins sur les nouvelles drogues à la mode, les maréchaux ferrants sur la métallurgie. On ne pêchait qu'avec les hameçons et les amorces qu'il conseillait. On n'achetait un fusil de chasse qu'après avoir étudié les catalogues dont regorgeait la caisse de sa voiture. Le premier il avait préconisé la bicyclette; le premier les lampes à carbure; s'il avait vécu, il aurait bientôt fait ses tournées en voiture automobile, guide audacieux de tous les progrès... L'argent, par exemple, lui coulait entre les doigts : il était libéral et magnifique. Il prêtait à tout le monde, et même que, si on pouvait retrouver la liste de ses débiteurs, madame veuve Bournazel serait riche. C'était son seul défaut, défaut de prince. Probablement qu'il couvrait aussi les jolies femmes de cadeaux, n'est-ce pas, ma petite, c'est bien naturel?

La petite rougissait et ne disait pas non.

Enhardie, madame veuve Bournazel chercha à savoir si, à la mort de Gustave, des mains impies ne l'avaient pas détroussé. Elle ne pouvait se défaire de l'idée qu'un héritage impérieux avait été détourné quelque part, et, pour faire parler Anna, elle lui proposait déjà de le partager. Mais Anna ne savait rien; elle ne répondait pas, et à force de repousser cette idée, elle qui avait payé la note de l'Hôtel Bagatelle, elle se prenait quelquefois à l'admettre parmi ses rêves.

Madame Bournazel exerçait une vraie contagion. Elle n'était pas tant cupide que visionnaire; elle aimait mieux se croire victime, frustrée, persécutée, que sujette à une malchance très ordinaire, à un veuvage misérable, à un deuil imprévu. Pour un peu elle eût découvert que Gustave avait été assassiné par ses rivaux. Rivaux de son génie, rivaux de sa fortune commerciale, rivaux de ses amours? Madame Chantiran, qu'elle n'avait jamais questionnée tout à trac, lui semblait une personne mystérieuse et romanesque. Elle ne la soupçonnait pas de complicité, mais elle pensait que cette amante avait des choses à cacher. A la fin, elle lui dit un soir :

— Figurez-vous qu'en bas, les gens croyaient que vous étiez en place dans la ville!

— C'est moi qui le leur ai dit. Mais vous pensez bien que ce n'est pas vrai. Je ne peux pas raconter la vérité. Je ne peux pas compromettre certaines personnes.

Peu à peu, tout simplement, faute de répondre *non* à des demandes insidieuses, de couper des allusions folles, elle laissait continuer toute une histoire merveilleuse. Gustave l'avait connue jadis, très loin, dans une grande ville, Bordeaux peut-être, avant qu'elle ne fût mariée par une famille barbare... Tous deux avaient souvent risqué mille morts pour se rejoindre... Un mot, un signe de lui et elle accourait, par monts et par vaux, parfois à pied sur les routes désertes. Il l'enlevait dans sa voiture et ils roulaient follement au galop à travers la nuit, abritant n'importe où leurs amours... Le mari d'Anna, mon Dieu, très haut placé (peut-être dans les grandes affaires, aux colonies, dans les finances, c'est selon), souvent absent, mais soupçonneux et terrible... Pour le moment était-il à Limoges? Oh! non. Elle était réfugiée chez une parente, une

tante de la meilleure société, propriétaire de châteaux, et de deux maisons en ville. Surveillée cependant, puisqu'elle devait fuir tous les soirs à l'improviste; quand on vit (n'est-ce pas) dans le meilleur monde, sous l'œil de l'opinion publique! Le plus dur était d'y cacher son deuil, de mener une vie compassée et digne, sans pouvoir crier la blessure éternelle, la fidélité au défunt...

Et les deux femmes se quittaient avec de vraies larmes, et Anna laissait encore couler ces pleurs délicieux dans la rue noire où elle se hâtait. Elle les essuyait en montant l'escalier de son logement. M. Chantiran rentrait en général sur ses talons.

Il la trouvait penchée sur son feu, les paupières rouges, il l'embrassait avec ses lèvres humides. Elle tremblait avant qu'il entrât; mais, dès que les rites étaient accomplis, les apparences rassurées, elle jouissait de l'intense plaisir de tromper.

VII

Le printemps revint, et puis l'été; la nuit ne tombait plus assez vite, et il fallait affronter des rues claires, des regards, pour se rendre à la rue des Combes, pour en revenir même. La veuve Bournazel se plaignait de plus en plus despotiquement de son sort. A l'en croire, elle n'allait à l'usine que pour disputer son pain à la misère, elle n'éprouvait aucun plaisir à causer tout le jour dans la fine poussière des copeaux avec les fillasses qui peuplaient l'atelier. Elle ne disait pas que la maison Pujade lui servait une petite rente. Elle réclamait sans cesse des douceurs ou des victuailles sérieuses. Madame Chantiran distrayait pour elle des gâteaux, des bouteilles de vin, parfois un poulet tout entier. En récompense la vieille lui baisait les mains, invoquait l'ombre de Gustave, et soupirait que ces charités ne dureraient pas longtemps, pas plus qu'elle-même...

Elle se défit un soir du portrait de Gustave soldat que madame Chantiran emporta avec une gratitude folle, mais dont elle fut bien embarrassée, sitôt rentrée chez elle : elle le cacha au fond d'un placard, sous des journaux jaunis, quitte

à soutenir, s'il se découvrait, que c'était une relique perdue par les locataires précédents...

Édouard ne se plaisait plus à Limoges; il parlait même quelquefois de permuter pour revenir à Tulle. L'orgueil de sa fonction l'en retenait seul; mais il avait épuisé déjà les plaisirs d'un vaguemestre. Il regrettait franchement son pavillon à lui, son jardin, et le débraillé de la petite ville. Les constructions qu'on promettait toujours aux sous-officiers mariés ne s'achevaient jamais. Il faudrait passer encore tout l'été et tout l'hiver suivant au faubourg Montmailler. Anna, devant la menace d'un nouveau départ, ne frissonnait même plus. Il lui semblait que l'avenir était suspendu, presque refoulé; elle le regardait comme un chien arrêté derrière une barrière bien close. Cet avenir menaçant et impuissant, c'était simplement le retour de la réalité.

— Dimanche prochain, nous irons à Panazol, car je veux pêcher à la ligne, et tu emporteras le déjeuner froid. Il y a Monteil qui veut venir avec nous; Mayéras, sa femme, sa sœur et ses trois gosses. Il fera beau. On sera prêt à neuf heures et quart. Tu auras le temps d'aller à l'église si tu y tiens.

Elle écouta ces paroles sans comprendre, sans entendre. Elle avait décidé la veuve Bournazel à l'amener ce dimanche-là, enfin, au cimetière. La veuve était paresseuse, se disait impotente, et, de semaine en semaine, avait remis cette course à force d'excuses et de gémissements, Anna ne lui dit rien. Le samedi, elle lui donna rendez-vous sur la place Dussoubs, près des voitures qui stationnent. Le soir, elle prépara les nourritures du sergent, le panier, elle se coucha avant lui pour ne point parler.

Elle n'alla pas à la messe. Il fit un tour à la caserne et revint à neuf heures.

— Quoi! — s'écria-t-il, — qu'est-ce que ça veut dire? tu es au lit?

Elle se plaignit d'une courbature générale, montra le panier prêt, se retourna contre l'oreiller et, sans le voir, dit à son mari :

— Il ne faut pas que ça t'empêche. Amuse-toi, va, et bonjour à toutes ces dames et messieurs.

Il hésita un moment, voyant son plaisir à demi gâté; puis, comme il avait préparé des lignes, il se décida. Il empoigna le panier, sans mot dire; se pencha sur sa femme qui eut le cœur de murmurer :

— Ne rentre pas trop tard.

— A six heures, — dit-il. — Et avec la friture. Tâche de te chauffer un peu les os. Sans ça, je t'enverrai la femme à Mayéras.

— Non, non, — fit-elle.

Aussitôt libre, elle se leva, se mit en toilette.

Elle courut chez la veuve Bournazel qui ce jour-là sortait du lit à midi, sirotait des tasses, des flacons, léchait des fonds d'assiettes, et restait en camisole toute la soirée pour causer avec les voisines. Il fallut lui faire violence, la forcer à manger, l'attifer d'une robe de faille et d'une capote qui couvrait à peine son chignon couleur de poussière. Cette femme gigantesque et engourdie résistait passivement, geignait pour se courber, pour se redresser. Il fallut nouer à demi des bottines éculées sur ses bas de laine grise, s'agenouiller devant elle pour recoudre un pan de jupe. Elle disait :

— Ma petite, j'ai cette croyance : il ne faut pas coudre le dimanche. Ne cousez pas. Ça porte malheur.

Enfin elle sortit au bras d'Anna, qui avait sa robe claire, à pois bleus, et son ombrelle. Le départ fit sensation dans la rue. La vieille disait à haute voix :

— Ouf! Ouf! mais ce qu'elles sont loin, ces voitures!

Elles montèrent dans un locatis branlant, dont le cocher avait une courte blouse de vacher, et le cheval son poil d'hiver. L'équipage se mit à dandiner sur les pavés. Un tramway jaune, qui frôlait les trottoirs, passait avec un bruit de ferraille et épouvantait la bête. On longea les grilles et les murs de la caserne où des soldats vêtus de toile semblaient des forçats en cage. Puis une rue qui montait et descendait entre des maisons noires, des jardins où éclataient des lilas, une place où des forains campaient. Il fallut arrêter une minute pour acheter à madame Bournazel des bâtons de guimauve qu'elle suçait en bavant sur sa robe noire.

Une avenue interminable ouvrait sa perspective jusqu'en haut d'une colline; elle se changeait peu à peu en route, avec

des bornes et des haltes de rouliers. Une cabane marquait la fin des tramways. Un forgeron tapait le fer, malgré le dimanche; des promeneurs à demi rustiques, à demi citadins, étaient sur le talus et se donnaient en spectacle à eux-mêmes. Le fiacre fut salué par des plaisanteries, du moins jusqu'au domaine des marbriers et des marchands de couronnes qui commençait en haut de la montée.

Le cimetière occupait le sommet de la colline, et l'on voyait entre les arbres des prés, des coteaux pareils à ce qu'il avait été, à ce qu'il semblait encore. Il y avait peu de monde aux allées, mais une buvette dont madame Bournazel ne voulait pas démarrer, une fois assise sur une des chaises de fer qui ornaient la terrasse.

Elle dit :

— Vous savez, je suis trop triste. Je n'ai pas ma tête à moi. Allez jusqu'au bout toute seule...

— Mais où est-ce?

Un geste vague :

— Ah! je ne sais plus au juste, moi. Ça me ferait trop de peine de savoir...

La vieille essuyait des larmes faciles; elle consentit enfin à faire quelques pas dans le jardin. Elle marcha au hasard, elle s'arrêta enfin sur un banc en s'éventant :

— Allez, ma petite, allez toute seule. Ça doit être à gauche. Vous verrez, en regardant bien les croix, vu qu'elles sont serrées à cet endroit. C'est en allant vers une chapelle; et il y a une pompe à dix pas à main gauche.

ANDRÉ THÉRIVE

(*A suivre.*)

LE MOUVEMENT DRAMATIQUE

M. André-Paul Antoine : *la Prochaine?* — M. Jacques Deval : *le Onzième Commandement.* — M. Pierre Rocher : *Chambre d'hôtel.* — M. Jean Anouilh : *l'Hermine.*

J'ai eu peine à reconnaître l'auteur de *l'Ennemie* dans l'auteur de *la Prochaine?* Sans doute, la férocité qui est le trait dominant de M. André-Paul Antoine, loin de l'avoir abandonné, semble s'accentuer avec l'âge. Mais elle s'appauvrit en croissant. Du moins, dans *la Prochaine?* ne trouve-t-on plus trace aucune de cette psychologie, de ce fond d'expérience personnelle qui, naguère, lui servaient à aiguiser ses couteaux. La voici déjà qui s'émousse, dégénère en violence froide, en une sorte de rage théoricienne — et rhétoricienne.

Encore un rhétoricien de Paris, l'esprit ouvert aux rumeurs du temps, n'aurait-il pas eu l'idée de mettre en scène, pour l'opposer à l'ordre social établi, une entité aussi désuète que celle-ci : « Un homme libre »! Cela nous ramène à l'époque du cordonnier Jean Grave, du Procès des Trente, du bon prince Kropotkine, d'Élisée Reclus et autres intellectuels anarchisants.

Certes *la Prochaine?* est une œuvre primaire, mais en quel village de montagne découvrirait-on aujourd'hui un instituteur assez arriéré pour donner à ses opinions subversives la forme de revendication individualiste que M. A.-P. Antoine a choisie?

— Eh! me direz-vous, l'an dernier, n'avons-nous pas eu *Jean Musse*? *Jean Musse*, qu'est-il autre chose que le frère

de cet « homme libre » que l'auteur de *la Prochaine?* a tiré de son armoire à joujoux? — Non, le personnage de M. Jules Romains est un maniaque raisonneur : il ne tient pas tant à être libre qu'à nous prouver qu'on nous berne en nous disant que nous sommes libres. Il ruine par l'absurde la vieille notion de Liberté, en nous démontrant que cette idole, dans la pratique, n'a jamais été respectée. De là à conclure que la Liberté est impraticable, il n'y a pas loin. *Jean Musse* laisse à d'autres le soin de franchir cette courte distance, mais il leur prépare les voies.

Le personnage de M. A.-P. Antoine est bien plus candide. Il aspire encore à fonder, et cela d'un sourire, d'une pirouette, (M. Escande, qui tient le rôle, ne peut marcher qu'en dansant) la liberté de l'individu. Drôle de tribun, qui porte, on ne sait pourquoi, le costume de *Ramuntcho*. Peut-être parce qu'il symbolise aussi la jeunesse, l'amour et les jeux. Tandis qu'il prêche, son corps a les grâces, les balancements de hanches des *pelotaris*. Et quand son rêve lui échappe, lui-même s'évade si prestement qu'on est tout surpris de ne pas le voir agrémenter sa sortie d'une « aile de pigeon ».

Autre différence essentielle : *Jean Musse* était un peu agaçant par excès d'intelligence. Hélas! on n'en peut dire autant du héros de M. A.-P. Antoine.

L'auteur ingénument révise le marxisme. Il en accepte la division de la société en classes distinctes, mais réduit le partage à deux grandes catégories : les Vieux et les Jeunes, ceux-là opprimant ceux-ci. Grâce à une affabulation guignolesque, elle-même assez peu originale, nous assistons à la naissance du groupe social et à sa scission immédiate en deux partis opposés. Les personnages symboliques (le Président, le Juge, le Gendarme, le Curé, le Général, etc.) sortent d'un coffre magique, à l'appel d'un Cagliostro forain. Bientôt, une seconde scission — mais artificielle celle-ci, paraît-il, née d'une rivalité, d'un conflit d'autorité entre les Vieux — s'opère dans le groupe primitif : certains Vieux entraînent une partie des Jeunes dans le champ voisin et entourent ce territoire d'une barrière. Telle serait l'origine des frontières et des nations. Mais le gouvernement *d'ici* gère mal les affaires publiques. Il cherche une diversion à ses embarras

dans une guerre avec les gens *d'à côté*. Seulement à l'appel d'un inconnu, de « l'homme libre », sorti spontanément du coffre à surprises, les Jeunes *d'ici* renversent les Vieux et décident la non-résistance à l'ennemi. Ils se laisseront annexer pour assimiler l'envahisseur, ou plutôt dans l'espoir que les Jeunes des deux pays feront cause commune contre tous les Vieux. L'expérience, un moment, semble sur le point de réussir. Mais, à la fin, ce sont encore les Vieux qui l'emportent : ceux *d'à côté* s'entendent avec ceux *d'ici*, pour rétablir les frontières. La comédie s'achève sur une désillusion. « L'homme libre » n'a plus qu'à s'enfuir, en quête d'un monde meilleur.

Le dessein général de l'ouvrage est tellement enfantin que, si j'entreprenais de le discuter, mes lecteurs souriraient de ma propre naïveté. Mais encore concevrait-on que, dans ce cadre simpliste, pussent entrer nombre de remarques de détail fines ou profondes. Il n'en est malheureusement rien. La fausseté même de l'idée pourrait laisser place à l'humour, au jaillissement d'étincelles qui résulte, chez un Shaw par exemple, du choc des paradoxes. Mais, non, pas un mot d'esprit. Cela fait songer à ces jeux de massacre dont les personnages se renversent tristement sous des balles d'étoffe. Le joueur furieux se démène, au risque de se déboîter l'épaule, et le coup reste mou.

La charmante mademoiselle Maïs, blonde comme la paille du même nom, semble s'étonner de se trouver dans cette mêlée. Sa voix acide, ses œillades perverses font leur possible pour donner un peu de ton à ce qui a si peu de sens.

Les décors d'André Boll sont jolis, mais les costumes exécutés par M. Granier, d'après les maquettes de M. Lassim, m'ont paru d'une fantaisie bien laborieuse, avec des réminiscences de vieille opérette (entre autres, les costumes des Généraux, du Gendarme), peu en accord avec le « constructivisme » intelligent d'un Boll.

La mise en scène de M. André Rocher est, comme toujours, ingénieuse et soignée.

M. Jacques Deval, dans *le Onzième Commandement*, semble s'être astreint aux conventions d'un genre. Et certes, il y

fait preuve de souplesse, mais la souplesse de M. Deval, encore que surprenante, n'étant pas ce qu'il y a de meilleur dans son théâtre, il advient qu'elle le dessert, en retirant à son tact psychologique l'occasion de se montrer, voire en ralentissant sa verve spirituelle, ordinairement si vive.

Oui, l'habileté est une faveur des dieux, mais c'est une faveur redoutable. Il est rare qu'elle ne se retourne pas contre celui qui la possède. Car tantôt elle tend, par son exercice même, à se mettre indiscrètement en avant, tantôt, par négligence, hâte ou fatigue, le virtuose s'en remet entièrement à elle du soin de mener le jeu. Or le triomphe du seul métier est la ruine de l'art, donc, en définitive, une défaite pour ce qu'il y a de valable, de recommandable, d'excellent dans le métier lui-même, le bon métier, le métier vivant, aux moyens constamment renouvelés, périssant alors étouffé sous les formules.

Entre tous les dons de M. Jacques Deval, le plus heureux est la faculté qu'il a de créer des types (tels Étienne et « Mademoiselle »). Les protagonistes de cette nature ne sont pas seulement animés d'une existence de théâtre; ils ont ces arrière-plans, ces dessous, cette consistance de réalité enfin, qu'on est accoutumé de ne voir, chez nous, qu'aux personnages de romans. M. Deval excelle encore dans l'observation des milieux parisiens. Il aime emporter dans un mouvement rapide, dans un chassé-croisé de répliques amusantes, une peinture assez âcre des mœurs contemporaines. Peut-on dire que ces deux qualités maîtresses s'affirment dans *le Onzième Commandement?* Malgré toute la sympathie et l'estime que l'auteur nous inspire, force nous est d'avouer que la face brillante de son talent ne nous est pas apparue cette fois-ci.

Un financier aristocrate, Ferneply, de la lignée des Ferneply, laquelle a pour devise « Fer-ne-plie », refuse à sa femme, la belle Clarence, amoureuse de Jacques Lemire, un violoniste, le divorce qu'elle lui demande. Non que Ferneply aime Clarence, mais un Ferneply est, par définition, inflexible. Pourtant le seul fait que l'épouse infidèle et son complice aient osé lui résister, suffit à troubler ce banquier au point que, un jour de panique en Bourse, il se défend mal et se

trouve soudain ruiné. Ruine qui n'entame d'ailleurs pas sa fortune personnelle, et qui, en le libérant de ses affaires, va lui donner tout loisir de suivre les coupables dans leurs déplacements. Ferneply n'a pas tué son rival, mais il a prévenu Lemire que, s'il ne tient pas sa promesse, qui est de faire le bonheur de Clarence, son compte est bon. Cette donnée elle-même ne nous semble pas très neuve. Pourtant, le premier acte est gai.

Le second plaît déjà moins. Les deux coupables ne le sont pas encore tout à fait, puisqu'ils ont ajourné d'être amants. Sont-ils heureux? Ils le disent. Mais ils le disent trop. Ferneply les rejoint dans un restaurant des environs de Biarritz. La menace que sa venue fait peser sur la tête de Lemire, est une cause de désharmonie, puis de dispute entre les amoureux attablés non loin de là. Pour échapper à ce malaise, Clarence décide de se donner au violoniste le soir même, à Biarritz, et l'annonce à Ferneply. Comparses connus, effets prévus, presque tout ici est remplissage. L'ensemble demeure vide.

Le troisième acte existe à peine. Il se déroule sur le pont d'un transatlantique. Lemire se rend en Amérique pour y donner un concert. Clarence l'accompagne, mais elle n'est pas encore sa maîtresse. L'engagement du violoniste est arrivé par dépêche à Biarritz. Le couple, en rentrant à l'hôtel, n'a eu que le temps de faire ses malles. Depuis lors, la préparation de son concert n'a cessé d'absorber Lemire, qui, par hygiène de virtuose en période d'entraînement, se dérobe à toute étreinte susceptible d'amoindrir sa force nerveuse. D'où dépit de Clarence. Ferneply, fatalement, est sur le bateau. Quand Lemire apprend sa présence, de rage, il s'enivre à mort. Clarence, dégoûtée, revient à son mari. « Ne tue pas l'amant de ta femme, mais enterre-le seulement », tel est le onzième commandement, auquel Ferneply s'est conformé.

M. Lefaur, qui joue le rôle du financier fantaisiste, y pousse l'égalité dans la perfection jusqu'à en faire une forme de la monotonie. Mouvement continu, train d'enfer, autorité souveraine, justesse constante, tout collabore, dans le métier de l'acteur, à cette curieuse réussite, qu'on souhaiterait moins accomplie. Le personnage de Lemire est ingrat;

M. Dechamps le sauve par la mesure. Clarence doit être jolie, honnête, sensuelle, naïve : mademoiselle Dantès est ou exprime fort bien tout cela.

On sait que *Chambre d'hôtel*, de M. Pierre Rocher, a d'abord fait partie des spectacles d'essais que le Théâtre Montparnasse, sous la direction de M. Gaston Baty, a la bonne habitude d'offrir au public, de fois à autre, un soir de la semaine. L'ouvrage, mis en scène par M. Georges Vitray et, dans l'ensemble, parfaitement joué, a si bien réussi, dès son apparition, que M. Baty a bientôt décidé de l'afficher tous les jours. Ce succès, qui est loin d'être épuisé, n'est pas seulement dû à la qualité de la présentation et de l'interprétation, lesquelles, quelque excellentes qu'elles soient, ne suffisent jamais à faire triompher une œuvre : il a son fondement dans la pièce même.

Faut-il dire la « pièce »? Le mot ici ne semble pas tout à fait juste. Car si l'on entend par « pièce » (expression d'ailleurs affreuse, dont le puriste se désole, mais que l'usage a fini par imposer) une situation, une action communes à quelques personnages, ou bien encore des situations, des actions diverses, dans lesquelles, du commencement à la fin, les mêmes personnages se trouvent placés ou engagés, *Chambre d'hôtel* n'est pas une « pièce ».

Rien de péjoratif dans cette remarque. Nous ne cherchons, pour le moment, qu'à définir le caractère d'un ouvrage qui plaît au spectateur d'une façon certaine. L'auteur, nous dit-on, est jeune. Il a droit à des compliments. Mais encore sied-il que nos félicitations portent sur ce qu'il a fait, et non sur ce qu'il n'est même pas entré dans son dessein d'accomplir. Si l'on me demandait : « Croyez-vous que M. Pierre Rocher écrira un jour une bonne « pièce? » j'avoue que je serais fort embarrassé. Certes, il n'est pas très malin de découvrir dans *Chambre d'hôtel*, surtout maintenant qu'elles y éclatent à l'épreuve, soulignées par l'applaudissement, maintes vertus qui nous persuaderaient de répondre favorablement à la question posée : des scènes attaquées franchement, bien menées, bien bouclées; un dialogue sans grande finesse, peut-être, ni halo de poésie, mais direct, vrai, ferme, dru;

des personnages d'une humanité moyenne, qui sont des êtres vivants, observés d'un regard lucide; bref, tout ce qui suffisait ici pleinement à l'auteur pour atteindre le but qu'il visait. Mais je vois, d'autre part, tout ce qui manque, j'entends tout ce dont M. Pierre Rocher, étant donné son propos, n'avait aucun besoin, et qui est indispensable pour composer ce qu'on est convenu d'appeler une « pièce », à savoir : l'enchaînement des scènes, celui des actes, la progression dramatique, les réactions variées des personnages à des situations multiples, leur évolution en cours de route, etc. Il est bien possible que M. Pierre Rocher, de surcroît, possède aussi tous les dons en rapport avec ces exigences, mais il lui reste encore à le montrer, en admettant qu'il y songe.

L'unité de lieu est, dans l'espèce, la seule unité du spectacle et sa condition même : il s'agit d'une chambre banale, dans un petit hôtel, en province. Cependant, au lieu sont attachées quelques figures de second plan qui, elles non plus, ne changent pas, ou peuvent être considérées comme à demeure : ce sont les gens de service. Ceux-ci, par leurs retours, leurs passages, dans les intervalles des scènes, sur le proscenium qui représente alors un couloir, forment, si l'on veut, une manière de chœur dispersé, lequel déroule un vague lien entre les différents moments de la durée. Mais ce lien reste extérieur aux actions successives et distinctes dont la chambre est le théâtre. Le personnel, en dépendance étroite avec les coups de sonnette, ne sert qu'à renforcer l'identité d'un décor dont il semble faire lui-même partie. Il y a bien, au début, une scène entre un valet et une servante, mais c'est là comme un prologue, ou mieux comme une ouverture, car le leitmotiv du spectacle nous y est indiqué. Ce leitmotiv est le suivant : les voyageurs les plus divers font halte tour à tour dans cette chambre; les uns partent, d'autres arrivent, qui, demain, seront remplacés par d'autres encore. Chacun, durant un instant, dépose ici son fardeau ou son masque : désirs, peurs, ambitions, vanités, jalousies, deuils, bassesses, vulgarités. Et ce défilé incessant est l'image de notre destinée. Au lever du rideau, la servante change les draps du lit. Elle refait le même geste à la fin du dernier tableau. Vous avez compris? Cette servante est une Parque.

C'est la Mort qui console, hélas! et qui fait vivre!...
C'est l'auberge fameuse inscrite sur le livre,
Où l'on pourra manger, et dormir, et s'asseoir...

Nous ne reprochons pas à l'auteur l'arbitraire qui préside au choix des scènes à l'intérieur de la série, puisque cet arbitraire, répondant aux hasards de la vie, est en parfait accord avec ce que M. Pierre Rocher a voulu peindre. Nous constaterons seulement que ce choix gratuit est, quoique justifié, une facilité tout de même. Quand le motif conducteur disparaît, ou quand les variations recouvrent entièrement le thème principal, on a l'impression d'une suite de *sketchs*, d'inégale valeur.

Chaque scène, prise isolément, est traitée dans un esprit réaliste, qui n'est point sans rappeler un peu l'ancien *Théâtre libre* et ce que le naturalisme d'antan nommait des « tranches de vie ». Nos préférences vont aux tableaux désignés, au programme, sous les titres de : *Campagne électorale, Départ en vacances, les Vieux.* Là surtout sont évidentes les fortes qualités que nous avons eu plaisir à louer.

De l'ensemble d'une interprétation nombreuse et toute très bonne se détachent particulièrement mademoiselle Jeanne Pérez et M. Georges Vitray.

Il y a deux classes de défauts : les mauvais et les bons. Ceux-ci ne sont que l'excès ou le revers de qualités éminentes, et, par là, inspirent confiance. Tels sont les défauts de *l'Hermine*, la première pièce de M. Jean Anouilh. L'œuvre, malgré ses imperfections, reste une des meilleures pièces de l'année. Elle offre, au surplus, en dehors de son propre attrait, cet intérêt puissant qu'elle annonce un tempérament de dramaturge, promesse d'une gloire future.

M. Anouilh n'a pas encore vingt-deux ans. Il était tout juste majeur quand il a écrit *l'Hermine.* Cela le fâche, paraît-il, qu'on le lui dise. S'imagine-t-il donc que, sans les indiscrétions des journaux, son extrême jeunesse passerait inaperçue? En ce cas, il serait plus naïf que nous ne le supposions, car, cette jeunesse, il n'est réplique, dans *l'Hermine*, qui ne la crie avec violence, comme le bouillonnement de la sève, aux moindres fentes de l'écorce, révèle le printemps. Ou bien,

peut-être, M. Anouilh craint-il que la proclamation de son âge à tous les échos ne détourne le public de venir voir sa pièce? Pour le coup, ce serait, de la part d'un vrai jeune, une modestie peu commune. Quoi! un jeune qui pense que la jeunesse risque d'apparaître *a priori* comme une marque d'infériorité! Un jeune qui souhaiterait que la Presse dissimulât son état civil! En vérité, le fait est extraordinaire. Mais que M. Anouilh se rassure. Quoi que déblatère M. A.-P. Antoine contre la prédominance des Vieux dans la société moderne, je ne crois pas qu'un nouvel écrivain de théâtre attirerait beaucoup la foule par une annonce du genre de celle-ci : « M. X..., ancien fonctionnaire, âgé de soixante-cinq ans, fait ses débuts d'auteur dramatique. La location est ouverte. » J'ajoute que, tablant, au contraire, sur la faveur dont la jeunesse jouit généralement, on nous a trop souvent leurrés, en nous donnant pour tout jeunes des auteurs qui frisaient la trentaine, quand ils ne l'avaient pas dépassée. Avec M. Anouilh, du moins, on ne nous monte pas le coup. Nous sommes enchantés de le savoir.

L'œuvre est à la fois logique et lyrique, entendez que le lyrisme de Frantz, le héros de *l'Hermine*, semble une expansion pathétique de la plus rigoureuse, de la plus extrême logique. *L'Hermine* est une pièce à thèse, en ce sens que tout y est construction de l'esprit — ou du sentiment — rapports de conséquences à prémisses. Acte Ier : le principe est posé. Acte II : un crime en découle. Acte III : le criminel, dans ses aveux, explique la fatalité de cette déduction. C. Q. F. D.

Mais examinons le postulat qui, de Frantz, va faire un assassin. L'amour, dit-il, ne peut rester pur sans argent. La pauvreté l'amoindrit, le salit. Donc, l'homme qui aime doit se procurer de l'argent par tous les moyens. Ce point de départ est horrible. On l'a vivement reproché à l'auteur, tout comme s'il était clair que les déclarations scandaleuses qu'il met dans la bouche de son héros fussent l'expression de sa propre morale. Voilà qui est comique. Songeons-nous à rendre Dostoïesvski responsable de toutes les pensées monstrueuses qui hantent le cerveau de ses personnages? Raskolnikoff aussi raisonne faux. Mais l'écrivain n'épouse cette fausseté que dans la mesure où le romancier doit s'iden-

tifier aux âmes qu'il dépeint. Ainsi en va-t-il de M. Anouilh, je suppose. L'erreur de Frantz n'est pas pire que celle qui conduit l'étudiant russe à son double forfait. Elle est même d'un ordre plus généreux dans l'atrocité, car c'est l'orgueil qui perd Raskolnikoff, comme c'est l'ambition qui perd Julien Sorel, tandis que Frantz ne tuera pas pour lui, du moins pas exclusivement pour lui seul. Il est égaré par une conception du l'amour, de ce qu'on doit à l'amour, qui est fausse, indéfendable, odieuse, révoltante, assurément, mais une déviation du sens moral qui a son origine dans l'exaltation amoureuse sera toujours moins vile, moins inexpiable que les déformations de l'égoïsme absolu.

Frantz a vingt-deux ou vingt-trois ans. Il est le pupille de la vieille duchesse de Granat. Il aime éperdument la petite nièce de celle-ci et son unique héritière, Monime, laquelle a dix-huit ou vingt ans, et, de son côté, adore Frantz. Amour encore chaste, éclos jadis entre eux à l'époque de leur enfance, et qui a grandi d'année en année, aux vacances, dans les jeux permis et partagés. Frantz a abandonné ses études pour se lancer dans les affaires. Il veut faire fortune au plus vite, afin d'épouser Monime. Mais, même en affaires, trop de hâte nuit. Il échoue dans ses entreprises. Le voilà acculé à la faillite.

Au lever du rideau, nous entendons Frantz demander brutalement à Bentz, vieil Américain très riche, dont il est l'hôte à la campagne, les trente mille francs qui lui sont nécessaires pour apaiser un créancier. L'Américain oppose à Frantz un refus net et souriant. Frantz insiste avec la dureté la plus maladroite, la plus injurieuse. Évidemment, ce jeune homme à l'œil fixe, aux mâchoires serrées, n'est pas dans son état normal. Dès ces premières minutes, le fort et le faible de l'œuvre apparaissent : la soudaineté de l'attaque, ce saut à pieds joints dans le sujet, le mouvement précipité, le ton âpre et serré du dialogue, tout dénote, chez l'auteur, un tempérament singulier. Mais aussi l'invraisemblance éclate. Elle n'est pas dans le personnage de Frantz, à cet instant du moins, car on peut croire que c'est un demi-fou, et il est bien tel en effet. Elle est dans le personnage de Bentz. Comment ne jette-il pas Frantz dehors? Cet Américain est

convention pure. Peu importe! on est pris. A cela se reconnaît le don.

Surviennent d'autres personnages plus ou moins factices et d'autres qui rendent un son vrai. A la première catégorie appartiennent la belle madame Bentz, Américaine cynique, Florentine, vierge folle d'aujourd'hui, et la gouvernante de Monime. De la seconde espèce sont : Frantz, qui est vrai quoiqu'il raisonne faux, Monime, l'ingénue ardente, et surtout un ami de Frantz : Philippe. Nous apprenons que les quatre jeunes gens et la gouvernante sont venus en auto, mais leur voiture, au moment de repartir, a eu une panne, et le milliardaire (ficelle par trop grosse) n'a pas d'auto lui-même, parce qu'il a horreur de ça. Force est aux visiteurs de passer la nuit chez les Bentz. La gouvernante, toute tremblante d'une crainte que l'auteur organise afin de rendre la vieille duchesse par avance antipathique, téléphone au château de Granat, pour informer sa maîtresse du contretemps. Puis chacun regagne sa chambre, sauf Frantz qui doit rester coucher dans le fumoir et s'allonge sur un divan. Madame Bentz aussitôt revient. Elle a assisté à un dernier assaut livré par Frantz à son mari pour lui extorquer les trente mille francs. Cet argent, elle l'offre au jeune homme, en échange d'une heure de plaisir. Mais Frantz aime Monime d'un amour exclusif. Il repousse la dame avec dégoût. Suivent deux scènes très belles, les meilleures, peut-être, de toute la pièce. Philippe, qui doit traverser le fumoir pour aller rejoindre Florentine dans un pavillon, est retenu par Frantz agité, malheureux, avide de se confier. La conversation qui s'engage entre les deux amis met en relief l'antithèse de leurs deux natures, plus encore : l'opposition de deux jeunesses, de deux races d'hommes, l'une, dangereuse, parce qu'elle veut tout ou rien, l'autre, plus sage en sa futilité, qui trime sans tristesse, s'amuse, à la rencontre, sans excès, soumise et détachée, respectueuse et sceptique, épicurienne, assez heureuse, en somme, parce que la médiocrité est son climat. D'un côté, les fanatiques : les chefs, les conquérants, les saints, les apaches, les déments. De l'autre, le troupeau. C'est au cours de cette scène (déjà magistrale, telle que l'on demeure confondu qu'un garçon de vingt

et un ans ait pu l'écrire) que Frantz expose à Philippe, d'un cœur déchiré, avec une poignante déraison, sa théorie abominable, selon laquelle, pour garder à l'amour sa pureté d'hermine, il faut l'environner de luxe, l'enfermer dans un cercle d'argent. Ici nous assistons à la genèse de l'intention criminelle : Monime est l'unique héritière de la duchesse de Granat... Frantz se pose la même question que Raskolnikoff, songeant à la prêteuse sur gages, se posait : « A quoi sert cette vieille sur terre? » Enfin, Florentine, impatiente, vient relancer Philippe, qui la suit, Monime, un instant après, accourt retrouver Frantz. L'acte se termine sur une scène d'amour, non moins originale que la scène précédente, et non moins magnifique. Une enfant passionnée et pure vient s'offrir à son ami, parce qu'elle voit qu'il souffre; elle lui met la main sur la bouche, pour étouffer ses protestations, et lui murmure à l'oreille : « Je veux être ta maîtresse. Prends-moi, Frantz. » La sincérité de l'accent parvient ici à fondre, avec un tact admirable, la hardiesse et la pudeur.

Nous avons insisté sur ce premier acte, parce qu'il est le plus réussi des trois. Abrégeons maintenant. Le deuxième acte, qui se passe, ainsi que le suivant, au château de Granat, est l'acte du crime. C'est le plus faible, ou, plutôt, le plus inégal, car, à aucun moment, le mot « faible » ne saurait convenir à un ouvrage dont le principal caractère est la vigueur. Le personnage de la duchesse de Granat est aussi irréel que possible. Il me porte à penser que M. Anouilh ne connaît pas plus de duchesses qu'il ne connaît de milliardaires américains. A vrai dire, duchesse et milliardaire ne sont ici que des pions dans le jeu morbide d'un obsédé. Le vrai drame se noue et dénoue dans l'âme de Frantz, entre son esprit absurde, sa volonté effrayante et son cœur enflammé. Monime, à côté de Frantz, tourbillonne, tantôt attirée et tantôt rejetée par le souffle du brasier.

Le dernier acte, c'est le lendemain du crime. Enquête. Frantz est pressé de questions par les policiers. Il se défend presque trop bien. Puis, soudain (grosse ficelle encore) on nous apprend qu'un vieux domestique s'est accusé du crime, à l'improviste. Il est un peu timbré, nous dit-on, pour toute explication. Cependant, à peine Frantz est-il mis hors de

cause, qu'il éprouve le besoin de décharger son cœur en révélant la vérité à quelqu'un. Justement Philippe se présente. Ici, une scène superbe : le récit du meurtre par le meurtrier. Mais Frantz, à présent, fait horreur à Monime. Dans l'effroi qu'il lui inspire, elle en vient à l'accuser d'avoir tué par cupidité, pour pouvoir disposer de sa fortune. Ce coup imprévu renverse tout le pauvre système logique échafaudé par le malheureux. Il se dénonce. Ce geste ramène Monime dans ses bras.

De M. Fresnay — à qui revient aussi l'honneur d'avoir découvert M. Anouilh — nous dirons simplement qu'il nous apparaît comme l'un des premiers comédiens français d'aujourd'hui. Un commentaire de son jeu, dans le rôle de Frantz, demanderait des pages. Madame Paulette Pax a fait de la vieille duchesse une composition haute en couleur. Mademoiselle Reinhardt (Monime) a du charme, de la fraîcheur, de la sincérité, une diction bredouillante et un accent étranger. M. Ferréol (Bentz) est bon. M. Rémy (Philippe), excellent. La mise en scène du *Théâtre de l'Œuvre* est pleine de goût.

FRANÇOIS PORCHÉ

Erratum. — Dans le numéro du 15 avril, page 931, ligne 3, il faut lire : La pourpre cardinalice, dans l'occasion, n'a pas plus de réalité qu'elle n'en a, en certaines toiles, autour de tables bien servies.

LE MOUVEMENT LITTÉRAIRE

Il y a, dans le livre de Colette[1], de la hardiesse et du naturel. Elle traite des sujets tabous avec une clairvoyance tranquille de naturaliste. Il y a seulement un demi-siècle, le veto était formel et le rideau soigneusement tiré. Il y avait à parler des femmes damnées plus que de l'indécence, une espèce de sacrilège. C'est que l'amour était encore un dieu. Il a depuis lors repris sa place parmi les phénomènes de la nature et les fonctions de l'espèce. On ne s'étonne plus de le trouver aberrant.

L'ouvrage n'est ni un roman, ni une étude. C'est une galerie de quelques personnages non-conformistes. Voici quelques années, j'avais entendu Colette faire de vive voix un saisissant portrait de Renée Vivien. Cette fille longue et blonde, habitant dans l'avenue du Bois un vaste et fastueux logis où les chefs-d'œuvre, disparaissant sans cesse, étaient sans cesse renouvelés, — distraite et comme absente de son propre génie, prend, à mesure que le temps l'éloigne, une beauté plus mystérieuse. Des poèmes, d'une chair quelquefois un peu molle et transparente, mais qui ont le rythme et la langueur de la vie, chantent une mélodie qui décline comme le jour :

> J'erre au fond d'un savant et cruel labyrinthe...
> Je n'ai pour mon salut qu'un douloureux orgueil.
> Voici que vient la Nuit aux cheveux d'hyacinthe...

Colette me semble un peu sévère pour toutes ces strophes délicatement exsangues : en revanche elle a fait de la jeune

1. *Ces plaisirs* (Ferenczi).

femme un portrait comme elle seule sait les peindre : « Son long corps sans épaissseur, penché, portait comme un lourd pavot la tête et les cheveux dorés, et de grands chapeaux chancelants. Elle tendait en avant ses longues mains tâtonnantes. Ses robes couvraient ses pieds, elle allait frappée d'une gaucherie angélique et perdait en marchant ses gants, son mouchoir, son ombrelle, son écharpe. » Elle vivait, ou plutôt elle errait, voilée de noir ou de violet, dans la nuit odorante de salons barricadés de vitraux, et dont les fenêtres étaient clouées. Les dîners, composés de mets violents et bizarres, étaient éclairés par trois bougies. Un jour, Colette, étouffant dans cette ombre, apporta et mit devant sa place, tout allumée, une grosse lampe à pétrole. Renée Vivien pleura et se consola.

De la tragique tristesse de ses poèmes, il était impossible de rien découvrir sur ses traits, ni dans ses paroles. « Où chercher, entre la chevelure blonde et la tendre fossette du menton effacé et faible, un pli qui ne fût point riant? » On ne sait quand elle travaillait. De cet être qui devait mourir avant trente ans, et qui avait une sorte de génie, tout ce qu'on voyait, c'était une figure et une âme enfantine, avec de la manie, l'obsession de boire en secret, et une étrange et tranquille crudité pour parler des choses de l'amour. Oserai-je ajouter que cette contradiction n'est ni très surprenante, ni très rare?

Un chapitre charmant est l'aventure de lady Eleanor Butler et de miss Sarah Ponsonby, qui, « victimes imprudentes de la plus dangereuse exaltation de tête et de sensibilité », comme parle madame de Genlis, s'enfuirent ensemble, et allèrent habiter le petit cottage de Llangollen, dans le pays de Galles. Ceci se passait en mai 1778. Les vierges de Llangollen vécurent là comme des recluses, cloîtrées dans leur réciproque tendresse, pendant cinquante-trois ans. Le prince de Puckler-Muskau, qui les vit en 1828, les trouva sans doute un peu étranges à voir, par leurs robes surannées, mais avec l'air le plus agréable de l'ancien régime. « Rien, hormis leur cottage, écrit-il, n'intéresse les vénérables ladies. Il est vrai que leur demeure offre de réels trésors : une bibliothèque nombreuse et bien fournie, une vue et une situation

délicieuses... Une vie égale, paisible, une parfaite amitié, tels sont leurs biens. »

L'aînée a écrit son journal. Ces petits récits de chaque journée ont un air si ingénu et si heureux, qu'ils attendrissent. Voici un de ces emplois du temps : « Pendant que ma Bien-Aimée dessinait, je lisais madame de Sévigné. De sept à neuf, douce causerie avec les Délices de mon cœur, près du feu. Puis nous roulâmes nos cheveux en papillotes. » — Et plus loin : « Lever à sept heures. Céleste matin, bleu et argent. A dix heures, ma Bien-Aimée et moi buvons une tasse de thé. Un jour du plus exquis recueillement. » — La vieille demoiselle note naïvement ce qu'elles ont vu dans une promenade : une belle jeune femme qui filait, deux beaux chiens, un chat noir et blanc, un petit enfant avec une poupée. Un jour, après avoir semé des concombres, verni la table de la salle à manger et confortablement dîné de mouton froid dans la cuisine, elles ont trouvé leur vache Margaret à la barrière, qui attendait d'entrer. Elles lui ont ouvert la porte et se sont promenées dans la prairie. C'est tout pour un jour. Écoutons Colette rêver à ce long calme issu d'un orage de jeunesse, à cette double vie qui finit, comme toutes les destinées suffisamment longues, dans le respect retrouvé. « Amour, travaux ménagers, soins du jardin, lectures à la veillée, visites reçues, longue, mondaine et minutieuse correspondance; gourmandise anglaise, répartie tant sur le mouton froid que sur le fruit de la Passiflore accommodé au sucre et au vin de Madère : comme le temps passe vite! » — miss Butler mourut à quatre-vingt dix ans. Miss Ponsonby ne tarda pas à la rejoindre. Elles avaient un jour écrit un papier scellé de trois sceaux noirs, où elles demandaient à être ensevelies ensemble.

Ce sont là les chapitres culminants, si je puis dire, du livre. Mais toutes sortes d'histoires et de traits s'y ajoutent, dans cette manière savoureuse, pittoresque et profonde qui est celle de Colette. Enfin l'ouvrage s'encadre entre deux essais, l'un sur la simulation, l'autre sur la jalousie. — Celui-ci contient sous la forme d'une confidence un très beau sujet de roman qui a été utilisé, si je ne me trompe, dans la *Seconde* : la femme trompée, mais qui voit sa rivale bafouée, vient

d'instinct à son secours. Enfin le livre finit, — et quelle conclusion plus naturelle? — par une belle page sur le mystère de la pureté.

***

De temps en temps, M. Carco tourne un documentaire. Entendez qu'au lieu d'écrire un roman, il nous en montre au vrai les personnages. Vous trouverez dans *Traduit de l'Argot*[1] tous les éléments d'une fiction. Le sujet en eût été cette zone frontière entre les apaches et les policiers, demeure d'une race qui tient aux uns et aux autres, et qui est celle des indicateurs. Vous trouverez même une espèce d'intrigue ou de conte embryonnaire : comment Bob le Flambeur est devenu indic.

Voici d'abord le personnage. Nous le rencontrons en sortant du Palais de Justice, où nous avons assisté à un procès assez compliqué et assez mystérieux, un vrai épisode de guérilla, où Lucien Roche a tué Émile Blache, et où André Blache, frère d'Émile, a, par vengeance, tiré cinq coups de revolver dans le ventre d'Albert Roche, frère de Lucien. Les deux meurtriers, Lucien Roche et André Blache, ont été pareillement condamnés à dix ans, sentence que partisans comme ennemis de l'un et de l'autre ont trouvée monstrueuse, sans que nous comprenions très bien cette délicatesse. C'est alors que, sur le boulevard du Palais, M. Carco rencontre Bob.

« Bob, les mains dans les poches de son pardessus, me regardait d'un air glorieux. Son chapeau mou rabattu sur les yeux, sa grosse figure joviale et colorée, son foulard, son manteau marron et je ne sais quelle familiarité courtoise et bon enfant lui assuraient partout la sympathie. Nous nous connaissions de longue date. » — Comme la querelle Roche-Blache a eu pour origine une partie de dés pipés, Bob offre à son ami Francis Carco de lui montrer aux Gobelins le tapis-franc, disons le bistro, où l'affaire a commencé. Ils y vont, et je dois dire qu'ils sont assez mal reçus.

Bob, qui est homme à prendre sa revanche, donne rendez-vous à M. Francis, comme il l'appelle, place de la République, au Baromètre. Là, nouveau contretemps : la police fait des

1. Éditions de France.

rafles et les parties sont interrompues. Du moins les deux amis, et leur voisin Fernand le Fou, un petit gars trapu, silencieux et triste, peuvent aller dîner chez Casimir, rue de Montreuil.

Casimir est un recéleur, passé à la police depuis plusieurs semaines; on court la chance de trouver dans son repaire une assemblée choisie. Un débit sans enseigne, des vitres malpropres et sans rideaux, deux marches à monter. Casimir, aimable et robuste personnage, vient lui-même placer les arrivants. « Il portait un gilet de tricot sans manches, à boutons de nacre, une cravate piquée d'un fer à cheval, un faux-col dur et, fort beau gars encore, malgré sa corpulence, présentait dans l'ensemble l'allure d'un écuyer de cirque. Ses cheveux, étalés en frange sur le front, s'y déroulaient avec une élégance foraine du meilleur aloi. » — Ses énormes mains portent à leurs doigts, sous des anneaux d'or, des traces de tatouages bleus. Nous le voyons bientôt au travail, c'est-à-dire tendant un piège à un malheureux ouvrier qui a volé trente kilos de plomb. Bob et M. Carco s'en vont écœurés. Sur le cours de Vincennes, vers une heure et demie du matin, pour que leur retour soit plus piquant, des voyous leur demandent du feu. Mais Bob repousse de haut cette agression un peu molle.

Il est malaisé de suivre les deux amis dans leurs promenades. La seconde commence par un rendez-vous dans un café de la gare de l'Est. Un premier passage, obscur et mal pavé, nous fait entrevoir une vaste salle de restaurant. Des filles font le guet pendant que les hommes dînent. Une camionnette est prête en cas d'alerte. Une rue sombre mène à un second passage, flanqué d'hôtels meublés aux escaliers raides et aux carreaux fêlés. Là végète une population d'ouvriers, de petites gens, de prostituées et de voyous. La tache blanche d'un faire-part, collé contre une vitre graisseuse, annonce qu'un habitant d'un de ces hôtels est mort. Un ivrogne bâille, des Arabes se querellent, des joueurs de belote, dans une buvette, comptent les points en riant. Au bout du passage, la rue du Faubourg-du-Temple flamboie.

Ces expéditions sont coupées de leçons d'argot, de rencontres et surtout de souvenirs. Ces ruelles sordides sont

aussi pleines d'histoires que les ruines de Mycènes. Grenelle était terrorisé, vers 1919, par un héros homérique, nommé Milo-la-Graisse. « Plus mauvais, plus dur, plus coriace que ce gars-là, déclare Bob, ça s'rencontre pas, jamais. » A trente-six ans, il comptait cinquante années de prison. Il brûlait ses trente cartouches de revolver par jour, tout seul, pour le plaisir. Un nommé François la Douleur, qui avait juré de le tuer, eut le tort de parler. Milo-la-Graisse l'attira à Saint-Mandé pour un cambriolage, et là, dans un jardin, l'obligea à creuser sa tombe, avant de le tuer. Cette affaire conduisit Milo à la Guyane. Il s'évada. Des copains lui trouvèrent au Havre « un boulot pépère », dont la nature ne nous est pas révélée. Mais il s'ennuya de Paris, revint à Grenelle, et naturellement fut reconnu. De quartier en quartier il échoua dans le garni devant lequel nous sommes. La fatalité y avait amené le même indicateur qui l'avait déjà donné. Milo repris est retourné au bagne. La promenade s'achève dans un bal musette, le *Tourbillon*, assez désert. Les deux amis reviennent à pied par le boulevard de la Chapelle. Le tableau de ce lieu sinistre est beau : le boulevard de la Chapelle, aux lumières stagnantes, avec les maisons basses aux façades de plâtre et les lourds piliers qui portent la voûte du Métro; la rue Jessaint, coupée d'une impasse, à l'angle de laquelle émerge de la nuit une tragique masure délabrée, persiennes fermées, silencieuse, tandis que les trains roulent en contre-bas et que, plus haut, une rame de Métro accourt, retentissante sur sa passerelle de fer; la rue de Tombouctou, qui tourne à la gauche d'un pont aux grilles noires. Au moment où Bob raconte l'assassinat de la grande Marcelle, une locomotive passe avec un hurlement. « La fumée mouvante, rabattue par-dessus le pont, se volatilisait, tel un fantôme, à travers la nuit claire, trop claire, où les toits, les vitres des maisons, les rails, entre des signaux de couleurs, brillaient comme en plein jour, sous la lune froide, aux maléfiques rayons bleuâtres, décomposés. »

Le troisième acte de cette « quête » chevaleresque est un dîner chez Bob lui-même, boulevard de Picpus. Bob vit avec sa mère dans un appartement qui pourrait être celui d'un rentier d'avant-guerre aux goûts simples et décents. Sept invités, dont Fernand le Fou avec sa « dame » Renée les

Petits Pieds, deux gentlemen aux mains dures et un Marseillais nommé Titin la Traite. Renée est une blonde molle, aux jolis yeux cernés d'un trait de crayon. Mais, dans ce milieu de tradition stricte, les femmes mangent à la cuisine. Seuls, les six hommes prennent place dans la salle à manger Henri II, sous le plafonnier de fer forgé.

Bob et Fernand nous sont déjà de vieilles connaissances. M. Carco, avec son masque rectangulaire, son teint de cendre parfaitement égalisé, ses cheveux en bandeau sur son front régulier, ses yeux curieux et fatigués, son nez effilé, sa bouche longue, mobile et amère, n'est pas un inconnu. Des deux gentlemen, l'un, sec et noiraud, a un air de danseur mondain, un complet sombre et des chaussures vernies; l'autre est un personnage massif, pesant comme un coffre, aux cheveux tondus, qu'on appelle le gros Marcel. Quant à Titin la Traite, il est prodigieux : « Un homme comme il n'en existe que là-bas, à Marseille, où les chemises de soie rose-bonbon, les cravates vertes, les bagues formées d'un serpent aux yeux de rubis, les souliers jaunes et le fumet d'ail relevé d'une pointe d'anis suffisent pour faire d'un beau garçon un crève-cœur, mais régulier dans le travail et toujours bien poli. »

La conversation que tiennent de tels seigneurs, tous spécialisés et chacun maître en son art, est hautement instructive, malgré des réticences bien naturelles et qui rendent le récit plus vivant. Nous apprenons comment le mondain cambriole les appartements, tandis que les maîtres sont absents; comment le gros Marcel rafle l'argent des termes dans le tiroir des concierges; comment Fernand, aidé de Renée, fait partie de la corporation des Internationaux. Après un savant changement de décor, Titin explique les finesses de la traite. Tout cela dans un langage dont la saveur, la précision, l'éclat et la brièveté sont autrement nobles que le parler académique. Enfin Bob achève la soirée en menant M. Carco à la Glacière, chez Jean le Borgne, où il lui montre lui-même, avec quelle maîtrise! comment, en quelques coups de dés, on allège deux maraîchers ivres. Il est quatre heures du matin. Nous voici aux Halles, parmi les pauvres aux pieds entourés de chiffons, les voleurs endormis et les prostituées de toute sorte : les unes, hautes et massives, vêtues comme les marchandes, le torse

dans un chandail, les pieds dans des sabots, un tablier à la ceinture; une autre, vieille et ivrogne, qui s'appelle Beau Sourire; — enfin, couchée au pied d'un arbre, une fillette en haillons.

Ces trois excursions nous ont menés au tiers du livre. Bob nous a fait part de sa science. Il est temps que M. Carco trouve un autre guide. Comme il va se risquer seul dans le café où se négocie l'évasion des forçats, un gros homme, aux yeux perçants et durs, à la voix nette, lui fait rebrousser chemin sans brusquerie et lui remet sa carte : *Paul Trique, inspecteur de la Sûreté générale.* Naturellement M. Paul connaît fort bien Bob. Il sait que M. Carco est allé cinq jours plus tôt chez Jean le Borgne. La conversation de M. Paul est plus didactique, si j'ose dire, que celle des voleurs, mais elle n'est pas moins intéressante. Nous apprenons à connaître le vol à la graisse, où l'on entraîne, en feignant de le reconnaître, le naïf qui descend d'un train, le vol au journal, recommandé dans le Métro, et où l'on tient devant soi un journal déplié qui reçoit le portefeuille escamoté, le vol à la poche-revolver, comme aux vestiaires des théâtres. Une dernière sorte me paraît particulièrement agréable, étant à la fois simple et ingénieuse : on souffle une haleine d'ail au visage d'un innocent qui détourne la tête et qu'on dévalise aussitôt. — Nous apprenons aussi que Bob a dans son sac pas mal de mauvais tours. Pourquoi donc M. Paul ne l'arrête-t-il pas?

« Que voulez-vous, répond M. Paul, on a ses têtes. Celle de ce garçon me revient... Eh! oui. C'est un petit bougre intelligent et qui vaut mieux que le métier qu'il exerce. Aussi je veux espérer qu'un jour il se ressaisira... qu'il viendra me trouver tout seul... Je lui ai déjà fait dire par des amis... Je suis bon type, au fond. Je connais la vie. J'ai le temps. » Autrement dit il espère que Bob renoncera à la vie antisociale qu'il mène pour se faire indicateur; il espère aussi que M. Carco fera part de ces propositions à son jeune ami.

Nous sommes juste au milieu du volume. La vraie partie est engagée : d'un côté, ce M. Paul, intelligent, énergique, brave (c'est lui qui a ceinturé Milo la Graisse), un peu trop beau parleur, de l'autre, une bande d'hommes libres, filous à vrai dire, et même quelque chose de plus, mais pleins de

mépris et de haine pour les faux frères, qui vivent de trahison. Cette bande de voleurs intéresse puissamment M. Carco. Et soit qu'il en ait sincèrement l'illusion, soit qu'il veuille ennoblir ses amis et son livre, il croit quelquefois, porté à cinq siècles en arrière, reconnaître dans ces truands Villon et ses amis. L'un d'eux, affublé de cuir, « avait une telle manière de prononcer compaing pour copain et d'évoquer, par ses histoires, le cadre du quartier des Halles, avec ses rues de la Grande-Truanderie, de Simon-le-Franc, que j'y croyais suivre le poète, flanqué de Cayeux le crocheteur et du mondain Régnier de Montigny. Ajoutez à cela le roulement perpétuel des dés sur le tapis, l'arrivée des pigeons amenés par des filles publiques dont certaines avaient nom Denyse, Berthe ou Margot, et l'illusion me saisissait de revivre non plus dans les obscurités du texte, mais dans l'atmosphère même où avait dû se dérouler toute la morne existence traquée, inquiète et pitoyable, chantée aux pages du Grand Testament. »

Telle est du moins l'enseigne de la maison. Mais revenons à M. Paul. Il fait faire à M. Carco la même tournée, que nous avons faite avec Bob. « Je ressentais, près de cet homme à la force tranquille, une singulière impression de sécurité qui s'accompagnait de honte, et, malgré moi, j'évoquais Bob à côté du policier. Hélas! la comparaison n'était pas à l'avantage du jeune homme ». Ils vont jusqu'au canal Saint-Martin et reviennent par la place de la République, mais là, ils rencontrent Renée, la maîtresse de Fernand le Fou.

La situation de M. Carco va devenir assez délicate, car Renée l'a aussitôt dénoncé à ses amis. C'est fâcheux pour l'homme; mais excellent pour l'écrivain. Car il va nous faire assister à une explication entre Bob, Fernand et lui-même, qui est une excellente leçon de point d'honneur. Enfin, comme Bob demeure un peu froid, c'est Fernand, guide neuf et voleur international, qui va conduire M. Carco dans des endroits nouveaux. Puis M. Paul le fait assister à des rafles. On le gâte.

Cependant, nous approchons du dénouement. Mais, avant de nous rendre témoins de la déchéance de Bob, M. Carco veut du moins nous montrer la fin héroïque d'un de ces hommes

libres, Fernand le Fou, qui, après avoir dévalisé une joaillerie, assiégé dans sa chambre, a tiré toutes ses cartouches et a été enfin descendu au moment où il gagnait le toit. Réconfortés par ce drame, nous supportons mieux la chute de Bob. Celui-ci se fait pincer en cambriolant une villa : son complice, Binèche, est un homme de M. Paul. Il faut choisir entre la prison et la police. Le choix est fait. Nous revoyons une dernière fois M. Carco, M. Paul et Bob, devenu le subordonné discret de M. Paul. Celui-ci a pour son vaincu une tendresse triomphante. « Toi aussi, mon gars, dit-il, tu en briseras d'autres. Ton tour viendra. On suit le mouvement. On s'y met. On arrive. » — Bob s'y est déjà mis : « Vous n'avez pas tout vu, dit-il à M. Carco. Si M. Paul m'y autorise, je vous conduirai plus tard dans des coins que vous ne soupçonnez pas. » — Ce dénouement est plein de promesses.

***

Avant d'être un auteur dramatique promptement célèbre, M. Pagnol avait été, à Marseille, directeur d'un jeune journal qui s'appelait *Fortunio* et où la copie arrivait irrégulièrement. C'est pour suppléer à ces défaillances qu'il eut l'idée d'écrire un roman bouche-trou. Il le publie aujourd'hui[1], et c'est un livre charmant, plein de verve, de gaîté, de vérité, écrit dans le style le plus joyeusement léger. C'est l'histoire de deux hommes qui se dupent l'un l'autre. Peluque, emporté par son imagination et vivant à la lisière de ses songes, tantôt de-ci, tantôt de-là, propose à une femme, puis à une autre, son nom et sa fortune, laquelle n'existe point. C'est ainsi qu'après Pomponnette il aime Lucie, qui a trois cent mille francs de dot. Seulement il se découvre que cette dot n'existe pas plus que l'héritage de Peluque. Le père de Lucie a coutume de dire : « En donnant ma fille, je donne une fortune : au moins trois cent mille francs. » C'est une métaphore. Comment ne pas reconnaître, dans cette double galéjade, l'instinct dramatique? Le roman est une comédie; et cette comédie a la verdeur et l'étincellement des œuvres de jeunesse.

HENRY BIDOU

1. *Pirouettes*, chez Fasquelle.

TABLEAUX DE BERLIN[1]

II

« Capitale de Province ». — Pour l'étranger, pour le Parisien spécialement, il se dégage, je suppose, de la vie de Berlin, un plaisir indiscutable, surtout à l'instant où, l'hiver terminé, naît le printemps. Le calme des rues, un air d'immense « capitale de province », les arbres qui verdoient le long de ces larges avenues où l'on peut compter le nombre des voitures, le rythme ralenti de l'existence causent, au sortir de Paris, une impression réelle d'apaisement.

Ce ne sont pas les raisons pour lesquelles on s'attendrait à se plaire à Berlin, sur des commérages de voyageurs, plus en quête d'aventures que de réalités. Les gens qui se déplacent aujourd'hui, tout le temps, un peu et très vite, transportent leurs collections de clichés, plus nombreux depuis le cinéma et depuis que ce qu'on chuchotait, au retour des voyages, se trouve imprimé tout au long dans toutes sortes de publications de feuilles et de livres qui, jadis, n'existaient point. Pour les uns, Berlin est le centre de toutes les prostitutions éhontées. Je viens d'y vivre six semaines, n'ayant vu que l'étalage de la librairie qui a pour titre *Sexual* et les quelques muettes promeneuses à bottes d'aviateur en cuir rouge, qui piétinent à l'angle du *Kadewe*, — abréviation courante du nom d'un grand magasin de nouveautés.

Ce que l'on voit dans la vitrine de *Sexual*, on le trouve,

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 avril 1932.

avec à peine moins de discrétion dans la manière de l'offrir, le long de nos Galeries du Palais Royal. Je prends un titre au hasard, — pourquoi ne pas dire toujours les choses comme elles sont? — l'*Érotisme dans le Mariage*. J'y vois même une traduction de *l'Ariane*, du malheureux Claude Anet qui, vraiment, ne saurait passer pour un ouvrage pornographique. Les Berlinois vous parlent en haussant les épaules de cette librairie, ils sourient en évoquant les demoiselles à bottes d'aviateur et les réclames d'*Eldorado*, où le service est fait par des jeunes gens en robes décolletées. Ces messieurs, m'a-t-on dit, parlent français et se vantent de faire leurs toilettes elles-mêmes... Les noctambules vont là passer une heure, l'une des « attractions » est breton, il faisait son service dans les zouaves et a déserté. Ce qui n'inflige aucune honte à la Bretagne, n'est-ce pas?... Car une hirondelle ne fait pas le printemps et un dévoyé ne saurait déshonorer une province entière.

Mais revenons à la vie de Berlin qui intrigue ceux qui n'y sont pas allés et fait propager quelques erreurs à ceux qui pensent la connaître, — pour y avoir passé cinq jours. On y goûte une saveur de mélancolie. Je n'ai pas eu grande envie de sortir. Mais je ne suis pas noctambule. Un temps vient où l'on est saturé de visites aux musées et n'en attend plus guère. Je sais tout de Saskia et d'Hélène Fourment, et bien davantage de Véronèse ou de Van Dyck. Ce que nous cherchons dans une ville, c'est bien moins que des tableaux célèbres, des yeux, c'est-à-dire des âmes, dans des regards inconnus. Les chefs-d'œuvre universels, qui se vendent en cartes postales, ne peuvent plus guère intéresser lorsqu'on les a beaucoup fréquentés, sinon les vieilles demoiselles anglaises et les messieurs qui veulent toujours « revoir » et ne se complaisent qu'à ce qui était usé, bien avant qu'ils ne naquissent, par les regards de générations disparues.

Berlin est une grande ville, qui a des avenues trop larges et des cours d'eau étroits, des canaux sans péniches, sous des alignements de beaux arbres, qui dégageront humidité, fraîcheur, ombres et toutes les saveurs occidentales, lorsque leurs petites feuilles qui percent s'épanouiront. Des avenues longent le canal, des propriétés bordent les avenues. Hôtels particuliers qui évoquent la richesse, non le luxe, des simi-

litudes d'architecture plus que l'élégance et le goût. On pense à Lefuel, à de mauvaises épures de Palladio, à des réminiscences du parc Monceau.

***

Erreurs. — Les Allemands aiment le déploiement de ce qui marque la puissance, le nombre. Ce penchant se marque surtout dans ce qui est populaire, aujourd'hui. La masse réagit moins promptement que les races méridionales, elle a besoin, pour se considérer davantage, qu'on lui offre les témoignages des raisons qui la portent à se croire plus forte qu'une autre. L'excès de ce sentiment engendre, d'ailleurs, partout dans le monde, des difformités. Paris commence à se défendre moins contre le colossal. Il y perd son charme, sa valeur et jusqu'à la signification qui le rendait précieux. Au contraire, depuis un demi-siècle, Berlin et Munich marchent en tête de ce mouvement d'un gros peuple vers une grosse expression de ses évolutions. Mais l'élite, qui est forte, elle aussi, réagit devant ce goût déplorable. Et l'on trouve encore à Berlin des endroits qui évoquent les temps où l'homme reconnaissait que l'espace est inutile à la pensée. Elle le crée à sa guise. Le réduit le plus étroit peut loger le plus puissant cerveau du monde. Et le plus haut gratte-ciel d'Amérique peut ne contenir que des manœuvres, parfaitement idiots.

Deux récentes « créations » de Berlin, *récentes*, c'est-à-dire d'après-guerre, montrent les erreurs où conduit la manie de construire trop vaste et trop parfaitement lourd. Tout étranger qui arrive à Berlin entend parler de ces deux sujets de vanité pour la bourgeoisie et pour les intellectuels. Il s'agit d'une sorte de brasserie et d'un musée, aussi dissemblables que possible l'un de l'autre.

Après avoir vu l'un et l'autre, pourtant, je ne saurais les séparer. Ils se complètent. Aux deux extrémités de la courbe, ils marquent le défaut qui nuit le plus aux Allemands et celui peut-être qui leur a fait perdre une partie qu'en août 1914, ils jugeaient gagnée.

La brasserie porte le nom de *Haus Vaterland*, ce qui déjà semble prétentieux pour une brasserie. Quant au musée il rem-

plit d'immenses salles reconstituées d'après des vestiges de Babylone et de Pergame.

***

Haus Vaterland. — Voyons la brasserie, d'abord. L'entrée ressemble à celle d'un music-hall ou d'un cinéma d'Amérique. Double escalier, vestibule démesuré, ascenseurs, vestiaires. Sommes-nous dans un théâtre, un grand magasin de luxe pour le commun? En gravissant les escaliers, nous trouverons plusieurs étages de brasseries, deux par étage.

Au dire des visiteurs, la plus réussie est celle qui évoque ou plutôt reproduit une vaste terrasse devant un panorama embrassant d'une colline la vue du Rhin. Le soleil d'un jour d'été rayonne sur le paysage. Littéralement, du balcon de la terrasse, il nous est difficile de ne pas souffrir de l'aveuglement que causent tant de clartés sur une si vaste étendue. Des nuages légers glissent dans l'azur. Ils épaississent, deviennent gris, puis opaques, puis couleur de fumée, et, lorsqu'ils ont presque complètement obscurci la lumière du jour, la foudre projette ses lueurs intermittentes qu'accompagnent les roulements du tonnerre. Les consommateurs attablés sur la terrasse suivent avec émotion ce simulacre, d'ailleurs plus parfaitement réussi que ce que nous avons jamais pu voir au théâtre. Mais, à cet instant, l'ondée, une véritable grosse pluie d'orage, se met à tomber. Nous en entendons le bruit, le crépitement sur le devant de la terrasse, le rebondissement et l'égouttement, enfin, lorsque le grain est passé. Les nuées s'allègent, le soleil reparaît, et l'arc-en-ciel dessine alors son arche transparente par-dessus l'horizon. Il est des gens à qui une station d'un quart d'heure, à l'une de ces tables, laisse autant de souvenirs qu'un voyage de plusieurs journées fatigantes. Nous-mêmes n'en avons-nous pas conservé, comme d'une hallucinante photographie, un souvenir qui ne mériterait pas d'être gardé, sinon pour complimenter les techniciens ayant réussi un trompe-l'œil et un trompe-l'ouïe si exacts?

Les autres brasseries ont également pour fond un panorama. Celui de Vienne, dans un soir bleu, offre, avec ses lumières

scintillantes, cette sorte de ciel renversé qui donne aux amants, la nuit, le long d'une promenade ombragée, des illusions supra-terrestres.

Ailleurs, la Bavière est représentée par un cirque de hautes montagnes, en partie couvertes de neige. Des cascades véritables font entendre leur bruit d'eau glissante mêlé au balancement des clochettes de troupeaux épars à l'entour. Dans la salle même, Lœwenbraeu, un orchestre d'hommes à chapeau de feutre pointu et les genoux nus entre les culottes courtes et les bas, exécutent toutes sortes de valses, sous la conduite d'une femme vigoureuse, qui relève d'un solo de trompette assourdissante le suave et entraînant mouvement des violons.

Des étudiants bavarois se sont réunis là, ce soir, pour fêter l'un d'entre eux, je suppose. Peut-être aussi sans autre but que de boire. Tandis qu'une servante nous apporte des saucisses fumantes, de la bière et du pain blanc, les étudiants bavarois ont fait venir cinq ou six tournées de chopes. Ils se lèvent chaque fois que la bière leur est apportée. Ils prennent la chope grise par la poignée, la portent à hauteur du visage; puis, après un léger mouvement de la tête, avalent une longue gorgée. Bientôt, ils entonnent, debout, un refrain du pays, un de ces refrains que les Allemands excellent à reprendre en chœur, avec un ensemble que les jeunes Français seraient incapables de soutenir, sans un chef. Ces honnêtes plaisirs du soir témoignent de la discipline, du besoin de coagulation de l'Allemand, qui doit se sentir en nombre pour évaluer sa force. Je pense à l'Allemand moyen, toujours, bien entendu. Car les Allemands de qualité supérieure, et j'en ai rencontré, offrent avec les Français des différences, qu'il faut parfois chercher d'un œil ou d'une oreille bien subtils. Lors même qu'elles nous frappent, elles ne signifient point infériorité, d'un côté ou de l'autre.

A Berlin, comme peut-être dans toute capitale, j'observe qu'il existe (avec des exceptions, c'est entendu) quatre et même cinq facteurs essentiels de dispersion d'un nationalisme trop intégral, ou, si vous préférez, trop égoïste, pour être possible au second tiers déjà du XXe siècle : les savants, les artistes, les femmes, les israëlites, et ce qu'on peut ranger

dans une élite qui comprend l'aristocratie supérieure, qui a depuis longtemps, comme les israëlites, des ramifications européennes et américaines. On peut être, d'ailleurs, un excellent Allemand, on peut être un Français excellent, et ne pas considérer les peuples étrangers comme inévitablement ennemis ou dépourvus à jamais de toutes les qualités que chaque peuple revendique, assez justement sans doute, mais dont aucun ne possède, tout de même, le monopole exclusif.

Dans le *Gœthe* de M. André Suarès, dont chaque ouvrage est toujours formé de pierres si parfaitement taillées qu'il n'est, comme pour les monuments antiques, besoin d'aucun ciment pour les maintenir, je trouve cette phrase dont la clarté rassemble tout ce qui peut être dit sur ce sujet, comme les rayons du phare qui marquent le même but aux navires venus des points extrêmes de la terre : « Pour faire une Europe, il faut une France, une Allemagne, une Angleterre, une Espagne, une Irlande, une Suisse, une Italie et le reste. Il faudra même une Asie, deux Amériques, etc... Voulez-vous un genre humain ou une termitière à fourmis humaines? Les temps sont venus de choisir. »

Revenons à cette vaste construction du *Haus Vaterland*, où les Berlinois de qualité ne mettent, bien entendu, jamais les pieds et que l'on considère comme une attraction réservée aux provinciaux. Aux étages supérieurs, nous trouvons un blockhaus du Far West américain, avec cow-boys, jazz et portraits de MM. Roosewelt, Harding, etc. Une osteria napolitaine, avec, à l'horizon, le Vésuve couronné de flammes, et un café turc, dont la petite terrasse obscure domine la Corne d'Or. J'en oublie. Peut-être le visiteur est-il, pendant quelques instants, ce qui demeure le plus curieux à considérer dans tout ceci.

Je ne pense pas qu'un pareil établissement pourrait durer à Paris, où l'on compte tant de « boîtes » éphémères. Ceux mêmes qui les installent et en font le lancement savent que leur vogue est limitée à six mois. Ils la revendent, avec un gain plus ou moins intéressant. Mais ce Palais de la Consommation, ce voyage par dioramas, cet exotisme de décor dans l'*exactitude*, qui ravit la clientèle allemande, ne satisferait guère notre imagination.

***

PERGAMMON. — Passons maintenant au musée. Je suis resté à Berlin cinq semaines avant d'avoir mis les pieds dans une galerie...

— Vous n'avez pas été voir Pergammon?

J'étais celui qui n'avait pas été voir Pergammon.

Ni *Pergammon*, ni *l'Eldorado*!

Je suis allé voir Pergammon.

Avant d'exprimer une impression, je voudrais que nous nous transportions à Londres, au *British Museum*, pendant un instant, dans la salle où les Anglais exposent les fragments de sculpture arrachés au fronton du plus fameux des temples grecs, le Parthénon.

Les vestiges des dieux, des déesses et des chevaux attribués à Phidias ont été regroupés à la place exacte qu'ils occupaient dans le fronton qui dominait l'Acropole. *Mais* aucun fragment n'a été reconstitué et la corniche même, l'entablement du fronton n'ont été dessinés, tracés, au-dessus des groupes fameux que *par un fil tendu*. Voilà, pour les Anglais, que l'on accuse si souvent de n'être pas artistes, un effort qui mérite d'être loué, plus qu'on ne croit. Il faut dépenser infiniment d'énergie, en effet, pour ne pas céder au souhait du plus grand nombre, qui est toujours de reconstituer, de refaire, de donner l'apparence de ce qui était, par la masse même et la matière. L'homme qui osa se contenter d'un fil pour procurer aux visiteurs du British Museum l'illusion de ce fronton fameux, que lui reprochait et lui enviait le monde, cet homme est non seulement un artiste, un poète, mais un caractère.

Allons maintenant considérer les vestiges de Pergame, à Berlin.

Dans des salles de rez-de-chaussée, si vastes qu'un géomètre seul pourrait leur attribuer une dimension, au plafond entièrement vitré, à la hauteur d'un quatrième ou cinquième étage, les vestiges, la frise de Pergame ont été reconstitués, dans le même esprit exactement que les horizons et les brasseries ou terrasses du *Haus Vaterland*. A l'aide d'un fragment de corniche de quelques centimètres de largeur, on a *reconstitué* des mètres de corniche. On a refait des colonnes titaniques,

dont on ne possédait qu'un fragment de la base et une partie de chapiteau. La frise fameuse des guerriers combattants et des chevaux a été restaurée dans le même esprit, sur une base de pierre cyclopéenne, sous un entablement démesuré. De fameux « docteurs » n'ont pas remplacé les bras et les jambes emportés par la rafale des siècles passés sur ces ruines, mais ils les ont incrustés dans une composition destinée à donner à l'ensemble, dès l'entrée, l'aspect primitif. Pour unir les tons différents de ces vestiges et des matériaux neufs, il fallut les lessiver à toutes les essences, tous les acides. Privés de la patine du temps, on a passé les guerriers à je ne sais quel enduit, toujours dans le but de masquer la restauration. En arrière, un escalier colossal, aux marches trop étroites, supporte une colonnade trop basse. L'effet est insupportable, disproportionné, sans grandeur et sans signification. Cette salle semble avoir été aménagée pour une représentation de quelque tragédie, mise en scène par un entrepreneur de ciment armé.

Pour les fragments de briques vernissées provenant de fouilles exécutées sur l'emplacement de Babylone, qui couvrait plus d'espace que Londres aujourd'hui et dont rien ne subsiste, pour ces fragments babyloniens, même reconstitution digne d'un musée de cire plus que d'un noble musée. La crédulité du visiteur de seconde zone y est exploitée avec une brutalité sans nom.

On a voulu lui restituer la rue de la Prière ou de la Procession à Babylone, et il doit l'accepter. D'une brique on a refait une porte de la ville, jusqu'aux créneaux... Qu'elles nous sembleraient précieuses, ces quelques briques, encore vernissées, toujours bleues, isolées, flétries par des siècles de sommeil sous les sables!

Le grand défaut de l'Allemand, nous venons d'y toucher. Il croit à ce qu'il reconstitue, comme il croit au nombre. Il refait les siècles. Il camoufle le passé, il éclaire d'une dure étincelle de magnésium la nuit des âges engloutis dans la mort et il se figure sincèrement leur restituer le soleil et la vie.

***

Mise en scène. — M. Max Reinhardt a réalisé, naguère, parallèlement aux premiers Ballets russes, une véritable révolution dans la mise en scène. Il commença par simplifier le décor. Puis il se servit de la couleur toute pure, si l'on peut dire. Aujourd'hui, il présente des drames comme *Avant le Coucher du soleil*, de Gérard Hauptmann. Quelle perfection dans la minutie et l'exactitude! Au premier acte, une bibliothèque de plusieurs milliers de volumes est encombrée d'œuvres d'art, puis nous voyons une serre où les lauriers, les plantes tropicales et les humbles pots de géranium voisinent, dans le désordre et l'on peut dire la senteur même de ces réserves vivantes et léthargiques des jardins d'hiver. Ces prodiges ne peuvent être réalisés, d'ailleurs, que grâce à une scène tournante. La pièce d'Hauptmann ne comprenant que deux décors, ceux-ci ont été construits, aménagés, meublés, remplis, une fois pour toutes. On y fait le ménage tous les matins, depuis le début de la pièce. La serre est entretenue, chaque plante arrosée, comme elle le serait ailleurs que dans la prison ténébreuse d'un théâtre.

La pièce de Gérard Hauptmann, dont on fête le soixante-dixième anniversaire, est jouée par les meilleurs artistes de Berlin : M. Werner Krauss, madame Hélène Thimig, Mathias Wieman, etc.

Il n'est pas un rôle de maître d'hôtel qui ne soit tenu par un de ces acteurs si parfaitement naturels, qu'on craint de voir, ensuite, aux personnages qui jouent autour de nous les rôles de notre vie, leur visage emprunté et leur tenue factice.

Le *Deutsches Theater*, où est représenté ce drame, est une sorte d'équivalent de la Comédie-Française, moins le *Décret de Moscou*, le *sociétariat* et toutes ces chinoiseries auxquelles le public n'a jamais rien compris. Dès le seuil du grand vestibule, un buste, sur un socle, au milieu d'un panneau : Molière. Ces témoignages de la pensée, du goût, de l'art français, d'ailleurs constants, montrent les points de contact.

Dans le même temps que les représentations du drame de l'auteur des *Tisserands*, M. Max Reinhardt a fait la mise en scène de deux ouvrages qui sont le grand succès théâtral de

Berlin, cette saison : *Lilyom* et la *Belle Hélène*. Lilyom et sa fête foraine, avec le réalisme du comédien le plus populaire de Berlin, Hans Albers, c'est la perfection.

Il en va tout autrement de *Die Schöne Helena*, au *Grosses Spielhaus*. Ma surprise fut assez grande de ne pas voir figurer Meilhac et Halévy sur le programme. Plusieurs noms allemands les remplaçaient. Seul, celui de Jacques Offenbach subsiste. Avec cette sorte de pochade frénétique, iconoclaste, élégante, scabreuse et encore toute parfumée de patchouli Napoléon III, on a fait à Berlin, comme avec les fragments de Pergammon et les briques de Babylone, une œuvre capitale, un opéra, chanté comme s'il s'agissait bien plus des *Huguenots* que d'une fantaisie musicale.

Le berger Pâris est interprété par un quadragénaire plus destiné en apparence à représenter un lutteur de baraque que l'adolescent auquel Vénus offre une pomme d'or. Il a les cheveux noirs, un torse d'Hercule et les cuisses de la femme à barbe. Le fameux air : *Sur le Mont Ida, trois déesses...* devient un tableau. Colline surmontée d'un saule infiniment pleureur dont les feuillages de papier de soie, d'un vert délicieux, forment autour des trois déesses un abri qui sied au geste délibéré de Vénus. Devant sa nudité dévoilée, le Pâris d'abattoir roule des yeux de Somali dans un visage pain d'épice. Ménélas est devenu un jeune homme. Le comique auquel ce rôle est confié a l'oreille du public, selon l'expression consacrée. Il en abuse. Il ne laisse parler personne, se moque des chanteurs, et s'efforce de maintenir l'attention des spectateurs fixée sur lui. Ceci, nous l'avons vu en France et à Londres, maintes fois. Lorsque la pièce est nouvelle, nous acceptons d'être ainsi tyrannisés. Mais, lorsqu'elle est consacrée depuis bientôt trois quarts de siècle, il serait honorable et nécessaire de lui conserver son caractère. Que la mise en scène soit transformée, rien de plus juste, mais qu'on refasse le texte entier, que l'on prenne un air de la *Périchole*, un autre de la *Vie Parisienne*, pour allonger la représentation, voilà qui devrait être interdit.

Pendant une fugue récente dans le Midi, j'assistai, à Monte-Carlo, à une représentation de *la Périchole*, précisément, interprétée par une cantatrice sud-américaine, madame Conchita Supervia. Le directeur de l'établissement

s'était permis de faire chanter le texte parlé dans la version originale et de commander à un chef d'orchestre quelconque des récitatifs d'un dialogue qui, en réalité, n'existe que pour présenter quelques airs légers, délicieux et, d'ailleurs, célèbres, comme la fameuse *lettre*. Mais, au milieu de ces récitatifs, toujours à la manière des *Huguenots*, la musique joyeuse d'Offenbach se trouvait noyée, étouffée. Nous ne reconnaissions rien. Le public disparate et ignorant ne protestait point. Je crois bien que j'étais seul à exprimer — vainement — ma façon de penser d'un tel vandalisme.

A Berlin, *Die Schöne Helena*, est une reconstitution analogue. C'est la grenouille dont on veut faire un bœuf. Si quelque jour on accommodait *Tristan* en opéra-bouffe, que diraient les Wagnériens?

Je songeais aux reconstitutions de Pergammon, en regardant la mise en scène de cette *Belle Hélène*, où l'orgie est assez réussie, surtout le tableau de la sortie des convives enivrés, mais qui n'est plus cette folie gracieuse, cette sorte d'improvisation irrévérencieuse, mais qui n'a rien de la farce de music-hall. Et puis, lorsqu'il s'agit d'Hélène, de Vénus, de Pâris, de ces héros dont la statuaire antique a peuplé les villas d'Italie et les musées du monde, quel que soit notre penchant pour la fantaisie, la liberté, le modernisme, la nouveauté, le pittoresque, l'humour, il est des innovations, comme des hardiesses, qui choquent sans nécessité, des nuances hideuses et des formes absurdes. On peut innover jusqu'à l'extravagance; Aubrey Beardsley s'y dépensa. Mais, dans un cadre restreint, avec un choix d'une délicatesse raffinée, une exécution impeccable. Dès que l'on travaille pour la foule et à des prix réduits, il faut y apporter quelque circonspection. On tombe vite dans la plus outrancière vulgarité.

***

TIERGARTEN. — Si je reprenais mes carnets de ces derniers jours, je trouverais sans doute bien des notations prises pendant des promenades au *Tiergarten*, avant le crépuscule, durant ces derniers moments d'avril, ces premiers couchants de mai, dans le pullulement des verdures à peine écloses, qui

mettent, sur le visage livide ou rosi du ciel, une sorte de voilette à pois de chenille.

Jamais le cœur ne retrouve qu'avec le printemps et si profondément enfouies dans la chair, certaines de ces sensations de l'adolescence qui, pour la première fois, n'étaient pas uniquement causées par la présence ou l'absence des êtres aimés.

C'est dans ce radieux malaise de mai que l'âme a découvert ces vides subits, non motivés, qui font penser aux trous d'air que rencontre l'aviateur en volant. Brusquement, sans que rien l'ait averti du danger, son appareil descend de cent mètres. La sensibilité rencontre en nous ces vides, à tout instant. Il faut manœuvrer, regagner son altitude. Mais l'inquiétude est installée. Comme aussi l'impression de pouvoir se sauver à tout coup. C'est au printemps que ces remous nous ont été révélés et, dans la solitude, le printemps en ramène les lointaines impressions.

Le *Tiergarten* est au cœur de Berlin, non pas un Bois de Boulogne, ou si l'on veut qu'il en soit un, il faut ajouter aussitôt qu'il a, comme *Hyde Park* ou *Green Park*, sa personnalité. Au voisinage de ce canal qui est peut-être la Sprée, à l'extrémité de l'allée sablée de rouge qui porte le nom de *Fasanerie*, avant *Lichstenstein Allee*, les promeneurs espacés et le silence évoquent cette impression de *capitale de province*, que l'on ressent presque partout à Berlin. De nombreuses allées cavalières; partout, les pelouses protégées par une basse rampe, peinte en vert, une netteté, une tenue qui n'effacent pas l'impression de la nature. Les arbres n'ont pas été apportés. Ils ont été préservés. Il en est de centenaires. Et puis, au printemps, le moindre lilas de jardin, captif d'immeubles cyclopéens, donnera toujours le sentiment de la forêt vierge et du bouquet.

En retrait d'une allée qui conduit à un pont traversant, cette fois, une Sprée navigable, étroite, mais que longent les chalands, un petit palais du XVIIIe siècle, à fronton triangulaire, avec ce mot français, écrit au-dessus de la corniche, en majuscules bouclées : *BELLEVUE*... Au premier plan, derrière un saut de loup, un canon, comme aux Invalides. Peut-être a-t-il été pris aux Français? Au delà du canon (notre canon), les majuscules bouclées tracent dans la pierre

ce mot paisible qui évoque l'instrument d'optique, d'amples jupes, des cheveux poudrés, la contemplation, et l'une de ces minutes de sérénité, qui font penser, à tort, que la vie pourrait n'être tissée que de secondes enchantées.

Dans le *Tiergarten*, — où l'herbe est devenue pour quelques jours d'un bleu de Sèvres sous les clochettes sorties de terre, — il est des avenues que l'on a rendues impossibles au promeneur; la plus offensante de toutes, que les Berlinois ont baptisée l'*allée des poupées*, est l'œuvre du Kaiser. Il a logé là, de cinquante en cinquante mètres, l'effigie en pied de ses ancêtres Brandebourgeois, au centre de petits hémicycles de pierre qui supportent eux-mêmes deux statues, à mi-corps celles-là! C'est proprement monstrueux et de la qualité que les cités elles-mêmes doivent, hélas! parfois supporter, qui peut être qualifiée de « nouveaux riches ».

Mais, dès qu'on laisse quelques arbres à la disposition du printemps, aucun metteur en scène ne saurait lui être comparé. Il est inimitable; il permet d'oublier partout la maladresse et la prétention des hommes, même lorsqu'il s'agit des improvisations de Guillaume II. Une nappe de clochettes, les branches criblées de petites feuilles, des merles qui *parlent* haut, en ayant l'air de ne s'adresser qu'à soi-même. Si les hommes allaient plus souvent se promener sous les arbres, en cette saison, ils professeraient moins de haine les uns contre les autres. Mais tout le monde a dit cela, depuis longtemps, les arbres sont toujours là, — et dans leurs veines, les hommes portent le même venin.

***

Béguine. — On devine ici un penchant invincible pour l'Orient. *Kolonialwaren* est écrit sur des milliers de boutiques. Il n'est guère de maison aisée qui ne possède de jardin d'hiver rempli de palmiers et de latanias; entre les doubles fenêtres, nous apercevons partout ces plantes informes, ces raquettes couvertes d'aiguillons qui évoquent le désert.

Une nostalgie endémique se trahit là. Ce n'est pas seulement l'attrait d'un peuple septentrional pour un soleil plus

ardent. C'est le chant du Maure accroupi dans le fond de quelque salle de l'Afrique du Nord et qui, raclant les cordes d'une petite guitare, soupire d'une voix déchirante, jusqu'au hurlement, le mot Grenade, *Grinada!*

Toutes les mélancolies sont respectables. Le Germain porte dans le cœur celle de l'Orient. La Méditerranée l'attire. Et des mers plus lointaines.

Ce soir, des amis me font entrer dans un triste caveau, qui fait *boîte de nuit* et qui s'appelle la *Beguine*, pour voir danser des noirs.

J'ai connu dans Marseille, au cœur puant des rues chaudes, dont l'une porte le nom de la *Rose*, des réduits que je n'ose appeler restaurant, ni même bar ou débit, dans lesquels se retrouvaient des Martiniquaises; des filles venues des îles qui ferment le golfe du Mexique ou de plus loin, de l'Océanie limpide. Elles ne faisaient pas « objets d'exportation ». Le port envoyait là toute la gamme des noirs. L'un d'eux portant l'uniforme de l'infanterie de marine venait parler à une métisse crépue qui étrennait un chapeau rose. Ces gens étaient chez eux, et moi, je me sentais en exil.

Ici, une demi-douzaine de noirs est parquée dans un angle, autour d'une table. Les consommateurs, les curieux, les danseurs, occupent, à l'étroit, des guéridons. Les négresses, qui se sentent regardées, couvées des yeux, cessent d'être naturelles. Les deux hommes café au lait qui les accompagnent sont gênés. Nous pensons au *Zoo*, aux bêtes parquées.

Bals noirs de Paris, où êtes-vous, avec vos mélanges imprévus, vos petits aspirants fonctionnaires de Saint-Louis du Sénégal ou de Fort-de-France, vos pseudo-étudiants à l'épiderme acajou, qui sont peut-être chasseurs dans un hôtel, en attendant d'autres destinées? Les faux cols empesés, les cravates anglaises, les complets qui fascinent aux devantures sous des visages angulaires imités de J.-É. Laboureur, donnent au bal des airs qui prolongent Constantin Ghys dans l'atmosphère de Dufrène. Des femmes de chambre aux paumes blanches, à la taille longue et à la croupe remuante croient prendre des façons de duchesse de la savane. Rien en réalité n'est plus vivant.

A Berlin, ce soir, je m'ennuie terriblement, sans oser l'ex-

primer à mes hôtes, dans ce sous-sol étroit de la *Beguine.* Parfois, sur la petite piste réservée aux danseurs, un couple de négresses attaque une de ces *beguines* d'exportation, pour boîtes nocturnes, ventre à ventre, l'expression du regard lointaine et le corps livré à tous les tressautements. C'est proprement hideux. Je surveille les spectateurs. Deux, entre autres, l'air d'officiers en civil, l'un quarante ans, l'autre vingt-quatre. L'aîné demeure à demi indifférent, le plus jeune a le visage contracté, blême...

Et comme, la danse finie, mes amis me demandent où ils vont me conduire, je réponds : — A mon hôtel!

Méfions-nous des descriptions de reporters qui tentent de se donner la fièvre, avant d'entreprendre une tournée dans Berlin, ou dans Paris, d'ailleurs. Ce qu'on en imagine est toujours différent de la réalité. Les plaisirs importés sont dépourvus de saveur. Ils sont pareils à ces bananes qui doivent être cueillies vertes pour supporter le voyage et qui, devenues chez nous à peu près mûres aux yeux, sont à jamais insipides et déjà pourries à l'intérieur. Ainsi nous paraissent les volcans dans les dioramas.

En France, avec nos côtes ouvertes à toutes les mers, le noir aborde directement. Marseille, Bordeaux, Nantes, le Havre, Cherbourg, nous les livrent tout parfumés, et l'on pourrait dire tout puants, de leurs îles, de leurs plantations, de leurs savanes.

A Berlin, ils ont l'air d'avoir été expédiés comme les bananes, les mandarines ou les objets funèbres de l'Afrique, en caisses plombées.

***

A L'HORIZON DES USINES. — Hier, vendredi, j'avais assisté à une manifestation de républicains, dans la rue, le long de ces larges avenues de Berlin qui semblent prévues pour la mobilisation. Sur une tribune de plein vent, au milieu d'une place, un orateur parlait une langue qui me demeurera sans doute, comme toutes les autres, à jamais étrangère. J'entendis évaluer le nombre des manifestants à cent mille. Peut-être n'étaient-ils pas la moitié.Mais ce que je puis affirmer, c'est

qu'à dix seulement, ils auraient pu faire beaucoup plus de bruit. Il semblait que leur nombre même les impressionnait si fort qu'ils en étaient devenus muets. Aux fenêtres, quelques drapeaux noir, jaune et rouge et des drapeaux hitlériens, rouges, portant au centre un cercle blanc avec la croix gammée, — un genre d'étendard qui fait plus asiatique qu'Européen, — des drapeaux demeuraient sans souffle. Au bout de trois quarts d'heure, il ne restait personne et le trottoir n'était même pas souillé. Évidemment, comme me l'ont répété bien des amis, ici, le peuple cherche sa voie. Il ne sait pas encore se conduire, ni discerner le chef, lui depuis si longtemps habitué à sentir la poigne de ses empereurs, de ses chanceliers et de ses rois.

... Ce samedi matin, je suis en apparence perdu, en apparence seulement, dans l'une des banlieues les plus industrielles de Berlin, celle que couvrent les bâtiments des fameuses usines Siemens, qui fabriquent ou fabriquaient des câbles d'acier et tout ce qui sert au télégraphe, au téléphone, à la T. S. F., pour l'Europe entière. Le pays lui-même porte le nom de *Siemensstadt.* Les logements ouvriers, leurs fournisseurs, les emplacements réservés aux jeux couvrent bien l'étendue d'une ville, dont l'horizon est fait de hauts murs de briques rouges et d'immenses cheminées. Ces colonnes rouges, dressées sous le ciel d'un matin de printemps, ne supportent plus leurs sombres chapiteaux de fumée. Le samedi matin ne viennent aux usines que quelques centaines d'employés de bureau. Les ouvriers ne travaillent plus que quatre jours par semaine, en deux équipes qui partagent le temps du travail. Leur nombre, qui fut de quatre-vingt mille, ne dépasse guère cinquante, aujourd'hui.

Un canal passe là, peu large, les berges verdoyantes, près d'un mauvais restaurant où nous avons demandé une tasse de café au lait, qu'il nous a fallu jeter dans le sable, à la dérobée. Le lieu se nomme, comme par dérision : *Gartenfeld.* Au ras de l'eau, quelques garçons aux cheveux couleur de filasse, le cou rougi par le soleil et coiffés d'un béret basque, pliés en deux, polissent des périssoires qu'ils viennent de sortir du *bootshaus.* D'autres, à l'arrière des frêles embarcations, font des essais de gouvernail.

Sous le ciel voilé, bleuâtre, au delà de l'autre rive, où

conduit un pont de fer, peint en bleu indigo, les usines Siemens paraissent roses. Des branches commencent à verdoyer aux arbres qui bordent ce canal de banlieue, plus destiné à des courses de canots qu'aux larges flancs des péniches. Paisible et doux matin de printemps, traversé du chant automatique de quelque coq. Dans l'eau, se reflètent les arbres de la rive parallèle. Un homme à pardessus sombre avec martingale, coiffé d'un chapeau melon noir, ramasse sur le milieu du chemin, avec un plantoir concave, à manche de bois, du crottin, dans un sac de toile grise.

Le long de la barrière grossière qui rejoint tous les trente-cinq mètres des bornes de pierre peintes en blanc, passent deux filles à bicyclette, tricot bleu, tricot rose, gibecière aux épaules. Un Sisley prussien. Puis, une mère et une fille, retour du marché, filet avec oranges et pommes rouges. Elles vont, bras dessus, bras dessous, portant même grand manteau masculin, beige mauve. La mère ferait une belle Germania, la fille ressemble à une Parisienne, elle a le visage de mademoiselle Gaby Morlay... Dans un bredouillement d'oiseaux sonne la cloche du train de *Siemens-Schuckertwerke* qui emporte trois wagons de marchandises blancs et un noir.

Où suis-je? J'hésite à mi-chemin entre Joinville et Weybridge... Est-ce la Tamise, la Seine ou la Sprée, dans laquelle l'eau de ce canal, tout à l'heure, va glisser?

Mélancolie de ne pas comprendre ce que disent des êtres humains, comme nous vêtus et qui nous ressemblent.

N'y a-t-il pas, en ce moment, dans toutes les banlieues d'Europe, de petits enfants poussés dans de petites voitures, un samedi matin de la fin d'avril, où, la semaine achevée, l'homme voudrait jouir de son foyer, de sa femme, du sourire de son enfant, de la jacinthe qui fleurit dans le jardinet, de sa pipe... où le garçon rêve de périssoire ou de bicyclette, la fillette d'un ruban rose et la jeune fille d'un garçon?

ALBERT FLAMENT

APRÈS LES ÉLECTIONS

La France a voté. Elle a voté, comme nous l'annonçaient les chefs des grands partis en présence, dans les déclarations qu'ils nous avaient faites en mars dernier, pour la *Revue de Paris*, sur la double « plate-forme » de la *crise* et de la *paix*. Elle a voté sensiblement *à gauche*, ainsi qu'il fallait s'y attendre, en raison des mécontentements suscités par la crise, des inquiétudes de conflits futurs, des errements et des erreurs d'une législature qui s'abandonna à la démagogie financière, qui vota tant de lois onéreuses et imparfaites, depuis les dégrèvements illusoires jusqu'aux assurances sociales impopulaires, qui généralisa le régime des subventions et des pensions en faisant de l'État une machine à renflouement et de chaque citoyen un retraité...

L'ancienne Chambre de prédominance nationale, n'avait cessé de subir l'influence d'une opposition active et audacieuse qui devait l'amener, dans le domaine intérieur comme en matière extérieure, à faire une politique de gauche avec une majorité modérée. C'était l'équivoque. Et le pays, en proie aux incertitudes de la *crise* et de la *paix*, allait manifester, par ses votes des 1er et 8 mai, en modifiant profondément les effectifs parlementaires, à la fois son souci de redressement et son désir de netteté.

Pour n'avoir pas compris les dangers de cette équivoque; pour n'avoir pas su mettre un frein à la démagogie financière, aux prodigalités, aux générosités excessives, aux concessions extérieures dont on ne tirait jamais le moindre avantage, pas même le bénéfice du geste; pour n'avoir pas sérieusement tenté de résoudre un problème de majorité qui entretenait l'équivoque et engendrait l'impuissance, en dépit des conseils qu'on lui avait prodigués un peu partout, la dernière législature s'est vue désavouée par le corps électoral avec une rare

vigueur. Amputée de plus d'un tiers de ses membres, que les deux scrutins de mai devaient remplacer par des députés nouveaux, désaxée par suite de la « poussée à gauche » qui traduisait le retour des classes moyennes, rurales et citadines, à la vieille politique du Tiers État, patriote mais ardente et réformatrice, animée de justice et de raison, elle a vu reparaître, sous l'effet des mêmes causes où le besoin inné de stabilité et de logique de notre peuple s'allie à un idéalisme séculaire, le large « centre gauche » d'avant-guerre.

On se rappelle le retentissement des articles de notre directeur sur la crise du parlementarisme et sur la solution positive d'une majorité centriste appliquant, notamment, son activité immédiate à l'œuvre de réforme fiscale[1]. Le « petit pas » auquel M. de Fels avait convié ici-même l'ancienne Chambre, vers cet axe sur quoi doit s'équilibrer chez nous toute politique stable n'ayant pas été consenti par les partis, c'est un véritable saut qui leur a été imposé par les électeurs.

Il semble donc que la solution centriste, si obstinément prônée ici, représente aujourd'hui la seule formule capable de traduire au parlement la volonté de réalisation du corps électoral, de donner à la politique française avec la stabilité retrouvée sa vraie figure, de contenir la future Chambre dans le cadre national en dehors d'une nouvelle expérience cartelliste qui risquerait d'être plus néfaste encore, dans l'état de crise et d'insécurité présentes, que celle de 1924.

***

On nous permettra de noter, en passant, le chemin parcouru par cette idée centriste qu'on avait pu accuser en un temps, alors qu'elle trouvait ici des défenseurs solitaires, d'un réalisme par trop prosaïque et utilitariste.

Ne nous reprochait-on pas, alors, à ce sujet, de sacrifier les grands principes et les vastes desseins à un besoin immédiat de stabilité parlementaire, de clarté et d'action positive? Mais ce genre de critique nous apportait précisément la clef de l'impuissance réformatrice où se traîne notre parlementarisme depuis des années et qui nous vaut ces brusques

1. Voir la *Revue de Paris* des 15 juin et 15 septembre 1929.

sautes d'humeur du pays marquant la plupart de nos consultations électorales. Pour séduire les imaginations, le réformateur se croit tenu d'élargir ses gestes, comme ceux du semeur chez le poète, jusqu'aux étoiles. Mais la chute n'en est que plus brutale! Les problèmes ainsi étendus par delà toutes réalités attendent des solutions qui ne viennent plus. L'opinion s'impatiente et, lasse de rhétorique, se jette dans la mêlée. Le phénomène n'est certes pas particulier à notre pays. Il marque la crise du parlementarisme contemporain, résultant, pour la plus grande part, de l'impuissance et de l'impopularité de législateurs qui dissertent et disputent sans agir.

Quoi qu'il en soit, nous avons vu se convertir successivement au centrisme les hommes politiques les plus notoires, les chefs et les troupes elles-mêmes. La formule a non seulement dominé les dernières crises, rencontré l'adhésion de tous les présidents du Conseil, de toutes les personnalités qui tentèrent de former des combinaisons ministérielles, mais elle a gagné le vieux Sénat républicain, elle l'a séduit au point qu'il en a fait sa « grande idée » et qu'il a renversé trois fois le ministère pour en permettre, vainement d'ailleurs, l'application à la législature qui vient de prendre fin.

Bien plus : les partis qui semblaient railler le plus cette formule de conciliation et qui, dans leur for intérieur, la redoutaient comme susceptible de porter atteinte à l'esprit de coalition ou de classe qui anime les batailles politiques, se résignaient à tenter, à leur tour, de l'appliquer. C'est pourquoi l'on avait vu les groupes qui constituaient, quelques années auparavant, les assises du Cartel, se tourner vers le Centre, essayer de substituer au système majoritaire des « deux positions » celui des « trois », emprunter la voix de leurs chefs les plus orthodoxes, tels que MM. Chautemps, Daladier, Steeg, pour exhorter les autres groupes, non sans de persistantes exclusives, à collaborer avec eux au pouvoir.

Enfin, il devait nous être donné de voir venir au centrisme l'ancien chef du Cartel lui-même, le président du parti radical, M. Édouard Herriot, qui n'hésitait pas à nous déclarer, à la veille des élections, alors que nous le consultions au nom de la *Revue de Paris* sur la doctrine, le programme et la tactique,

« qu'il était temps de se serrer les mains », de se grouper, entre républicains sincères de toutes nuances, dans une formation « très large, accueillante, libérale, ménageant à chacun sa place et sa responsabilité ».

Peu après, dans une nouvelle conversation intime et cordiale que nous avions avec M. Herriot, à Lyon, le chef valoisien nous confirmait cette tendance par l'assurance qu'il *ne prendrait plus le pouvoir dans les conditions de* 1924, qu'il *ne referait pas l'expérience d'alors*. Et, en l'écoutant nous exposer le rôle de son parti, au « centre de la République », également éloigné des extrêmes et aux prises, un peu partout, avec le socialisme; en l'écoutant nous représenter le radicalisme, patriote et social, comme le rempart dressé devant l'extrémisme dont l'attraction sur les masses est d'autant plus redoutable que les difficultés présentes atteignent davantage le peuple; en percevant, dans les préoccupations de ce chef, le souci prédominant et impérieux de sauvegarder la monnaie et le crédit, de veiller à la défense de nos droits, sous le signe de cette trilogie suggestive du *franc*, de la *sécurité* et de *la paix*, nous songions avec plus de confiance à la majorité future, aux chances qu'aurait désormais le centrisme, fort de pareilles adhésions pour l'emporter.

***

Le premier tour de scrutin ayant eu lieu, marqué par un glissement très net à gauche, l'ombre du Cartel réapparut soudain au premier plan de la compétition électorale. Certes, les partis étaient allés à la bataille derrière leurs drapeaux respectifs, avec leurs programmes propres. Mais les ballottages posaient, pour le second tour, la question des alliances, des désistements.

Verrions-nous les républicains se grouper selon les points communs de leurs programmes et, par exemple, sur la base de la trilogie essentielle dont nous nous étions entretenu avec M. Herriot — le franc, la sécurité et la paix — ou, au contraire, la tactique pousserait-elle les éléments dits « de gauche » à s'allier, malgré des divergences fondamentales du genre de celles qui séparent les socialistes collectivistes des radicaux bourgeois, contre les éléments dits « de droite » et compre-

nant cependant des groupes démocrates et même laïques?

L'opposition désespérée et finalement victorieuse que les « gauches » avaient faite à la réforme électorale (projet Mandel de scrutin à un tour), s'était justifiée par la nécessité de ne pas diviser les Français « bloc contre bloc » et l'on avait encore dans les oreilles l'écho véhément des objurgations herriotistes :

— Ne ressuscitez pas les vieilles luttes des « rouges contre les blancs! »

Or, la réforme écartée et les élections commencées, on se trouvait, entre le premier et le second tour, en face du même dilemme : les « rouges » reformeraient-ils le cartel électoral contre les « blancs »?

Et voilà que M. Herriot, pressé de questions sur ce point capital, se bornait à répondre qu'il « ne se laisserait pas détourner de son chemin » ou que la « discipline républicaine » pratiquée par les troupes, n'aurait pas besoin d'autre tactique.

Entre temps, la liste des désistements faisait éclater l'étroite alliance des radicaux avec les socialistes et dans bien des cas, de ceux-ci avec les communistes même. Le cartel électoral jouait à plein, élargi, aggravé. Et M. André Tardieu, dénonçant cette collusion dans son dernier discours radiodiffusé et soulignant tout le poids qu'exercerait sur le radicalisme national l'hypothèque marxiste, pouvait s'écrier : « C'est complet! »

Du côté radical, on sentait toutefois le danger de cette situation et l'on risquait une explication que M. Herriot devait reprendre dans son dernier « message » au pays, à savoir que les circonstances n'étaient plus les mêmes qu'au temps du Cartel, le scrutin d'arrondissement uninominal n'ayant pas entraîné, en 1932, les alliances fondamentales qu'exigeait le scrutin de liste, en 1924. En d'autres termes, il ne s'agissait plus de programmes communs ni d'engagements réciproques, mais exclusivement d' « affinités populaires », de rapprochement occasionnel et provisoire. Le Cartel électoral n'engendrerait pas fatalement le Cartel parlementaire et gouvernemental. Il n'y avait point de quoi s'alarmer...

***

Les résultats du second tour viennent de faire éclore une abondante floraison de l'accouplement cartelliste, qualifié

jadis d'immoral, voire d'incestueux. Il ne s'agit encore, à vrai dire, que de bourgeons, recouverts, en ce frileux printemps, d'une gaine résineuse qui dissimule le mystère des pétales naissants. Que donneront ces rejetons subtils, porteurs d'une hérédité confuse? Le Cartel ou le centrisme?

C'est la question qui se pose après les élections. C'est tout le problème politique présent.

D'aucuns escomptent fermement, sous la pression du Sénat, et l'action personnelle des chefs radicaux, qui redoutent intimement le retour des temps sombres de 1924, ainsi que sous l'arbitrage du marché, de la rente et du franc, *arbitrage inéluctable*, l'élaboration d'une large majorité républicaine, dont s'excluraient automatiquement, si l'on peut dire, au seul énoncé du programme radical et centriste, les socialistes et la fraction de droite de l'ancienne majorité, fraction de l'U. R. D. par exemple, allant rallier les irréductibles des groupes modérés qui ne voudraient pas sceller le nouveau pacte.

Mais d'autres, tenant compte de l'entraînement des troupes de gauche, de l'ivresse de leur victoire, des lieux communs passionnels et des mystiques qui les unissent encore, craignent un néo-Cartel dont le socialisme, même non participant au pouvoir, serait le tuteur et l'arbitre.

Certains, enfin, croient à une opération en deux temps : tentative préliminaire et infructueuse de Cartel au moins avec le soutien socialiste puis retour au centrisme.

Un très proche avenir départagera ces avis. Et l'on veut espérer que la confusion et l'incertitude, si dangereuses pour un pays qui jouit de la confiance internationale et qui sera bientôt en face, à Lausanne, de décisions extérieures décisives, ne se prolongeront pas. Il y va du salut de la patrie et de la stabilité du monde.

La sagesse dont vient de faire preuve l'Assemblée Nationale, en grande partie sous l'influence du Sénat, en appelant M. Lebrun à la présidence de la République, permet de penser que le Chef de l'État donnera son appui à la politique définie par M. Herriot, politique qui obtiendrait l'assentiment du pays : soutien du franc, paix, sécurité.

MARCEL LUCAIN

PAUL DOUMER

M. Paul Doumer est mort assassiné par un révolutionnaire russe. L'attentat a eu lieu le vendredi 6 à trois heures de l'après-midi. Transporté à l'hôpital Beaujon, le Président de la République a été entouré immédiatement des plus illustres représentants de la science médicale. Tout a été tenté. Pendant un court espace de temps, un peu d'espoir a semblé permis. Mais bientôt l'état du blessé s'aggravait, et au petit jour Paul Doumer succombait.

Cette fin tragique a douloureusement remué la France entière. Le soir même de l'attentat une foule déférente et émue se pressait aux nouvelles devant l'Élysée et devant l'hôpital. Les jours suivants, tandis que de tous les points du monde affluaient les condoléances des puissances étrangères, la population parisienne manifestait à la fois sa compassion pour la famille de celui qui n'était plus, son respect pour le chef de l'État qui venait de disparaître, son indignation contre le forfait absurde et sauvage dont il venait d'être la victime. Elle savait un peu plus tard rendre un touchant hommage au Président qui recevait le double honneur d'obsèques nationales et du transport au Panthéon.

Il y avait dans ces démonstrations du sentiment populaire la réprobation d'un crime odieux et la marque de l'estime où le Président était tenu. D'une seule voix toute la France a maudit le meurtre injuste et barbare dont s'est rendu coupable un révolutionnaire terroriste. Rien ne désignait Paul Doumer à la haine des violents. C'était un homme

modeste et simple, un fils du peuple qui s'était élevé aux plus hautes charges de l'État par son seul effort, par le travail, par la confiance qu'il inspirait. En sollicitant les suffrages de l'Assemblée Nationale et en désirant la plus grande magistrature de la République, il en avait certes pris tous les devoirs. Intrépide et courageux, très valide et encore jeune à soixante-quinze ans, il était de ceux qui acceptent ce qu'un souverain a naguère nommé avec une sereine désinvolture les risques du métier. Mais nul homme n'était moins provocant que lui. Il remplissait ses hautes fonctions avec une correction parfaite. Le jour où l'assassin qui le guettait l'a frappé, le Président était venu familièrement à une fête de charité, organisée en faveur d'une association d'anciens combattants.

Tout cela, le peuple de Paris le sentait avec douleur, et sa peine en était accrue. Paul Doumer n'était pas de ces hommes politiques qui conquièrent par une éloquence mélodramatique ou par une démagogie de cabotin une popularité bruyante. Il aimait mieux la solidité que l'éclat. Il estimait l'énergie, la rectitude, le savoir, le caractère. C'est par son application qu'il a grandi, et par elle qu'il voulait être estimé. Né pauvre, il a beaucoup travaillé, et il a dû très tôt gagner sa vie. Après l'école, il a développé lui-même son instruction, se contraignant à un labeur du soir, en lisant après la journée faite. Soutenu par l'affection des siens et par la confiance qu'il avait en sa volonté, il a été très jeune ce qu'il devait être toute son existence, un homme de famille, et un homme d'études. Tôt levé, exigeant pour lui-même, peu rêveur, jamais oisif, frugal, méthodique et obstiné, il s'est fait lui-même. Il a passé son baccalauréat ès sciences en costume d'apprenti. Il a été répétiteur dans un collège, professeur, journaliste, député. Fidèle à sa règle de vie, à mesure que sa situation s'améliorait, il ne s'est rien accordé à lui-même. Sa réussite ne s'est jamais terminée pour lui par la médiocre satisfaction des jouissances personnelles. Il n'a pas fait fortune. Il n'a jamais passé pour mener une existence supposant mieux qu'une honnête aisance. Austère et énergique, il rêvait plus, il voulait être, il a été un bon serviteur de l'État.

Le radicalisme, à l'époque où Doumer entra dans la vie publique, représentait une aspiration à quelque chose de

mieux que l'opportunisme et le boulangisme. C'était un état d'esprit plus qu'un système. Neuf et ardent, plein d'intentions excellentes et de quelques illusions, Doumer était de ceux qui croyaient à l'amélioration du régime parlementaire par de bonnes habitudes politiques, à l'amélioration de l'État par une bonne administration, à l'amélioration du sort de tous par de bonnes lois. Il avait foi dans les réformes. Il rédigea naguère un projet de réforme fiscale, qui déconcerta les Assemblées. Il eut de même, quand il fut nommé gouverneur de l'Indo-Chine, l'ambition de moderniser les règles administratives. Rien, à son jugement, n'était impossible à la patience, au travail, à la volonté. Plus tard, l'expérience assouplit et élargit cette conception! elle lui fit comprendre quel est le poids des circonstances, quelle est la force des puissances de sentiment, quelle est l'autorité des traditions.

A toutes les époques de sa vie, Paul Doumer a été garanti contre les entraînements qui perdent les partis avancés, par un très fort sentiment national. Ce radical était avant tout un patriote. Dès qu'apparaissaient, au Parlement ou dans la rue, les querelles de parti, les intolérances et les désordres, il s'inquiétait des répercussions sur les affaires générales. La défense nationale n'eut pas de partisan plus indépendant et plus tenace. On le vit au temps du combisme prendre parti contre Pelletan et André, considérés comme désorganisateurs de la marine et de l'armée. On le vit se présenter à la Présidence de la Chambre et battre Henri Brisson, candidat de gauche. Plus tard ministre d'État pendant la guerre, collaborateur de Gallieni au gouvernement militaire de Paris, ministre des Finances en 1921 et en 1925, président de la Commission des finances du Sénat en 1927, président du Sénat, il resta le même, appliqué, vigoureux, actif, vigilant.

Ce sont ces qualités qui lui ont valu, en mai 1931, l'honneur d'être choisi par l'Assemblée de Versailles comme représentant de l'union nationale et successeur de M. Gaston Doumergue. Son concurrent était Aristide Briand, qui était alors le chef du Cartellisme internationaliste et qui était poussé vers l'Élysée par une propagande intense. Les socialistes révolutionnaires qui avaient adopté Briand le considéraient déjà comme élu. L'entourage du ministre des Affaires étrangères

qui avait machiné longuement la candidature croyait le succès certain. C'était bien mal connaître le Parlement, qui a des faiblesses mais qui, lorsqu'il est libre au scrutin secret et dans une occasion solennelle, a aussi ses prudences. Il suffit à Paul Doumer, président du Sénat, d'annoncer avec franchise qu'il serait candidat pour que son élection fût assurée. Elle fut facile et brillante. A quoi Paul Doumer a-t-il dû ce jour-là la confiance du Congrès de Versailles? Il représentait le sérieux, tandis que son concurrent représentait une aventure. La destinée de la France est d'avoir la réputation frivole et d'être célèbre par de brillantes actions; en réalité elle apprécie avant tout l'ordre, la raison, la tenue, et elle n'accorde volontiers sa confiance qu'à des hommes réfléchis. Il y a parfois à la Chambre des séances éclatantes et tapageuses; il y a même des discours retentissants et qui rassemblent des nuées où l'on croit discerner un instant une gloire naissante. Il y en a déjà moins au Sénat. Il n'y en a pas du tout à l'Assemblée Nationale. En 1931, après une campagne passionnée, ils 'agissait de faire un choix qui engageait l'avenir. Toute la sagesse ancestrale, tout le sens pratique ont incliné les congressistes à choisir Paul Doumer.

Le soir de l'élection, à la tombée du jour, les Parisiens virent passer le nouveau Président digne et simple et d'apparence jeune encore, en dépit de la blancheur de sa barbe. Ils le saluèrent avec respect. Le lendemain les Parisiens apprirent que le Président était allé avec madame Doumer sur une tombe, la tombe de ses fils qui étaient sa fierté et qui sont morts pour la patrie. Et si ce jour-là les Parisiens ne virent pas M. Doumer, ils eurent, en lisant les journaux, un mouvement de cœur pour le père qui associait le souvenir de ses enfants à l'honneur que la nation venait de lui faire. En ces jours derniers, la mémoire de cette époque toute proche revenait à tous et rendait plus vive l'émotion publique.

Il n'y a pas un an que Paul Doumer est devenu l'hôte de l'Élysée. Il a rempli ses hautes fonctions avec une rectitude à laquelle tout le monde rend hommage. Cette dernière année de la législature a été surtout marquée par l'accroissement des difficultés extérieures. Toutes les erreurs de la politique briandiste produisent peu à peu leurs effets. Les illusions

de l'union européenne ont affaibli les alliances sans les remplacer. Les concessions répétées à l'Allemagne n'ont donné à Berlin qu'une idée très néfaste pour l'avenir de l'Europe : c'est que toutes les entreprises pour la ruine des traités lui étaient permises. La dernière conférence de Genève et les progrès hitlériens ont mis en lumière avec éclat les résultats pitoyables de la liquidation de la guerre. Tout cela Paul Doumer le savait, et il en tirait les conséquences. Le patriotisme du chef de l'État était une barrière contre l'internationalisme. Le révolutionnaire qui a assassiné le Président a agi contre l'intérêt français.

A différentes reprises en ces derniers mois, on a beaucoup dit que Paul Doumer était partisan d'une large union nationale; ou même parfois ajouté que la concentration lui paraissait une formation inévitable pour faire face aux difficultés prochaines. Si tel a été le rêve de Paul Doumer, c'est le signe qu'il gardait, en dépit des expériences récentes, la conception radicale de sa jeunesse. Il supposait les radicaux capables d'un sursaut d'indépendance. Il a dû être déçu. Depuis la jeunesse de Paul Doumer, le radicalisme a singulièrement évolué, il est devenu socialisant, il est en tout cas tombé dans la servitude; il a trouvé un maître sévère dans le parti révolutionnaire qui le considère comme étant à ses ordres. De telles conceptions étaient absolument étrangères à l'esprit de Paul Doumer, qui faisait passer avant tout l'armée, la marine, la sécurité des frontières, de la défense nationale. Jusqu'aux élections du 1er mai, malgré les adjurations qui leur ont été adressées, et notamment par le président du Conseil, M. André Tardieu, les radicaux se sont enveloppés de mystères. Dès le lendemain du premier tour, dont les résultats leur paraissaient favorables, ils ont notifié à M. Tardieu qu'aucune collaboration n'était possible avec sa majorité et lui, et ils ont avoué publiquement leur alliance électorale avec les socialistes. C'est le contraire de l'union telle que la comprenait Paul Doumer, à qui sa longue carrière politique avait appris qu'il n'y avait rien à attendre du socialisme.

La pensée de Paul Doumer sera-t-elle mieux saisie après sa mort? Nul ne le sait. La fin tragique du Président, tombé sous les coups d'un révolutionnaire, a fait réfléchir, certes,

bien des gens. Mais y a-t-il un événement qui puisse ramener à la réflexion des groupes parlementaires égarés? L'avenir nous l'apprendra. Ce qui importait, au lendemain du trouble provoqué dans les affaires de notre pays par le meurtre du Président, c'est que la France donnât la preuve de son calme et de sa dignité, et c'est que l'assemblée de Versailles manifestât l'unité nationale. La Constitution a voulu avec une sage prévoyance qu'il n'y eût pas entre un Président disparu et un autre Président d'interrègne. Elle a ordonné que la désignation du nouveau chef de l'État fût immédiate. C'est pourquoi dès le samedi 7 mai, M. André Tardieu a fait connaître au peuple français, par un message ému et sobre, que le Congrès se réunirait le mardi 10 mai et que les funérailles nationales du Président auraient lieu le jeudi 12 mai. Le Président du Sénat, à qui la Constitution confie ce soin, a ce jour même convoqué les Chambres à Versailles. Aussi, trois jours après la disparition du Président de la République, l'Assemblée nationale avait désigné le nouveau chef de l'État et, répondant aux vœux de l'opinion qui voulait une manifestation de solidarité et de patriotisme, elle avait nommé M. Lebrun.

Mais, tandis que les dirigeants remplissaient leur mission et préparaient la vie du lendemain, le souvenir de celui qui avait si tragiquement péri demeurait présent à tous. La foule ne cessait de lui rendre hommage. Les pouvoirs publics préparaient ces obsèques qui ont été, le jeudi, l'occasion d'une manifestation recueillie et touchante. Le président Doumer avant même d'entrer dans l'histoire a sa légende. Sa vie de travailleur, sa simplicité, sa robustesse honnête, son attachement à sa famille, ses quatre fils morts héroïquement sur les champs de bataille, ont fait de lui un représentant des plus solides qualités de notre race. Si le peuple s'est incliné avec un affectueux respect devant le Président, c'est qu'il y reconnaissait quelque chose de lui-même.

IGNOTUS

PARMI LES LIVRES

Le Commissariat général de l'Exposition Coloniale vient de publier une collection de monographies sur la France d'outre-mer[1] : deux volumes sont réservés à l'Indochine, quatre à des possessions africaines : Afrique Occidentale, Afrique Équatoriale, Togo, Cameroun et Madagascar; la Côte des Somalis, la Réunion et les établissements de l'Inde sont rassemblés en un volume; un autre comprend les établissements d'Océanie et du Pacifique austral; un autre enfin, les vieilles colonies d'Amérique : Guadeloupe et Martinique, Guyane, Saint-Pierre et Miquelon. Comme on le voit par cette énumération, les éditeurs de cette collection, destinée à commémorer l'éclatante manifestation de l'an dernier, en ont exclu, sans doute pour des raisons administratives, l'Algérie, qui dépend du Ministère de l'Intérieur, les protectorats de Tunisie et du Maroc, les pays sous mandat de Syrie et de Liban, qui relèvent du Ministère des Affaires étrangères. Ils lui ont ôté ainsi une grande partie de son intérêt et même de sa signification, puisque nos possessions de l'Afrique du Nord sont la raison d'être de cet empire d'un seul tenant qui va d'Alger au Congo, et la garantie de sa cohésion croissante.

Ces neuf volumes, à l'imposant format in-quarto, ont assurément fort belle apparence; le papier est de choix, les marges sont larges, les caractères fort lisibles. Mais une remarque s'impose tout d'abord lorsqu'on les feuillette, c'est que l'illustration semble n'être là qu'un hors-d'œuvre indépendant du texte, fort restreint d'ailleurs, et paraît n'exister que parce qu'elle forme l'ornement nécessaire d'un volume de prix. A Vincennes, dans les pavillons de nos colonies comme dans les pavillons étrangers, la présentation concrète de la vie présente et passée de ces terres lointaines avait été une prodigieuse réussite; un nombre infini de documents curieux, caractéristiques, avaient été choisis, mis en valeur; des

1. *Collection publiée sous le patronage du Commissariat général de l'Exposition Coloniale de Paris*, 9 volumes in-4°, Société d'éditions géographiques, maritimes et coloniales, 1931.

cartes avaient été multipliées, si ingénieuses dans leur simplification que l'illettré même les comprenait; des graphiques avaient été établis. — De tout cela que reste-t-il ici? à peu près rien. Les illustrations ou les cartes dans le texte sont rares; chaque volume ne comprend, en tout et pour tout, qu'une quinzaine ou une vingtaine de planches hors texte : parfois, pour Madagascar notamment, ou pour l'Afrique Occidentale, ces planches reproduisent des bois gravés, de madame Germain Bernard, des dessins de M. Le Sconezec, fort beaux et vigoureux; d'ordinaire, ce sont des photographies, parfois typiques comme celles du Cameroun, le plus souvent assez banales, et surtout, du fait du procédé d'héliogravure employé pour les reproduire, ou par la faute des clichés, d'une précision sèche et triste, d'une minutie de détails sans atmosphère, qui leur ôte du charme. On chercherait vainement le moindre commentaire, et surtout le plus petit rapport avec le texte environnant; le rédacteur a poursuivi sa tâche; le brocheur, de son côté, a réparti pour le mieux son stock d'illustrations; du reste, souvent, les planches ne sont même pas numérotées et ne sont pas mentionnées à la table.

Une autre constatation assez surprenante, c'est, suivant que l'on feuillette l'un ou l'autre de ces volumes si semblables, si uniformes d'apparence, une différence extrême non seulement dans la nature des renseignements donnés, dans le choix des traits essentiels qui doivent composer le portrait de chaque colonie, mais dans la qualité des différents chapitres. Ce n'est pas assez que de dire de cette collection qu'elle est inégale : elle est formée d'éléments hétérogènes, et aucune unité de vues n'a été imposée aux différents collaborateurs. Le tableau de chaque colonie comporte deux parties : l'une, proprement descriptive; l'autre, intitulée *partie administrative et économique*, ou *annexe documentaire*, ou *documents officiels*; cette dernière est le plus souvent l'énumération sèche des cadres administratifs, du reste précise et instructive; toutefois dans le volume sur Madagascar, l'auteur, M. Delelée-Desloges, administrateur en chef des colonies, a commenté de façon vivante l'organisation donnée depuis 1897 par la France à la grande île de l'océan Indien. La première partie, la partie descriptive, est laissée à la libre initiative des auteurs; de là l'étrange disparité des divers chapitres. Mettons à part, d'emblée, la description de l'Indochine, elle n'a pas été confiée à l'omniscience d'un haut fonctionnaire administratif ou à l'autorité d'un rapporteur parlementaire. Pour le premier volume — et pour celui-là seul — on a pensé que vulgarisation ne signifiait pas incompétence et que, contrairement à l'opinion de l'auteur d'un autre volume, il fallait prendre « attitude de savants ». C'est

l'illustre orientaliste Sylvain Lévi qui a dirigé la rédaction de ce livre, et il a groupé autour de lui d'anciens membres de l'école française de l'Extrême-Orient, des savants comme MM. Przyluski, Goloubew et Paulmus, chacun parlant de sa spécialité, et donnant sur chaque aspect du passé et du présent de l'Indochine le résumé de ce que nous en ont appris les recherches les plus sérieuses et les plus récentes. Ainsi apparaissent dans leur complexité les différents éléments qui ont constitué l'Indochine, pays de contrastes, plaines basses et rizières, hauts plateaux, montagnes et forêts vierges, carrefour de races et de civilisations, lieu de rencontre des cultures hindoues et chinoises. A la fin de chacun des chapitres de ce tableau objectif se trouve l'indication des meilleurs livres où le lecteur pourrait se renseigner de façon plus complète. — La partie administrative — un gros volume — contient l'essentiel sur l'organisation présente de cet ensemble de possessions où, sauf en Cochinchine, administration française et administration indigène se superposent.

Il ne faut pas chercher dans les autres volumes, ceux qui concernent l'Afrique surtout, de descriptions objectives, mais plutôt la réaction personnelle des différents auteurs devant le sujet qui leur était assigné, leurs souvenirs, leurs expériences, leurs déductions théoriques. Du reste l'attrait de ces volumes n'est pas moindre, mais il est autre; comme les auteurs sont ou administrateurs ou fonctionnaires, il est intéressant de deviner ce qu'ils pensent des pays où la France les a envoyés : ce qui fait la valeur des pages qu'ils ont écrites, c'est qu'ils y ont décrit, involontairement peut-être, beaucoup plus les colonisateurs que les colonies elles-mêmes. Même lorsqu'ils ne transforment pas le volume en un livre de souvenirs ou en récit de voyage, même lorsqu'ils pensent décrire objectivement, ils le font en professionnels de l'administration : semblables à ces traités d'histoire naturelle pratique qui classent les animaux en utiles ou en nuisibles, ainsi leurs descriptions ethniques condensent les expériences faites par les blancs au contact des noirs. Telle population est « active et accueillante », telle autre « n'est pas encore apprivoisée ». Bien informé, M. Delelée-Desloges décrit Madagascar avec quelque emphase, une concision solennelle qui apparaît jusque dans les titres des chapitres (*le chant des hommes, la France est une, le Chef*), mais avec une vive sympathie, et un beau dévouement à « l'Idée Coloniale. » Le volume sur le Togo-Cameroun de M. Chazelas est surtout une étude des méthodes de colonisation allemandes et françaises, et une justification fort équitable de la façon dont la France a conçu le mandat que lui a confié la Société des Nations. M. Roger Delavignette a fait sur l'Afrique Occidentale Française,

précisément en fixant ses souvenirs, ses expériences, ses enthousiasmes, un bien beau livre, vivant, profond, enflammé : « Je chante la Colonie, l'Afrique Occidentale Française. Là les Français deviennent coloniaux, et les Africains colons. Là les coloniaux deviennent Africains et les colons Français. » Ce qu'il dit du développement et de la vie de l'Islam en pays noir, ou des réactions de l'indigène fétichiste vis-à-vis de nos inventions, ou des transformations, en dix ans, de la Colonie, est attachant et neuf.

Cette emprise de l'Afrique, on la retrouve aussi plus spontanée encore, dans le volume consacré à l'Afrique Équatoriale Française par M. Jean Maigret : l'auteur évoque si bien les sensations, les dépaysements, les nouvelles habitudes du Français en terre équatoriale, la triste et spleenétique distraction de l'Européen solitaire, le soir venu, « qui attend mélancoliquement le moment d'aller dormir, en contemplant les courses des *gecko*, ces lézards africains, sur les murs en pisé de sa paillote », — qu'on lui pardonne bien volontiers, à moins d'être professeur au Muséum, ses essais de classifications zoologiques, qui, du reste, ont eu, puisqu'ils ont pu être imprimés, le visa du commissariat général de l'Exposition et ont reçu, de ce fait, un caractère officiel : les baleines, parce qu'elles vivent dans l'eau, ramenées au rang des poissons (p. 52); les chauves-souris, parce qu'elles volent, mises, tout de suite après les autruches, qui ne volent pas, au rang des oiseaux (p. 59); le scorpion, parce qu'il pique, rangé parmi les reptiles (p. 49). Et quand il nous dit ce qu'il sait des habitants de l'Afrique Équatoriale Française, il ne s'encombre pas plus d'érudition ou de connaissances livresques que lorsqu'il parle des animaux; son expérience lui montre qu'au contact du Blanc, le Noir se transforme avec une rapidité déconcertante : aussi ceux qui s'efforcent de recueillir les coutumes anciennes, lui semblent être « des collectionneurs qui récoltent les débris d'un vieux vase ». Quant à l'âme noire « elle était dans le chaos » avant notre arrivée; l'auteur entrevoit bien, « pour autant, dit-il, que nos renseignements soient exacts », que certains usages primitifs, comme le cannibalisme, ou certains types d'ordalies, ont une origine religieuse, et que ces coutumes ne se « présentent pas aux yeux du noir sous les mêmes aspects qu'elles se révèlent aux nôtres ». Il s'étonne que leurs croyances n'aient pas une forme synthétique, mais il n'a, semble-t-il, aucune idée des travaux des sociologues, de M. Lévy-Bruhl en particulier, sur la mentalité primitive, qui ont pourtant, surtout pour des administrateurs en contact avec des populations aussi peu civilisées que celles de l'Afrique Équatoriale, une immense portée pratique.

En somme, quels que soient les mérites, souvent fort grands,

de ces volumes, ils laissent le lecteur déçu et insatisfait; car il ne cherchait en les lisant, ni uniquement des études d'ethnographie et de sciences religieuses, ni des impressions, ni non plus une sorte de Bottin administratif de notre Empire; il voulait simplement connaître l'essence de notre action coloniale, et pour cela savoir quels étaient les peuples auprès de qui nous sommes venus vivre, comment nous nous sommes juxtaposés à eux, quels résultats nous avons voulu atteindre, quelles sont les modifications, voulues ou non par nous, qui se sont produites chez ces peuples, et dans quelle mesure ils ont reçu l'empreinte française : la IIIe République saura-t-elle implanter dans son nouvel empire la civilisation et la langue française, comme l'ancien régime l'avait fait en Louisiane, au Canada et dans les Antilles? A cette question, la collection du commissariat général donne une réponse insuffisante.

***

L'intérêt considérable des travaux de M. Lévy-Bruhl a été d'établir que l'esprit humain n'est pas identique à lui-même dans tous les temps et dans tous les lieux; qu'il y a sans doute une unité fondamentale de l'esprit, mais « qu'elle sert de substitut à une variation continue, laquelle dépend de l'état variable des sociétés ». Ayant remarqué à la lecture d'une traduction d'un historien chinois que le mécanisme de l'enchaînement des idées était différent du nôtre et que la logique chinoise ne coïncidait pas avec la nôtre, il entreprit de vérifier dans quelle mesure l'esprit humain se modifiait suivant les différences du milieu social. Et pour déterminer au mieux l'amplitude de ses variations, il s'est décidé à étudier la vie mentale des peuples dits primitifs, c'est-à-dire de ces peuples d'Océanie, d'Amérique ou d'Afrique Centrale, qui ont vécu jusqu'à nos jours sans aucun contact avec des civilisations plus avancées, et que la pénétration des états colonisateurs n'a pas encore sensiblement modifiés.

De là ces livres désormais classiques et traduits dans les principales langues du monde; *les Fonctions mentales dans les sociétés inférieures*, qui date de 1910, où il montre des hommes « autres que nous, raisonnant suivant des lois qui semblent s'opposer aux nôtres et défier notre principe d'identité »; *la Mentalité primitive* (1922), où l'on voit les primitifs se représenter l'univers, s'expliquer « la production et la succession des événements au rebours de nos habitudes scientifiques » et sans faire intervenir le principe de causalité; *l'Ame primitive* (1927), où l'on voit s'opposer les conceptions pri-

mitives du groupe et de ses membres avec notre logique individualiste.

M. Georges Davy, dans son excellent livre : *Sociologues d'hier et d'aujourd'hui*[1], a analysé, après l'œuvre d'Espinas, de Durkheim, de MacDougall, les résultats apportés par M. Lévy-Bruhl, a recherché en quoi les conceptions de l'auteur procédaient de Durkheim et de son système sociologique, mais aussi en quoi elles le prolongeaient et l'étendaient, s'il y a un abîme entre la « mentalité primitive », et la mentalité civilisée, ou si l'une procède de l'autre par des étapes graduelles et d'indivisibles transitions. M. Lévy-Bruhl admet lui-même la persistance dans les formes de pensée des peuples civilisés d'une mentalité prélogique ou extra-logique. On pourrait en donner des exemples multiples tirés de la vie des groupements religieux de toute nature, cultes traditionnels ou sectes spirites.

Aux trois ouvrages capitaux que nous venons de mentionner, M. Lévy-Bruhl, poursuivant ses analyses, vient d'en ajouter un quatrième : *Le surnaturel et la nature dans la mentalité primitive*[2]. En recherchant comment les peuples primitifs se représentent les puissances invisibles, l'auteur a vraiment atteint le cœur de son sujet, car ce sont ces rapports avec le monde surnaturel qui ont façonné la mentalité de ces peuples. L'enquête a porté sur des groupements arrêtés à peu près au même stade de civilisation, mais considérablement éloignés les uns des autres : Esquimaux, Australiens, Papous de Nouvelle-Guinée, Bantous de l'Afrique du Sud, Indiens de l'Amérique Centrale. Elle révèle un ensemble de croyances et de pratiques universellement admises, des régions polaires arctiques au Pacifique et au monde austral, et, comme des vestiges de ces croyances et de ces pratiques subsistent dans les populations rurales des pays civilisés, l'on est en droit de se demander si l'on n'est pas en présence de régions profondes de l'âme humaine, qui, devant l'importance croissante prise par l'expérience technique, par la culture rationnelle, semblent s'être effacées, avoir été résorbées, mais qui n'en continuent pas moins à exister.

Les primitifs se croient entourés de puissances invisibles; ils sont mal renseignés sur elles, âmes des morts ou divinités. Ils vivent dans une atmosphère de crainte et de terreur notée par Lucrèce et si bien reproduite par R.-L. Stevenson, dans ses récits de voyages à travers les mers du Sud. Aucune idée d'une providence, aucune connaissance des maux et de leurs causes possibles : « Nous n'avons pas de croyances; nous n'expliquons rien », dit un

1. Alcan, *id.*, 1931.
2. Alcan, *id.*, 1931.

shaman esquimau à un savant danois; « nous ne croyons pas, nous avons peur », peur du monde visible comme du monde invisible, tous deux d'ailleurs étroitement, indiscernablement mêlés. Dans ce monde invisible, aucune hiérarchie; chaque puissance, esprit des arbres, des rochers, des monts, agit pour son compte — souvent elles ne sont pas individualisées, mais diffuses, vagues influences maléfiques et simplement soupçonnées. Comme ces puissances invisibles, impalpables mais présentes, interviennent sans cesse autour du primitif, « la distinction entre la nature et le surnaturel s'estompe et tend à s'effacer ». Pour se préserver de leur action ou se la rendre favorable, il observe d'innombrables règles traditionnelles, il se sert d'amulettes, de charmes, de talismans, il n'agit qu'aux heures et aux jours fastes; il guette les pressentiments, les présages; il connaît les rites magiques qui incitent les animaux, bien plus savants et intelligents que les hommes, à se laisser prendre par le chasseur affamé. De là chez lui l'importance et le caractère spécial du culte des ancêtres et des morts, la place énorme que tient dans son esprit la sorcellerie. Les souillures et les purifications, les vertus mystiques du sang, les tabous auxquels sont soumis les veufs, les veuves, les accouchées, ce sont là pour lui des objets de science d'une importance vitale, car leur méconnaissance déclencherait contre lui les forces invisibles.

Cette masse de faits a été patiemment rassemblée et classée, interprétée avec une extrême pénétration psychologique, ordonnée et exposée dans une langue pure et souple; aussi la lecture de ces ouvrages est-elle extrêmement attachante, et l'on s'étonne d'accéder aussi aisément, grâce à cette limpidité d'expression vraiment classique, à des conclusions d'une portée si grande : de l'ordre pratique d'abord, — ne devraient-elles pas être connues de tous les fonctionnaires coloniaux? — de l'ordre spéculatif ensuite, puisque par elles des clartés nouvelles apparaissent sur la formation et la nature de l'âme humaine.

J. POIRIER

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIÉBAUT, Secrétaire général de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Élysées. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.